PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.
AUG 29 1923

30e Année. N° 16. 15 Août 1923.

LA REVUE DE PARIS

SOMMAIRE

		Pages.
chard Grelling .	*Le Voyage du Prince Henri de Prusse (Juillet 1914).*	721
lery Larbaud . .	*Samuel Butler*	748
nuel Butler. . .	*Notes et Souvenirs*	763
chesse de Dino.	*Lettres à M. Thiers* (fin)	798
de Lavergne . .	*L'Angleterre et les économies*	822
stave Simon . .	*Sarah Bernhardt.* — I.	848
mille Marbo. . .	*Les Cahiers de Francine.* — II	873
lonel Loïr. . . .	*Une Opération de cavalerie en Pologne* (fin)	909
nry Bidou . . .	La Vie littéraire : *Parmi les Livres*	931
gustin Leger . .	La Vie internationale : *M. Calvin Coolidge*	938
dré Chaumeix. .	La Politique : *L'Entente et l'Allemagne*	950

Copyright 1923 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE **240** PAGES : **4** FR. **50**

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 85bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE 3, RUE AUBER

1923

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

Un remarquable ouvrage vient de s'ajouter à la série déjà longue des études suscitées en F par l'enseignement de Vidal de la Blache; c'est la thèse de doctorat de M. **Philippe Arbos** sur l **pastorale dans les Alpes francaises.** L'étude de cette question offrait des difficultés pa lières, du fait de la complexité physique et climatique de la France du Sud-Est, puis à ca l'insuffisance des monographies locales et des travaux statistiques, si nombreux en Suisse. De effort considérable de documentation personnelle, poursuivie depuis 1910, quatre cents en orales sur le terrain, deux cents enquêtes écrites, sans compter les longs dépouillements de dépôts d'archives et les bibliothèques, car en pareille matière l'histoire et la géographie s' mêlent et s'expliquent l'une par l'autre. En contact intime avec son sujet, l'auteur a ré dominer la masse des faits et à l'ordonner de façon si claire que non seulement le géograp métier, mais « l'honnête homme » curieux de choses sociales, le touriste intelligent, peuve suivre aisément et toujours avec plaisir. Son étude de l'exploitation du bétail est un exemple fra des résultats que donnent les méthodes géographiques appliquées à des domaines réservés peu de temps encore aux seuls historiens ou aux économistes : elles font voir dans leurs as changeants et concrets ces abstractions qui préoccupent l'opinion à si juste titre : diminutio cheptel, déboisement, dépopulation. Par sa portée pratique comme par ses mérites scientifiqu livre doit devenir classique auprès de tous les amis des Alpes françaises.

L'on doit à M. **E.-F. Gautier** une étude d'ensemble sur le **Sahara,** la première où soient m œuvre les abondants matériaux recueillis depuis trente ans dans ces régions. Personne n'était m qualifié pour l'écrire que l'éminent professeur de l'Université d'Alger, qui, depuis 1900, a pris p de nombreuses explorations dans le Sahara français, et qui a récemment complété par un s prolongé en Egypte ce qu'il avait observé dans les Territoires du Sud. Elève de Vidal de la Bl il a au plus haut degré l'aptitude à saisir comme instinctivement la caractéristique d'un r d'un modelé, le goût de la recherche des causes, le sentiment éphémère de l'universelle évolu Beaucoup de sens psychologique, l'art d'interpréter les observations traditionnelles des indig leurs dénominations, leurs légendes, et de faire revivre par elles, dans cette courte synthèse, un de l'atmosphère qui entoure une caravane en marche à travers le reg, le sentiment de l'inconnu e l'incertain, les réactions instinctives de l'homme contre les forces naturelles hostiles. Une f personnelle, volontiers, paradoxale, de voir les choses, une langue nerveuse, exposé clair, vrai magistral a tout ce qu'il faut pour réussir auprès du grand public, de celui qui ne conn désert que par le film de l'*Atlantide*. Divisé en trois parties : vie physique, histoire, descrip régionale, se termine par des vues suggestives sur l'avenir des relations entre l'Europe et les rég tropicales par le Sahara. Quatre cartes complètent ce livre d'un format commode et d'une fort bo impression (il a paru dans l'élégante collection qui comprend, entre autres volumes, la *Civilisa hellénique* de Maurice Croiset, et la *Philosophie du moyen âge* de Gilson).

Chargé d'une enquête sur le Congo par le *Soir* de Bruxelles, M. **Pierre Daye,** après un sé de huit mois en Afrique équatoriale, en a publié les résultats d'abord en articles, puis en un volume intitulé **l'Empire colonial belge.** Reportage et récit de voyage, ce livre est destiné à f naître chez nos voisins un mouvement en faveur de l'exploitation du vaste empire légué par Léop Mais il présente cet intérêt plus général de montrer l'état économique, en 1922, de ce vaste morceau continent africain. Un chapitre poli est consacré à notre Congo, si mal doté et si pauvre. Toute lacu sité et la passion patriotique de l'auteur le portent vers l'est, vers les mines du Katanga, vers Grands Lacs, et vers ces deux districts de Ruanda et d'Urundi, pauvres restes des conquêtes fa par les Belges pendant la guerre, et qui ont dû être abandonnées, avec quelle amertume, à l'Ang terre, de par le traité de Versailles. M. P. Daye, parti de Matadi, remonte le Congo, touche à l'Afri orientale anglaise, et redescend, à travers l'Union Sud-Africaine, vers le Cap. Il signale à ses com triotes le danger que présente pour l'avenir de leur colonie les visées expansionnistes des dirige de l'Union, du général Smuts notamment, visées facilitées d'une part par le nomadisme pasteurs boërs remontant vers le Nord, d'autre part par l'enseignement inconsidéré du flamand Congo belge, enseignement préparant le terrain aux propagandistes « pro-dutch ».

Un bel exemple de survivance de conscience nationale est donné par une colonie depuis bien lo temps séparée de sa métropole, — par l'Acadie, cette partie orientale du Canada français cédée 1713, au traité d'Utrecht, à l'Angleterre. **M. Emile Lauvrière** a très complètement étudié, en d gros volumes judicieusement illustrés, la **Tragédie d'un peuple,** la colonisation par la France la Nouvelle-Ecosse et du Cap Breton, la formation d'une population homogène de colons franç sa déportation en masse par les Anglais au cours de la guerre de Sept Ans, et sa lente renaissance cours du XIXe siècle. Ce livre fait revivre dans tous ses détails une page trop oubliée de notre hist coloniale. A noter certaines attaques bien inopportunes contre nos Alliés, et certaines comparais entre l'Angleterre et l'Empire allemand, de nature à réjouir les esprits pessimistes et sceptiques.

M. **Firmin Roz,** qui, il y a douze ans, exposait dans l'*Energie américaine* l'évolution des Et Unis, donne dans l'**Amérique nouvelle** trois esquisses de la grande République, — avant la gue pendant la guerre, depuis la guerre. Sa grande connaissance des choses américaines lui per d'intéresser le lecteur sur des sujets qui ont été tant de fois traités, et souvent excellemment : universités, la vie de famille, la religion. — La dernière partie, la crise de la paix, est neuve, et présente comme un bon tableau des événements politiques qui ont marqué la fin de la préside Wilson et les deux premières années de la présidence Harding.

Les directeurs de la collection France-Amérique ont pensé que de bonnes monographies l'histoire des États-américains en les faisant connaître chez nous, seraient le plus efficace mo de rapprochement intellectuel. Pourquoi ont-ils donc fait traduire l'**Histoire générale de Bolivie** de M. Alcides Arguedas, travail utile sans doute aux Boliviens, adapté aussi peu que possi au public français. Une liste interminable de noms propres, de fastidieux récits de rivalités pers nelles, de pronunciamentos, d'assassinats, tout cela en l'air, et pouvant s'appliquer aussi bi pour le lecteur non averti, à l'Equateur ou au Venezuela. De la grandiloquence, mais pas le p mince détail ni sur la colonisation espagnole ni sur la population du pays ni sur ses ressources. livre de cette nature ne fait que renforcer les préjugés qui ont eu trop longtemps cours en Eur sur les Républiques Sud-Américaines.

J. POIRIER

LE PRINCE HENRI EN ANGLETERRE[1]

(DU 25 AU 27 JUILLET 1914)

I

Parmi les points encore obscurs de l'histoire de ces sombres jours (du 23 juillet au 4 août 1914), il en est un que les auteurs, traitant de la question des responsabilités de la guerre, n'ont presque nulle part étudié en détail. Il est pourtant du plus grand intérêt et d'une importance considérable pour l'intelligence du grand drame qui suivit.

Il s'agit du voyage du prince Henri en Angleterre du 25 au 27 juillet.

Quel but poursuivait le frère et confident de l'empereur Guillaume en accomplissant ce voyage, en rendant cette visite au roi George précisément dans ce bref intervalle de temps qui sépare la remise de la réponse serbe à l'ultimatum autrichien (25 juillet) et le début de la guerre austro-serbe (28 juillet)? Quels étaient les desseins de l'empereur Guillaume sans l'acquiescement duquel ce singulier voyage n'au-

1. M. Richard Grelling, auteur de ces deux livres qui ont eu tant de retentissement : *J'accuse* et *le Crime*, n'est pas un inconnu pour les lecteurs de la *Revue de Paris* qui ont déjà, dans le numéro du 2 mars 1922, pris connaissance de son étude sur « Le mystère du 30 juillet 1914 ». — *Tous droits réservés par l'auteur, spécialement le droit de traduction. Copyright* 1923 *by Richard Grelling.*

rait pu être entrepris? Quels résultats le prince Henri a-t-il obtenus? Quelles conclusions relatives aux projets pacifiques ou belliqueux de Guillaume peut-on tirer de ce voyage du prince et de ses effets?

Autant de questions que j'ai abordées dans mes livres, mais dont je n'ai pas jusqu'ici entrepris l'examen approfondi. Elles sont — on va le voir — d'une grande importance pour la recherche de la vérité sur les origines de la guerre.

Ceux qui affirment que l'Allemagne n'est pas coupable passent presque tous ce voyage sous silence : cela est fort explicable et, du même coup, très suspect. Les écrivains qui plaident l'innocence de l'Allemagne ont toujours eu pour tactique, lorsqu'ils se sont trouvés en présence de faits diplomatiques qui les gênaient, de n'en pas souffler mot ou de les effleurer légèrement ou encore de les tourner et de les retourner jusqu'à ce que le noir devînt blanc. Je ne veux rappeler que la manière dont on a traité la proposition de La Haye faite par le Tsar, les deux formules d'accord proposées par Sazonoff et maints autres points qui apparaissent comme autant de charges écrasantes surtout si l'on se réfère aux documents officiels allemands et autrichiens. Mais que les écrivains qui accusent l'Allemagne aient considéré le voyage du prince Henri comme une « quantité négligeable[1] » et ne lui aient pas accordé l'importance qu'il mérite, voilà, me semble-t-il, une grave omission, que je veux réparer aujourd'hui.

Alors que la Commission d'enquête parlementaire (ce monstre repoussant que l'on croyait mort depuis longtemps) vient de donner de nouveau signe de vie, je ne voudrais pas manquer de fournir à cette « chambre introuvable[2] » un problème qu'elle pourra ajouter à tous ceux que, en dépit de son incapacité, elle est appelée de résoudre.

D'abord les faits :

De la présence du prince Henri à Londres nous entendons parler pour la première fois par un télégramme envoyé par le prince Lichnowsky, de la part du prince Henri, au ministère des Affaires étrangères, le 26 juillet au matin; le message est adressé au chancelier impérial. « Le roi George, y est-il

1. En francais dans le texte.
2. En français dans le texte.

dit, a exprimé le vif désir de voir l'Angleterre et l'Allemagne, unies, parvenir avec l'aide de la France et de l'Italie à maintenir la paix, en dépit de l'extrême gravité de la situation[1]. » Comme on le voit, il s'agit ici du projet de conférence de Grey qui le même jour — Dimanche 26 juillet, le lendemain de la remise de la réponse serbe — fut soumis officiellement aux quatre puissances non directement intéressées[2].

Corroborant le télégramme de l'ambassadeur au ministère des Affaires étrangères, l'attaché naval allemand à Londres fit part au ministère de la Marine du Reich du projet de Grey, d'après lequel les quatre puissances devraient entreprendre une action commune pour « apaiser la Russie et l'Autriche-Hongrie ». L'attaché naval ajoute l'importante nouvelle suivante[3] :

« Le roi d'Angleterre a dit au prince Henri de Prusse que *la Grande-Bretagne demeurerait neutre* au cas où la guerre éclaterait entre les puissances continentales. » Suit enfin ici — dans les documents allemands — la lettre capitale du prince Henri à l'Empereur. Elle est datée de Kiel, 28 juillet 1914[4]. Le prince Henri informe son frère qu'il est resté en Angleterre du matin du samedi 25 juillet au matin du lundi 27, soit quarante-huit heures et que le matin du dimanche 26 juillet il a été, sur sa demande, reçu par le roi George avec qui il a eu un entretien politique. Le roi y réitéra la proposition de conférence Grey, le but de cette conférence devant être de *localiser la guerre entre l'Autriche et la Serbie*, afin d'éviter ainsi la guerre européenne menaçante. Au dire du prince Henri, le roi aurait ajouté textuellement : *We shall try all we can to keep out of this and shall remain neutral.* « Nous ferons tout ce que nous pourrons pour nous tenir hors de cette affaire et demeurer neutres. » Le prince Henri est convaincu que le roi George est « sérieusement et sincèrement désireux de prévenir l'embrasement mondial éventuel ». Il confirme l'opinion de Lichnowsky, relativement à « la loyauté et la franchise des intentions de Sir Edward Grey ».

1. Documents allemands n° 201.
2. Livre bleu, n° 36.
3. D. 207.
4. D. 374.

La lettre du prince Henri est si intéressante depuis le commencement jusqu'à la fin que je n'en saurais trop recommander la lecture dans le recueil de documents de guerre. Tout y vaut d'être étudié, mais on remarquera particulièrement la déclaration du roi d'Angleterre relative à la proposition de conférence Grey, déclaration tout à fait juste : le seul but de cette proposition était de localiser le conflit austro-serbe; ainsi, grâce à un règlement amical des points encore en discussion, on évitait que le différend local ne s'étendît à la Russie et l'Autriche-Hongrie puis à toute l'Europe. Selon les termes mêmes employés dans l'invitation à la conférence, les ambassadeurs des quatre puissances devaient avoir mission de découvrir « une solution susceptible d'éviter les complications ». Cela revient à dire que Grey, dans son projet, poursuivait le but même que Bethmann avait toujours représenté comme le sien : la localisation du conflit. Mais, tandis que Grey proposait la seule mesure qui permît d'atteindre ce résultat, c'est-à-dire l'entremise des puissances non strictement intéressées, Bethmann (qui, soi-disant, poursuivait le même but) préconisait des négociations directes entre Vienne et Pétrograd. A de tels pourparlers les Autrichiens se refusèrent d'abord, puis au dernier moment ils se décidèrent à les entreprendre, mais ce fut à contre-cœur et toutes les formules qu'ils mirent en avant étaient bien faites pour empêcher que la tentative ne réussît. Si Grey et Bethmann souhaitaient réellement d'arriver au même résultat, autrement dit si Bethmann avait ces « intentions loyales et franches », que Lichnowsky reconnaissait être celles du secrétaire d'État anglais, pourquoi le chancelier écartait-il l'idée de la conférence? Pourquoi, par surcroît, sous un prétexte aussi futile et aussi indéfendable que celui de ne pouvoir traîner son allié devant un aréopage, devant « un tribunal européen? »

II

Ainsi qu'il résulte de l'en-tête de la lettre adressée par le prince Henri à Guillaume, le frère du Kaiser, le 28 juillet, après son retour de Londres, se trouvait à Kiel. Le lendemain 29 juillet, il vint à Potsdam pour communiquer personnelle-

ment à l'Empereur ses impressions d'Angleterre. Du livre de l'amiral Tirpitz[1], il résulte que la déclaration du prince Henri relative à la prétendue promesse de neutralité du roi George eut une influence considérable sur les délibérations du conseil de la couronne qui se tint à Potsdam dans l'après-midi et le soir du 29 juillet. Comme le grand amiral se permettait d'exprimer un doute relativement à la promesse de neutralité faite par le roi, l'Empereur lui lança ces mots : « J'ai la parole d'un roi. Cela me suffit. »

Le livre de Tirpitz ne nous en apprend pas plus sur l'influence exercée par la déclaration du roi sur les délibérations de Potsdam. Mais je suis personnellement convaincu que cette influence fut considérable, peut-être même décisive. Ce qui me fortifie dans cette conviction, c'est la position qu'a prise l'Empereur, dans ses écrits et dans ses « annotations ». A plusieurs reprises en effet, il parle de cette promesse de neutralité et dans sa colère, il se refuse à avouer que, comme on va le voir, le roi George n'a jamais fait une promesse de ce genre. Guillaume, dans sa désillusion, se livre à une autre supposition : la promesse aurait bien été faite, mais ce « bas coquin », ce « mauvais drôle » de Grey l'aurait démentie ensuite et présentée comme une invention mensongère. Dans l'exposé détaillé qu'il écrivit le 10 août 1914 pour le président Wilson, l'Empereur fit ressortir avec une insistance singulière la promesse (soi-disant non tenue par la suite) du souverain anglais; c'est que Guillaume désirait se faire passer, aux yeux de l'Américain, pour l'innocente victime des perfidies ennemies. Ce monarque sans clairvoyance ne se rendait pas compte que le simple fait de s'être préoccupé de la neutralité anglaise et de s'y être fié constituait contre lui une lourde charge.

La prétendue promesse du roi d'Angleterre fut révélée au public par l'ambassadeur Gerard, après la déclaration de guerre germano-américaine; elle fut aussitôt démentie catégoriquement par le gouvernement anglais, démenti qui d'ailleurs était tout à fait superflu, puisque d'après les dispositions de la constitution anglaise, il était absolument impossible que le roi d'Angleterre donnât une promesse aussi

1. Page 238.

importante sans l'avis et l'assentiment de ses ministres. Ceux-ci, à leur tour, ne pouvaient rien décider sans avoir obtenu l'assentiment du Parlement. Une telle promesse eût d'ailleurs été en complète contradiction avec l'attitude du gouvernement anglais avant et après le 29 juillet. En effet, la politique de Sir Edward Grey et de ses collègues consistait précisément à ne faire ni promesse de solidarité à l'alliance franco-russe, ni promesse de neutralité aux puissances centrales. C'est seulement en s'abstenant de tels engagements que Sir Edward Grey croyait possible de conserver en main la clef du temple de Janus européen. Toute déclaration faite en faveur de l'un ou l'autre parti lui eût inspiré la crainte de pousser ce parti à l'intransigeance et par là d'accroître les chances de guerre. Nous serions entraînés trop loin, si nous entreprenions d'exposer ici en détail tous les actes de Sir Edward Grey qui s'inspirèrent de cette conception. Nous voulons seulement prouver ici que la promesse de neutralité que, au dire du prince Henri, le roi d'Angleterre aurait faite (ce que le gouvernement anglais a officiellement démenti), est absolument *impossible*, étant donné la constitution anglaise et la politique pacifique adoptée par la Grande-Bretagne en ces jours critiques. Mais en cette circonstance comme en beaucoup d'autres, l'empereur Guillaume et ses fidèles ont considéré l'impossible comme possible et même comme réel. Ils ne craignaient pas la guerre continentale; ils étaient même certains de son issue victorieuse, d'autant que, d'après un calcul également faux, ils comptaient au moins sur la neutralité bienveillante de l'Italie et peut-être même sur son appui militaire.

Ainsi que vraisemblablement des découvertes ultérieures le confirmeront, la nouvelle rapportée par le prince Henri à Potsdam, le 29 juillet après midi, fit pencher la balance du côté de la guerre. Pour obtenir une confirmation diplomatique de la prétendue déclaration de neutralité anglaise et pour — on peut le dire — en acquitter le prix par l'octroi de quelques compensations, M. de Bethmann, aussitôt revenu de Potsdam, fit venir dans la nuit du 29 au 30 juillet l'ambassadeur anglais Sir Edward Goschen et lui offrit une forte enchère pour s'assurer la neutralité anglaise : toutes

les conditions relatives à la France, la Belgique et la Hollande étaient précisées [1]. Le récit du grand amiral von Tirpitz consolide donc les accusations, déjà fort bien étayées, que nous avons formulées.

III

L'illusion que fit naître en lui son royal cousin provoqua par la suite chez Guillaume une grande fureur. L'expression la plus passionnée s'en trouve dans les notes que le Kaiser écrivit en marge de la communication de Lichnowsky du 29 juillet après-midi. L'ambassadeur y analyse en détail les idées de Grey sur la médiation des quatre puissances, sur l'occupation de Belgrade à titre de garantie [2], etc. Il n'y a pas d'injure qui semble assez forte à l'Empereur quand il parle des hommes d'État anglais. Les propositions les plus pacifiques et les plus raisonnables du secrétaire d'État anglais, propositions qui furent par surcroît soumises au prince Lichnowsky sur le ton le plus amical, le gentleman impérial les enrichit de remarques marginales de ce genre : « incroyable preuve du pharisaïsme anglais », « vulgaire menteur », « infiniment bas et méphistophélique, mais tout à fait anglais », « canaille de marchand », etc... En somme, si l'on met à part ses propositions positives concernant la médiation des quatre puissances et l'occupation de Belgrade, Grey s'était contenté d'avertir, sous une forme très réservée, que l'Angleterre assisterait en simple spectatrice à une guerre austro-russe, mais qu'elle ne pourrait demeurer également indifférente en cas de guerre franco-allemande. L' « entêtement de l'Autriche » qui rendait à chaque instant les menaces de guerre plus sérieuses, demeurait à ses yeux incompréhensible, étant donné que personne ne songeait à refuser aux Autrichiens les satisfactions qu'ils exigeaient des Serbes, satisfactions qu'ils pouvaient d'ailleurs obtenir sans guerre européenne. La simple phrase où Grey déclarait que, au cas où le conflit s'étendrait à la France et à l'Allemagne, le gouvernement anglais se trouverait poussé par les circonstances à prendre des décisions rapides semble à Guillaume

1. Livre bleu n° 85.
2. Livre bleu, n°s 84 et 88.

« une grossière tromperie », « une menace en même temps qu'un coup de bluff pour nous détacher de l'Autriche, empêcher la mobilisation et rejeter sur nous la responsabilité de la guerre » (Voir la note marginale de Guillaume en face du document allemand 368). On remarquera surtout les mots « *empêcher la mobilisation* ». La dépêche de Lichnowsky arriva le 29 juillet au soir au ministère des Affaires étrangères; on la déchiffra et on la présenta à l'Empereur le 30 juillet à midi (notez la suppression des phrases importantes relatives à la médiation des puissances; l'Empereur étant hostile à cette entremise on les retrancha délibérément); c'est à ce moment que Guillaume écrivit ses notes marginales. Les trois mots reproduits plus haut prouvent que Guillaume — alors que l'ordre de mobilisation générale russe n'était pas encore donné, puisqu'il ne le fut dans la forme officiellement prescrite qu'au 30 juillet au soir — songeait déjà à la mobilisation générale allemande. Bien des Allemands ont soutenu et soutiennent encore que les Russes ont provoqué la guerre par leur mobilisation : voilà un nouveau document qui démontrera leur folle erreur.

Comment s'explique cette immense et inapaisable fureur que provoqua chez Guillaume la déclaration de Grey : « le gouvernement anglais se trouverait poussé par les circonstances à prendre des décisions rapides », au cas où l'Allemagne et la France seraient entraînées dans cette catastrophe qui devait être une des plus effroyables de l'histoire de l'humanité? Cette simple déclaration donnait seulement à entendre qu'une intervention de l'Angleterre était possible, mais elle ne fournissait aucun éclaircissement précis, ne contenait aucune menace; elle avait simplement pour but d'empêcher que quelque jour on accusât l'Angleterre de déloyauté. Alors pourquoi cette fureur? L'illusion jusqu'alors conservée que l'Angleterre demeurerait neutre peut seule l'expliquer. La désillusion était aussi grande chez Guillaume que chez Bethmann et Jagow. Ces « hommes d'État » n'avaient aucune idée de l'état d'esprit politique du peuple et du gouvernement anglais, aucune notion des faits historiques qui montraient que le maintien de la neutralité de la Belgique et de la Hollande était une des pierres angulaires de la politique européenne

anglaise. Quant à Guillaume il établissait sa conviction que l'Angleterre resterait neutre sur une phrase soi-disant prononcée par son cousin George au cours d'une conversation, phrase qui, même si elle avait été dite, ne pouvait d'après la Constitution anglaise avoir aucune signification. Les grands esprits de la Wilhelmstrasse prêtaient aux hommes d'État anglais, qui leur étaient bien supérieurs, leur stupidité et leur ignorance propres. Guillaume, l'autocrate, donnait aux paroles, que le souverain constitutionnel anglais était censé avoir prononcées, l'importance qu'eussent conférée aux siennes propres sa situation de monarque absolu (l'empereur pouvant être son propre chancelier). Ainsi l'Empereur et ses conseillers en vinrent à des conclusions complètement fausses, dans leurs conjectures sur la conduite vraisemblable de l'Angleterre. Le médiocre Bethmann se flattait, grâce à de beaux discours, quelques présents sans consistance et de vagues perspectives d'avenir, d'abuser l'intelligent ambassadeur anglais Goschen et son chef d'une non moindre valeur Grey; il croyait pouvoir les déterminer à la neutralité, en dépit de l'envahissement du territoire belge. Pourtant si le chancelier avait eu la moindre lueur d'intelligence diplomatique, la moindre trace de sens politique, la réponse de Goschen — le 29 juillet au soir — eût dû lui montrer que sur la question de la neutralité de la Belgique il ne fallait pas espérer que l'Angleterre pût transiger. Le seul homme qui, à la cour de Berlin, avait la petite dose d'intelligence nécessaire pour juger sainement la question était le grand amiral Tirpitz. Celui-ci, ainsi que nous nous en rendons compte par son livre ne semble avoir été nullement l'instigateur de la guerre, ainsi que les coupables de la Wilhelmstrasse aiment à le faire croire. Il semble au contraire avoir déconseillé la guerre, pour cette raison péremptoire qu'il prévoyait que l'Angleterre se rangerait aux côtés de nos ennemis et que par conséquent la victoire serait impossible. La scène qui eut lieu le 4 août au soir entre Bethmann et Goschen, cette fameuse scène du « chiffon de papier », où le chancelier parvenu au paroxysme de la colère parla vingt minutes de suite sans laisser son interlocuteur placer un mot, cette scène, dis-je, prouve chez le chancelier le même état d'esprit qui apparaissait déjà à peu près chez l'Empereur le 30 juillet lorsqu'il lisait le rapport de

Lichnowsky : ces hommes bornés rendaient les autres ou le sort responsables de leurs propres erreurs. Pour pouvoir apprécier pleinement les notes que l'empereur écrivit sur le rapport de Lichnowsky, que l'on examine seulement la conclusion dudit rapport :

Sir Edward Grey a dit à mon collègue italien, qui me quitte à l'instant, que, à son avis, si la médiation est acceptée, l'Autriche pourra obtenir toutes les satisfactions possibles. Il n'est pas question qu'elle accomplisse une humiliante reculade, car les Serbes seront-en tout cas punis et, avec le consentement de la Russie, contraints de se soumettre à tous les désirs de l'Autriche. Enfin l'Autriche pourrait obtenir toutes les garanties nécessaires pour l'avenir, sans avoir besoin d'engager une guerre qui mette en question la paix européenne.

Que Guillaume voulait-il donc de plus que cette promesse de Grey s'il cherchait réellement une solution pacifique du conflit local, solution capable d'éviter la guerre européenne? On devait donner toutes les satisfactions possibles aux Autrichiens, dans tous les cas les Serbes devaient être punis, avec le consentement de la Russie, et la monarchie danubienne devait obtenir sans guerre toutes les garanties nécessaires pour l'avenir. On ne voit pas ce que Grey aurait pu dire de plus, le 29 juillet, alors que la Serbie, par sa réponse à l'ultimatum, avait, selon le mot même de Guillaume à Jagow « donné satisfaction en gros et dans l'ensemble aux désirs de la monarchie danubienne » à ce point même « que tout motif de guerre disparaissait et que Giesl eût dû rester tranquillement à Belgrade » (ainsi s'exprime Guillaume dans les notes qu'il écrivit en marge de la réponse serbe le 28 juillet au matin et dans sa lettre à Jagow)[1].

De plus Grey avait spontanément soumis au prince Lichnowsky — avec quelques modifications — cette idée conçue par Guillaume lui-même d'occuper Belgrade à titre de garantie. Dans cette question, il y avait jusqu'à un certain point accord entre l'empereur d'Allemagne et le ministre anglais. Pourtant, le 30 juillet à midi, Guillaume, animé d'une sorte de manie de la persécution, d'abord passive puis active, s'emporta

1. Doc. nos 271 et 293.

contre les propositions de Grey. Celles-ci prouvaient le plus sincère désir de paix, mais rendaient l'hypothèse de la neutralité anglaise douteuse. On comprendra la raison de cette colère si l'on songe que l'Empereur, le 30 juillet, à la suite du conseil de la couronne (où il s'était laissé influencer par les généraux), ne se préoccupait plus de médiation pacifique, mais seulement de la possibilité de faire la guerre dans des conditions particulièrement favorables. Aussi l'idée que l'Angleterre pourrait prendre part à la guerre primait-elle en lui tout autre souci. Ainsi que je l'ai déjà montré dans « *J'accuse* », d'après les documents alors connus, depuis l'hiver 1912-1913 Guillaume était en principe gagné aux vues et projets du pangermanisme et pourtant, à l'instant décisif où il signa l'arrêt de mort de millions d'hommes, des incertitudes, des hésitations, des mouvements nerveux se manifestèrent chez lui (lors de l'échange de dépêches qu'il eut antérieurement avec le tsar, on l'avait déjà vu dans un état semblable). Les documents nombreux que nous possédons aujourd'hui confirment mon opinion d'alors. Depuis le 5 juillet, l'empereur Guillaume était préparé à la guerre européenne — qui devait être la suite du conflit austro-serbe. Dès le 6 juillet, avant le voyage dans la mer du Nord, avait eu lieu à Potsdam ce « conseil militaire » où l'on devait étudier « les mesures de guerre préliminaires » et qui amena à donner les « ordres correspondants ». C'est bien en vain que, dans leur prétendue enquête, les hommes qui ont publié les documents allemands chercheront à passer sous silence ces circonstances, sur lesquelles une déclaration du baron von dem Busche, sous-secrétaire d'État et une affirmation de Tirpitz[1] nous éclairent.

Pendant le voyage de la mer du Nord, du 6 au 27 juillet, on ne trouvait rien de mieux à faire à la Wilhelmstrasse que de pousser à l'action diplomatique et militaire la plus rapide, possible contre la Serbie; on courait ainsi sciemment le risque d'une guerre européenne : cela est aujourd'hui un fait historique solidement établi. Nous n'avons malheureusement que des renseignements tout à fait insuffisants sur la part effective que l'Empereur prit à ces machinations et nous manquons également de documents sur la correspondance qu'il semble avoir

1. Voir Doc. all., liv. IV, p. 171.

entretenue directement avec son ambassadeur de Vienne, sans passer par l'intermédiaire du ministère des Affaires étrangères.

L'affaire était d'importance capitale : c'était l'Empereur lui-même qui avait pris les premières mesures décisives : dans ces conditions, il eût été contraire à toutes les habitudes de Guillaume et à toutes les traditions de l'autocratie de ne point conserver en main la direction des négociations. Le lundi 27 juillet, lorsqu'il arriva à Potsdam, on n'avait pas encore remis à l'Empereur la réponse serbe. Pour justifier aux yeux des autres nations la rupture des pourparlers diplomatiques, les Autrichiens avaient répandu le bruit mensonger que les Serbes avaient fait une réponse qui, par son fond, équivalait à un refus. Depuis le 5 juillet on avait constamment prévu ce refus et tous les calculs politiques de Berlin et de Vienne étaient fondés sur lui. Ni Guillaume, ni les gouvernements des deux capitales ne doutaient que les clauses, draconiennes à dessein, de cet ultimatum ne le fissent repousser comme inadmissible. Et ils souhaitaient un tel résultat, parce qu'ils ne croyaient pouvoir atteindre leurs buts qu'après avoir anéanti par la force l'État qui les gênait. Ils comptaient à ce point sur le refus que les Autrichiens furent contraints de représenter l'humble et gémissante note serbe comme une insidieuse provocation de guerre. Et Bethmann lui-même osa répéter — dans la note communiquée aux gouvernements du Reich le 28 juillet — que « les milieux dirigeants serbes n'étaient pas sérieusement décidés à renoncer à leur ancienne attitude et à leurs agissements politiques ». C'est également le sens que le chancelier prête à cette réponse serbe à propos de laquelle l'Empereur écrivait le même jour : « elle proclame *urbi et orbi* la capitulation..., elle écarte toute cause de guerre..., elle ne peut même pas justifier une mobilisation ». Cet incroyable esprit de mensonge, cette duplicité des hommes d'État de Berlin (duplicité dont le passé lui-même ne nous fournit aucun exemple équivalent), apparaît clairement si l'on compare la lettre impériale et la circulaire de Bethmann, toutes deux écrites le 28 juillet. D'après la lettre de l'Empereur, toute raison de conflit local et *a fortiori* européen avait « en gros et dans l'ensemble » disparu. Ce qui restait indispensable pour la « satisfaction d'honneur » de l'Autriche-Hongrie, c'était

l'occupation d'une partie de la Serbie, occupation qui devait garantir l'exécution des engagements de ce pays; or par une action concertée et énergique, l'Angleterre et l'Allemagne (ces deux nations se trouvant d'accord en principe sur une telle solution) pouvaient obtenir que l'on rêglât les choses dans ce sens à Vienne. Cette situation présageait déjà la paix — aussi bien locale que générale; — Guillaume voulait faire dire à l'Autriche : « la Serbie a été contrainte de s'incliner très humblement, nous félicitons le gouvernement de Vienne; naturellement il ne subsiste plus de raison de guerre »; le conflit semblait — c'était presque certain — devoir se terminer pacifiquement, et pourtant le chancelier allemand évoquait encore devant les gouvernements du Reich le spectre d'une guerre européenne. Il parlait de localiser un conflit qui, pour l'Empereur lui-même, n'existait plus. « La monarchie austro-hongroise, si elle ne voulait pas renoncer définitivement à son rang de grande nation, devait exercer une pression vigoureuse... éventuellement prendre des mesures militaires. » Bien entendu, le chancelier envisageait les devoirs qu'en bons alliés il nous faudrait remplir; toutes les forces du Reich s'y dévoueraient, si l'intervention de la Russie devait étendre l'incendie. Si telle n'était pas réellement la vérité, considérerait-on comme croyable, comme vraisemblable que le même jour l'Empereur puisse déclarer que l'Autriche n'a plus de raison de faire la guerre à la Serbie et le chancelier, lui, envisage en toute tranquillité non seulement la guerre austro-serbe, mais encore, comme conséquence de celle-ci, la guerre européenne?

Il est difficile de trouver une explication plausible à cette divergence, et pareillement difficile, disons même impossible, de suivre les raisonnements faux et confus qui traversèrent le cerveau des dirigeants allemands durant les jours que nous étudions : on ne peut comprendre leurs incompréhensions. Il est certain, en tout cas, que deux jours plus tard, le 30 juillet, lorsque l'Empereur écrivait ses remarques en marge de la note Lichnowsky, il en était tout à fait venu aux conceptions qui avaient inspiré à Bethmann sa note circulaire aux gouvernements du Reich. Le 30 juillet, ce même Guillaume, qui venait de déclarer que toute raison de guerre était écartée, comptait sur la guerre européenne et entrait en fureur à

l'idée que l'Angleterre pourrait se ranger parmi ses adversaires.

IV

A peu près au même moment où Guillaume, dans les notes écrites en marge du rapport Lichnowsky, faisait allusion à la prétendue promesse de neutralité du roi d'Angleterre, le prince Henri adressait à celui-ci son fameux télégramme. Le prince y rappelait à son royal cousin les paroles si amicales que celui-ci avait prononcées. le dimanche précédent, à Buckingham-Palace. Le prince déclarait en avoir fait part à Guillaume, « qui a accueilli ta communication avec reconnaissance ». Du reste le télégramme affirme que Guillaume est très sincèrement decidé à la paix. Mais les préparatifs militaires de la France et de la Russie pourraient contrarier sérieusement ses désirs et le contraindre à suivre l'exemple de ses voisins. Prologue à la comédie des « attaques ennemies ».

Le roi George dans sa réponse du 30 juillet, 8 h. 54 du soir, renouvela de la manière la plus pressante la proposition d'accord qu'avait faite Grey le 29 juillet dans l'après-midi (Livre Bleu, n° 88). Le roi fit particulièrement ressortir la nécessité de suspendre tous les préparatifs de guerre, tant que les négociations devant aboutir à un règlement satisfaisant des demandes autrichiennes, seraient en cours. C'était précisément pour faciliter ledit règlement que Belgrade et les territoires serbes voisins devaient être occupés.

Avec cet échange de télégrammes entre le prince Henri et le roi George finit la participation du prince Henri aux négociations diplomatiques. Les télégrammes qui suivirent — ayant trait à la proposition de Grey touchant Belgrade et au prétendu malentendu qui avait surgi entre Grey et Lichnowsky le 1er août — furent directement adressés par l'empereur Guillaume au roi George et réciproquement. Cette correspondance est, de l'avis général, des plus intéressantes, mais je puis me dispenser d'en parler ici ayant déjà traité la question d'une manière fort complète dans mes livres et mes brochures.

Le 31 juillet, à midi, l'empereur Guillaume adressa une

communication secrète, écrite de sa propre main, au ministère de la Marine et à l'état-major de l'Amirauté. Un exposé fort singulier des événements diplomatiques des derniers jours y était fait par le maître suprême de la guerre. Tirpitz dans son livre[1] mentionne cette lettre impériale dont nous connaissons le texte aujourd'hui sous le numéro 474 dans les documents (allemands).

Je cite cette pièce, car elle m'apparaît rentrer dans le cadre de la présente étude. En effet, l'Empereur y parle de nouveau d'une déclaration explicite de neutralité, que lui aurait faite officiellement le roi d'Angleterre par l'intermédiaire du prince Henri. Dans cet exposé, Guillaume présente la proposition formulée par Grey comme un désaveu de la promesse royale; mais il se garde de dire que le roi appuya lui-même avec insistance la proposition de Grey et par conséquent ne craignit pas de se désavouer (?) lui-même.

Le 31 juillet la neutralité anglaise ne semblait plus certaine et la désillusion provoquée était telle que Guillaume assura à l'Amirauté — sans doute pour lui remonter le moral, ce dont, au dire de Tirpitz, elle avait bien besoin — « que la crise était uniquement provoquée par l'Angleterre et qu'elle seule pouvait la résoudre ». Guillaume (du moins l'affirmait-il dans cette communication) avait demandé au roi d'Angleterre d'adresser de la façon la plus nette aux Russes et aux Français (c'étaient en somme ses alliés) les injonctions suivantes : « ils devaient arrêter immédiatement leur mobilisation, rester neutres et attendre les propositions de l'Autriche qu'il (l'Empereur d'Allemagne) leur communiquerait aussitôt qu'on lui en aurait fait part à lui-même... Toute la responsabilité de la plus épouvantable catastrophe qui ait jamais bouleversé le monde, retombera entièrement sur le roi George et il sera condamné par les peuples et par l'histoire. » Voilà sous quelle forme mensongère, dans l'espoir d'apparaître à ses marins sous les traits d'un audacieux héros, Guillaume présente le télégramme du prince Henri au roi George. Il veut être considéré comme irresponsable de la guerre qui va éclater et se donner l'air de pousser devant le tribunal de l'histoire le roi d'Angleterre, maître de la mer.

1. Page 238.

Une belle solution d'un conflit européen en vérité que celle que Guillaume le puissant se fait gloire d'avoir proposée à son cousin anglais! Les Russes et les Français, sur l'*ordre* du roi d'Angleterre, resteront neutres, ils arrêteront leur mobilisation et, humbles et résignés, ils attendront les propositions de l'Autriche que l'Empereur leur communiquera en temps voulu! Propositions de l'Autriche, qui, nous le savons aujourd'hui, partirent de Vienne bien après la notification des ultimatums, et qui d'ailleurs étaient négatives sur toute la ligne!

Dans tous ces commentaires destinés à remonter le moral de ses marins, le romancier couronné est en contradiction perpétuelle avec lui-même. Il accuse le cabinet de Vienne de l'avoir, depuis six jours, laissé sans réponse. D'autre part, il reconnaît le désir de paix des Russes. « Peterhof a aussi imploré la médiation de Londres », déclare-t-il en effet. A Pétersbourg « il n'y a aucun enthousiasme pour la guerre, au contraire l'opinion publique est déprimée; des combats éclatent dans les rues entre les révolutionnaires et les troupes; il y a un réveil pénible à la cour et dans l'armée; on y est revenu au sens des réalités et l'on s'effraye, en songeant à tout ce que la mobilisation hâtive a déjà provoqué et peut provoquer encore ». « Peut-on, en termes plus nets et plus explicites, exprimer le fait que personne en Russie, ni le Tsar, ni le peuple, ni l'armée, ni la cour, n'a voulu la guerre? que la mobilisation ne signifiait nullement que la Russie fût décidée à faire la guerre et que, en somme, les assurances données par le Tsar le 1er août étaient conformes à la vérité? (Le Tsar fit savoir ce jour-là que la Russie était très loin de souhaiter la guerre et qu'elle ne prendrait aucune mesure provocatrice, de cela il donnait sa parole). Si la Russie, ainsi que Guillaume, dans l'après-midi du 31 juillet, l'affirma à Tirpitz, alors qu'il était parfaitement au courant de la mobilisation russe, si la Russie, dis-je, s'était ravisée, si dans les cercles influents de Pétersbourg (comme nous le savons par le livre du comte Pourtalès et par les déclarations du général Chelius), c'était non pas un esprit belliqueux, mais la pusillanimité qui régnait, pourquoi l'ambassadeur allemand reçut-il l'ordre de remettre douze heures plus tard, le 31 juillet à minuit, au ministre Sazonof un ultimatum si cassant de

forme et si inacceptable de fond qu'il devait nécessairement amener la guerre? Tirpitz, lui-même, lorsqu'il entendit parler de cet ultimatum, fut effrayé et s'efforça à plusieurs reprises — mais malheureusement en vain — de lui faire donner une forme plus conciliante, qui eût au moins laissé la possibilité d'une solution pacifique. La communication que Guillaume adressa au ministère de la Marine constitue un des documents qui prouvent de la manière la plus accablante la culpabilité personnelle de l'Empereur. Il reconnaît qu'il ne croyait pas lui-même aux intentions agressives de la Russie. Son ultimatum et sa déclaration de guerre à la Russie ne furent donc que des subterfuges destinés à permettre de représenter la guerre européenne, qu'il envisageait avec tant de confiance, comme ayant été préparée et préméditée par la Russie. On espérait toujours que l'Angleterre n'y participerait pas.

V

Pour avoir une idée complète du rôle caché que joua le prince Henri dans les événements de ces jours critiques et pour pouvoir en tirer des conclusions certaines, il faut encore se référer au récit du grand amiral Tirpitz. D'après celui-ci, le prince Henri vint, au milieu de juillet, à Tarasp, où l'amiral demeura jusqu'au 27. Les deux hommes eurent une conversation sur la situation politique. Tirpitz, comme on le sait, juge sévèrement l'attitude de Bethmann et Jagow dans le conflit austro-serbe. Il considère que l'ultimatum autrichien, la déclaration de guerre à la Serbie, le refus opposé à la proposition de conférence Grey et les autres actes du gouvernement de Berlin furent tellement insensés, tellement en contradiction avec une vue saine de la réalité qu'il ne s'étonne nullement de voir l'Allemagne accusée d'avoir provoqué la guerre. Personnellement, il accorde à Bethmann et consorts les circonstances atténuantes, puisque après les avoir jugés maladroits au delà de toute limite, il déclare qu'ils n'avaient pas un désir ardent de voir la guerre éclater. Il ne ménage pas son ironie aux conceptions bureaucratiques et mesquines du ministère des Affaires étrangères, qui « depuis plusieurs années déjà ne fonctionne plus » et est « dans un état véri-

tablement déplorable ». D'après Tirpitz, ce ministère, qu'il compare à un tribunal de première instance prussien, eût très vraisemblablement résolu la question de la guerre européenne par un « exposé de faits ». « La juste cause de l'Autriche et celle de l'injuste Serbie constituent une affaire proprement austro-serbe », dans laquelle il n'appartient à personne de s'immiscer.

Presque tous les actes diplomatiques du ministère des Affaires étrangères, Tirpitz — et pour des raisons fort judicieuses — les considère comme maladroits, et comme contraires au but poursuivi (mais différant en cela de moi, il suppose que ces messieurs se proposaient comme but de maintenir la paix). Par là même, ils constituèrent des charges accablantes aux yeux de l'univers. Cette remarque s'applique fort exactement à tout ce qu'on fit et tout ce qu'on oublia de faire à Berlin, depuis le 5 juillet (date de la remise du document autrichien) jusqu'au 1er août (date de la déclaration de guerre à la Russie).

A cette époque, l'amiral conseilla certaines mesures grâce auxquelles on eût pu, selon lui, maintenir la paix; dans son livre, il en énumère encore quelques autres grâce auxquelles on aurait pu parvenir au même résultat : les unes et les autres sont plus intelligentes que toutes celles que nos habiles spécialistes de la Wilhelmstrasse ont jamais imaginées ou prises. Moralement la Russie avait-elle ou non le droit d'intervenir auprès de l'Autriche, alors que celle-ci se préparait à punir la Serbie? L'homme d'État véritable qu'est l'amiral Tirpitz considère cette question comme sans importance. Pour être éclairé sur la conduite à tenir, il lui eût suffi de savoir que d'importantes fractions de la société russe exigeaient cette intervention. D'autre part, avant l'ultimatum, il était persuadé « qu'une négociation engagée avec le tsar dans un esprit de confiance eût fermé la bouche au parti de la guerre pétersbourgeois ». Il est également convaincu que, « dès que nous allâmes trop énergiquement de l'avant l'Angleterre, fidèle à sa tradition politique séculaire, décida la guerre, afin que fût maintenu l'équilibre continental, qu'elle conçoit ». Comme Tirpitz considérait que la guerre serait perdue si l'Angleterre se rangeait aux côtés de nos ennemis,

le premier point, à son avis, était d'empêcher la guerre et le second d'éviter le danger qu'il y eût eu à « réveiller l'esprit belliqueux qui sommeillait chez les Anglais. »

Telles furent les idées que le grand amiral exprima au prince Henri, lors de la visite que lui fit celui-ci à Tarasp. Le ministre d'État prussien von Loebell, qui se trouvait là, soutint Tirpitz. C'est tout ce que nous savons de l'entretien qui eut lieu entre Tirpitz et le prince Henri au milieu de juillet.

VI

On aurait pu entreprendre des négociations directes soit par l'intermédiaire d'un envoyé spécial, soit « à la faveur d'une entrevue personnelle de Willy et Nicky ». Cette idée se fait jour dans divers passages des souvenirs du grand amiral et aussi d'ailleurs dans certains documents officiels. On connaît déjà par le premier livre blanc allemand la dépêche du tsar du 30 juillet (expédiée 1 h. 20 avant midi et non pas à 1 h. 20 après midi, comme on l'a indiqué inexactement dans le livre blanc). Le Tsar y annonce qu'il envoie Tatischeff à qui il a donné ses instructions; sur ce sujet nous ne savons rien de plus.

D'après les documents allemands [1] nous apprenons — par un rapport de Ballin — que le Tsar eut l'intention « de proposer à son ami Guillaume une entrevue dans un port de la mer Baltique afin qu'il fût possible de résoudre verbalement les dangereux problèmes politiques surgis ». Mais l'arrivée de l'ultimatum allemand de minuit l'empêcha de poursuivre ce projet. Cette nouvelle et éclatante preuve de la volonté pacifique de la Russie, que nous fournit le rapport de Ballin, jusqu'ici, malheureusement, demeuré inconnu, fut très désagréable aux criminels de la Wilhelmstrasse. Aussi, un an après le début de la guerre, en août 1915, engagèrent-ils le comte Pourtalès à compléter les documents par un exposé qui repoussât dans l'ombre les faits innocentant la Russie et du même coup accusant l'Allemagne. Mais cet exposé — ce qui est assez tragi-comique — est parvenu à un résultat con-

1. Livre IV, p. 169.

traire : nous y trouvons en effet une confirmation supplémentaire de la volonté pacifique de Nicky en même temps que nous voyons toute possibilité de paix s'évanouir par suite du désir de guerre de Willy.

Tirpitz, étudiant par la suite une autre phase du conflit, revient à cette idée : « le Kaiser n'aurait-il pas dû, en temps opportun, envoyer quelqu'un à Pétersbourg? » L'homme qui eût été le plus désigné pour cette mission aurait été, selon Tirpitz, Hintze, qui fut par la suite secrétaire d'État des Affaires étrangères, mais qui malheureusement se trouvait alors à Mexico.

« Je savais avec certitude — continue Tirpitz — que le Tsar comprenait ce point essentiel : ni l'Allemagne ni la Russie n'avaient rien à gagner à un massacre réciproque, ce serait un troisième larron qui en profiterait [1] ». En fait, quand on feuillette la longue suite de lettres et de télégrammes — souvent d'ailleurs d'un mince intérêt — qu'échangèrent durant maintes années ces cousins impériaux, quand on se remémore leurs nombreuses entrevues personnelles — qui souvent ne furent motivées par aucune raison politique, on en vient à se demander : Pourquoi en ces jours critiques où le sort de leurs couronnes, de leur pays, disons-le de toute l'Europe, était en jeu, ne se sont-ils pas réunis pour un court et amical entretien? Pourquoi, alors que Guillaume était en croisière et le tsar Nicolas à Peterhof, ne se sont-ils pas donné rendez-vous dans un port russe ou allemand de la Baltique, comme ils l'avaient fait bien souvent au cours des années précédentes sans y être poussés par la nécessité? Est-ce qu'entre le 6 juillet (date du départ de Guillaume) et le 27 juillet (date de son retour), il n'y avait pas un laps de temps suffisant pour ménager une telle entrevue? N'est-il pas certain que « Nicky » aurait accepté une telle proposition de « Willy » avec la meilleure bonne grâce du monde? N'est-il pas certain qu'un court et amical entretien entre les deux cousins, qui, depuis des années dans leurs lettres et leurs télégrammes, s'assuraient réciproquement de leur amitié et de leur dévouement inaltérable, eût dissipé les nuages qui s'accumulaient dans le

1. Page 239.

sud-est. La pression de Pétersbourg sur la Serbie qui amena la réponse soumise de celle-ci, l'attitude consentante de la Russie, lorsqu'il fut question de conférence, de négociations directes avec l'Autriche, de projets d'accord (de quelque côté qu'ils vinssent), les propositions d'entente que formulèrent le tsar et son gouvernement, les vigoureux efforts que l'un et l'autre firent pour maintenir la paix, tant que la déclaration de guerre allemande ne fut pas arrivée, toute la conduite de la Russie en un mot, telle qu'elle nous apparaît, alors qu'aucune entrevue personnelle des deux empereurs n'avait eu lieu, nous permet de concevoir clairement les résultats qui auraient pu être atteints si les deux souverains avaient eu un entretien. Avec bien moins de difficultés encore qu'une conférence d'ambassadeurs tenue à Londres, une entrevue des deux empereurs, une conversation amicale des deux cousins si « sincèrement dévoués » l'un à l'autre eût fait complètement disparaître ces possibilités de guerre entre l'Autriche et la Serbie que la réponse de la Serbie avait déjà passablement écartées. Si l'empereur Guillaume, au lieu de retourner à Potsdam le lundi 27 juillet, s'était rendu en une ville quelconque où il se fût rencontré avec le Tsar, il eût été encore possible d'empêcher la guerre austro-serbe, qui, de l'avis du Kaiser même, n'avait plus ni raison, ni objet depuis la réponse serbe du 25 juillet. Du même coup, la conférence Grey, qui fut proposée de Londres aux puissances le 26 juillet serait devenue superflue, les deux empereurs s'étant directement entendus. L'Allemagne n'aurait donc pas eu lieu de prononcer ce refus, qui est une des principales preuves de sa culpabilité. Le 26 juillet encore, et même plus tard, une entrevue des deux empereurs eût été une base de paix sûre. Et combien plus aisément encore, la paix eût elle été sauvegardée, si cette entrevue avait eu lieu antérieurement, lors de la croisière que fit Guillaume trois semaines durant. N'avoir pas eu recours à cette méthode pacifique — qui vint plusieurs fois à l'esprit d'un homme au caractère aussi rudement trempé que Tirpitz — voilà qui démontre, avec bien d'autres faits, à mon avis, que depuis le 5 juillet l'Empereur et son entourage ne voulurent jamais sérieusement la paix. Ils n'essayèrent nullement d'obtenir que l'Autriche fît une concession per-

mettant un accord : la guerre en un mot leur apparut être la solution préférable à toute autre.

VII

Et maintenant après avoir examiné la question : Pourquoi Guillaume ne s'entendit-il pas avec le Tsar soit personnellement, soit par l'intermédiaire d'un envoyé? j'en arrive à la question essentielle : Pourquoi fut-ce au roi George à Londres et non pas au tsar Nicolas à Saint-Pétersbourg que Guillaume envoya son frère Henri? Ce voyage, entrepris en des jours où l'incendie européen menaçait d'éclater, ne fut ni un voyage d'agrément, ni une visite de cousin à cousin, destinée à prendre « une lettre de Sophie » ou à rencontrer « Mossy bei Zander Munster à Mairsfield » (tels sont les événements importants dont le prince Henri fait mention au début de sa lettre à Guillaume du 28 juillet) : là-dessus nous sommes tous d'accord. L'ignorance où l'on reste encore en Allemagne des événements diplomatiques de ces jours de crise est profonde et ceux « qui savent » font tout le nécessaire pour l'entretenir ou l'accroître. Pourtant, même en Allemagne, il n'y a pas un seul homme assez naïf pour supposer que si le prince Henri se rendit en Angleterre précisément du 25 au 27 juillet, ce fut par l'effet d'un simple hasard qui fit coïncider un déplacement familial avec des événements d'une portée mondiale. Le prince Henri a été envoyé à Londres par son frère Guillaume pour s'entretenir avec le roi George de la situation politique mondiale, pour tâter le terrain à Londres et avant tout pour savoir si, en cas de guerre, la Grande-Bretagne resterait neutre ou non. Tel était le but de cette mission. Là-dessus, si l'on a le moindre sens politique, on ne peut conserver de doutes.

Nous ne possédons aucun document sur la correspondance privée de Guillaume et du prince Henri durant la croisière du Kaiser en Scandinavie. Aussi pour étudier dans quelles conditions fut préparé ce voyage, en sommes-nous réduits aux conjectures et aux indices. Il faut, à mon avis, attacher une grande importance à la visite que le prince Henri rendit

à Tirpitz, à Tarasp, et surtout au sujet même de leur conversation. Guillaume, qui déjà, lors de son départ, envisageait avec sang-froid une guerre européenne et prenait en conséquence « les premières mesures préparatoires[1] », Guillaume a certainement décidé, soit avant ce départ même, soit pendant sa croisière le voyage d'information du prince Henri en Angleterre. Les vues pessimistes que Tirpitz exposa à Tarasp sur les perspectives qu'offrait une guerre avec l'Angleterre ont vraisemblablement confirmé Guillaume et le prince Henri dans la décision prise. D'autre part, l'époque de ce voyage, et surtout la date de retour du prince Henri, qui arriva à Potsdam le même jour que Guillaume, ne sont manifestement pas des effets du hasard. Guillaume voulait, au moment de prendre les résolutions suprêmes, connaître exactement l'influence qu'une décision de paix ou de guerre pourrait exercer sur l'attitude de l'Angleterre.

Si le prince Henri avait exposé des doutes sur l'attitude vraisemblable de l'Angleterre que Grey faisait concevoir au prince Lichnowsky, avec une insistance croissante au fur et à mesure que la situation se tendait, les décisions de Guillaume (on peut le tenir pour certain) eussent été différentes de ce qu'elles furent réellement. Mais le prince Henri rapporta la prétendue promesse formelle du roi George : « Nous ferons tout ce que nous pourrons pour nous tenir hors du conflit et demeurer neutres. » Cette soi-disant certitude d'être couvert du côté Nord exerça une influence décisive sur la décision que prit Guillaume de déclarer la guerre. Au conseil de la couronne, tenu à Potsdam le 29 juillet au soir, elle fit, ainsi que nous le percevons nettement par l'exposé de Tirpitz, pencher la balance du côté de la guerre. Sinon, que signifierait la remarque de Guillaume : « La parole d'un roi me suffit »? A quoi la prétendue déclaration du roi d'Angleterre pouvait-elle lui suffire? A maintenir la paix? Mais pour cela, les promesses anglaises étaient superflues : la volonté pacifique de l'Allemagne suffisait. Pour déclarer la guerre, au contraire, on avait besoin de se sentir couvert du côté de l'Angleterre; car si l'on risquait d'un cœur léger la guerre continentale, qui, au dire de

1. Doc. all., liv. IV, ann. VIII.

Moltke, comportait les plus grandes chances de succès, la guerre contre l'Angleterre on la craignait. Le mot de l'Empereur attesté par Tirpitz ne peut avoir d'autre signification que celle-ci : la promesse de neutralité du roi George me suffit pour décider la guerre continentale : nous pouvons être rassurés sur les intentions de l'Angleterre. Cette prétendue neutralité de l'Angleterre que le roi George n'avait jamais positivement promise et que, d'après la constitution anglaise, il ne pouvait pas promettre, détermina Guillaume et ses conseillers à tenter de réaliser leurs desseins militaristes et impérialistes. Qu'il fût imprudent de faire fond sur une promesse hypothétique c'est ce dont, dans leur aveuglement, ils ne se rendaient pas compte. Cela importe peu d'ailleurs pour juger leur décision. Ils comptaient sur la neutralité anglaise. C'est ce qui les détermina à déclarer la guerre, ils la désiraient d'ailleurs depuis longtemps. Ils se trompaient dans leur calcul. Mais il n'en reste pas moins qu'ils voulurent la guerre et la provoquèrent.

VIII

Je suis fermement convaincu que le singulier voyage du prince Henri à Londres est une preuve de plus de la volonté qu'avaient Guillaume et son entourage de faire la guerre. Tel est le seul but que pouvait avoir ce voyage : s'assurer que du côté anglais on n'avait rien à craindre et transformer les espérances de succès qu'inspirait une guerre continentale en certitude de victoire. Quel intérêt en effet eût présenté pour Guillaume la neutralité anglaise, s'il n'avait pas été décidé à la lutte? J'ai déjà exposé dans « *J'accuse* » la tactique de Grey qui ne voulut ni s'affirmer solidaire des puissances de l'entente, ni donner aux puissances centrales l'assurance de sa neutralité et j'ai montré combien cette attitude était raisonnable. Les découvertes que l'on a faites depuis huit ans ont rendu plus claire encore cette tactique; elle a fait l'objet, dans la littérature de guerre, d'innombrables discussions diplomatiques. La réserve qu'observa Grey (depuis le 2 août jusqu'à la promesse d'une aide maritime éventuelle à la

France [1]) doit-elle faire l'objet d'une approbation sans réserve? Était-ce là l'attitude la plus opportune pour sauvegarder la paix? C'est une question dont la solution dépend de nombreuses considérations et à laquelle on ne saurait répondre par un oui ou par un non formel. En tous cas, il y a deux points certains :

1° Le secrétaire d'État anglais avait à considérer l'opinion publique de son pays. Celui-ci n'eût pas admis qu'une décision en faveur de l'un ou l'autre groupe s'inspirât d'autre considération que celle des intérêts britanniques. Grey ne put donc prendre une position nette qu'au moment où la menace exercée sur les côtes françaises et sur la neutralité belge mit en jeu les intérêts et les engagements britanniques.

2° Avant et après ce moment, il a fait tous ses efforts pour maintenir la paix, et, pour parvenir à ce but, il a cru sa méthode préférable à toute autre : elle consistait à ne favoriser l'intransigeance ou l'esprit belliqueux d'aucun des adversaires. Il leur a laissé croire à tous deux que l'Angleterre pouvait prendre un parti qui leur serait défavorable et ainsi il a suspendu sur leur tête une épée de Damoclès. Ce qui pouvait refréner la belliqueuse ardeur de l'Allemagne, c'était l'idée que l'Angleterre pût s'allier avec la France et la Russie. Ce qui pouvait déterminer la Russie à atténuer la rigueur de ses propositions et ce qui l'y détermina en effet, c'était la perspective de voir l'Angleterre demeurer neutre. En laissant les deux adversaires dans cette incertitude, Grey croyait faire tout le possible pour parvenir à son but : maintenir la paix. Cette attitude ambiguë, qui reste incompréhensible pour les gens à courte vue, est au contraire, au regard des clairvoyants, la preuve la plus évidente des désirs pacifiques de Grey.

Ce qui prouve combien l'Anglais avait une idée judicieuse de la psychologie allemande, c'est l'influence effective qu'exerça sur les décisions de l'empereur d'Allemagne la prétendue déclaration de neutralité du roi d'Angleterre. Si cette soi-disant promesse (promesse qui ne pouvait même pas engager la Grande-Bretagne) a joué un rôle si important dans les délibérations de Potsdam, quelle influence n'eût pas eu

1. Livre bleu, n° 148.

sur l'Empereur et son entourage une promesse officielle du gouvernement anglais? Ah si l'on avait été fort d'une promesse diplomatique régulière de l'Angleterre, on eût aussitôt cessé d'hésiter entre la paix et la guerre, on ne se fût plus soucié du jugement du monde et de l'histoire (jugement que Bethmann, dans un très caractéristique mémoire[1] adressé à l'Empereur, représente comme digne d'être pris en considération) et l'on n'eût pas tenté de dégager sa responsabilité. Si l'on considère le rôle joué par cette prétendue promesse de neutralité du roi d'Angleterre, on reconnaît que la politique « de balance » de Grey fut très opportune.

J'ai beau chercher à imaginer quel motif autre que le désir de guerre eût pu faire souhaiter au gouvernement allemand la neutralité anglaise, je ne trouve pas. Ce n'était qu'en cas de guerre que la neutralité de l'Angleterre importait à l'Allemagne; et elle lui importait même tellement que Grey se garda bien de faire une promesse, qui eût purement et simplement déterminé l'Allemagne à la guerre alors qu'elle n'en était encore qu'aux intentions. Si l'Allemagne avait voulu la paix, il lui eût été bien indifférent que l'Angleterre fît ou ne fît pas une déclaration de neutralité. Quand on se crut tout à fait gardé du côté anglais, on fut à Berlin aveuglé à ce point par les chances de succès d'une guerre continentale qu'on ne contempla plus que l'éblouissant soleil de la victoire à venir et l'on ne vit pas les difficultés qui subsistaient. On eût pu s'inquiéter pourtant de n'avoir qu'une incertaine promesse verbale, faite sans l'assentiment des ministres, par un souverain constitutionnel et les événements des jours suivants le prouvèrent.

Je résumerai ainsi mon développement :

1° Le voyage que fit le prince Henri à Londres du 25 au 27 juillet ne pouvait avoir qu'un seul but : savoir si l'Angleterre, en cas de guerre, demeurerait neutre;

2° Si cela était possible, le roi d'Angleterre devait être amené à faire une déclaration de neutralité, au cours d'un entretien privé avec le prince Henri; on ne désirait pas qu'un ministre intervînt;

3° En cherchant à obtenir cette neutralité anglaise, l'Em-

1. Doc. 408.

pereur ne pouvait poursuivre qu'un seul but : donner à lui-même et à son gouvernement la certitude que la guerre serait victorieuse, puisqu'on n'aurait pas à craindre que l'Angleterre y prît part;

4° La déclaration de neutralité que le roi d'Angleterre est censé avoir faite a joué un rôle essentiel, sinon décisif, dans les décisions prises par l'Empereur et ses conseillers le 29 juillet. Elle a amené à décider la guerre et fait une impression si forte sur l'esprit des dirigeants allemands qu'en dépit des démentis anglais ils conservèrent jusqu'au 4 août l'espoir que l'Angleterre demeurerait neutre : (voir livre bleu n° 157).

5° Le voyage du prince Henri à Londres, les raisons qui l'inspiraient, les résultats qu'il comporta vérifient une fois de plus le bien-fondé de mon accusation : Guillaume a voulu et délibérement provoqué la guerre.

RICHARD GRELLING

(Traduction MARCEL THIÉBAUT.)

SAMUEL BUTLER

(1835-1902)

L'activité intellectuelle de Samuel Butler s'est exercée dans tant de domaines, et son influence posthume a été si grande sur la littérature anglaise de ces vingt dernières années, qu'on peut s'attendre à voir, au moment où les historiens s'occuperont de la période contemporaine, paraître un nombre considérable d'ouvrages divers le concernant. Il y aura, à côté des études d'ensemble sur l'écrivain, sa pensée, son style, l'histoire de la formation et du rayonnement de son œuvre, une série de monographies intitulées : Samuel Butler, peintre; S. Butler et le Problème de Jésus; La doctrine biologique de S. Butler; S. Butler et les Études Homériques; S. Butler voyageur; S. Butler historien et critique d'art; S. Butler musicien; S. Butler et les Études Shakespeariennes... C'est qu'en effet, depuis Gœthe peut-être, aucun homme de lettres n'a été plus près de réaliser l'idéal de l'artiste universel, que Samuel Butler. Admettons, avec lui-même, que ni sa peinture ni sa musique ne valent beaucoup mieux que celles de la plupart des littérateurs qui ont peint ou qui ont écrit de la musique, et reconnaissons qu'il ne s'est pas trompé lorsqu'il a dit que s'il réussissait à entrer dans cette « vie posthume » réservée aux meilleurs esprits, ce serait grâce à ses livres; il n'en demeure pas moins vrai que son œuvre littéraire elle-même est assez variée, et

touche à un assez grand nombre de sujets différents pour que l'historien de la littérature se voie forcé de faire appel à plusieurs spécialistes lorsqu'il s'agira d'étudier cette œuvre et de déterminer sa place et son rôle dans le mouvement littéraire et scientifique contemporain.

Le moment d'aborder cette étude n'est pas encore venu. Mais, comme un certain nombre des ouvrages anglais qu'on a traduits en français depuis une quinzaine d'années, et qui ont été accueillis avec faveur de ce côté-ci de la Manche, portent l'empreinte des idées, ou du style, ou de la tournure d'esprit de Samuel Butler, il est temps que nous connaissions, dans leurs grandes lignes, la vie et l'œuvre de cet écrivain longtemps méconnu dans son propre pays et envers qui la Science française a une dette de gratitude, puisqu'il a été le premier à signaler la part qui revient à Buffon et à Lamarck dans la formation de la doctrine évolutionniste.

***

Il est né le 4 décembre 1835 dans une cure de campagne du comté de Nottingham. Son père était ministre de l'Église Anglicane : en somme, fils de fonctionnaire. Ce n'était pas leur Province : la famille était originaire du comté de Warwick, — la Province de Shakespeare et de W. S. Landor, où on voit à quelques centaines de mètres de la station thermale de Leamington, un chêne laissé debout au milieu d'une route, et qui marque le centre de l'Angleterre. Le grand-père paternel de l'enfant était le personnage important de la famille : le docteur Samuel Butler, un de ces grands hommes-d'église-pédagogues qui ont su donner à l'Angleterre ces Écoles Publiques qui sont l'équivalent des plus vieux et des plus célèbres de nos Lycées. Son œuvre à lui, ce fut l'École de Shrewsbury; il s'y enrichit, et reçut, pour couronnement de sa carrière, un évêché. Il vécut assez longtemps pour baptiser son petit-fils et futur biographe.

Une famille d'ecclésiastiques anglais vers 1835-1850 : voyez ce qu'a écrit W. M. Thackeray dans *le Livre des Snobs*; surtout, imaginez la routine de cette vie sans horizons, le rôle de famille-modèle imposé à ces gens. A quarante ans

Samuel Butler parlait encore des horreurs de son enfance et de son adolescence. Le père, secrètement mécontent de cette profession qui lui avait été imposée par les siens, était féroce. Il n'aimait pas ses enfants (deux garçons et deux filles), et comme il y avait une « fortune » dans la maison, il voyait surtout en eux les héritiers qu'il fallait façonner en vue de l'héritage. S'ils devenaient prodigues! Il fallait donc « briser leur volonté »; à coups de cravache, et dès leurs premiers pas. Le plus fin et le plus sensible des trois enfants était naturellement celui sur qui l'éducateur s'acharnait le plus. Les trois autres, — les inconnus, — chassaient avec les chiens.

Pendant longtemps il s'efforça de faire ce qu'on attendait de lui, se soumit, comprit à peine qu'il aurait pu être traité autrement (le Croquemitaine, dans une telle famille, s'appelait Dieu). On essaya même de lui faire signer un papier qui le dépouillait d'une certaine part d'héritage, — au profit de ses parents; de sorte qu'il ne mentait pas lorsque, plus tard, il disait qu'il était « né de parents riches mais malhonnêtes ». Plusieurs circonstances l'aidèrent à franchir ces malheureuses années. On le mit, naturellement, à l'École de Shrewsbury, interne, et ainsi il échappa à la vie de famille. Surtout, il y eut les deux hivers passés en Italie (à huit ans et à dix-huit ans). Ses parents, qui l'y emmenèrent, ne se doutaient guère que ce pays, dont ils devaient abhorrer la religion et la morale et mépriser les habitants, serait un jour salué par leur fils comme sa seconde patrie.

Après l'École Publique, l'Université. Ce fut Cambridge, avec le grand confortable et la liberté relative de la vie d'étudiant anglais. Ses parents, satisfaits de voir qu'il suit le chemin qu'ils lui ont tracé : l'Église, et sans doute un bon mariage bourgeois une fois la cure obtenue, le laissent préparer tranquillement ses examens de théologie. Il y mit tant de bonne volonté qu'il alla presque jusqu'au bout. Ce ne fut pas Londres (où on l'envoya faire une espèce d'apprentissage de l'état ecclésiastique) qui le « détourna ». Dès les dernières années de Shrewsbury il avait suffisamment vu la vie pour savoir maîtriser et diriger sa jeunesse : pratiquement, moralement, il était déniaisé. Mais il l'était aussi

intellectuellement! A Cambridge il avait beaucoup lu et beaucoup réfléchi sur ce qu'il avait lu. A Londres, au seuil de la vie où on allait le faire entrer, un doute, d'ordre purement théologique, lui vint; un doute qu'il examina, et qui résista à cet examen. Il aurait, par habitude, par timidité, par charité même, fait ce que ses parents attendaient de lui; mais parler et agir contre sa pensée, il ne le pouvait pas. Et pour le première fois il dit non à son père. Il ferait autre chose, préparerait une autre carrière... La peinture, par exemple, pour laquelle il avait un goût très vif... Il se débat au milieu de cette tragi-comédie familiale, au fond de laquelle on devine une question d'argent; mais il y a un point sur lequel il ne cède pas : ne croyant plus à l'élément surnaturel du Christianisme, il ne peut plus entrer dans l'Église. Du même coup il se libère de ses entraves matérielles (sa famille); mais le voit-il? Non : il ne voit qu'une impossibilité d'ordre intellectuel et moral, et cela suffit à soutenir sa détermination.

Du reste il ne tarde pas à s'apercevoir que, même dans son intérêt matériel, il a bien fait de résister. On l'expédie en Nouvelle-Zélande avec la part d'héritage qui lui revient, une centaine de mille francs. Le voici libéré, responsable, homme fait. C'est une vie nouvelle qui commence : la vie d'un éleveur de moutons dans un pays récemment ouvert à la colonisation. Au bout de quatre ans il a doublé son capital qui, placé au taux de la colonie, lui rapporte vingt mille francs de rente annuelle. Cela lui suffit pour vivre en Europe et se consacrer à la peinture. Et à la fin de l'été 1864, le voici installé à Londres, dans le petit appartement qu'il occupera jusqu'à sa mort, c'est-à-dire pendant trente-huit ans. Dans l'annuaire qui correspond à notre Bottin, il se fait inscrire : Samuel Butler, artiste-peintre; et il fréquente régulièrement un atelier.

***

Mais de là-bas, de la prairie australe où il a vécu quatre ans, — et où il avait transporté des livres, son attirail de peintre et même un piano, — il rapporte des « papiers » :

articles donnés au journal du chef-lieu, brouillons d'essais... C'est qu'en effet, dans sa solitude, il a repris ses livres de théologie, et leur a confronté son doute. Aidé de la seule « Logique formelle » apprise à l'Université, il a abordé à son tour ce qu'on appelle « le Problème de Jésus », et après l'avoir bien examiné il a cru pouvoir répondre à l'Apôtre : « Oui, notre croyance est vaine. » Et il a écrit un résumé de ses conclusions.

C'est l'histoire de bien d'autres esprits, et cela n'aurait aucun intérêt, — même, au bout d'un certain temps, et la crise passée, pour lui, — si cette étude méthodique des Évangiles n'avait pas exercé et développé sa passion intellectuelle, son désir de comprendre et de voir clair. C'était l'année 1860 ou 61; il y avait un an que l'*Origine des Espèces* avait paru en Angleterre, et quelques exemplaires en arrivèrent jusque dans la lointaine colonie. La thèse de Charles Darwin venait comme la réponse à la question que se posait le jeune Samuel Butler : « Puisque cette explication religieuse est fausse, puisqu'elle ne peut pas rendre compte de ce qu'on m'avait appris à nommer « la Création », quelle est la véritable explication, quelle est la vraie réponse à la question du Psalmiste : Qu'est-ce que l'Homme? » Darwin répondait d'un mot : Évolution. Le temps d'absorber le livre et de posséder à fond la doctrine révélatrice, — et déjà commence l'examen critique qui le conduira jusqu'à un nouveau doute. En attendant, cette seconde crise philosophique donne des fruits littéraires : défense et illustration de la doctrine évolutionniste. Bientôt même il joue avec l'idée, s'amuse à l'appliquer aux machines, en fait le sujet d'un essai humoristique : *Darwin chez les Machines*. Un poète, — E. A. Poe, par exemple, — en aurait fait un conte fantastique. Entre les mains de Samuel Butler, cela devient une démonstration logique, — l'élément fantastique s'y trouve, mais rejeté au second plan, réduit au rôle d'accompagnement, — l'exposé d'un paradoxe; c'est qu'en effet pour lui les idées générales sont tout; l'imagination lyrique passe bien après; si, à cette époque-là, on lui avait conseillé de lire des poètes, il aurait répondu que la musique de Bach et de Händel lui suffisait.

***

Voilà les « papiers » qu'il rapportait de Nouvelle-Zélande, et qui peu à peu, malgré lui, allaient le distraire de ses études et de ses ambitions de peintre. *Darwin chez les Machines* allait devenir le point de départ d'une série d'essais humoristiques, satiriques et philosophiques qui, reliés entre eux par une intrigue de roman d'aventures, donneraient, en 1872, un premier livre, *Erewhon*. Les notes sur le Problème de Jésus allaient se développer pour former un second livre qui parut en 1873. Les premiers articles où il faisait l'apologie de l'évolutionnisme allaient servir de base à de longs travaux qui n'étaient pas encore complètement achevés en 1887, date à laquelle parut le quatrième des ouvrages que S. Butler a consacrés à l'exposition et à la défense de la théorie transformiste et noé-lamarckienne qu'il avait inventée, et à sa critique du darwinisme. Cependant il laissa passer de nombreuses années avant de renoncer définitivement à la peinture, et nous avons un portrait de lui par lui-même (actuellement au Collège Saint-Jean, à Cambridge) qui porte la date de 1878.

Quoi qu'il en soit, à partir de son retour en Angleterre, sa vie présente une remarquable régularité. Son emploi du temps est réglé comme l'était celui de Kant. Il habite au cœur de Londres, à deux pas de Temple Bar; mais c'est une vie modeste, discrète, presque cachée, qu'il mène. Le travail, et comme délassement, la musique, la remplissent presque entièrement. Le seul changement qu'apportent les années, c'est un changement, graduel, d'itinéraire : il va moins souvent à l'atelier et plus souvent à la bibliothèque (il allait travailler au Musée Britannique, même lorsqu'il n'avait pas à y consulter des livres; c'était son cabinet de travail; il s'asseyait à un des pupitres de la travée B (son initiale) et prenait pour sous-main un gros livre qu'on ne consultait jamais, un livre de piété). Dans les dix dernières années de sa vie, cet emploi du temps était absolument invariable, et jusqu'au nombre des cigarettes qu'il fumait, et les heures auxquelles il les fumait, tout cela était inflexiblement réglé. Pour lui, cette régularité était une des conditions du bonheur.

***

Parce qu'il a mené cette vie, et qu'il n'a jamais songé à se marier, et qu'il allait très peu dans le monde, on l'a représenté comme un misanthrope, et, à la fin, comme un homme aigri par l'insuccès. C'est une erreur, aussi facile à corriger qu'à expliquer. Sans doute, ceux de ses livres qui ne sont pas entièrement consacrés à la discussion des grands problèmes philosophiques ou des méthodes scientifiques de son temps (encore si près du nôtre) sont des satires sociales. Mais c'était là sa vie d'écrivain, sa vie publique; et jamais l'idée ne lui est venue d'y mêler sa vie privée, que nous ne connaissons que depuis la publication de l'ouvrage de Henry Festing Jones : *Samuel Butler, a Memoir* (Londres, 1919), et que personne n'a complètement connue de son vivant, en dehors d'un groupe très restreint d'intimes. Or, elle apparaît remplie par une série d'amitiés qui ne sont guère le fait d'un misanthrope : amitiés dévouées, pleines de tendresse, presque passionnées. La plus belle de toutes est celle qui l'unit pendant plus de douze ans à une femme extrêmement remarquable, miss Élisabeth Mary-Ann Savage, qui, tout en ne voulant être, pour la postérité, que sa « servante de Molière », a été l'inspiratrice et la confidente de ses travaux et de ses projets pendant la période de sa vie où il a produit ses meilleurs ouvrages. C'est en grande partie grâce à l'influence de miss Savage (que nous connaissons par ses lettres à S. Butler, et dont il serait à souhaiter qu'on publiât la correspondance complète), c'est grâce aux encouragements qu'elle lui donna que Samuel Butler cultiva ses dons d'écrivain, et en particulier ses dons de moraliste et de romancier, c'est-à-dire toute une partie de son génie dont il n'aurait peut-être, sans elle, jamais pris complètement conscience, tout occupé qu'il était de ces problèmes philosophiques et scientifiques auxquels sa pensée revenait sans cesse. On peut même dire que c'est, sinon pour elle, du moins à cause d'elle, qu'il écrivit le roman dont la publication posthume a tant fait pour sa renommée : *Ainsi va toute chair*. Cette amitié prit fin par la mort de miss Savage, en 1885 (Butler apprit en même temps qu'elle avait été transportée dans une maison de santé et

qu'elle était morte; il importe de le noter, car on a prétendu que Butler, par égoïsme, n'était pas allé la voir avant sa mort; c'est une calomnie).

Dès 1880 nous voyons se former le petit groupe des intimes, la « famille » de Samuel Butler. Le peintre Charles Gogin, R. A. Streatfeild, et surtout Henry Festing Jones, en sont les principales figures. Plus tard il s'y joint des jeunes gens, pour lesquels Butler se montre aussi dévoué et aussi affectueux que les meilleurs pères. Ce groupe n'a rien d'une coterie littéraire ou artistique. Butler et Gogin en sont les seuls intellectuels professionnels. Henry Festing Jones n'a pas encore commencé d'écrire; il est peintre et compositeur de musique amateur, et c'est Butler qui lui propose d'être son collaborateur pour un oratorio dramatique. Les autres membres de cette famille, librement formée et librement maintenue unie, sont des gens complètement étrangers aux lettres et à la peinture.

***

A cette vie si bien organisée dans l'indépendance complète, si solidement établie sur ces deux points d'appui : le travail et l'amitié, et si bien combinée en vue du bonheur, Butler sut ajouter un élément de variété et de distraction en allant chaque année faire un séjour de deux à quatre mois à l'étranger. Nous avons à peine besoin de dire que le pays qu'il choisit pour ces vacances annuelles fut l'Italie. On est même un peu surpris de voir qu'il a passé les cinq premières années qui suivirent son retour en Europe sans sortir de Londres. Mais c'est qu'alors il était tout à son apprentissage de peintre, et il fallut que ses excès de travail le fissent tomber sérieusement malade pour qu'il consentît à passer cinq mois loin de l'atelier Heatherley et hors d'Angleterre. Ce fut tout naturellement vers l'Italie qu'il se dirigea, et une fois qu'il en eut retrouvé le chemin, il ne l'oublia plus. A partir de l'hiver 1869-1870, il y retourna presque chaque année, et presque toujours en été. L'Italie joue donc un grand rôle dans sa vie; il a eu, comme Robert Browning, Walter Savage Landor et d'autres écrivains anglais, une « vie italienne » à côté de sa « vie anglaise ».

La vie italienne de Samuel Butler se divise en deux parties dans le temps et dans l'espace : de 1872 à 1893, c'est surtout dans la Haute-Italie qu'il séjourne; de 1893 à 1902 (il y était encore quelques mois avant sa mort), c'est surtout en Sicile.

Ce fut pour une raison bien simple qu'il se dirigea d'abord vers l'Italie du Nord. Pour qui vient d'Angleterre c'est la région de la péninsule la plus aisément accessible : on y va directement de la côte hollandaise par la vallée du Rhin et la Suisse. La ligne française, avec l'obligation de descendre du train à la gare du Nord et d'aller en fiacre à la gare de Lyon, lui paraissait beaucoup moins pratique, et il ne la prit presque jamais. Le Saint-Gothard franchi, il était en pays italien. Il ne quittait pas Londres pour aller s'enfermer dans une ville italienne; ce qu'il venait chercher, c'était justement ce dont il manquait à Londres : la pleine campagne et de hautes montagnes. C'est pour cela qu'il n'a guère fait que visiter rapidement les grandes villes de la péninsule, n'y passant que le temps indispensable pour voir leurs monuments et leurs musées; et c'est pour cela qu'il revenait fidèlement aux vallées du Tessin et du Haut-Piémont, séjournant dans les auberges, se liant d'amitié avec les notables du pays, étudiant de très près les œuvres d'art contenues dans ces beaux « sanctuaires » alors peu fréquentés des touristes : Oropa, Varallo, Orta... On peut l'imaginer arrivant dans un village de ce pays après une année passée à Londres dans l'obsession et la fièvre de ses travaux sur l'évolution, de ses attaques serrées contre le darwinisme et ses partisans : quelle détente! quelle liberté!

A cette vie italienne de S. Butler nous devons deux livres. Le premier (publié en 1881, c'est-à-dire intercalé dans la série de ses ouvrages de philosophie biologique) est un des plus remarquables « livres de voyage » et « livres de vacances » de notre temps, et je ne crois pas qu'il existe rien de semblable dans les autres littératures de l'Europe. Il lui a donné ce beau titre : *les Alpes et les Sanctuaires du Piémont et du Tessin*, et l'Introduction se termine par ces mots : « J'ai adopté l'Italie pour seconde patrie, et je voudrais lui dédier ce livre en témoignage de gratitude pour le bonheur qu'elle m'a donné. » Livre plein d'idées et surtout de « choses » : vues

du pays et des monuments dessinées par l'auteur et par ses amis et compagnons d'excursions, Charles Gogin et Henry Festing Jones; inscriptions; curieux extraits de livres et de registres concernant l'histoire des Sanctuaires; citations musicales; reproductions d'images populaires, de dessins faits par des enfants de l'école. Au beau milieu d'une page de texte s'étale le nom d'une petite fille, écrit tout de travers, avec une faute d'orthographe, par le frère aîné de l'enfant. Le texte va de digression en digression, reproduit l'allure de cette vie de libres courses. Cela commence par de très belles pages sur Londres et sur la dette contractée par tout l'Occident, et en particulier par l'Angleterre, envers l'Italie, que nous retrouvons partout à l'origine de ce qu'il y a de meilleur dans notre civilisation; de là on passe à la petite anecdote : la vieille femme qui, prenant Butler pour un médecin et voulant obtenir de lui une consultation gratuite, insiste pour lui montrer sa jambe malade; il la laisse faire, et quand il lui dit enfin qu'il n'est pas médecin, elle se met en colère; un peu plus loin, une magnifique description d'un de ces paysages italiens où le terrain, la végétation et l'architecture forment un ensemble d'une beauté parfaite; et puis des allusions aux applications pratiques des théories biologiques qui lui sont chères, et puis des pages de critique d'art... Nulle trace de cette pédanterie agaçante, de ce barbare insularisme qui abonde dans les livres de la plupart des voyageurs, et surtout des voyageurs anglais.

Le second livre consacré par Butler à sa vie italienne est *Ex-Voto* (1888). Il s'était promis, et avait promis à ses amis italiens d'écrire, à l'usage des touristes anglais, une description critique complète des œuvres d'art contenues dans les chapelles du Sacro Monte de Varallo. Il interrompit ses travaux de biologie générale pour s'acquitter de ce vœu. Vers le même temps, les Goncourt donnaient leurs livres sur la peinture japonaise. *Ex-Voto* est un ouvrage de critique d'art, illustré par la photographie, et qui a fait connaître (et introduire enfin dans les guides) un remarquable disciple de Gaudenzio Ferrari, le Flamand italianisé Tabachetti.

L'abandon (relatif) du Haut-Piémont et du Tessin et l'adoption de la Sicile, comme séjour de vacances, par Samuel

Butler, correspond à un changement de direction dans ses études, à une nouvelle grande aventure intellectuelle. Le dernier de ses ouvrages de biologie générale, une série d'articles intitulée *l'Impasse du darwinisme* est de 1890. Peu après, alors qu'il venait de choisir le personnage d'Ulysse pour en faire le sujet d'un oratorio qu'il voulait composer en collaboration avec H. F. Jones, une lecture attentive de *l'Odyssée* lui fit rencontrer le Problème des Poèmes Homériques, qui devait l'occuper jusqu'à la fin de sa vie. Il dépouilla toute la littérature critique accumulée autour d'Homère depuis la Renaissance jusqu'aux dernières années du XIXe siècle. C'étaient toutes les méthodes de l'érudition moderne qui étaient en cause. Là aussi, comme à propos du Problème de Jésus et du Problème de l'Évolution, il trouvait des doctrines à combattre et découvrait une doctrine à édifier. Son hypothèse sur l'origine de *l'Odyssée* le conduisit en Sicile : les descriptions homériques, la géographie de *l'Odyssée* paraissaient indiquer que l'auteur du poème avait dû vivre en Sicile, et très probablement dans le voisinage du Mont Eryx et en face des îles Ægades. C'est la région de la ville moderne de Trapani. Dès lors il y alla tous les ans passer plusieurs mois, étudiant les ruines, confrontant les données de *l'Odyssée* aux éléments locaux permanents : la nature du terrain, la végétation, aux ruines, et aux habitudes populaires.

Cette seconde partie de sa vie italienne n'a trouvé son expression que dans son livre sur *l'Odyssée* : *la Femme auteur de l'Odyssée*; (son hypothèse attribuait le poème homérique à une femme grecque de Sicile qui se serait peinte sous le nom de Nausikaa; il ne l'a pas prouvée; mais en la soutenant il a rendu aux études homériques un immense service; on peut même dire qu'il leur a rendu la vie).

***

Samuel Butler est un de ces rares hommes de génie qui n'ont pas eu de vieillesse intellectuelle (d'autres ont écrit jusqu'à la veille de leur mort qui eussent mieux fait de somnoler), et on ne peut s'empêcher de penser que sa mort,

à soixante-sept ans, fut une grande perte pour la littérature anglaise... et pour la littérature européenne.

Il n'avait jamais abandonné définitivement aucune des questions dont il s'était occupé au cours de sa vie et, comme notre Flaubert, il est mort en pleine production. Il songeait à écrire un cinquième livre de biologie générale dans lequel il aurait essayé de rattacher tous les phénomènes de la vie organique à la Loi de Mendelejeff, et il est probable que s'il eût vécu assez longtemps pour voir, après la défaite du néo-darwinisme et des théories de Weismann, les discussions biologiques reprendre autour des découvertes de Mendel, il aurait écrit un nouveau livre qui aurait peut-être été aussi important que cette œuvre capitale, *la Vie et l'Habitude.*

Il avait entrepris (en 1890) et terminé (en 1896) une biographie du docteur Samuel Butler, son grand-père, et avait su en faire un ouvrage historique important qui jette un jour tout particulier sur la vie ecclésiastique, universitaire et domestique de l'Angleterre pendant la période correspondant à la Révolution française et à la Restauration.

Ses études homériques l'occupèrent jusqu'à sa mort : nous avons parlé de ses séjours en Sicile, mais ses recherches philologiques et archéologiques le menèrent aussi dans bien des bibliothèques, et en Grèce, et en Asie Mineure. Il traduisit *l'Iliade*, *l'Odyssée* et *Hésiode.*

La poésie, à laquelle il était demeuré si longtemps fermé, lui fut révélée par les poèmes homériques. Il relut les Sonnets de Shakespeare, se laissant pour la première fois toucher par quelque chose qui n'était ni la vérité abstraite ni la musique. Et ce fut en poète qu'il aborda le Problème de Shakespeare, — car il ne pouvait pas rencontrer un problème sans l'examiner et lui chercher une solution. Résultat : une édition critique des *Sonnets*, — et une série de sonnets originaux qui sont mieux que des pastiches shakespeariens, et dont un au moins peut figurer parmi les meilleurs de l'Anthologie anglaise.

Dix-huit mois avant sa mort il donnait une édition définitive, corrigée et augmentée de deux chapitres, de son premier livre, *Erewhon*, et écrivait un second roman satirique qui lui faisait suite : *Nouveaux voyages à Erewhon* (1901).

Il venait de terminer son oratorio dramatique en collaboration avec H. E. Jones, *Ulysse*, et il songeait à un troisième « livre italien » : *Verdi prati*... L'affaiblissement de sa santé et l'assurance de sa fin prochaine l'empêchèrent seuls de mettre à exécution ce dernier projet.

***

Mais il laissait un véritable trésor caché que ses deux exécuteurs testamentaires, R. A. Streatfeild et Henry Festing Jones étaient seuls à connaître : son roman : *Ainsi va toute chair*, et ses *Carnets*.

Après la mort de miss Savage, il avait mis le manuscrit de ce roman sous clé et ne l'avait plus regardé. Il s'en était même perdu quelques feuillets : une digression, heureusement, que les *Carnets* permirent de restituer. Miss Savage lui avait servi de modèle pour le personnage féminin le plus sympathique du livre. Alethea Pontifex. Mais ce n'était pas seulement à cause des souvenirs, pénibles à remuer, qu'il y aurait retrouvés s'il avait travaillé encore à cet ouvrage, qu'il l'abandonna et en remit indéfiniment la publication : d'autres personnes lui avaient servi de modèles, et celles-là à leur insu, et les personnages pour lesquels elles avaient posé étaient loin d'être sympathiques. C'étaient ses plus proches parents : son père, dont la vie végétative et inutile se prolongea jusqu'en 1886, alors que son fils entrait dans sa cinquantième année : il avait pu longtemps se réjouir des échecs répétés de ce fils qu'il détestait et son seul regret fut de ne pouvoir le déshériter complètement. C'étaient aussi ses sœurs, qui lui survécurent. Une de ces dames se vantait de n'avoir jamais lu « les abominables livres » de son frère; mais Butler craignait qu'une personne obligeante ne leur montrât celui-ci, où elles se seraient reconnues. Il n'attendait rien d'elles, n'avait avec elles, comme avec son père, du reste, que des rapports de pure forme, mais un de ses principes était qu'on doit être prêt à renier la vérité pour l'amour de son prochain, et s'il ne renia pas la vérité criante qu'il avait mise dans son livre, du moins voulut-il la cacher pour ne pas faire une peine inutile à ses modèles. Ses exécuteurs testamentaires n'avaient pas les mêmes rai-

sons que lui de tenir *Ainsi va toute chair* plus longtemps sous scellés, et le livre parut en 1903, conquérant en quelques années toute l'élite des lettrés des pays de langue anglaise et donnant au nom de Samuel Butler une gloire qui n'a fait que croître depuis vingt ans.

Les *Carnets* étaient en réalité cinq gros registres de notes manuscrites et entièrement inédites. Butler avait pris de très bonne heure l'habitude d'avoir toujours dans sa poche un carnet où il jetait ses réflexions, ses pensées et ses impressions à mesure qu'elles lui venaient, comptant les employer plus tard dans ses ouvrages. Or, un jour il s'aperçut qu'il ne s'en servait jamais; la démarche de son esprit ne pouvait pas s'accommoder de ce procédé de mosaïste : quand il écrivait sur un sujet donné, de nouvelles pensées lui venaient, sous d'autres formes. C'est ainsi que dans un roman de moraliste comme *Ainsi va toute chair* nous ne retrouvons qu'un très petit nombre de ses notes sur la morale, la famille, le vice et la vertu, que nous connaissons depuis la publication des *Carnets*, et il est probable que s'il avait écrit *Verdi prati...* nous y chercherions vainement des passages de ces « Matériaux pour une suite de *les Alpes et les Sanctuaires...* » qui figurent dans les *Carnets*. Il comprit que la plupart de ces notes étaient en réalité des Essais et des Pensées détachés qui pourraient quelque jour être réunis et publiés en volume. Il en fit donc un choix, souvent modifié, et transporta toutes celles qui lui parurent dignes d'être conservées sur les gros registres reliés dont nous avons parlé. A mesure que cette collection de Notes augmentait, il en faisait faire une copie qui était déposée chez son ami H. F. Jones, l'original restant chez lui. C'était une précaution contre le vol et l'incendie, et cela montre bien qu'il considérait ce recueil comme digne de figurer dans la liste de ses œuvres. Cependant il ne le prépara pas en vue d'une édition : dans les cinq registres les notes se suivent sans ordre, sans classement d'après le sujet traité. Beaucoup sont autobiographiques, et sont des fragments de journaux intimes; mais le plus grand nombre traitent tous les sujets que Butler a abordés au cours de sa vie d'écrivain : philosophie, biologie générale, critique d'art, critique musicale, critique littéraire, érudition, etc. De tout cela Henry Festing

Jones commença par extraire une série de notes qu'il donna à une revue et qui obtinrent le même succès que *Ainsi va toute chair*; puis, quelques années après, il procéda à un grand triage, réunissant la plupart des notes autobiographiques pour les utiliser dans son *Memoir* sur Butler [1]; tandis qu'un nouveau choix de notes d'intérêt général, jointes aux Notes déjà publiées en revue, formèrent un gros volume extrêmement intéressant (quelques critiques ont même prétendu le considérer comme l'œuvre maîtresse de notre auteur) auquel H. F. Jones donna pour titre ce mot de *Carnets* qui rappelle l'origine de ces recueils. Enfin, le fidèle ami et exécuteur testamentaire de Samuel Butler garda inédites un certain nombre d'autres notes « qui pourraient justement choquer certaines personnes », soit par leur sujet, soit par la forme que l'auteur leur a donnée. Nous espérons cependant qu'elles seront publiées quelque jour. En attendant, le contenu des « Carnets » publiés est suffisamment riche, varié et attrayant pour satisfaire notre curiosité... et peut-être pour « choquer certaines personnes ».

Des traductions françaises de plusieurs livres de Samuel Butler ont déjà paru : *Erewhon*, avec une introduction qui résume brièvement le *Memoir* de H. F. Jones (1920); *Ainsi va toute chair* (2 volumes, 1921); *la Vie et l'habitude* (1922). *Nouveaux Voyages à Erewhon* doit paraître à la fin de cette année. Enfin nous donnons ici des Extraits de la traduction inédite des *Carnets*, qui paraîtra en 1924.

VALERY LARBAUD

1. Déjà cité; c'est un ouvrage en deux tomes, et qui contient de nombreuses lettres de Butler et de ses amis.

NOTES ET SOUVENIRS

LES FONDATIONS DE LA MORALE

Elles sont comme toutes les autres fondations : si vous creusez trop profondément autour d'elles, tout l'édifice s'écroulera.

Ces fondations que nous cherchons à découvrir et autour desquelles nous voudrions faire des fouilles sont en nous, comme le Royaume des Cieux, plutôt que hors de nous.

Essayer d'atteindre ces fondations, c'est essayer de redevenir conscient de choses qui sont entrées dans la phase de l'inconscience[1]; et cela ne peut certainement que valoir des ennuis et des chutes à qui pousse trop loin ces investigations.

Conseils d'imperfection. — Il est tout naturel que certains écrivains dangereux soutiennent que nous ne pouvons pas servir Dieu et Mammon. Sans doute ce n'est pas facile, mais rien de ce qui vaut la peine d'être fait n'est facile. D'ailleurs, aisée ou difficile, possible ou impossible, non seulement la chose doit se faire, mais c'est précisément à la faire que tout le devoir de l'homme consiste. Et quand l'homme vertueux se détourne de l'action vertueuse qu'il a commise et fait ce qui n'est ni tout à fait permis ni tout

1. Cf. *La Vie et l'Habitude*, p. 25-27 de la traduction française.

à fait bien, on s'aperçoit, la plupart du temps, qu'il a gagné en amabilité ce qu'il a perdu en sainteté.

S'il est vrai qu'il y a deux mondes (et je ne doute pas qu'il y en ait deux) la raison nous dit clairement que notre devoir est de tirer le meilleur parti possible de tous les deux et plus particulièrement de celui avec lequel nous nous trouvons dans les rapports les plus immédiats. Il est aussi immoral d'être trop vertueux qu'il l'est d'être trop n'importe quoi d'autre. La morale chrétienne est tout aussi immorale que les autres. Elle est à la fois très morale et très immorale. Combien de fois ne voyons-nous pas des enfants conduits à leur perte par les vertus, vraies ou supposées, de leurs parents? En vérité Dieu châtie les vertus des pères dans les enfants jusqu'à la troisième et la quatrième générations. Le meilleur argument en faveur de la vertu, c'est qu'elle jouit d'une très solide position financière, et qu'il vaut beaucoup mieux être avec elle que contre elle; mais elle vous met dedans, parfois, d'une façon terrible.

Pour connaître et pratiquer la vertu, il faut bien être un peu vicieux; car l'homme vraiment vertueux, qui vit complètement dans la grâce, sera inconsciemment vertueux, et ne saura pas ce que c'est que la vertu. A moins d'être un monstre de vertu, l'homme est toujours un peu vicieux.

La vertu est quelque chose comme l'inaction du sommeil ou de la mort. Le vice est l'éveil à la connaissance du bien et du mal, sans laquelle il n'y a aucune vie qui soit digne de ce nom. Le sommeil est, dans une certaine mesure, un état plus heureux que la veille, et on peut dire que la mort, dans une certaine mesure, vaut mieux que la vie, mais c'est un mieux bien petit. Nous sentons que parler ainsi c'est blasphémer la bonne vie, et quoi que nous puissions dire en faveur de la mort, tant que nous ne nous faisons pas sauter la cervelle, nous laissons voir que nous ne désirons pas qu'on prenne au sérieux ce que nous disons. Pour savoir ce que c'est que le bien, autrement que ne le saurait un homme profondément endormi, il faut savoir aussi ce que c'est que le mal. Comme l'a dit Bacon, il ne peut pas y avoir un : « Attachez-vous à ce qui est bien » sans un « Essayez de tout » qui le précède. Il n'y a pas de connaissance du bien

sans une connaissance du mal aussi, et c'est pour cela que tous les peuples ont des diables aussi bien que des dieux, et ont pour eux une sympathie secrète. Dieu sans le Diable est mort, étant seul.

Lucifer. — Nous l'appelons à la fois l'Ange de la Lumière et l'Ange des Ténèbres : serait-ce parce que nous sentons d'instinct que personne ne peut savoir beaucoup sans avoir péché beaucoup, — ou bien parce que nous savons que les extrêmes se touchent, — ou alors pourquoi?

L'Oracle dans « Erewhon »[1]. — La réponse donnée par l'Oracle fut d'abord écrite à propos de n'importe quel vice, — par exemple de l'ivrognerie, mais il s'applique à bien d'autres — et j'avais écrit « sait » partout où j'ai mis ensuite « pèche » :

L'homme qui *sait* un peu
Sait plus qu'il ne devrait;
Mais celui qui ne *sait* rien
A d'être instruit grand besoin.

Les lois de Dieu. — Les véritables lois de Dieu sont les lois de notre bien-être.

L'excellence physique. — Se poser la question : « Tel ou tel genre de vie a-t-il ou n'a-t-il pas de mauvaises conséquences pour notre santé physique? » est le meilleur moyen de savoir si ce genre de vie est moral ou non. S'il ne fait aucun mal à notre corps, nous devrions regarder à deux fois avant de le qualifier d'immoral, et s'il tend vers l'excellence physique, nous ne devrions pas hésiter à le qualifier de moral. Dans le cas des gens que rien n'oblige à se tuer de travail, — et il y en a beaucoup qui se tuent de travail uniquement parce qu'ils sont incapables de maîtriser leur passion pour le travail, qui les domine comme le désir de boire domine l'ivrogne, — le surmenage intellectuel est aussi immoral que la gloutonnerie ou l'ivrognerie. Mais cela ne concerne que l'individu. En ce qui concerne la nation prise en bloc, il n'est pas douteux qu'il est bien qu'il y ait

1. Cf. *Erewhon*, p. 200 de la traduction française.

quelques hommes et quelques femmes organisés de telle sorte qu'il est impossible de les empêcher de se tuer de travail, exactement de même qu'il est bien qu'il y en ait quelques-uns qu'on ne peut empêcher de se tuer à force de boire, quand ce ne serait que pour la seule raison que ces gens-là servent à mettre en évidence la laideur de ce vice.

Les excès intellectuels. — L'excès des plaisirs de l'esprit est la forme la moins coûteuse et la plus avilissante que puisse prendre le vice, et il n'y en a pas non plus dont les conséquences soient plus funestes[1].

Pour tromper la fatigue. — Quand je suis fatigué, je trouve que cela me repose, d'écrire très lentement, en formant avec beaucoup de soin chaque lettre. Cela me permet, souvent, de continuer à travailler quand j'en serais incapable autrement.

LE VICE ET LA VERTU

La vertu est une chose qu'il serait impossible de surfaire si elle n'avait été déjà surfaite. Le monde ne peut guère se passer d'un vice, quel qu'il soit, qui a été pratiqué longtemps et communément chez les nations civilisées. Il faut qu'un tel vice contienne quelque chose de bon au milieu de ses difformités. A la question : « Qu'arriverait-il si tout le monde se mettait à faire ceci ou cela? » on peut répliquer par cette autre question : « Qu'arriverait-il si personne ne le faisait? » Nous sommes un corps constitué, en même temps qu'une collection d'individus.

En ce qui concerne la conduite privée, je ne pense pas que les modérément vicieux soient plus malheureux que les modérément vertueux. « Très-vicieux » est certainement moins heureux que « Passablement-vertueux », mais c'est à peu près tout ce qu'on peut dire. Ce qui passe pour le comble

1. Voir la façon amusante dont cette pensée est développée dans *La Vie et l'Habitude*, p. 47-48.

de la vertu rend probablement les gens tout aussi malheureux que le fait le comble du vice.

La vertu la plus vraie a toujours penché vers l'excès plutôt que vers l'ascétisme; et la raison, aussi bien que l'observation, nous apprend qu'il en doit être ainsi, car la vertu est obligée de calculer ses chances, comme tout le monde, et elle sait qu'elle doit faire entrer en ligne de compte le risque qu'elle court de n'être pas découverte. Elle sait qu'il est impossible de subsister sans compromis, et elle met, pour ainsi dire, quelques dièses à la clé pour prévenir et compenser une inévitable chute dans l'exécution de son morceau. De même le Psalmiste dit : « Si vous observez exactement, Seigneur, nos iniquités : Seigneur, qui subsistera devant vous? » et par là il admet que la plus haute forme de vertu qu'on puisse concevoir laisse place toutefois à quelque compromis avec le vice. De même encore Shakespeare écrit : « On dit que les hommes les meilleurs sont modelés par leurs fautes; et que la plupart, pour être un peu mauvais, n'en deviennent que meilleurs. »

Le vice et la vertu, poussés à leurs dernières limites, sont également dangereux. Une vertu absolue tuera aussi sûrement son homme que le fait un vice absolu, sans parler de l'ennui et de la pompe qui l'accompagnent.

Dieu ne désire pas, et n'aime pas que les gens soient trop vertueux. Il les aime ni trop bons ni trop méchants, mais à ses yeux, être un petit peu trop méchant est plus pardonnable qu'être un petit peu trop bon.

De même qu'il y a moins de différence qu'on ne le croit communément entre le bonheur de gens qui semblent différer extrêmement quant à leur sort, de même aussi il y a moins de différence qu'on ne le suppose entre leurs natures morales. Les meilleurs ne valent pas tellement mieux que les plus méchants, et les plus méchants ne sont pas aussi au-dessous des meilleurs que nous le croyons; et les méchants jouent un rôle tout aussi important que les bons dans le progrès général, et peut-être un rôle plus important. C'est dans la lutte que la vie consiste, et s'il n'y avait pas de forces

opposées il n'y aurait rien de moral ni rien d'immoral; il n'y aurait ni défaite ni victoire.

Si la vertu avait le champ libre elle serait aussi insupportable que le sont en général les factions au pouvoir. La fonction du vice est de maintenir la vertu dans de sages limites.

La vertu n'a encore jamais été convenablement décrite par aucun des hommes qui ont eu quelque droit à être considérés comme vertueux. Ce sont ceux qui sont un peu vicieux qui savent le mieux peindre la vertu. Que les vertueux se contentent de décrire le vice, — chose qu'ils savent assez bien faire.

Ma vie vertueuse. — J'ai mené une vie plus vertueuse que je n'avais l'intention de la mener ou que je croyais la mener. Dans ma jeunesse je me suis cru vicieux; aujourd'hui je vois que je ne l'étais pas, et que j'en savais plus long, inconsciemment, que je n'en croyais savoir. Il y a certaines choses que je regrette d'avoir faites, mais il y en a bien peu. Je regrette que tant de gens croient que j'ai fait beaucoup de sottises que je n'ai jamais faites, et qu'ils aient de ce que j'ai fait une version tellement inexacte et tellement défigurée que j'en ai eu beaucoup à souffrir[1]. Mais si on savait exactement comment tout cela s'est passé, je suis persuadé que j'aurais moins de quoi avoir honte qu'un bon nombre de mes voisins — et moins de quoi m'enorgueillir aussi.

Le péché. — Le péché est comme une montagne qui se présente sous deux aspects différents, selon qu'on la voit avant d'y être arrivé ou après : et cependant ces deux aspects sont réels.

La moralité d'un acte dépend de savoir si le plaisir précède ou suit la peine qu'il cause. Par exemple, il est immoral de s'enivrer parce que le mal de tête vient après l'ivresse;

1. Allusion au scandale donné par son refus d'être ecclésiastique. Les calomniateurs étaient ses proches parents.

mais si le mal de tête venait avant et l'ivresse après, il serait moral de s'enivrer.

Le changement et l'immoralité. — Toute découverte et, en somme, tout changement quelconque, est immoral, parce qu'il tend à troubler les idées des gens, et par suite leurs coutumes, et par suite leur morale, qui est la somme totale de leurs *mores* ou coutumes. D'où il faudrait conclure qu'il n'y a rien qui soit aussi absolument moral que la stagnation, sauf en ceci que, si cette stagnation était parfaite, elle anéantirait toute espèce de *mores*. Il faut donc toujours qu'il y ait de l'immoralité dans la moralité, et, de même, de la moralité dans l'immoralité. Car il y aura forcément une parcelle de coutume habituelle et légitime même dans les actions les plus extraordinaires et les plus détestables qu'on puisse accomplir.

Le cannibalisme. — La moralité de nos actes dépend de la coutume de notre pays et de l'opinion courante de nos pairs. Le cannibalisme est moral dans une tribu d'anthropophages.

Croissances anormales. — Si un homme se trouve dans l'impossibilité de se procurer une autre nourriture, il est plus naturel qu'il tue et mange un autre homme que s'il se laissait mourir de faim. Notre indignation va aux circonstances qui rendent cette action naturelle pour cet homme, plutôt qu'à cet homme lui-même. Il en est de même pour d'autres choses dont l'appétence a été transmise chez l'homme par des générations innombrables d'ancêtres : il est plus naturel pour lui de se procurer ce qu'il peut trouver de plus semblable à ces choses, même par des moyens anormaux s'il ne peut se les procurer par des moyens habituels, que de s'en passer complètement. Il faut, sans doute, considérer cette croissance anormale comme une maladie, mais comme une maladie qui indique un état plus sain, et plus de vigueur que ne le ferait l'absence de toute croissance. C'est ce que j'ai voulu dire dans « *La Vie et l'Habitude* » quand j'ai écrit : « Il est plus moral pour un homme de manger « une nourriture

étrange sans que même sa joue pâlisse » que de se laisser mourir de faim devant la « nourriture étrange »[1].

Les jeunes gens. — En ce qui concerne les questions sexuelles, l'opinion la mieux fondée de nos meilleurs médecins, les usages des peuples qui se sont montrés les plus vigoureux et les plus beaux, les inconvénients qui ont suivis telle ou telle pratique, les avantages qui ont été dérivés de telle autre, — tout cela devrait être recherché et constaté par des hommes qui, n'étant ni moraux ni immoraux et ne se souciant absolument pas d'arriver à conclure dans un sens plutôt que dans un autre, n'auraient d'autre désir que de se procurer les renseignements les plus sûrs qu'on puisse avoir sur ce sujet. Le résultat de ce travail devrait être consigné assez au long dans un écrit qui serait mis sous les yeux des jeunes gens dès qu'ils seraient en âge de pouvoir comprendre cette question. Il ne faudrait faire aucun mystère, aucune réserve. Il n'y a que les gens corrompus qui désirent corrompre les faits; les honnêtes gens les accueilleront avec empressement quels qu'ils puissent être, et en feront part aux autres avec toute l'exactitude dont ils sont capables. Car enfin sur quel prétexte se fonde-t-on pour dire qu'il est bon de cacher à tous les regards des connaissances qui ont une telle importance pour tout le monde? On ne saurait prétendre qu'il n'y a rien à savoir sur cette question en dehors de ce qu'on peut laisser à des jeunes hommes et à des jeunes filles le soin de découvrir, sans aide et sans risques, par eux-mêmes. Il n'est pas un homme entre cent, qui, se rappelant sa propre jeunesse, osera dire cela. Quelle excuse ont ceux qui sont responsables de l'éducation des jeunes gens et qui abandonnent à elle-même, à peu près complètement, une affaire d'une importance si essentielle? Surtout quand ils savent très bien à quel point les erreurs sont fréquentes, et comme il est facile d'y tomber, et combien désastreux sont les effets de ces erreurs pour l'individu et pour la race?

Après les questions sexuelles, il n'y en a pas sur lesquelles il y ait de réserve plus complète entre parents et enfants

1. Cf. *La Vie et l'Habitude*, chap. III, p. 61.

que les questions d'argent. Le père garde pour lui ses affaires aussi jalousement qu'il le peut, et ne souffre pas que ses enfants sachent comment il administre sa fortune. Pour ce qui est de l'argent, ses enfants sont comme des moines dans un monastère, et il appelle cela les élever dans les meilleurs principes. Et néanmoins il se prétend injustement traité si son fils, en entrant dans la vie, se laisse dépouiller par des aigrefins qui savent mieux que lui comment l'argent s'acquiert et comment il se perd.

LA FAMILLE

Je suis persuadé que plus de maux proviennent de cette source que de toute autre, je veux dire : de la tentative de prolonger au delà de leurs limites naturelles les rapports familiaux, et d'obliger à demeurer artificiellement unies des personnes qui, laissées libre de vivre à leur guise, ne resteraient certainement pas unies. Le mal n'est pas aussi grand chez les classes inférieures, mais parmi les classes moyennes et supérieures il fait chaque jour un grand nombre de victimes. Et au fond cet état de choses n'est pas plus du goût des parents que du goût des enfants.

Dernièrement, pendant une visite à Shrewsbury, j'ai lu les *Promenades dans les domaines de la Science et de la Foi* de l'évêque de Carlisle[1], qui venaient de paraître, et j'y ai trouvé ce qui suit, page 129, dans l'essai intitulé : « La place de l'homme dans la nature ». Après avoir dit que les jeunes moineaux, ou les jeunes rouges-gorges, perdent de vue de bonne heure leurs frères de la même couvée, et cessent bientôt de les connaître, l'Évêque continue ainsi :

« Tandis que les « enfants d'une seule famille » se trouvent constamment unis par un amour qui ne fait que croître avec les années : et s'ils se séparent pour aller où leur devoir les appelle, c'est avec l'espérance de se revoir avec joie de

1. *Promenades dans les domaines de la Science et de la Foi*, par Harvey Goodwin, docteur en théologie, évêque de Carlisle, John Murray, 1883.

temps à autre, et de se retrouver dans un monde meilleur lorsque leur vie terrestre aura pris fin. »

Je suis certain que mon arrière-grand-père n'avait aucun désir de retrouver son père dans l'autre monde (son père l'avait déshérité). Et je ne crois pas non plus que mon grand-père ait désiré beaucoup rejoindre mon arrière-grand-père, un brave homme, assurément, mais avec lequel rien n'avait jamais prospéré. Je suis certain que mon père, après qu'il eût passé quarante ans, ne souhaitait plus de revoir mon grand-père; et même, longtemps avant d'avoir atteint quarante ans, il avait décidé que la biographie du Docteur Butler ne devait pas être écrite, alors que R. W. Evans aurait été trop heureux de l'écrire. Pour ce qui est de moi, je n'ai aucune envie de revoir mon père, et je pense qu'il est probable que l'évêque de Carlisle ne se montrerait pas plus pressé de retrouver le sien que moi de retrouver le mien.

Ironie inconsciente. — Dans une lettre adressée à l'Honorable Madame Watson en 1856, Charles Dickens écrit : « J'ai toujours remarqué, dans le champ de mon expérience personnelle, *que les gens qui ont quitté très jeunes la demeure paternelle* ont, *bien des années après*, la plus tendre affection pour elle. C'est là une pensée agréable; car il semble que ce soit un des sages arrangements qui rendent notre vie meilleure[1]. »

L'Odyssée. — D'après sa description de la rencontre d'Ulysse et de Télémaque, il est clair qu'Homère[2] pensait qu'il était tout aussi terrible, pour des parents qui ont été longtemps séparés, de se retrouver, qu'il le leur avait été de se séparer pour la première fois. Et cela est à peu près exact.

1. Cette citation sert d'épigraphe à *Charles Dickens et Rochester*, par Robert Langton (Chapman et Hall, 1880), réimprimé et augmenté d'après les *Documents du Club littéraire de Manchester*, vol. VI, 1880. Mais les italiques sont de Butler (Note de H. F. Jones).

2. Nous reproduisons cette note telle que Butler l'a laissée; il l'écrivit justement vers l'époque où il conçut sa théorie d'après laquelle l'Odyssée serait l'œuvre d'une femme. S'il l'avait relue après que cette théorie fut confirmée dans son esprit, il l'aurait recopiée en évitant de parler d'Homère comme de l'auteur de l'Odyssée (Note de H. F. Jones).

Melchisédech. — Voilà un homme vraiment heureux. Il était sans père, sans mère et sans enfants. Célibataire incarné. Orphelin de naissance.

Du jambon au petit déjeuner. — Maintenant (1893), quand je suis à l'étranger, comme je suis plus vieux et que je prends moins d'exercice, je me contente de café et de tartines beurrées à mon petit déjeuner; mais à l'époque (1880) où cette note a été écrite, j'aimais y ajouter une modeste tranche de jambon, et je remarquais souvent l'envieuse indignation avec laquelle des pères de famille qui jouissaient du privilège de Céphas et des frères de Notre-Seigneur [1] me regardaient la manger. Ils étaient là avec trois ou quatre filles montées en graine et la vieille maman : comment auraient-ils pu se payer du jambon? Et j'étais là, moi, célibataire égoïste... L'odeur savoureuse et appétissante de ma tranche de jambon grillée semblait les rendre enragés. Et moi je me sentais fort mal à mon aise, je me faisais petit, et je sentais très bien à quel point c'était vilain de ma part de manger du jambon à mon petit déjeuner et de n'avoir pas de filles, au lieu d'avoir des filles et pas de jambon. Mais quand je consultais les oracles divins sur cette question, ils me répondaient toujours de rester fidèle à mon jambon et de ne pas faire l'imbécile. Je me méprisais, mais mon propre mépris ne m'a pas autant flétri qu'il aurait dû le faire.

Dieu et l'homme. — Aimer Dieu, c'est être bien portant, avoir belle tournure, du bon sens, de l'expérience, un caractère bienveillant et pas mal d'argent liquide à dépenser. « Nous savons que tout contribue au bien de ceux qui aiment Dieu [2]. » Être aimé de Dieu, c'est la même chose que L'aimer. Nous L'aimons parce qu'Il a été le premier à nous aimer.

Les dieux d'Homère et la « Pall Mall Gazette ». — Un critique de la *Pall Mall Gazette* (je crois, en 1874 ou 1875,

1. « N'avons-nous donc pas le pouvoir de mener partout avec nous une femme qui soit notre sœur en Jésus-Christ, comme font les autres apôtres, et les frères de Notre-Seigneur, et Céphas? » (Ire Épitre aux Corinthiens, IX, 5).

2. C'est l'épigraphe de *Ainsi va toute chair.*

et dans les mois d'automne, mais je ne m'en souviens plus exactement) résumait l'idée qu'Homère se fait d'un dieu, de la façon suivante : « Un homme fort, amoureux, beau, brave et habile au suprême degré. » C'est assez bien là ce que devrait être un dieu capable de bien remplir sa fonction, mais il faudrait aussi qu'il fût bienveillant, qu'il eût un vif sens du comique, en même temps que le mépris des vices mesquins et des mesquineries de la vertu. Après avoir dit ce que j'ai cité plus haut, l'écrivain de la *Pall Mall Gazette* ajoute : « Un critique impartial peut juger par lui-même de combien cet idéal dépasse, — si même il le dépasse, — le niveau des religions fétichistes. » Peut-être est-ce parce que je ne suis pas un critique impartial, mais, s'il m'est permis d'être un critique partial, je dirai que cet idéal dépasse de beaucoup le niveau des religions fétichistes.

Une bonne éducation, le souverain bien. — Quand on nous demande quelle croyance nous voudrions mettre à la place de celle que nous voulons détruire, nous répondons que nous ne voulons détruire aucune croyance et n'en remplacer aucune. Nous pensons que la gloire de Dieu est le souverain bien, et c'est ce que pensent tous les chrétiens. C'est sur la question de savoir en quoi consiste la gloire de Dieu que nous cessons de nous entendre. Nous disons que cette gloire varie avec les diverses phases de Dieu tel qu'il se manifeste dans ses ouvrages, mais que, du moins en ce qui nous concerne, le meilleur moyen de travailler à la plus grande gloire de Dieu, c'est de contribuer à la plus grande gloire de l'homme. Si l'on nous demande ce que nous entendons par « la gloire de l'homme » nous répondons : la bonne éducation, employant ces mots dans leur double acception et voulant dire à la fois la conservation de la race et cette grâce de manières que l'on désigne communément par cette expression. La double signification de ces mots est d'autant plus expressive, du fait même qu'on les emploie presque toujours sans avoir conscience de ce double sens.

Avis aux jeunes gens. — Vous verrez quelquefois vos aînés opiner tous ensemble et dire que c'est une mauvaise

chose pour un jeune homme que d'hériter un peu d'argent; que ce sont toujours ceux qui n'ont pas à compter sur une fortune qui réussissent le mieux dans la vie, et ainsi de suite. Et puis ils citeront quelque radotage de l'un des Kingsley sur l'effet démoralisant que produisent trois cents livres sterling de rentes sur un jeune homme. Éloignez-vous de tous ceux que vous entendrez discourir de la sorte. La faute n'en est pas à l'héritage (qui n'en vaudrait que mieux, assurément, s'il était un peu plus gros), mais à ceux qui ont si mal dirigé notre éducation, qu'ils nous ont rendus plus inhabiles que d'autres à conserver notre argent.

La religion. — Y a-t-il une religion dont les fidèles se reconnaissent d'abord à ce qu'ils sont indiscutablement plus aimables et plus dignes de confiance que les fidèles d'aucune autre religion? S'il en est une, nous n'avons pas besoin d'autres preuves de sa vérité. Je remarque que les gens les plus distingués et les meilleurs ne professent, en général, aucune religion, mais qu'ils sont prêts à donner leur amitié aux meilleurs individus de toutes les religions.

Le Ciel et l'Enfer. — Le Ciel est l'œuvre des hommes et des femmes les meilleurs et les plus aimables. L'Enfer est l'œuvre des faquins, des pédants et des diseurs de vérités patentés. Le monde est un essai pour tirer le meilleur parti possible de ces deux choses.

La fatuité. — La fatuité est, essentiellement, la prétention d'être meilleur que le prochain. Meilleur peut vouloir dire plus vertueux, plus habile, plus aimable, plus... tout ce qu'on voudra. Mais ce qu'il y a de plus fâcheux, c'est qu'il est absolument impossible de rien faire, en dehors de manger son dîner ou de faire une promenade, sans prétendre en savoir plus long que le prochain. C'est cela qui m'a fait dire dans *La Vie et l'Habitude* (à la fin du chapitre II) que le seul fait d'écrire me mettait au nombre des maudits. Et c'est vrai; et je regrette, bien souvent, de n'avoir jamais pu m'élever jusqu'à ces saintes classes qui ne font pas profession

d'instruire les autres. Mais il faut bien que chacun se contente de son sort.

Lohengrin. — C'était un fat. Dans la scène de la chambre nuptiale avec Elsa, il aurait dû lui dire que la question qu'elle lui posait le mettait dans une fâcheuse posture, mais qu'enfin, puisqu'elle désirait savoir qui il était, il allait le lui dire, et lâcher le Saint-Graal.

Les élégants. — Les gens protestent et demandent quels services les élégants ont rendu ou rendent à la société, pour qu'il leur soit possible de vivre sans rien faire. Mais le parfait élégant est la créature vers la production de laquelle la Nature a tendu toutes ses énergies jusqu'à ce jour, et qu'elle a enfantée dans la douleur. Il est un idéal. Il montre à quoi on peut arriver en fait de bonne éducation, de santé, de beauté physique, de tempérament et de bonheur. Il réalise les rêves de tous les hommes, au moins par procuration. Il prêche l'évangile de la grâce. Mais le monde est comme un enfant gâté : on lui fournit à grands frais cet objet admirable, et quand il l'a, il dit qu'il ne sert à rien.

La Science et la Religion. — Elles se réconcilient en la personne des gens aimables et sensés, mais nulle part ailleurs.

« **Gentleman** ». — Si l'on nous demande quel est le trait essentiel de la chose que désigne ce mot, ce mot lui-même nous indique l'idée de gentillesse, d'absence de toute brutalité, de toute arrogance, de toute pose, et, en somme : la considération pour le prochain.

Les plus beaux hommes. — Il me semble qu'un paysan italien, ou un pêcheur breton, normand ou anglais, est probablement ce que la Nature fait de mieux en fait d'homme, ceux qui sont plus riches et ceux qui sont plus pauvres étant, aussi bien les uns que les autres, des erreurs.

Être un parfait élégant. — Je n'y suis jamais arrivé. De temps à autre, je me fais faire un nouveau complet, et

je suis partiellement correct pendant quelques mois, tandis que mon chapeau, ma cravate, mes bottines, mes gants et mes vêtements de dessous demandent à grands cris que je m'occupe d'eux aussi; et avant que je les aie tous satisfaits, le complet neuf a perdu sa fraîcheur. Cependant, si jamais j'ai un peu d'argent, j'essaierai d'être élégant de la tête aux pieds, jusqu'à ce que je me sois aperçu, comme cela arrivera sans doute au bout d'une semaine, que, si j'en donne long comme la main à mes habits, ils en prendront bientôt long comme le bras (1880).

L'argent est le dernier ennemi, celui qui ne sera jamais vaincu. Tant qu'il y aura de la chair il y aura l'argent ou le besoin de l'argent; et l'argent hante le cerveau tant que le cerveau demeure à peu près en bon état.

Une mort luxueuse. — Mourir avec tant soit peu de luxe est une des choses les plus coûteuses qu'un homme puisse se permettre. Cela coûte fort cher de mourir confortablement, à moins qu'on ne s'en aille très vite.

L'argent, la santé et la réputation. — L'argent, s'il vit, c'est-à-dire s'il se reproduit et s'il est placé de manière à rapporter un intérêt quelconque, si bas soit-il, est mortel et destiné à être perdu un jour, bien qu'il puisse continuer à vivre pendant bien des générations d'une seule famille à condition qu'on en prenne soin. Il n'y a pas un homme qui soit absolument à l'abri. N'importe qui peut s'entendre dire : « Insensé ! cette nuit même ton argent te sera redemandé. » Et la réputation est comme l'argent : elle peut nous être reprise d'un moment à l'autre. La petite faute que nous commettons presque sans y songer peut grossir en un instant et devenir l'énorme montagne, aux deux faces de Janus, d'un péché irréparable. Et tout insensé peut s'entendre redemander sa santé, du jour au lendemain.

On souffrira davantage de la ruine financière que de la ruine de sa santé (à condition de conserver, même malade, sa fortune intacte). Otez à un homme son argent et enlevez-lui les moyens d'en gagner d'autre, et il ne tardera pas à perdre

la santé. Mais laissez-lui son argent, et même au cas où il perdrait la santé et où il se verrait mourir, il ne sera pas aussi malheureux que nous pourrions le croire. Ce qu'il y a de plus pénible, ce sont les pertes d'argent; en second lieu vient la perte de la santé; et la perte de la réputation arrive au troisième rang. Tout le reste n'est que vétilles, tant que l'argent, la santé et le bon renom restent intacts.

L'homme de loi. — Il ne faut pas nous figurer que nous nous épargnerons la peine d'être gens sensés et honnêtes gens parce que nous irons consulter notre avocat, pas plus que nous ne pourrons nous procurer une solide constitution parce que nous irons consulter notre médecin. Mais un homme de loi peut faire davantage pour aider un sot suffisamment bien intentionné à conserver sa fortune, que le médecin ne peut faire pour un homme malade. L'argent est pour l'homme de loi ce que les âmes sont pour le curé ou la vie pour le médecin. Il est le médecin de notre argent.

Le médecin. — Aller trouver votre médecin, cela veut dire qu'il y a entre vos cellules une dispute si grave que vous les renvoyez à votre avocat. Parfois vous vous mettez en grève contre elles et leur supprimez leur nourriture, quand elles se mettent en grève contre vous. Parfois vous déposez une plainte contre elles entre les mains du Procureur, et vous vous mettez au lit.

Le curé. — Nous trouverons un argument en faveur de l'existence des prêtres si nous nous posons cette question : l'homme est-il capable de faire lui-même, pour son bien-être moral et spirituel (et il n'y a pas de chose plus compliquée et plus difficile que celle-là), ce qu'il a un avantage si évident à laisser faire par des gens du métier lorsqu'il s'agit de son argent et de son corps, qui sont, en comparaison de son âme, des choses simples et de peu d'importance?

MATÉRIAUX POUR UNE SUITE (RESTÉE A L'ÉTAT DE PROJET) DE *LES ALPES ET LES SANCTUAIRES DU PIÉMONT ET DU TESSIN.*

Silvio[1]. — *Dans l'automne de* 1884, *Butler passa quelque temps à Promontogno et à Soglio dans le Val Bregaglia, faisant des esquisses et écrivant quelques notes. Parmi les enfants des familles italiennes de l'albergo, et il y en avait, un nommé Silvio, garçon de dix ou douze ans. Il savait un peu d'anglais et aimait beaucoup la poésie. Il savait par cœur : « Comment fait la petite abeille affairée... » Mais la poésie anglaise qu'il aimait le plus était :*

Tra lalala la la
Le chat et le violon,
La vache sauta par-dessus la lune...

Il disait qu'il n'y avait rien d'aussi beau que cela dans la littérature italienne. Silvio avait coutume de parler à Butler pendant qu'il peignait.

— Et vous lirez beaucoup Longfellow en Angleterre?

— Non, répondis-je, je ne crois pas que nous le lisions beaucoup.

— Mais pourquoi? C'est un très joli poète.

— Oh oui, mais quant à moi je n'aime pas beaucoup la poésie.

— Pourquoi n'aimez-vous pas la poésie?

— C'est que, tu comprends, la poésie est comme la métaphysique : la nôtre ne nous gêne pas, mais nous n'aimons pas celle des autres.

— Ah! Et qu'est-ce que vous appelez métaphysique?

C'en était trop. C'était comme la dame qui attribuait la décadence de l'opéra italien au fait que les chanteurs ne voulaient plus *podger* leurs voix. — Et qu'entendez-vous

1. Les paragraphes en italiques sont de l'éditeur des *Carnets*, M. Henry Festing Jones.

par *podger*? demanda à cette dame la personne qui m'a raconté cette anecdote. — Comment? vous ne comprenez pas ce que c'est que *podger*? Ma foi je ne vois pas trop comment vous l'expliquer, mais je suis sûre qu'Edith et Blanche *podgent* admirablement.

Pourtant, je dis à Silvio que la métaphysique, c'était la *filosofia*, et cela le tranquillisa. Il laissa la poésie et passa à la prose.

— Alors vous aimerez beaucoup les œuvres de Washington Irving?

J'étais peiné d'avoir à dire que non; mais j'ai une aversion si cordiale pour Washington Irving que je me décidai à risquer encore un « Non ».

— Alors vous aimerez mieux Fenimore Cooper?

Je commençais à perdre patience. Je ne pouvais pas continuer à dire non et toujours non; mais, tout de même, me demander d'avoir la moindre admiration pour Fenimore Cooper, c'était m'obliger à porter un fardeau trop lourd pour mes épaules. En conséquence je répondis que je ne l'aimais pas.

— Ah, je comprends, dit l'enfant, alors c'est *la Case de l'Oncle Tom* que vous aimerez?

Là-dessus, je m'avouai vaincu. Je ne pouvais plus continuer à dire non, et, me disant que je pouvais aussi bien me laisser pendre pour voler un bœuf que pour voler un œuf, je répondis qu'à mon avis *la Case de l'Oncle Tom* était un des livres les plus étonnants et les plus beaux qu'on eût écrits. Étant tombé enfin sur un écrivain que j'aimais, Silvio se tint pour satisfait; mais cela ne dura pas longtemps :

— Et vous faites beaucoup de cas des théories de Darwin en Angleterre, n'est-ce pas?

Je gémis en moi-même et dis que oui.

— Et quelles sont les théories de Darwin?

Je vous laisse à penser ce qui s'ensuivit!

Après quoi :

— Pourquoi n'aimez-vous pas la poésie?... Vous aurez une très bonne université à Londres? et ainsi de suite.

Dimanche matin à Soglio. — Les hommes du lazaret étaient assis sur le mur et laissaient pendre leurs jambes

par-dessus le parapet; ils chantaient le même vieil air, qu'ils recommençaient sans cesse, et les mêmes vieilles paroles indéfiniment : « *Fu tradito, fu tradito da una donna.* » Pour eux c'était un jour de fête.

Deux gnomes surgirent et s'arrêtèrent pour me regarder. Je demandai au premier quel âge il avait. « Quatorze ans, » dit-il. Ils en paraissaient bien huit, l'un comme l'autre. Je leur dis qu'on devrait mettre aussi les mouches et la volaille en quarantaine au lazaret, et les gnomes grimacèrent et montrèrent leurs dents, si loin, que les coins de leurs bouches se rejoignirent derrière leurs têtes.

Le squelette d'un oiseau était cloué à la porte d'une grange, et je dis à un homme : « *Aquila?* » Il répondit « *Aquila* » et continua son chemin.

Les garçons du village m'entourèrent et soupirèrent tout en me regardant peindre. Et les femmes vinrent et s'écrièrent : « *Oh che testa, che testa!* »

Et les cloches commencèrent à sonner dans les ouvertures du campanile, et je me retournai pour les regarder se dandiner si gracieusement là-haut, et faire l'une après l'autre la culbute. Elles se balançaient, la bouche ouverte comme des éléphants la trompe en l'air, et j'aurais voulu pouvoir leur donner des petits pains. Elles ne ressemblaient pas aux cloches anglaises et pourtant elles sonnaient plus *all'Inglese* que ne le font la plupart des cloches d'Italie; elles avaient attrapé la manière, mais elles ne l'avaient pas bien attrapée.

Il y avait deux corbeaux dans le village, et quand l'un disparaissait, l'autre se montrait, et rentrait, après des absences d'un mois, dans la maison de ses protecteurs. Pendant que je peignais, le corbeau jouait avec une femme qui était en train de sarcler son champ : il se percha sur son dos et chercha à mordre son chapeau, puis il sauta par terre et se mit à donner des coups de bec contre les clous de ses chaussures et il essayait de les arracher. Il se laissa prendre par elle, et une fois pris il se débattit un peu, mais il ne s'enfuit pas quand elle le lâcha, et continua à jouer avec elle. Ensuite, il vint pour m'exploiter à mon tour, mais il refusa de s'approcher tout près. Le Signor Scartazzini dit qu'il joue volontiers avec toutes les femmes du village, mais non pas

avec les garçons et les hommes, si ce n'est avec lui, Signor Scartazzini.

Ensuite un moine parut et passa près de moi, et je fus certain de l'avoir vu déjà, mais je ne pouvais pas me rappeler en quel lieu, lorsque enfin, tout d'un coup, j'eus l'intuition, rapide comme l'éclair, que c'était Valoroso XXIV, roi de Paphlagonie, qui sans doute était en train d'expier ses fautes.

Et j'observai les fourmis en grand travail près de mes pieds, et j'écoutai ce qu'elles disaient de moi, et je prêtai l'oreille à leur discussion sur la question de savoir si l'homme est doué d'instinct. « Qu'est-ce qu'il fait ici? disaient-elles; il n'était pas ici hier. Certainement ils n'ont pas d'instinct. Ils peuvent posséder une espèce de raison d'ordre inférieur, mais rien qui approche de l'instinct. Quelques-unes de leurs maisons semblent indiquer quelques traces d'instinct chez eux, par exemple, à Londres, Gower Street a bien l'air d'être l'ouvrage de l'instinct; mais ce n'est qu'une apparence trompeuse. C'est une chose digne de remarque que leurs villes à eux sont toujours bâties dans les lieux où il n'y a pas de fourmis. Vraiment ils anthropomorphisent trop, ou bien serait-ce nous qui formicomorphisons plus que nous ne devrions? »

Et Silvio passa, allant à l'église. C'est lui qui a appris aux garçons de Soglio à faire du bruit. Avant qu'il y vînt, on n'entendait aucun son dans les rues, si ce n'est celui des cloches et des fontaines. Je lui demandai si le curé était bon pour lui.

— *Si*, répondit-il, *è abbastanza buono.*

C'est ainsi, je pense, que le père Robin Gray était *abbastanza buono* pour Madame Gray. Une des petites filles me dit que Silvio avait beaucoup de *centesimi* et qu'elle n'en avait pas. Je répliquai : « Tu n'as pas besoin de *centesimi.* »

A peine ces mots furent-ils tombés de mes lèvres que je sentis que certainement je vieillissais. Et bientôt le Diable vint me trouver. C'était un vieil homme aimable et propre, mais en parlant il faisait des cuirs, et cela démentait ce que son aspect correct semblait indiquer, — ou peut-être ce fut précisément ce qui m'empêcha d'être sur mes gardes, car

j'avais toujours entendu dire que le Prince des Ténèbres était un homme parfaitement bien élevé. Il me dit à l'oreille que les moines du Saint-Bernard quelquefois chantent matines avant minuit.

Le bleu des montagnes paraît plus bleu entre les châtaigniers qu'entre les sapins. La rivière est couleur de la neige sur le fond des *verdi prati e selve amene.* La grande et grasse plante du tabac, qui s'accorde si mal avec nous, s'accorde extrêmement bien avec elle-même : je ne connais pas de plante qui ait l'air de se mieux porter. La ronce sait parfaitement ce qu'elle veut, et sait aussi qu'elle n'aime pas qu'on la dérange; bref, elle sait tout ce qu'il lui importe de savoir. La question est : comment et pourquoi elle en est venue à désirer savoir précisément ces choses-là, et non pas d'autres choses.

Deux chèvres effrontées dégringolèrent sur moi et me demandèrent du sel; et l'homme de la scierie vint, et, avec ses grandes mains brunes, il fit tomber la boue des bâtardeaux des canaux qui arrosent la prairie, car l'heure avait sonné à laquelle c'était son tour de se servir du courant.

Il y avait des campanules, des baies du sureau alpestre, et des quantités de fleurs dans le gazon. Il y avait le glacier, le grondement de la rivière, et la plaintive petite chapelle sur son tertre vert à la base de la grande falaise de glace qui coupe le ciel. Il y avait une faneuse grasse et ronde comme si elle eût été faite en mie de pain. Elle me dit : « *Buon giorno* », et le « *ior* » du « *giorno* » sortit comme de l'huile et du miel. Je vis qu'elle avait envie de bavarder un peu. En fanant, elle et son mari accordaient leurs faux en contrepoint à deux parties, note contre note; mais mon oreille reconnut que c'était elle qui faisait le canto fermo et lui le contrepoint. Par-dessus la haie, je jetai un coup d'œil sur la pente raide et glissante qu'ils avaient à faucher tout entière depuis le sommet jusqu'au fond. S'il poussait du foin sur le dôme de Saint-Paul, ces « effrayants travailleurs » que rien ne rebute quand il s'agit d'un gain le récolteraient, et bientôt les crocus d'automne perceraient de leurs délicats petits museaux tout nus la surface tondue des prés. J'exprimai mon étonnement :

« *Siamo esatti* », répondit la femme grasse et ronde.

Comme les gens risquent leur vie pour peu de chose! C'est ainsi que Smith et moi traversâmes le Rangitata. C'est ainsi qu'Esaü vendit son droit d'aînesse.

Il était midi, et je me trouvais tellement d'aplomb au-dessus du fond de la vallée, et le soleil était tellement d'aplomb au-dessus de ma tête que les châtaigniers de la prairie de Bondo s'accroupissaient sur leurs propres ombres et que les jardins donnaient l'impression qu'on avait pavé la vallée avec des briques multicolores. En bas, plus près de la rivière, passait la vieille route herbue, que bien des braves gens ont parcourue tous les jours de leur vie au cours de leur voyage vers cette route plus vaste où, vous et moi les rejoindrons un jour.

Les grandes occasions. — Les hommes sont rarement plus terre-à-terre que dans les grandes occasions. J'ai entendu raconter qu'un vieillard à son lit de mort exigea qu'on lui jouât la première en date de toutes les polkas. Entre tous les mots qu'on attribue à des hommes qui savaient qu'on allait les tuer, je n'en sais qu'un dont l'authenticité n'est pas douteuse, et il est d'une platitude qu'on pourrait presque appeler shakespearienne. Il y avait eu de nombreux assassinats dans la région des placers de la Nouvelle-Zélande vers 1863 ou 1864; j'oublie l'endroit exact, mais je crois que ce fut près du placer Nelson. Enfin les assassins furent pris. On fit grâce de la vie à un d'entre eux, à condition qu'il révélerait des faits nouveaux, et il raconta comment chacun des assassinats avait eu lieu. D'après son récit, une des victimes, en apprenant qu'on allait la tuer, avait dit : « Si vous me tuez, je serai vilainement tué. »

Là-dessus ils le tuèrent, et il fut vilainement tué.

C'est une erreur de s'attendre à ce que les gens s'élèvent à la hauteur des circonstances, à moins que les circonstances ne soient qu'un tout petit peu plus hautes que leur niveau habituel. Il est rare qu'ils s'élèvent à la hauteur des circonstances qui les dépassent de beaucoup : presque toujours, au lieu de s'y élever, ils y tombent. Il n'y a que les grands hommes qui soient grands dans les grandes heures. Ils diffèrent

du reste de nous en ceci que, lorsque le moment de s'élever arrive, ils s'élèvent tout d'un coup et d'instinct.

L'aurore boréale. — J'en ai vu une, une fois, dans le golfe du Saint-Laurent, à la hauteur de l'île d'Anticosti. Nous étions au beau milieu d'elle, et nous avions l'impression de regarder, à travers un grand cône de lumière, tout droit à une profondeur de millions et de millions de lieues dans le ciel. Un peu plus tard nous la vîmes s'éloigner, et ses grands piliers de feu parcouraient majestueusement l'étendue des cieux, comme une des grandes basses de Hændel.

L'évêque de Chichester à Faido. — Quand j'étais à Faido, dans le Val Leventina, l'été dernier, il y avait là une dame qui se rappelait m'avoir vu à la Nouvelle-Zélande; elle avait amené ses enfants en Suisse pour leurs vacances : de bonnes gens tous. Des amis, me dit la mère, allaient venir les rejoindre, certain chanoine et sa sœur, et on parlait aussi de la venue possible de l'évêque de Chichester. Au bout d'un certain temps, le chanoine et sa sœur, arrivèrent. Tout d'abord, sa sœur qu'on me donna pour voisine de table était au-dessous de zéro, et son frère, assis en face, n'était guère moins glacial; mais à mesure que le dîner approchait de sa fin, ils se dégelèrent, et après m'avoir regardé comme un monstre, ainsi qu'ils l'avaient évidemment fait d'abord, ils s'aperçurent peu à peu que j'étais d'accord avec eux sur bien plus de points qu'ils ne s'y étaient attendus. Ils finirent par se rassurer tout à fait, devinrent aimables, et en les connaissant mieux, je vis que c'étaient de braves gens très sympathiques. Ils ne tardèrent pas à comprendre qu'ils me plaisaient, et le chanoine me laissa le conduire partout où je voulais. Je le menai à l'endroit où poussent les Woodsias, et nous en trouvâmes quelques échantillons superbes. Je le menai à Mairengo et lui montrai le double sanctuaire. Au retour, il me rappela que je lui avais promis de lui montrer de l'Alternifolium. Je l'arrêtai et lui dis : « En voilà », car il y en avait justement quelques plants sur le mur qui longeait le chemin. Ce trait acheva sa conquête,

et peu de temps après on me fit comprendre que la visite de l'évêque aurait certainement lieu, et il fut convenu que nous le mènerions tout près des Woodsias, sans le lui dire, et qu'on le laisserait les découvrir tout seul. Je suis persuadé que l'évêque avait eu l'intention de venir avec le chanoine; mais ensuite le chanoine avait su, par la dame de la Nouvelle-Zélande, que j'étais à Faido, et cela ne faisait pas l'affaire de l'évêque. De toutes façons, il valait mieux que le chanoine partît le premier pour m'observer et voir jusqu'où allait ma dépravation. Et donc le chanoine vint, dit que j'étais parfaitement fréquentable, et deux ou trois jours après l'évêque et ses filles arrivèrent.

Pendant le dîner, l'évêque ne me parla pas, mais après dîner, au salon, il me fit une avance à propos d'un journal et, comme je lui répondis, il commença une conversation qui dura pendant la plus grande partie d'une heure, et au cours de laquelle j'ai l'impression de m'être comporté avec discrétion. Ensuite, je lui dis : « Bonne nuit » et sortis.

Le lendemain matin, je le rencontrai, comme il était en train de déjeuner, et je lui dis : bonjour. Il se montra tout disposé à causer. Nous parlâmes de la *Woodsia Ilvensis* et nous trouvâmes d'accord pour déclarer que c'était une espèce mythique. On disait, dans les livres de botanique, qu'elle pousse près de Guilford. Nous fûmes d'avis que c'était une erreur. Mais il me fit observer que c'était extraordinaire de voir dans quels endroits singuliers on trouve les plantes, parfois; il connaissait un plant unique d'*Asplenium trichomanes* qui était le seul représentant de son espèce dans un rayon de trente lieues; il poussait sur une pierre tumulaire qui avait été transportée de très loin et qui venait d'une région de Trichomanes. On dirait presque que les graines et les germes sont constamment en mouvement dans l'air et qu'ils croissent partout où ils trouvent un milieu favorable. Je répondis qu'il en était de même pour nos pensées : les germes de toute espèce de pensées et d'idées flottent sans cesse, sans que nous nous en rendions compte, dans nos esprits : et c'était surprenant de voir quelquefois, dans quels étranges endroits elles rencontraient le terrain qui leur permettait de s'enraciner et de croître sous la forme de pensées

et d'actions conscientes. L'évêque leva les yeux de dessus son œuf à la coque et me dit :

« C'est une idée très frappante que vous venez d'exprimer » et il se remit à manger son œuf avec l'air de me dire : « Si vous continuez à parler de cette façon-là, je ne joue plus ».

Pensant qu'il était peu probable que je pusse mieux faire que je n'avais fait jusque-là, je battis en retraite et partis, descendant d'abord à Claro où il y avait une confirmation, et de là à Bellinzona.

Le matin de mon départ, je demandai à la fille de service si l'évêque lui plaisait.

« *Oh! beaucoup, beaucoup,* s'écria-t-elle, *et je trouve son nez vraiment noble* [1]. » (1886).

A Ferentino. — Après dîner, je commandai du café; le patron qui venait de dîner lui aussi, me pria d'être assez bon pour bien vouloir attendre à l'année prochaine, et j'y consentis. Ensuite je lui demandai quelle était la meilleure auberge de Segni. Il répondit que cela n'avait aucune importance et que pour qui a des quattrini, une auberge en vaut une autre. Je dis : non, et que la qualité du sang qui courait dans les veines de l'albergatore avait beaucoup plus d'importance que la quantité de quattrini que le voyageur pouvait avoir en poche. Il sourit et m'offrit une prise du tabac le plus exquis. Sa femme entra et débarrassa la table; après quoi, elle versa l'eau de la carafe sur le plancher pour rabattre la poussière. Je suis sûr, bien qu'elle ne le dit pas, qu'elle fit cela en l'honneur des dieux bienheureux qui habitent le vaste ciel.

Les urnes étrusques de Volterre. — Pour ce qui est de l'usage qu'ont eu les artistes étrangers de s'en tenir à un répertoire limité de sujets bien connus, on peut dire qu'il a été pratiqué dans tous les temps et dans tous les pays.

Quand le christianisme bouleversa le monde et déplaça l'ancienne mythologie, il ne fit qu'introduire de nouveaux sujets qui lui étaient propres, et auxquels ses artistes s'attachèrent aussi exclusivement que leurs ancêtres païens à leurs dieux et à leurs déesses. Aujourd'hui nous nous flattons

1. En français dans l'original.

de nous être affranchis de ces entraves, mais ce changement est plus apparent que réel. Nos œuvres d'art se classent naturellement en un petit nombre de groupes bien délimités, et les tableaux de chaque groupe, tout en différant par les détails, présentent les mêmes caractères généraux. Pourtant nous avons commencé à exploiter beaucoup de terres nouvelles, tandis que, jusqu'à ces deux ou trois derniers siècles, on dirait ou bien que les peintres pensaient que le sujet n'était qu'un détail indigne de leur attention, ou bien que les publics exigeaient qu'on ne leur racontât que ce qu'ils savaient déjà.

Le principe qui consiste à ne vivre que pour voir et pour entendre quelque chose de nouveau, et le principe opposé qui veut que nous évitions tout ce qui ne nous est pas familier, ont la même antiquité, la même universalité et la même utilité. Ce sont les principes de conservation et d'accumulation, d'une part, et d'aventure, de spéculation et de progrès d'autre part, et l'un et l'autre sont également indispensables. C'est le premier de ces deux groupes qui a eu le plus constamment l'argent de son côté et qui l'aura probablement toujours. Mais, après tout, l'argent n'est-il pas un art? Bien plus, n'est-il pas l'art le plus difficile qu'il y ait, et le père de tous les autres? Et si la vie est courte et l'art est long, l'argent n'est-il pas encore plus long? Et les œuvres d'art ne sont-elles pas, pour la plupart, aussi plus ou moins des œuvres d'argent? Or, une œuvre d'art, pour autant qu'elle est une œuvre d'argent, ne saurait se plaindre d'être soumise aux lois de l'argent; pour autant qu'elle est une œuvre d'art, elle n'a rien à voir avec l'argent, et, dans ce cas encore, n'a pas le droit de se plaindre.

Cela aide beaucoup le spectateur de savoir le sujet d'un tableau et de n'avoir pas la peine de chercher à connaître l'épisode qu'il représente. On devrait choisir des sujets tels que leur histoire se comprendrait du premier coup d'œil, ou bien des objets qui doivent être familiers à la plupart des spectateurs. Il ne faut oublier qu'un ouvrage exposé aux yeux du public s'adresse à un très grand nombre de personnes, et devrait par suite être fait à l'intention d'un grand nombre de gens plutôt que pour un seul individu. Il n'y a pas longtemps j'ai vu une famille anglaise qui visitait une belle collection de monnaies de tous les pays. C'est à peine s'ils firent

même semblant de s'intéresser un peu aux pièces françaises, allemandes, hollandaises et italiennes, mais leurs figures s'éclairèrent immédiatement lorsqu'on leur montra un shilling, un florin et une demi-couronne. C'est ainsi que les enfants n'ont pas besoin de contes nouveaux : ils en désirent d'anciens.

— Petite Maman, s'il vous plaît, racontez-nous l'histoire des Trois Ours.

— Non, mon chéri, pas aujourd'hui, je vous l'ai déjà racontée bien souvent, et je suis occupée.

— Très bien, petite maman, alors nous allons vous raconter l'histoire des Trois Ours.

L'*Iliade* et l'*Odyssée* ne sont que les *Trois Ours* à une plus grande échelle. Tout comme la vie de l'homme n'est que la scission de deux amibes à une plus grande échelle. « *Cui non dictus Hylas puer et Latonia Delos?* » Ce n'était pas là un argument contre la répétition de ce récit, mais plutôt en faveur de cette répétition. De même, les gens cherchent dans les journaux plutôt ce qu'ils savent déjà que ce qu'ils ne savent pas, et mieux ils le savent plus ils prennent intérêt à le voir imprimé, et, en règle générale, s'ils n'y trouvent pas ce à quoi ils s'attendent — ou ce qu'ils croient savoir déjà — ils se fâchent. Cette tendance de notre nature atteint son point culminant dans ces vers bien connus répétés indéfiniment :

A la bataille du Nil,
J'y étais pendant tout le temps;
J'y étais pendant tout le temps
A la bataille du Nil.
A la bataille du ...

et ainsi de suite *ad lib.* Cela même plaira aux tout petits. Un peu plus tard, ils ne voudront pas qu'on leur raconte autre chose que les *Trois Ours.* En approchant davantage de l'âge mûr il leur faut l'invention plus grande et la fantaisie plus souple et plus libre de gens comme Homère et nos grands tapissiers du West-End, au delà de quoi il n'y a pas liberté mais rien qu'excentricité et extravagance.

Il en va de même de la mode. Les modes changent, mais non pas d'une façon radicale, sauf à la suite d'une violente

commotion sociale, et même alors, le changement est plus apparent que réel, car les anciennes modes reviennent continuellement sous la forme de modes nouvelles.

Il en est ainsi non seulement en ce qui concerne le choix des sujets, mais aussi en ce qui concerne la manière de traiter chaque sujet dans les limites de l'œuvre elle-même une fois le sujet choisi. Qu'un homme cherche à exprimer la vie profonde de son esprit par des mots, par la peinture, ou par la musique, peu importe : le même principe se retrouve à la base de ces trois arts et, naturellement, à la base aussi des arts qui leur sont apparentés. Dans chacun de ces cas, cet homme ne devrait avoir qu'un seul sujet dans lequel on reconnaîtrait aisément le motif central de l'œuvre, et dans chacun de ces cas il faut qu'il développe, traite et illustre ce motif au moyen d'épisodes et de détails qui ne soient ni tellement étrangers au sujet qu'il semble qu'on les y ait fait entrer de force, ni pourtant tellement voisins de ce sujet qu'ils lui soient identiques. Le développement sort du sujet comme la famille des parents et comme la race de la famille : chaque nouveau membre étant à la fois semblable à — et pourtant différent de — ceux qui l'ont précédé. Et il en est de même dans tous les arts et dans toutes les sciences : c'est lorsqu'il ne s'y ajoute qu'une dose de nouveauté relativement petite en comparaison de tout ce qu'on y laisse subsister d'ancien, qu'ils sont le plus florissants.

Et enfin il en va de même pour l'*Ars Artium* lui-même, cet art des arts, et cette science des sciences, cette Corporation des Arts et Métiers qui est comprise en chacun de nous : je veux dire nos corps. Pour la partie détails, ils sont entretenus chaque jour au moyen d'une nourriture qui ne doit pas être trop différente de la nourriture de la veille ou du corps lui-même, ni trop identique à l'une et à l'autre; et dans l'ensemble, c'est-à-dire dans l'histoire du développement d'une race ou d'une espèce, tout le monde admet que l'évolution est en majeure partie excessivement lente et se fait par une suite immense de ce qu'on pourrait appeler des générations d'épisodes qui sont apparentés au sujet central sans pourtant lui être identiques.

Et, en y réfléchissant bien, nous trouvons dans l'évolution

de la forme corporelle (qui implique, en même temps que modification, persistance de type) l'explication de ce fait que, dans les sujets choisis pour être développés dans les œuvres d'art, la persistance de type est si universelle. C'est parce que nous avons tant d'aversion à la fois pour les grandes nouveautés et pour l'absence de toute nouveauté, que nous avons une forme corporelle qui est en grande partie persistante et cependant capable de modifications. Sans une répugnance très vive à changer ses habitudes et avec ses habitudes la nourriture de son esprit, aucune espèce n'aurait de type fixe, et même il n'y aurait aucune vie, ou du moins rien qui ressemblerait à la vie telle que nous la connaissons, car les organes disparaîtraient avant d'avoir été complètement formés, et tenter de construire de la vie sur des fondations aussi changeantes serait aussi vain qu'il le serait d'essayer de construire un bâtiment matériel sur un vrai terrain mouvant. Et de là vient que les habitudes, les cris, les habitats, la nourriture, les espérances et les craintes de chaque espèce (et que sont-elles sinon les réalités dont les arts humains sont comme les ombres?) racontent les mêmes histoires dans les mêmes antiques termes, de génération en génération; et ce n'est précisément qu'à cause de cela qu'elles nous apparaissent comme des espèces.

Pour en revenir aux urnes cinéraires étrusques, je n'ai pas le moindre doute que, dans peut-être trois ou quatre mille ans d'ici, une collection de pierres tumulaires provenant d'un de nos cimetières de la banlieue passera pour extrêmement intéressante, mais j'avoue que j'ai trouvé les urnes du Musée de Volterre un peu monotones, et qu'après en avoir examiné deux ou trois, j'ai passé aussi rapidement que possible devant les 397 qui restaient.

L'introduction des plantes étrangères. — Cette année j'ai rapporté quelques Auriculas des montagnes, et des graines de Salvia et d'Iris de Fusio, et mon intention est de planter les Auriculas et de semer les graines dans Epping Forest et ailleurs dans les environs de Londres. Il serait désirable qu'on prît l'habitude de rapporter des graines des plantes étrangères les plus agréables et de les introduire un peu par-

tout en Angleterre, en les semant sur les talus de nos routes, dans nos champs, enfin dans le genre de terrain qui peut leur être le plus favorable. Il est certain que cela embarrasserait les botanistes, mais je ne vois pas pourquoi on ne taquinerait pas un peu les botanistes : ce sont des gens qui ne songent qu'à déraciner, tuer et exterminer toute plante qui présente quelque intérêt, soit parce qu'elle est rare, soit parce qu'elle est douée de vertus particulières, et plus la plante est rare, plus ils lui font la guerre.

Saint-Côme et Saint-Damien à Sienne. — Sano di Pietro nous fait assister à une farce cruelle faite par ces deux très méchants saints, tous deux médecins, et qu'on devrait décanoniser immédiatement. Il apparaît qu'ils ont comploté ensemble et que, pour des raisons connues d'eux seuls, ils ont résolu de couper la jambe d'un nègre mort et de la mettre à un homme de race blanche. Dans l'un des compartiments du tableau on les voit qui, tout joyeux, coupent la jambe du noir. Dans le compartiment voisin ils sont allés trouver le blanc qui est au lit, évidemment endormi, et ils lui mettent la jambe noire à la place de la sienne. Ensuite, sans doute, ils se cacheront derrière la porte pour voir ce qu'il fera quand il s'éveillera. Il faut bien que ce soient des saints, puisqu'ils portent des auréoles, mais on dirait qu'il ne faut pas plus se fier à une auréole comme marque de sainteté qu'à une voiture élégante comme signe de respectabilité (1889).

LES SOURCES CHAUDES ET FROIDES D'HOMÈRE

La note qui suit est extraite d'un memorandum que fit Butler de son voyage en Grèce et dans la Troade au printemps de 1895. *Dans l'*Iliade (XXII, 145) *Homère parle de sources alternativement chaudes et froides dans lesquelles les Troyennes lavaient leur linge. Il n'y a aucune source de ce genre aux environs de Hissarlik, où elles devraient se trouver, mais le Consul des États-Unis aux Dardanelles dit à Butler qu'il existait quelque chose dans ce genre sur le Mont Ida, aux*

sources du Scamandre, et il résolut d'aller les voir après qu'il aurait visité Hissarlik. On lui fournit un interprète, nommé Yakoub, un domestique, Ahmed, un soldat d'escorte et un cheval. Il alla d'abord à la ferme que le Consul possédait à Thymbra, à cinq lieues environ de Hissarlik; il y passa la nuit, et trouva cette installation « en tout très semblable aux plus riches fermes d'élevage de Nouvelle-Zélande ». Le lendemain il alla à Hissarlik et ne vit pas de raison pour être d'un avis contraire à celui de la plupart des archéologues qui voient dans ce lieu l'emplacement de Troie. Il continua sa route jusqu'à Bunarbashi et de là à Bairamich, passant en chemin près d'une scierie où il y avait un officier de l'armée régulière turque avec vingt soldats sous ses ordres. Cet officier témoigna beaucoup d'intérêt au voyageur, et il donna à ses hommes l'ordre de prendre des tapis et un certain nombre de truites, pêchées le matin même dans le Scamandre, et de les monter jusqu'aux sources, tandis que lui-même accompagnerait Butler. Ils partirent donc, et l'officier, Ismaïl, le guida jusqu'aux sources, au sujet desquelles Butler s'étend longuement.

Et maintenant revenons à Ismaïl Gusbashi, le brave officier turc qui, soit dit en passant, resta près de moi pendant tout le temps que dura mon examen des sources, et qui m'affirmait avec tant de certitude que ces sources étaient tour à tour chaudes et froides que je n'en aurais pas pu douter même si je n'avais pas puisé de mes propres mains un verre d'une température plus élevée que celle d'un verre précédent. Pendant que nous étions aux sources, ses soldats avaient étendu un grand tapis de Smyrne sur le gazon rempli de fleurs, à l'ombre des arbres, et disposé trois tapis plus petits à trois des coins. Nous y prîmes place, Ismaïl, Yakoub et moi. Eux s'étaient assis les jambes croisées, mais moi j'étais étendu n'importe comment. Le soleil brillait faiblement à travers le feuillage printanier. Je vis deux huppes et un grand nombre de beaux oiseaux dont je ne savais pas les noms. A travers les arbres je pouvais voir, très loin au-dessus de moi, les champs de neige de l'Ida, mais il ne fallait pas songer à les atteindre. Les soldats et Ahmed firent cuire les truites et les œufs tout ensemble, ensuite nous mangeâmes

des œufs à la coque, du pain et du fromage, et, naturellement, l'éternel foie de mouton cuit sur des brochettes, tel que nous le faisons pour les chats. Je mangeais avec mon couteau de poche, les autres se servaient de leurs doigts, à la vraie manière homérique.

Quand nous eûmes éloigné de nous « le désir de la nourriture et de la boisson », Ismaïl se mit à causer avec moi. Il dit que c'était la première fois de sa vie qu'il se trouvait en conversation familière avec la Sagesse de l'Occident (c'était moi) et que, ne croyant guère que jamais pareille occasion lui serait redonnée, il aurait désiré me consulter sur un sujet qui l'avait fait beaucoup méditer. Il avait cinquante ans et n'était pas marié. Quelquefois il pensait qu'il avait fait une chose sage, et quelquefois il lui semblait qu'il s'était conduit très sottement. Aurais-je la bonté de lui dire lequel de ces deux jugements était juste, et le conseiller pour l'avenir? Je lui répondis qu'il parlait à un homme qui se trouvait lui-même dans une situation analogue à la sienne, avec cette différence que j'avais une dizaine d'années de plus que lui. « En Angleterre, lui dis-je, nous avons un proverbe qui dit que si un homme se marie il le regrettera, et que s'il ne se marie pas, il le regrettera aussi. »

« Ah! » dit Ismaïl, qui se penchait vers moi et cherchait à saisir chacune de mes paroles, bien qu'il lui fût impossible de les comprendre avant que Yakoub lui eût traduit mon italien en turc : « Ah! voilà une parole vraie! »

— Dans ma jeunesse, dis-je (que le ciel me pardonne ce mensonge!) j'avais été passionnément amoureux d'une jeune fille d'une très grande beauté, mais — et ici ma voix trembla et je pris un air bien triste, en attendant que Yakoub eût traduit ce que je venais de dire, — mais ç'avait été la volonté d'Allah qu'elle épousât un autre jeune homme, et cela m'avait plongé dans une tristesse qui avait duré bien des années. Mais au bout d'un certain temps, j'avais compris que ces choses-là sont toutes réglées pour nous par une Puissance supérieure.

— Ah! voilà une parole vraie!

— Ainsi donc, mon cher monsieur, si j'étais à votre place, je me dirais que si Allah (et j'élevai la main vers le ciel)

eût voulu que vous prissiez femme, il vous aurait fait connaître sa volonté d'une manière qui ne vous aurait laissé aucun doute là-dessus. Comme il ne semble pas qu'il l'ait fait, je crois pouvoir vous conseiller de rester célibataire jusqu'à ce que vous receviez l'avis bien net que vous devez vous marier.

— Ah! voilà une parole vraie!

— D'ailleurs, poursuivis-je, supposez que vous épousiez une femme que vous croyiez aimer, et que vous vous aperceviez, au bout de trois mois de mariage, qu'elle ne vous plaît pas. Ce serait une situation très pénible.

— Ah! oui, vraiment voilà une parole vraie!

— Et si vous aviez des enfants qui fussent bons et obéissants, ce serait charmant; mais supposez qu'ils se montrent désobéissants et ingrats — et j'ai vu bien des exemples de cela — pourrait-il y avoir quelque chose de plus affligeant pour un père au déclin de la vie?

— Ah! c'est une parole vraie que vous avez dite!

— En Angleterre, continuai-je, nous avons un grand Iman. Il s'appelle l'archevêque de Cantorbéry et il donne des réponses à toutes les personnes qui éprouvent quelque doute ou quelque difficulté. J'ai connu un monsieur qui lui demanda son avis, précisément sur la question que vous m'avez fait l'honneur de me proposer.

— Ah! et quelle fut sa réponse?

— Il lui dit, répondis-je, qu'il coûte moins cher d'acheter le lait que de nourrir une vache.

— Ah! Ah! voilà une parole bien vraie!

Là-dessus je mis fin à la conversation et nous commençâmes à plier bagage pour repartir. Quand nous fûmes prêts à remonter à cheval, je lui dis, mon chapeau à la main :

— Monsieur, je viens de penser avec un grand regret que, quoi qu'il soit certain que vous reverrez souvent cet endroit charmant, il n'est pas moins certain que moi je ne le reverrai plus. Promettez-moi que quand vous viendrez ici vous penserez quelquefois à cette vieille bête d'Anglais qui a eu le plaisir de déjeuner avec vous aujourd'hui, et moi je vous promets que je penserai souvent à vous quand je serai rentré chez moi, à Londres.

Il se montra très touché et nous partîmes. Nous avions fait à peu près une lieue lorsque, tout à coup, je m'aperçus que j'avais oublié mon couteau. Je savais qu'il me ferait grandement faute en bien des occasions jusqu'à notre retour aux Dardanelles, et je me rappelais fort bien où je l'avais laissé. J'arrêtai donc la cavalcade et leur dis que j'allais retourner chercher mon couteau. Je partis donc, le trouvai immédiatement et rejoignis notre troupe. Je dis à Ismaïl :

— Monsieur, je comprends maintenant pourquoi j'ai été amené à oublier mon couteau. J'avais dit qu'il était certain que je ne reverrais plus ce lieu enchanteur, mais j'avais parlé présomptueusement, oubliant que si Allah (et je levai la main vers le ciel) le voulait, j'y reviendrais certainement. Il m'en a puni, et avec beaucoup de douceur.

Ces mots firent beaucoup d'effet sur Ismaïl. Le brave garçon détacha aussitôt sa chaîne de montre (qui, heureusement, était en cuivre et n'avait aucune valeur intrinsèque) et il me la donna en m'assurant qu'elle lui avait été donnée par un ami très cher, qu'il l'avait portée pendant de nombreuses années et qu'il y tenait beaucoup : « Voulez-vous la conserver en souvenir de moi? » me dit-il. Par bonheur j'avais sur moi une petite boîte à allumettes en argent, qu'Alfred[1] m'avait donnée et sur laquelle mon nom était gravé. Je la lui offris, mais j'eus assez de peine à la lui faire accepter. Nous continuâmes notre route jusqu'à la scierie. Je commandai deux agneaux pour les dix soldats qui nous avaient accompagnés, Yakoub m'ayant dit que ce serait un présent qui serait bien agréé. Et ainsi je pris congé de cet homme si obligeant et si aimable, avec les plus chaudes expressions d'amitié de part et d'autre.

Je lui envoyai la photographie que j'avais faite de lui et envoyai aussi à ses soldats leurs groupes, un pour chaque homme, et au bout d'un certain temps, je reçus la lettre de remerciements que voici. Hélas ! je n'y ai jamais répondu. Je ne savais pas comment y répondre. Je savais pourtant que je ne pourrais pas continuer à correspondre avec lui, même si je répondais immédiatement. Mais il y a peu de

1. Alfred Cathie, le secrétaire et factotum de Samuel Butler. Voir l'Introduction à *Erewhon*, p. xv.

lettres, parmi celles auxquelles je n'ai pas répondu, qui m'apparaissent et me font des reproches, plus souvent que celle-ci. Il m'est impossible de comprendre comment les gens de la poste ont pu lire dans *Bueter, Ciforzin Street,* « Butler, Clifford's Inn ». Quels admirables correcteurs de textes corrompus ils feraient ! Mais je souhaiterais presque qu'ils n'eussent pas réussi à lire l'adresse, car j'ai été souvent très peiné en pensant que je n'avais pas répondu.

M. Samuel Bueter[1],
N° 15, Ciforzin Street, Londres, Angleterre.
Dardanelles, 4 août 1895.

Mon cher ami,

Mille fois merci pour la photographie que vous m'avez envoyée. Ç'a été très aimable à vous de penser à moi pour m'envoyer ce gage de votre souvenir. Je l'apprécie certainement beaucoup, et je penserai à vous chaque fois que je la regarderai. Ah! mon cher Frère, il m'est impossible de vous oublier. En toute circonstance propice j'avoue qu'il faut que je vous préfère. J'ai une grande désire d'avoir la très belle occasion de vous revoir. Oh! alors, avec les larmes de contentement comme le résultat du grand amour de notre amitié, ah! mon Sir, quelle plume peut décrire la réunion qui viendra avec votre seconde visite s'il plaît à Dieu.

C'est mon prier à Notre Seigneur Dieu qu'il vous protège et vous garde content et heureux à jamais.

Bien que nous soyons loin l'un de l'autre, cependant nous pouvons parler avec des lettres.

Je remercie Dieu d'avoir votre amour d'amitié avec moi et le mien avec votre noble personne.

Dans l'espoir de vous lire, je reste sincèrement votre,
Ismayel de
| Byramich hizar mermerue iuse bashi.

SAMUEL BUTLER

(Traduction de M. V. LARBAUD.)

1. L'original de cette lettre, que j'ai vu chez M. Henry Festing Jones, est en anglais et écrit à l'encre violette. Elle a été vraisemblablement dictée en turc à l'interprète qui la traduisait à mesure.

LETTRES DE LA DUCHESSE DE DINO

A

ADOLPHE THIERS[1]

(1830-1837)

XVII

Londres, 27 septembre 1831.

Je vous remercie beaucoup, mais beaucoup, de votre lettre du 23. Vous partiez pour aller combattre M. Laurence [2], et le journal dans lequel je vous ai suivi pas à pas m'a appris que vous aviez cumulé les victoires. L'opposition a été absurde et niaise dans ses attaques, d'une mauvaise foi et d'une malice trop évidentes pour être habiles. Vous mériteriez de plus formidables adversaires; cependant, dans un pays ignorant et badaud comme le nôtre, les bêtises font souvent assez d'impression pour être difficiles à combattre, et vous les avez pulvérisées. Nous en avons joui de mille manières, et notre amitié pour vous n'a pas

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 juillet et 1er août.

2. Justin Laurence (1794-1863), ami du général Lamarque, avocat général à Pau depuis novembre 1830, député des Landes de 1831 à 1848. Dans le discours dont il s'agit, il avait reproché au ministère Perier ses faiblesses pour le clergé et pour les partisans de la Restauration. La violence de son opposition le fit destituer de ses fonctions judiciaires à l'issue de la session de 1832; mais il dessina par la suite une évolution si marquée, que le ministère Guizot le nomma en 1844 directeur général des contributions directes.

été en arrière dans la part que nous avons prise à ces étranges débats, venant à la suite de ces déplorables émeutes[1], qu'il est temps de ne pas voir se renouveler, car elles sont les plus grandes ennemies de cette paix que nous vous promettons et que nous vous assurons avec le repos des rues en France. Il n'existe aucune puissance qui ait envie de nous attaquer si nous n'y prêtons pas en répandant l'alarme, et tout ce que nous avons avancé à cet égard est confirmé ce matin.

Vous faites bien de m'envoyer quelques épreuves de vos discours; je les attends avec impatience; on ne lit en général ici sur nos affaires françaises que les extraits qui se trouvent dans le *Times*; ils ont suffi pour vous attirer l'attention et l'approbation générale du bon sens anglais, mais le texte lui-même est nécessaire pour faire apprécier tout ce que vous avez montré d'esprit, de talent, de courage et de raison. Dans cette maison-ci vous êtes aimé et loué à tous les étages; vous le savez sans qu'il soit nécessaire de vous le dire.

M. de Talleyrand veut que je vous dise où il en est, où on en est de la Belgique et de ce traité définitif qui doit être terminé le 10 octobre sous peine de reprise d'hostilités ou de prolongation d'armistice. Le traité, tout le monde le veut et le veut promptement, excepté les Belges et les Hollandais, qui seuls ont intérêt à rester en présence et à devenir motif d'une conflagration générale que chacune des cinq puissances désire très sincèrement éviter. On a ici depuis trois semaines des plénipotentiaires des deux pays; jamais ils ne purent ni s'entendre ni se rapprocher, tant leurs prétentions réciproques sont exagérées, soit de la part de celui qui ne veut pas céder, soit de la part de celui qui veut imposer. Après avoir épuisé tous moyens de les adoucir réciproquement, il a été démontré que la seule manière de terminer cette délicate et dangereuse hostilité était d'établir dans la conférence un haut arbitrage; c'est ce que la conférence a fait hier, dans l'intérêt de la paix, et beaucoup d'après les désirs énoncés à cet égard

1. « De mars à septembre 1831, l'insurrection, ou tout au moins l'agitation et le tumulte furent à peu près permanents dans les rues de Paris.» (THUREAU-DANGIN, *Histoire de la Monarchie de Juillet*, t. I, p. 565.)

par Sir Robert Adair [1] et le général Belliard [2], qui ont fortement écrit en ce sens. La conférence va procéder avec une *scrupuleuse équité*, avec un désir général et sincère de la paix, et si vous la voulez en France, cette paix, vous accepterez le travail de la conférence quand bien même il ne satisferait pas les Belges, qui ont dans M. de Celles [3] un dangereux organe au Palais-Royal, car soyez certain qu'on ne satisfera pas davantage et peut-être encore moins le roi de Hollande. Personne n'a envie de lui plaire, mais chacun comprend ici qu'il ne s'agit pas seulement de faire accepter par la conférence telle chose qui soit favorable à la Belgique, mais qu'il faut encore que la conférence fasse accepter au roi de Hollande ce qu'elle aura déterminé : car sans l'acceptation du roi de Hollande il n'y aurait rien de fini, ni en principe, ni en fait.

A Paris on dit et on trace sur des cartes géographiques qu'on nous envoie ici ce qu'il y aurait de mieux à faire [4] : c'est très facile, mais le consentement de la partie adverse n'est pas si facile à obtenir quand il faut que cela se passe sans coups de canon. On donnera à la Belgique plus qu'elle ne possédait quand elle était la Belgique d'avant la révolution; on lui garantira tout ce qu'on lui donnera; elle aura tout ce qu'il lui faudra pour exister pendant quelques années; au bout de ce temps-là elle nous appartiendra naturellement [5],

1. Sir Robert Adair (1763-1855), diplomate anglais, le dernier survivant des amis de Fox.

2. Auguste-Daniel, comte Belliard (1769-1832), ancien chef d'état-major de Murat, pair de France, venait d'être nommé pour représenter la France à Bruxelles, où il allait mourir.

3. Antoine-Charles-Fiacre, comte de Wisher de Celles (1779-1841), petit-gendre de madame de Genlis et beau-frère du maréchal Gérard, avait été l'un des Belges le plus ardemment ralliés à la domination française; sous Napoléon, il avait géré avec zèle et distinction les importantes préfectures de la Loire-Inférieure et du Zuyderzée (Amsterdam). Après 1830, il fut le chef du parti qui souhaitait l'annexion ouverte ou indirecte à la France. Quand il vit ses efforts définitivement inutiles, il sollicita du moins pour son compte personnel des lettres de naturalisation française (1838), accepta un poste de conseiller d'État, et mourut au moment où il allait être nommé pair de France. Comme sa nièce, Talleyrand, dont le comte de Celles avait traversé les combinaisons, s'est montré injuste pour cet ami passionné de notre pays. (*Mémoires*, t. III, p. 372 et surtout 443-445.)

4. C'était le roi Louis-Philippe en personne, comme il l'écrivait à Talleyrand le 3 septembre 1831, qui avait tracé sur une carte les frontières désirables pour la Belgique du côté de la Flandre zélandaise (*Ibid.*, t. IV, p. 289 et suivantes).

5. Talleyrand avait de même écrit six mois auparavant à la princesse de Vau-

et alors ce sera du bien utilement acquis, car il sera nôtre, sans que notre niveau péniblement repris en Europe puisse alors en être ébranlé. Voilà notre politique d'ici; elle doit convenir à votre bon esprit et à celui de M. Perier.

J'irai en France très probablement dans trois ou quatre semaines, et je me fais joie de vous revoir et de vous retrouver avec toute votre incomparable verve.

Mille amitiés à Mignet.

D.

XVIII

Londres, 18 septembre 1833.

Vous savez que nous voulions partir samedi et arriver mardi à Paris. Mais une invitation royale, c'est-à-dire un ordre, nous appelant à Windsor pour deux jours, nous ne partirons plus que mardi; et pour ne pas nous surmener et arriver en bon état à Paris, nous ne brûlerons pas le pavé et nous n'y arriverons que vendredi 27 pour coucher.

La princesse de Lieven [1], qui nous donne un dîner d'adieu [2] demain, m'avait chargée de vous y prier; je viens de lui mander votre départ.

Au revoir donc dans dix jours.

D.

XIX

Londres, 5 février (1834).

A peine vous avais-je écrit hier que votre longue lettre réparatrice m'est arrivée. J'ai été touchée et satisfaite du mouvement qui vous a fait me l'écrire; je vous en remercie. Je suis sans rancune et mon amitié ne s'altère pas pour un silence de quelques semaines. Soyez sûr que je vais faire la part

démont : « La Belgique nous viendra peut-être, mais plus tard. » (*Ibid.*, t. IV, p. 106.)

1. Dorothée de Benkendorff, princesse Lieven ou de Lieven (1784-1857), célèbre par ses succès de salon, par son goût de l'intrigue politique, et plus tard par son intimité avec Guizot.

2. Talleyrand pensait alors quitter définitivement l'ambassade : mais il céda aux instances de Louis-Philippe et du duc de Broglie, ministre des Affaires étrangères, qui firent valoir la gravité de la situation créée tant par l'entrevue de Münchengraetz, entre les souverains absolutistes, que par l'instabilité grandissante en Espagne et au Portugal. Il revint à Londres en décembre 1833. (*Mémoires*, t. V, p. 269-279.)

de la vie que vous êtes condamné à mener; mon affection s'en inquiète sous plusieurs rapports; je vous suis avec anxiété dans votre route publique. Tout est difficile dans un pays comme le nôtre, et plus on est distingué, plus on est supérieur aux préjugés et aux passions et plus on est entravé et exterminé.

Décidément il faut hurler avec les loups! Cela ne nous est cependant pas possible ici, et malgré toute *la portée de vos expressions que je comprends* très bien, je ne vois pas d'issue. La difficulté de notre position ici, chez un peuple dont la vieille jalousie est toujours prête à se réveiller, ayant à représenter et à expliquer toutes les folies de notre ignorance et de notre présomption, obligés de faire les affaires de ces Belges absurdes, notre position devient de plus en plus compliquée, et quoiqu'on ne cesse de nous répéter ici qu'il n'y a qu'avec nous qu'on puisse s'entendre et qu'avec tout autre que nous l'Europe serait déjà en feu, je n'en souhaite pas moins de tout mon cœur que M. de Talleyrand fût resté à Valençay, car je ne vois que coups et déboires à gagner là.

On part chez nous d'une grande erreur, c'est que l'Angleterre n'est pas en état de nous faire la guerre. Elle l'est très fort, et qui plus est le goût lui en vient. La chute du duc de Wellington a eu le grand désavantage de faire croire aux révolutionnaires de chez nous que l'Angleterre était à la veille de mémorables journées et qu'entre lord Grey et M. Mauguin il n'y avait pas grande différence. C'est là leur point de vue pour juger les questions extérieures, et c'est d'une folie et d'une absurdité dont je vois les meilleurs esprits imbus. Le *Journal des Débats* déraisonne là-dessus à plaisir. Sommes-nous de force à faire la guerre au continent? Oui. Le sommes-nous à la faire et au continent et à l'Angleterre? Non[1]. L'Angleterre restera-t-elle neutre dans la question? Non. Et qui plus est, cette guerre faite contre notre propagande, contre notre commerce, contre notre marine, serait assez populaire ici! Voilà le vrai. Il est possible que j'aille passer le mois de mars chez moi à la campagne; je passerai deux jours à Paris

1. Dans une lettre du 3 janvier 1831, Talleyrand s'était presque servi des mêmes termes pour développer la même pensée à Madame Adélaïde. (*Ibid.*, t. IV, p. 5.)

si je me décide à ce voyage, il faudra que je vous voie, mais écrivez-moi d'ici là.

Dédommagez M. de Lajard de ce que vous lui ôtez; M. de Bacourt[1] me charge de vous remercier de ce que vous avez fait pour son frère. Tendez une main secourable à M. d'Arcy.

M. de Talleyrand vous dit mille choses; il répète sans cesse que dans la question de l'amortissement, c'est vous qui soutenez la bonne doctrine.

Adieu, aimez-moi toujours.

XX

Londres, 15 février (1834).

M. Chubart m'a remis votre lettre, et j'espère qu'il s'est aperçu qu'il ne pouvait arriver sous de meilleurs auspices. Il a dîné ici, malheureusement un jour où M. de Talleyrand n'est rentré qu'à neuf heures du soir de chez lord Palmerston, et où le départ de son courrier l'a obligé de se retirer en sortant de table. Mais nous le verrons souvent et il pourra alors, j'espère, trouver la maison moins maussade[2].

Vous plairez-vous dans vos nouvelles attributions[3]? On nous dit assez généralement que vous ne vous aimez guère les uns les autres[4]. On dit beaucoup de choses, auxquelles

1. Adolphe Fourrier de Bacourt (1801-1865) était venu à Londres en novembre 1830 remplacer Bresson comme premier secrétaire; il devait être ministre plénipotentiaire à Carlsruhe et à Washington, puis ambassadeur à Turin. Le post-scriptum d'une des lettres suivantes montre quel particulier intérêt lui portait la duchesse de Dino. C'est lui, comme on le sait, qu'elle chargea d'établir le texte définitif des Mémoires de Talleyrand; on sait aussi la polémique qui s'est rétrospectivement engagée à cet égard.

2. Ce genre de visiteurs n'agréait point toujours à la duchesse, qui écrivait à Barante, le 3 août 1833 : « Nous avons été surtout victimes d'une nuée de Français, pour la plupart inconnus, pleins d'exigences pour l'ambassade et souvent très embarrassants à produire... Il nous vient surtout des petits recommandés de nos différents ministères qui sont d'une suffisance, d'un tranchant, d'une pédanterie inouïs, avec des façons de parler incompréhensibles. » (Barante, *Souvenirs*, t. V, p. 66-67.)

3. Thiers, qui en décembre 1832 avait quitté le portefeuille de l'Intérieur pour celui de l'Agriculture et du Commerce, se préparait à reprendre l'Intérieur (4 avril 1834).

4. Des divisions, naturellement grossies par les racontars de couloirs, se manifestaient dans le ministère du 11 octobre 1832 (Broglie-Guizot-Thiers); le duc de Broglie allait démissionner isolément le 28 mars, et Madame Adélaïde écrire à Talleyrand le 4 avril 1834 : « Les hommes se fatiguent d'être ensemble, et ce

j'aime mieux ne pas croire. Mais pourquoi ne me diriez-vous pas ce qu'il faut ou ce qu'il ne faut pas croire?

Ici le pays est pour longtemps tout à l'Irlande, et le corps diplomatique toujours à cette éternelle Hollande; c'est ennuyeux à pleurer. La santé de M. de Talleyrand est excellente, et la mienne bien meilleure depuis six semaines.

Mes amitiés à Mignet, et à vous, comme toujours, mes meilleurs souvenirs et bons souhaits.

XXI

Londres, 16 avril 1834.

Vous avez plein succès, nous dit-on; c'est bien bon pour vous, bien bon pour l'Europe : elle le comprend bien ainsi[1].

Ici on s'agitait fort et avec raison; car par un bien prompt retentissement tous les *Union's* prenaient le plus mauvais et le plus arrogant aspect. Ce que vous arrêtez et détruisez sera arrêté et détruit ailleurs.

Quelle fatigante journée vous aurez eue! On dit que vous étiez partout; cela vous ressemble.

M. de Talleyrand a reçu il y a quelques jours une lettre de vous dans laquelle vous lui parliez *ministère*; maintenant il vous en demande une dans laquelle vous lui parliez *pays*.

Figurez-vous que le télégramme qui a porté les nouvelles à Calais, n'a pas en même temps porté l'ordre d'envoyer les nouvelles ici à M. de Talleyrand, ce qui fait que tout Londres a su les nouvelles avant nous, par *Rothschild*, à qui un ami de Calais a fait passer copie des dépêches par télégraphe! Je vous le dis, parce qu'il ne faudrait pas que pareille chose se renouvelât. C'est un ridicule et un dégoût.

On dit que vous allez avoir des élections admirables[2]; dites-nous si on peut y compter.

Nous vous faisons notre sincère compliment sur la fin de

dont on était satisfait en commençant ne contente plus au bout d'un certain temps. (TALLEYRAND, *Mémoires*, t. V. p. 347.)

1. Du 9 au 14 avril, il y avait eu à Paris, puis à Lyon, de sanglantes insurrection. A Paris, Thiers, tout récemment redevenu ministre de l'Intérieur, s'était montré à cheval à côté des généraux.

2. Les élections du 21 juin 1834, sans beaucoup fortifier la majorité ministérielle, furent un écrasement pour le parti révolutionnaire.

cette lutte; nous respirons! Hier, nous avions la fièvre. Il nous semble que vous vous êtes tous admirablement conduits.

Mille et mille amitiés tendres.

D.

XXII

Jeudi [1] (1834).

Tout absurde, folle et sotte que vous me trouviez parfois, vous n'en avez pas moins pour moi un bon fonds d'amitié, qu'en vérité il ne vous serait pas permis d'abjurer. N'oubliez donc pas de venir demain soir ici et de m'apporter deux billets de femmes et un d'homme pour la séance académique de samedi. Je pense avec plaisir que j'assisterai à un de vos succès.

Vous savez bien que mon amitié vaut quelque chose, ne la traitez pas légèrement!

J'espère dîner avec vous au château [2].

XXIII

Samedi 13 [3] (décembre 1834).

Vous avez été *éclatant*; j'en suis ravie. Puis vous avez été si vrai, si honnête, si simple, ah! j'en suis *fière*.

M. de Talleyrand en était à l'attendrissement, et M. Royer [4] à une approbation sans *mélange*. C'est une belle journée, mon ami, utile même pour tous les autres côtés de la vie [5].

Je ne puis vous dire comme j'en ai le cœur satisfait.

Nous étions placées à merveille; lady Clanricarde [6], qui a très bien senti tout le mérite de vos paroles, m'a chargée de vous le dire.

Faites-moi un plaisir : c'est de m'envoyer les deux premiers exemplaires de votre discours; je voudrais l'envoyer au duc

1. 11 décembre (puisque la réception académique de Thiers eut lieu le 13).
2. Dans le langage du monde de la cour, cette expression désignait les Tuileries.
3. Ce billet fut écrit au sortir même de la séance académique où Thiers avait fait l'éloge d'Andrieux et avait été reçu par Viennet.
4. Pierre-Paul Royer-Collard (1763-1845), le célèbre philosophe et homme politique.
5. A la lecture et à distance, le discours assez banal de Thiers ne justifie guère un tel débordement d'enthousiasme.
6. Lady Clanricarde, morte en 1786, était la fille unique de Georges Canning.

de Wellington et à lord Grey par le prochain portefeuille. Envoyez-m'en trois, il y en aura un pour sir R. Peel.

Vous me trouverez demain soir; dites-le à Mignet si vous y pensez.

D.

XXVI

Valençay, 13 septembre 1834.

Voici, mon très excellent ami, une lettre pour lord Holland [1]; je ne sache que lui à Londres, ou tout comme, qui puisse dans ce moment-ci être de quelque ressource pour M. de Magnancourt. Je vous aurais bien proposé une lettre pour M. de Bacourt, mais je ne veux pas lui ôter le plaisir d'une recommandation directe de votre part, à laquelle je sais qu'il est toujours heureux de répondre.

Tâchez que le fil, qui suspend cette épée de Damoclès dont vous me parlez, se change en gros câble. Je serais de jour en jour plus désolée de le voir se rompre.

Si vous lisez les journaux anglais, vous y lirez une correspondance d'O'Connell [2] et des articles laudatifs sur lui dans les gazettes ministérielles, qui vous prouveront que mes prévisions sur cette chère grande Angleterre que j'adore et que je pleure n'étaient pas exagérées. D'un autre côté, mes avis conservatifs me mandent qu'il se prépare une réaction dans le pays dont ils se flattent de tirer grand parti. Je n'y crois pas. Et puis d'ailleurs ces actions et réactions continuelles nuisent toujours à la santé générale. C'est un pays bien malade, et comment gouverné, grand Dieu!

M. de Talleyrand frotte ses jambes avec de l'esprit de vin, ma fille monte à cheval; je ne me remets pas du tout malgré le plus beau temps du monde; au contraire, je me sens assez malade. Ce serait curieux qu'il me fallût des brouillards et du charbon de terre pour bien vivre [3]!

1. Henri-Richard Vassall Fox, 3e lord Holland (1773-1840), neveu de Charles Fox, faisait partie du ministère dirigé par lord Grey.

2. Daniel O'Connell (1775-1847), le célèbre agitateur irlandais, après avoir obtenu l'émancipation des catholiques, entamait alors une campagne pour le *rappel* de l'union législative entre l'Angleterre et l'Irlande.

3. La duchesse avait écrit de Londres en février 1832: « Si ce pays-ci avait un climat, de la clarté et qu'on pût y vivre largement, ce qui diplomatiquement est nécessaire, sans s'y ruiner, il ne faudrait jamais le quitter. » (BARANTE, *Souvenirs*, t. IV, p. 448.)

Adieu, mon très aimable ami ; j'attends ce matin M. Royer[1].

XXV

Valençay, 20 septembre 1834.

Croyez-vous que vous puissiez venir nous voir ici? Nous le désirerions beaucoup. Et si vous venez, ne pourriez-vous pas vous arranger pour que ce soit du 10 au 20 d'octobre, époque où nous attendons M. le Duc d'Orléans [2]? Vous savez que je ne suis jamais en petite finesse et cachotterie avec vous : ainsi tout simplement voici ce que nous voudrions.

Nous n'aimerions pas qu'il n'y eût personne du gouvernement que vous des ministres du roi ici, pendant le séjour du jeune prince, parce que nous ne sommes pas gens à *la Flahaut* [3], qui cherchions à isoler le fils du père, au contraire. Parmi les ministres du roi, il y en a que nous ne connaissons pas du tout, quelques-uns avec qui nous sommes en fort bons rapports, mais il n'en est qu'un avec qui nous soyons *liés*; cet *un-là*, vous le savez, c'est vous. Ainsi, c'est vous que nous désirons. D'ailleurs vous êtes de beaucoup le plus spirituel et le plus aimable, et je ne doute pas que notre jeune prince ne le pense comme nous.

Voyez si vous pouvez nous faire le très grand plaisir de venir. Je ne sais pas encore exactement ni le jour de l'arrivée de M. le duc d'Orléans, ni la durée de son séjour : quand je

1. Royer-Collard passait l'été dans sa résidence de Châteauvieux, voisine de Valençay.

2. Ferdinand-Philippe d'Orléans (1810-1842), fils aîné et héritier présomptif de Louis-Philippe, duc de Chartres, puis prince royal et duc d'Orléans.

3. Auguste-Charles-Joseph, comte de Flahaut de la Billarderie (1785-1870), engagé à quinze ans, général de division en 1813, pair des Cent-Jours, pair de France en 1831, sénateur du Second Empire, mort le jour même de la bataille de Sedan. Le duc de Morny naquit en 1811 de sa liaison avec la reine Hortense. On chuchotait beaucoup aussi que Flahaut lui-même, dont le père était mort sur l'échafaud et la mère remariée au comte de Souza, était en réalité le fils de Talleyrand. Mais celui-ci, après lui avoir témoigné quelque intérêt, l'avait pris littéralement en grippe, surtout après que Flahaut eut cherché, en 1831, à se faire attribuer une mission personnelle à Londres (TALLEYRAND, *Mémoires*, t. III, p. 410); il lui reprochait d'exercer sur le jeune duc d'Orléans une influence pernicieuse, et de lui suggérer son attitude d'opposition à l'égard des idées et du gouvernement de son père. « L'animosité de M. de Talleyrand contre ce personnage », écrivait Alexis de Saint-Priest en 1833, « est maintenant aussi vive que l'avait jadis été son amitié. » (BARANTE, *Souvenirs*, t. V, p. 60.)

saurai plus exactement ces détails, je vous les manderai. Mon fils va à Compiègne la semaine prochaine, d'où il m'écrira toutes choses. Je suis sûre que le roi se prêtera volontiers à ce petit voyage, car il est fort gracieux pour nous et la meilleure manière de l'être, c'est de vous donner à nous pendant quelques jours.

M. Royer-Collard est dans de grandes préférences et tendresses pour vous; mais il est de vos collègues qui n'ont qu'à se bien cuirasser, car il est *blessé*, et toutes les écluses du plus profond dédain, et pis que cela, sont ouvertes [1]! Il est bien aimable, bien spirituel, et bien original!

Adieu, mon bien excellent ami, vous savez si vous pouvez compter sur moi.

P.-S. — Maintenant rendez-moi le plus *personnel* des services. Protégez M. de Bacourt au Conseil, auprès du Roi, auprès de M. de Rigny [2]. Il est dans la position la plus délicate et la plus difficile à Londres. Lord Palmerston est la plus odieuse des créatures; les affaires, de toutes parts diaboliques; notre Cabinet se monte la tête assez vite; et M. de Bacourt ne peut pas, comme M. de Talleyrand, laisser de côté la moitié de ce que contiennent les dépêches, n'y pas répondre, et enfin trancher, signer, et décider selon l'occurrence sans beaucoup se soucier du *qu'en dira-t-on* de Paris. M. de Talleyrand est d'ailleurs en rapports directs avec le Roi; tout cela le met fort à l'aise. M. de Bacourt au contraire est entre le manche et l'enclume. Il a beaucoup de bon jugement, de tact, de netteté dans les idées, de l'activité, de la droiture, une parfaite connaissance du terrain et une excellente position sociale à Londres. Mais il n'est pas *faiseur*, il ne sait pas se faire *valoir*, on ne saurait être plus éloigné de tout *charlatanisme*; et malheureusement il en faut toujours un peu, surtout dans ce pays-ci.

Voilà ce que j'avais à vous dire, parce que c'est ma propre affaire, et que je n'en ai guère en ce monde par laquelle je puisse

1. Royer-Collard croyait alors avoir à se plaindre de son ancien disciple Guizot, contre qui il prodiguait les traits les plus blessants.

2. Marie-Henry-Daniel Gaultier, comte de Rigny (1782-1835), vice-amiral en 1829 après avoir commandé l'escadre française à Navarin, député de 1831 à 1835, ministre de la Marine après la révolution et de nouveau à partir du 13 mars 1831, puis des Affaires étrangères (avril 1834-mars 1835).

être plus atteinte. Vous êtes la seule personne à qui je parle ainsi : je sais que je puis le faire sans inconvénient. Voyez-y la meilleure preuve de mon estime, de mon affection, de ma confiance, et ne la trompez pas. Je ne puis rien pour vous, et dans ceci vous pouvez beaucoup pour moi; ce ne sera pas une raison pour me refuser, j'en suis certaine.

Répondez-moi en deux parties à cette lettre. Vous voyez qu'elle est écrite ainsi [1].

XXVI

Valençay, 20 octobre 1834.

Eh bien, M. le duc d'Orléans arrive ici le 26, et y restera, je pense, les 27, 28 et 29. Et vous, quand nous viendrez-vous? Serez-vous homme de parole? Je l'espère, mais je veux en être sûre. Mandez-moi le jour où nous pouvons vous attendre.

Si vous arriviez un jour avant le prince, ou que vous nous restiez un jour après, nous aurions M. Royer-Collard ici, ou bien nous vous mènerions chez lui,

On vous dit les uns et les autres dans toutes les horreurs de la guerre intestine [2]. Les uns prétendent que vous triomphez, menant M. Molé à votre suite; les autres au contraire disent que Guizot [3] s'avance avec Broglie [4] sur le poing soit pour la présidence, soit pour Londres. Nous serions assez curieux de savoir ce qu'il en est et fort indifférents à tout, excepté ce qui toucherait désagréablement nos amis. Vous savez bien que vous en êtes le meilleur, aussi bien que le préféré.

Écrivez-moi un mot.

D.

1. Ce post-scriptum se passe sans doute de commentaire.

2. Une courte crise ministérielle allait en effet être provoquée par la démission du maréchal Gérard et empêcher la venue à Valençay non seulement de Thiers, mais de Guizot et de l'amiral de Rigny, que le duc d'Orléans avait également annoncés. (*Chronique*, t. II, p. 256-266.)

3. François-Pierre-Guillaume Guizot (1787-1874), qu'il suffit de nommer, était alors ministre de l'Instruction publique.

4. Achille-Charles-Léonce-Victor, duc de Broglie (1785-1870), auditeur sous l'Empire, pair de France depuis 1814, ministre des Affaires étrangères dans le cabinet du 11 octobre 1832, avait démissionné isolément en avril 1834; il devait effectivement reprendre ce portefeuille avec la présidence du conseil, mais seulement en mars 1835. Talleyrand, et sa nièce à sa suite, se plaignaient des défauts de caractère du duc de Broglie.

XXVIII

Valençay, 13 novembre 1834.

Vous n'avez pas songé à me donner signe de vie durant cette dernière crise, dont le résultat définitif n'est pas la moindre merveille [1]. J'ai fait la part de vos agitations et ne me suis pas plainte de votre silence. Aujourd'hui il serait mal de le prolonger, et je prétends que vos loisirs tournent au profit de notre amitié. Vous auriez bien des choses à me raconter si vous pouviez tout dire! Sachez que notre ignorance est complète.

La démission de M. de Talleyrand part aujourd'hui [2]. Vous savez qu'il y a longtemps qu'il y songeait. Il se retire franchement, simplement; on ne le trouvera ni parmi les frondeurs, ni parmi les courtisans. Il restera l'ami personnel du roi dans la retraite comme il l'était en affaires. Nous serons bientôt oubliés, c'est ce qui nous convient. Nos vrais amis nous resteront, vous surtout, je le sais et je vous en remercie.

Adieu, M. de Talleyrand vous dit mille choses bien affectueuses, vous connaissez ma vieille amitié.

XXVIII

Valençay, 21 novembre 1834.

Je vous remercie de nous avoir parlé : il ne faut pas laisser *d'anciens* amis dans l'ignorance du vrai, lorsque les apparences sont tristes. M. Royer-Collard était ici quand votre lettre m'est arrivée : j'ai cru faire ce qui pouvait vous convenir davantage en la lui lisant. Elle l'a *intéressé*, elle l'a *satisfait*. Si je ne me trompe, cela ne vous sera pas indifférent.

Quant à ce qui nous regarde, je ne puis que vous dire ceci,

1. La démission du maréchal Gérard (19 octobre 1834) avait successivement déclanché celle de tous ses collègues. Après l'étude des nombreuses combinaisons, le *Moniteur* du 10 novembre publia la composition d'un ministère présidé par le vieux duc de Bassano, l'homme de confiance de Napoléon. La duchesse écrivait sous l'impression de cette nouvelle. En fait, le ministère dit *des trois jours* s'effondra avant d'avoir fait acte de gouvernement, et l'ancien cabinet Thiers-Guizot fut reconstitué le 18 novembre sous la présidence du maréchal Mortier.

2. Elle fut hâtée par ce fait que Bresson, sans d'ailleurs être consulté, avait reçu le portefeuille des Affaires étrangères dans le cabinet Bassano : Talleyrand jugea inadmissible d'avoir pour chef son subordonné de la veille.

c'est que je ne me permets pas d'intervenir dans les résolutions *actuelles* de M. de Talleyrand. Il n'appartient qu'à lui, qu'à lui *seul*, dans des circonstances aussi graves, de peser le fardeau et d'y mesurer ses forces. Soit qu'il reprenne les affaires ou qu'il reste dans la vie privée, vous savez bien, et il ne vous est pas permis d'en douter, que nous vous resterons amis sincères et au besoin défenseurs zélés.

Que Dieu vous ait en aide dans votre campagne parlementaire! Nous pensons souvent à vous, nous causons de votre destinée; elle nous intéresse beaucoup, et nous en espérons de bonnes et utiles choses.

XXIX

1er janvier 1835.

J'ai envoyé hier savoir de vos nouvelles. On a dit que vous étiez sorti : je veux espérer que c'est une preuve de meilleure santé, et que vous allez traverser toute cette nouvelle année 1835 aussi brillamment que vous avez fini 1834.

J'espérais vous faire mon compliment hier au soir : recevez-le ce matin, avec mes meilleurs vœux. Conservez-vous, soignez-vous, vivez, soyez heureux et aimez toujours vos amis.

Comment va votre petite belle-sœur [1]? Dites, je vous prie, à ces dames [2] combien je suis occupée de leur inquiétude.

XXX

Rochecotte [3], 4 mars 1835.

On vous a remis, il y a beaucoup de jours, une lettre de moi que vous m'avez passée sous silence. N'importe, si vous n'êtes pas *out*, comme disent les Anglais. Quand vous recevrez ceci, vous ferez, j'en suis sûre, votre petit et votre grand possible

1. Mademoiselle Félicie Dosne, sœur de madame Thiers. Après avoir survécu à sa sœur comme à son beau-frère, elle devait publier une partie des papiers de ce dernier, léguer le reste à la Bibliothèque Nationale et instituer la *fondation Thiers*.

2. Thiers, marié en 1833 à mademoiselle Elise Dosne, vivait dans une étroite union avec sa belle-sœur et sa belle-mère. L'expression « ces dames » devait devenir proverbiale parmi ses familiers.

3. Le château de Rochecotte (commune de Saint-Patrice, Indre-et-Loire) domine la Loire, dans le voisinage de Langeais. C'était la propriété personnelle de la duchesse, qui l'avait acquis en 1825.

pour un ancien député que vous estimez, M. Rihouet[1], afin de le faire arriver à passer référendaire de première classe à la Cour des Comptes à la place de M. Faucond[2], qui vient de mourir. C'est aujourd'hui le tour du choix, le Premier Président[3] et le Procureur général[4] présentent M. Rihouet; Madame Adélaïde[5] le protège. Il est presque sûr de son succès, mais il aimerait à vous en devoir une partie, et M. de Talleyrand me charge de vous prier de lui donner aide et secours.

Bonjour; vous écrirez bien un jour ou l'autre.

XXXI

Wolfsberg[6], 3 août 1835.

Vous avez été trop voisin d'un horrible danger pour que je n'en aie pas frissonné[7]. Votre salut comme celui du roi tient au miracle. Il faut admirer la bonté de Dieu, et c'est ce que je fais de tout mon cœur!

Je me suis fort bien trouvée de Baden[8]. Ici je suis plongée dans du petit lait, puis je m'acheminerai à travers la Suisse vers le nord de l'Italie, à moins que le choléra n'y arrive avant moi.

Depuis l'événement du 28, je perds l'espérance de vous rencontrer et j'en ai du chagrin, car vous savez quel repos de

1. Jean-Philippe-Frédéric Rihouet (1795-1882), député de 1831 à 1834 et de 1837 à 1848, fut en effet nommé référendaire de première classe en 1835; il devint conseiller-maître en 1841 et président de chambre sous le Second Empire.

2. Ce magistrat faisait partie de la Cour des Comptes depuis la fondation (1807).

3. Barthe, ancien ministre et pair de France.

4. Le baron de Schonen.

5. Eugénie-Adélaïde-Louise d'Orléans (1777-1847), sœur et confidente de Louis-Philippe, appelée *Mademoiselle d'Orléans* sous la Restauration et *Madame Adélaïde* sous la Monarchie de Juillet.

6. Le château de Wolfsberg (aujourd'hui converti en hôtel) est situé en Suisse, dans le canton de Thurgovie, non loin d'Arenenberg, où résidait alors la reine Hortense; il domine le lac inférieur et Constance et le bourg d'Ermatingen.

7. Le 28 juillet Thiers faisait partie, comme ministre de l'Intérieur, du cortège qui escortait Louis-Philippe à la revue de la garde nationale, quand la machine infernale de Fieschi fit explosion boulevard du Temple; il y eut 18 morts, dont le maréchal Mortier.

8. « Le séjour de quatre semaines que j'ai fait dernièrement à Baden-Baden m'a plu. J'y ai trouvé d'anciennes connaissances, j'y ai fait quelques rencontres agréables. » (*Chronique*, t. I, p. 330.)

cœur et d'esprit je trouve avec vous. Vous n'avez répondu à aucune de mes lettres, je vous le passe; cependant rompez, pour une fois, votre superbe silence et envoyez quelques lignes pour moi rue Saint-Florentin [1].

Adieu.

XXXII

Rochecotte, 10 mai 1836 [2].

Vous souvenez-vous des quelques mots que vous m'avez dits sur le préfet de mon département [3]? J'y ai bien réfléchi. Je connais bien les individus, le pays et l'esprit qui y règne, Je crois en *conscience* devoir vous assurer que la façon la plus sûre d'atteindre certain but que vous m'avez indiqué, c'est de laisser les choses telles qu'elles sont et de ne déplacer personne, au moins dans le chef-lieu. Quelque désir personnel que j'aie de conserver à Tours mes amis, je ne me permettrais pas de vous y engager, si je n'avais pas acquis la certitude qu'ils serviront avec habileté vos intentions, et d'autant mieux qu'ils éprouveront moins de défiance. Nous sommes dans ce pays-ci gens doux, insouciants, amis du pouvoir quel qu'il soit, aussi longtemps que l'on ne veut pas paraître nous violenter; dans ce cas l'esprit de contradiction réveille notre engourdissement, et nous devenons taquins et hargneux.

Ne dédaignez pas ce petit avis; vous savez que je ne vous les (*illisible*) pas à la légère.

Je serai à Valençay dans peu de jours, je voudrais vous y espérer; ici, je me répète souvent et avec un véritable plaisir que vous y êtes venu [4] et que ni avant, ni après, nous ne nous sommes trouvés en défaut d'amitié.

Il en sera ainsi toujours, n'est-ce pas?

1. Thiers, se rendant aux instances de la duchesse, lui adressa une éloquente et émouvante lettre sur les soucis que lui causait l'attentat de Fieschi (*Ibid.*, t. I, p. 339-340.)

2. Le 22 février 1836, Thiers, chaudement patroné par la duchesse de Dino et la princesse de Lieven, avait formé un ministère où il détenait, avec la présidence du conseil, le portefeuille des Affaires étrangères.

3. Le préfet d'Indre-et-Loire était depuis 1830 Alexandre-Pierre-Amédée Godeau d'Entraigues, dont le frère fut député de l'Indre de 1834 à 1837.

4. Sous la Restauration, Thiers avait fait partie des jeunes libéraux que la duchesse invitait à Rochecotte.

XXXIII

Valençay, 23 mai 1836.

Je suis si mécontente que vous ne répondiez pas à mes lettres que je ne vous écrirais certainement plus, si ce n'était M. de Talleyrand qui m'ordonne de vous rappeler que vous lui avez promis de venir ici dès le lendemain de la session. Si vous teniez cet engagement, cela me réconcilierait peut-être; pour l'instant j'ai vraiment beaucoup de douleur — pas assez cependant pour ne pas m'acquitter des commissions de mon fils après celles de mon oncle. Louis a si (*mot illisible*); il craint si fort que vous ne trouviez son style trop peu formé, ce qui cependant n'est pas du tout le cas, qu'après m'avoir fait l'aveu de sa timidité, il me prie de vous dire pourquoi il ne vous écrit pas directement et il me charge de vous donner tous les détails qui peuvent vous intéresser. Si vous venez ici, je vous montrerai la lettre. Elle est à tous égards aussi satisfaisante que possible, en date du 13 [1]. Vous devez en avoir de plus fraîches. Le Prince Royal de Prusse [2] n'avait montré aucune froideur, tout le monde avait été bon, et la Princesse royale [3], la princesse Guillaume [4], nièce de l'Empereur Nicolas, et la reine des Pays-Bas [5] empressées en bonne grâce. Monseigneur le duc d'Orléans a fait un plaisir sensible au roi de Prusse en étant longtemps chez sa sœur la reine des Pays-Bas, qu'il aime beaucoup; ceci je le sais non pas par mon fils, mais par mes autres correspondances allemandes. On est fort content de nos princes; l'aîné surtout a de véritables succès, presque trop dans les

1. Le duc de Valençay accompagnait les ducs d'Orléans et de Nemours, qui rendaient officiellement visite aux cours de Berlin et de Vienne, avec des arrière-pensées matrimoniales non déguisées. Thiers avait beaucoup poussé à ce voyage, dont j'ai naguère raconté les péripéties, d'après ses papiers et les Mémoires inédits de Sainte-Aulaire. (*Correspondances du siècle dernier*, p. 5-222.)

2. Frédéric-Guillaume (1795-1861) devait monter sur le trône en 1840 sous le nom de Frédéric-Guillaume IV.

3. Élisabeth de Bavière (1801-1873).

4. Marie-Louise-Catherine-Augusta de Saxe-Weimar (1811-1890), fille de la grande-duchesse Marie-Paulowna, mariée au prince Guillaume de Prusse, second fils de Frédéric-Guillaume III. Son mari devint roi de Prusse, puis empereur d'Allemagne, sous le nom de Guillaume Ier, et elle-même a été pour notre génération « l'impératrice Augusta ».

5. Frédérique-Wilhelmine de Prusse, fille de Frédéric-Guillaume II.

populations; mais comme il est extrêmement prudent, cela n'a pas eu jusqu'à présent d'inconvénient. Les journaux allemands, excepté quelques mauvaises feuilles à la solde des carlistes, sont très bons, et le ton et le langage des petites cours tout métamorphosés en bien.

Tous ces succès me font plaisir, et j'ai plaisir pour le roi et le *jeune ministre* [1].

Adieu donc, mille amitiés tendres.

XXXIV

Valençay, 4 juin (1836).

Il faut convenir qu'on vous gâte terriblement ici! Trois lettres sans réponse ne nous empêchent pas de vous écrire encore, et cela tout simplement parce que nous avons envie de vous dire que nous sommes enchantés de votre habile, simple et noble réponse à M. de Fitz-James [2]. M. de Talleyrand, qui l'a lue tout haut dans le salon à madame de Lieven [3], dit qu'on a eu bien raison de vouloir des Affaires étrangères quand on en sait parler ainsi. Nous y avons trouvé un mot qui nous était adressé, que dès la veille je prédisais à M. de Talleyrand et que j'ai été ravie de ne pas avoir annoncé en vain [4].

Mon fils a été assez malade à Berlin; je ne sais ni s'il a pu partir avec nos princes, ni comment il se trouve de sa route. Si vous savez quelque chose de lui, ne me le mandez pas vous-même, puisqu'à force de bien parler vous ne savez plus

1. C'était un qualificatif que les amis de Thiers lui donnaient volontiers, surtout depuis qu'il était président du Conseil; il venait alors d'entrer dans sa quarantième année.

2. Édouard, duc de Fitz-James (1776-1838), pair de France sous la Restauration, avait donné sa démission après l'abolition de l'hérédité de la pairie (1832); député de la Haute-Garonne depuis 1834, il était dans l'opposition légitimiste le meilleur lieutenant de Berryer.

3. La princesse de Lieven faisait alors (1er-21 juin) un séjour à Valençay, où elle prenait trop peu de peine pour dissimuler son ennui. (Duchesse de Dino, *Chronique*, t. II, p. 52-62.)

4. Dans sa réplique au duc de Fitz-James (1er juin 1836), Thiers avait attribué le mérite du maintien de la paix en 1830 « à la prudence d'un illustre diplomate, qui rendit à la France un des plus signalés services qu'un homme public lui ait jamais rendus ».

écrire, mais priez M. Martin [1] de me dire quelques mots sur les voyageurs.

Madame de Lieven assure que vous serez ici le 24. Si c'était vrai, cela nous disposerait à vous passer vos paresses épistolaires.

Bonjour donc, et adieu!

XXXV

Valençay, 17 juin (1836).

M. de Talleyrand, qui est un peu ennuyé de tous les bruits ridicules qu'on fait circuler sur sa santé dans les journaux, vous prie, si l'on venait à savoir et à parler d'une chute qu'il a fait hier, de bien établir qu'il en est quitte pour une écorchure au nez [2]. Il aurait dû être tué : de fait, il n'a qu'une agriffade au visage. Il me charge de mille amitiés pour vous; j'y joins de tout mon cœur les miennes.

M. de Talleyrand espère que vous avez toujours des projets pour ici. Je vous prie que ce soit à *lui* que vous écriviez pour lui dire que vous viendrez, afin que vous trouviez votre chambre prête. Amènerez-vous un secrétaire? Pourquoi n'enlèveriez-vous pas Mignet? Nous serions enchantés de le voir.

XXXVI

Valençay, 20 juin (1836).

C'est madame de Lieven qui veut bien se charger de ce petit mot. Elle ne restera que quarante-huit heures à Paris; car je crois *qu'elle a usé jusqu'à l'abus de la tolérance que l'on a mise à la laisser en France* [3]. CECI POUR VOUS; ne lui en parlez pas. Voyez-la dans son court passage à Paris; elle y sera sensible.

1. Ce personnage était le secrétaire en chef du cabinet de Thiers.

2. Talleyrand prenait plaisir à se faire pousser à vive allure dans une petite voiture à travers les allées du parc de Valençay; le 16 juin 1836, à la nuit close, la voiture versa et le vieillard fut jeté la tête la première sur le gravier d'une cour. « Il a le visage extrêmement meurtri », écrivait par ailleurs la duchesse. (*Chronique*. t. II, p. 58.)

3. La princesse de Lieven multipliait les prétextes pour éluder les ordres de son mari et du tsar Nicolas, qui la rappelaient en Russie et surtout lui interdisaient le séjour de Paris; elle finit par en venir à la rébellion ouverte.

Vous avez été souvent ici le sujet de nos conversations. Vous ne sauriez croire les éloges que je trouve de vous dans toutes les lettres qui me sont écrites de Paris. Cette fin de session vous a encore grandi. M. Royer m'écrit de vous des choses que je vous lirai quand vous viendrez ici, parce qu'elles sont très agréables et dites de cette façon à lui qui n'appartient à personne.

Mes correspondants carlistes me prient, les uns de vous parler encore en faveur de MM. de Ham [1], les autres de vous remercier de bonnes promesses que vous leur avez faites très obligeamment et dont ils espèrent la prompte exécution. Faites tout ce qui sera possible, parce que ce sera humain, parce que ce sera habile comme preuve de force matérielle, d'élévation d'âme et de hauteur d'esprit. Enfin ce sera digne de vous; et c'est un acte que j'ai la passion de voir lié à votre nom.

Je pense que vous écrirez bientôt un petit mot ici; je vous demande encore de l'adresser à M. de Talleyrand.

God bless you.

XXXVII

Valençay, 21 juin (1836).

Vous êtes, à ce que me mande madame de Lieven, triste et malade. Le crime du 25 [2] explique la tristesse, mais non la souffrance. Je suis inquiète de vous. Écrivez un mot pour dire ce que vous avez. Quelques jours de campagne vous auraient fait du bien; mais nous ne pouvons plus vous espérer après un événement qui doit par ses causes comme par ses résultats vous préoccuper et vous envahir!

Vous n'avez pas écrit un mot à M. de Talleyrand sur sa chute; je vous en fais un petit reproche, parce que cela lui

1. Les quatre ministres de Charles X arrêtés après la révolution de Juillet, Polignac, Peyronnet, Chantelauze et Guernon-Ranville (les autres avaient réussi à gagner l'étranger), étaient détenus à la citadelle de Ham en vertu de l'arrêt de condamnation prononcé par la Cour des Pairs. Ils ne devaient être libérés qu'en 1837, sous le ministère Molé, par application de l'amnistie dont le mariage du duc d'Orléans fut l'occasion.

2. Un ancien sous-officier, Alibaud, avait tiré sur Louis-Philippe au moment où le roi sortait en voiture des Tuileries.

a fait de la peine, et qu'il n'en faut pas faire à des amis éprouvés et octogénaires.

Sans les suites de cette chute qui lui a meurtri les jambes, et qu'un voyage rapide dans les grandes chaleurs pourrait envenimer, il serait allé à Paris ou plutôt à Neuilly, car c'est là qu'est son cœur. Mais le médecin s'oppose à une course aussi fatigante : jusqu'à présent il s'est soumis, quoiqu'avec beaucoup d'humeur. Je vous prie de lui écrire, *à lui*, entendez-vous. Je me suis arrangée, *moi*, à croire à vous, même lorsque vous ne donnez pas signe de vie, mais tout le monde n'a pas l'humeur aussi tolérante, et on explique un trop complet silence par de l'oubli.

Adieu, vous savez bien où sont et quels sont vos meilleurs amis.

P.-S. — M. de Talleyrand me charge de vous dire qu'il est ravi d'apprendre que vous hâtiez le procès [1], que vous vous passiez de censure, et que le Roi ne paraîtrait plus à ces anniversaires de Juillet [2]. Il dit que personne ne parle et ne pense aussi bien que vous; et moi j'ajoute que personne ne sent aussi bien.

XXXVIII

Valençay, 29 août (1836).

Vous vous séparez du roi [3]! Et c'est à cette odieuse Espagne qu'il faut attribuer votre retraite! Que cette Espagne est haïssable, et que nous avions raison de la détester! Que ne l'avez-vous repoussée dès le premier jour? Nous sommes tristes, soucieux et bien occupés de vous. Du reste, nous ne savons rien que par le *Moniteur*, et il ne dit qu'un seul fait, celui de votre démission [4]. Nous ne croyons pas aux autres journaux : et personne ne nous écrit!

1. Alibaud fut traduit sans désemparer devant la Chambre des Pairs, condamné à mort et exécuté.

2. C'est quelques semaines plus tard que le ministère, par mesure de sécurité, décida de supprimer la revue par laquelle on célébrait l'anniversaire des journées de Juillet.

3. Thiers, en conflit avec Louis-Philippe sur la question d'intervention en Espagne, venait de donner sa démission.

4. En fait, on en savait plus long à Valençay, ne fût-ce que par une lettre de Madame Adélaïde à Talleyrand, reçue le 27 août. (*Chronique*, t. II, p. 84.)

Quitter le pouvoir n'est pas toujours regrettable; mais vous voir quitter le roi et le ministère pour un motif qui n'excitera aucune sympathie en France, et dont ni l'opinion politique du moment, ni peut-être l'histoire ne vous tiendront compte, me paraît une faute. Votre gloire eût été de vous perpétuer au pouvoir, et de durer. C'était ce que mon amitié souhaitait vivement : elle s'afflige du contraire.

M. de Talleyrand est de moitié dans ces pensées et dans ces regrets, et me charge de vous le dire. Vous connaissez son inébranlable opinion sur l'Espagne; elle est identiquement celle du roi, et il aurait ardemment désiré qu'elle fût devenue la vôtre [1]. Mais tous nos raisonnements sont maintenant superflus. Mettez du moins du prix et du soin à conserver vos rapports personnels avec le roi, qui vous regrette sûrement beaucoup. Que votre santé et que l'agrément de votre vie profitent de ce temps de repos! Je désire qu'il soit court et que nous vous revoyons bientôt rendu à votre position naturelle : ce n'est assurément pas celle de l'opposition!

Mandez-nous quels sont vos projets et où notre pensée toujours amicale, sincère et solide peut vous chercher.

P.-S. — Permettez-moi un conseil. Il me semble que vous ne devriez pas quitter les affaires sans en écrire directement un mot à M. de Talleyrand, qui vous a, dans tous les temps, témoigné un intérêt si véritable; il me semble que ce serait bon à tous égards; je vous pardonne d'avance de ne pas me répondre si vous écrivez à M. de Talleyrand. Mais si c'est à moi que vous écrivez, souvenez-vous que je désire montrer votre lettre, dont M. de Talleyrand sera nécessairement curieux.

XXXIX

Valençay, 28 septembre (1837).

Nous n'allons pas au mariage de la princesse Marie [2], qui se fera en famille et dans la plus stricte intimité. Vous

1. La duchesse écrivait de même à Barante le 7 septembre : « Vous savez dans quelles doctrines notre maison a toujours été dans les questions d'Espagne, et sous ce rapport-là Thiers n'a jamais trouvé de complaisance chez nous. » (BARANTE, *Souvenirs*, t. V, p. 464.)

2. Marie d'Orléans (1813-1839), seconde fille de Louis-Philippe, allait épouser le prince Alexandre de Wurtemberg.

nous trouverez ici très certainement et nous vous attendrons ainsi que ces dames depuis le 9 octobre [1]. J'espère que madame Thiers [2] ne se trouvera pas trop fatiguée de son voyage, et qu'elle aimera à se reposer ici.

Alava [3] désire que je fasse arriver par vous ses hommages à madame votre belle-mère [4] : vous le trouverez ainsi que Montrond [5] et mon fils ; du reste personne, à ce que je crois. Notre saison brillante finit avec la Saint-Maurice; nous jouons la comédie après-demain, et je vous quitte pour une répétition des *Femmes savantes*.

Nous nous faisons grande joie de causer avec vous : c'est pour votre esprit que M. de Talleyrand a son plus aimable sourire, et moi ma plus avide attention.

XL

Valençay, 2 novembre 1837.

Je suis jalouse pour mon élégante Touraine, dont le style et la couleur ont bien leur mérite, de votre engouement pour la froide et humide Belgique. Encore passe pour les Guelfes et les Gibelins de la Toscane. Mais messieurs des Pays-Bas vous montent la tête, à vous homme des Aygalades! Et quel dédain pour notre roi chevalier! Vous passez devant Chenonceaux sans un regard pour Diane de Poitiers; pas un mot sur les flèches, les dômes, les salamandres de Chambord; rien sur le château de Blois, où deux des filles de vos chers Médicis

1. Thiers, sa femme, sa belle-mère et sa belle-sœur séjournèrent à Valençay du 9 au 14 octobre 1837. (*Chronique*, t. II, p. 189-192.)

2. Née Élise Dosne (1815-1880).

3. Don Ricardo de Alava (1780-1843), général et diplomate espagnol, retiré en France.

4. Madame Dosne était née Sophie-Eurydice Matheron.

5. Casimir, comte de Montrond (1788-1843), le vieil ami de Talleyrand et l'un des plus fameux *roués* de sa génération, marié en 1794 pour peu de temps avec Aimée de Coigny, divorcée du duc de Fleury. La duchesse de Dino ne l'aimait guère, et travaillait à détacher de lui Talleyrand : « Depuis dix-huit mois, M. de Montrond touche mille louis par an sur les fonds secrets du ministère des Affaires étrangères; je doute qu'il leur rende jamais la monnaie de leur pièce!... Quoique assurément il ne soit rien moins qu'ennuyeux, je me sens reprise de cette espèce de malaise qu'éprouvent souvent ceux qui sont dans l'atmosphère d'un être venimeux, dont la piqûre est à redouter. » (*Chronique*, t. I, p. 114.)

ont vu des fortunes si diverses. Je vous préviens que vous ne serez jamais le député de Chartres : il s'y est répandu que vous aviez tenu des mauvais propos sur la cathédrale, et tous les Chartrains sont furieux contre vous.

Quant à nous, nous allons nous plonger plus avant encore dans ma chère Touraine. Valençay devient très froid et assez triste, je pars aujourd'hui même pour Rochecotte, et M. de Talleyrand y arrivera le lendemain des élections [1]. Ma sœur la duchesse de Sagan [2] s'annonce aussi chez moi, ses préférences auront une influence sur l'emploi de notre hiver. Jusqu'à présent tout, à cet égard, est encore dans un grand vague.

Vous ne me dites pas un mot de la santé de madame Thiers, cela veut dire, j'espère, qu'elle est beaucoup meilleure. Parlez-lui du très véritable intérêt que je lui porte et rappelez-moi au souvenir de madame votre belle-mère.

Si vous restez trop longtemps sans m'écrire, j'en aurai de l'humeur et de la peine, et j'aime à être contente de vous. Vous savez si vous avez motif de l'être de moi!

God bless you!

P.-S. — M. de Talleyrand vous a écrit il y a peu de jours; il avait ainsi que moi répondu avant à madame Dosne; nous espérons que toutes nos lettres vous seront exactement parvenues.

DUCHESSE DE DINO

1. Le comte Molé avait obtenu du roi la dissolution de la Chambre, et les élections étaient fixées au 4 novembre 1837.

2. Wilhelmine (1751-1839), l'aînée des quatre filles du dernier duc de Courlande, duchesse de Sagan en son nom personnel, mariée successivement au prince Henri de Rohan, au prince Troubetskoï et au comte Charles de Schulenbourg. La duchesse de Dino, sa cadette de douze ans, avouait : « J'ai été habituée à la craindre dans mon enfance, et il m'en reste encore quelque intimidation. » (*Chronique*, t. II, p. 196.)

COMMENT LES ANGLAIS ONT SU FAIRE DES ÉCONOMIES

LES ORIGINES DU MOUVEMENT

La période d'activité économique qui suivit la fin des hostilités provoqua en Grande-Bretagne, comme sur le continent, de grandes illusions chez les gouvernants. Ils ne démêlèrent pas ce qu'il y avait de factice et d'éphémère dans la reprise de la vie industrielle et commerciale du pays et ils escomptèrent une prospérité durable permettant au gouvernement de voir grand et loin. La désillusion ne devait pas tarder.

En Angleterre, dès l'automne de 1919, le gouvernement devait avouer au pays la gravité de la situation financière. Le budget des recettes était de 1 milliard 168 millions de livres (soit 29 milliards de francs environ). Le budget des dépenses était de 1 milliard 642 millions (soit plus de 41 milliards de francs). Le déficit, évalué quelques mois auparavant à 6 milliards de francs environ, était de près du double; il atteignait 12 milliards.

D'autre part, 338 millions et demi de livres de *currency notes* émis par le Trésor, soit près de 8 milliards et demi de francs, étaient en circulation; la dette publique elle-même s'élevait à environ 8 milliards de livres (200 milliards de francs) [1].

1. Pour toutes les conversions de livres sterling en francs, nous avons pris le cours de 25 francs par Livre sterling.

La nécessité de recourir à des mesures énergiques pour faire face à cette situation s'exprima tant dans la presse qu'au Parlement. Dans une lettre du 19 septembre 1919, M. F. C. Goodenough, président de la Banque Barclay, insista sur l'obligation pour le pays de restreindre son train de vie et de limiter, dans le plus bref délai possible, les dépenses nationales aux revenus.

D'autres personnes suggérèrent aussi de demander au capital un sacrifice exceptionnel, sous forme d'un impôt une fois payé, afin, tout au moins, de réduire le fardeau de la dette; une campagne très vive fut engagée en ce sens. Le Gouvernement refusa de se laisser entraîner dans une aventure qui pouvait être mortelle pour le pays et repoussa l'impôt sur le capital. La Chambre des Communes lui donna raison.

Mais, quelques mois plus tard, en présentant le budget pour 1920-1921, le Chancelier de l'Échiquier, tout en constatant que les prévisions pessimistes faites par lui en 1919 ne s'étaient pas complètement réalisées, dut annoncer l'établissement d'impôts nouveaux destinés à diminuer le déficit : augmentation des tarifs postaux, des droits de douane, des droits de timbre, de la *supertax* sur le revenu, création d'un nouvel impôt sur les sociétés, enfin élévation de l'*excess profits duty* (impôt sur les bénéfices exceptionnels de guerre) de 40 à 60 p. 100.

Le maintien de l'*Excess Profits Duty* à un taux majoré, alors que le Gouvernement en avait, l'année précédente, annoncé la suppression, produisit un vif mécontentement dans le monde des affaires.

Lors de la discussion du budget, en avril 1920, on fit ressortir à la Chambre des Communes que c'était la « colossale prodigalité du Gouvernement qui le forçait à conserver des impôts qui auraient dû disparaître avec la guerre ». Les dépenses dépassaient de 50 p. 100 celles d'une année normale; il fallait les réduire.

Le Gouvernement, reprenant les arguments qu'avait développés M. Lloyd George dans son discours de Sheffield en novembre 1919, répondit que l'agitation actuelle était tardive, que les dépenses avaient été celles qui résultaient de la politique approuvée par le Parlement, que l'Angleterre ne

pouvait se soustraire à ses devoirs envers la civilisation, qu'il fallait se résoudre à payer.

Cette attitude fut finalement approuvée; le commerce et l'industrie jouissaient encore, il est vrai, d'une apparente prospérité, et les protestations avaient porté plutôt sur le mode de taxation que sur le montant des impôts.

Mais, au fur et à mesure que la grande crise économique, qui devait peser sur l'Angleterre d'une manière si lourde, se manifesta de plus en plus clairement, le monde des affaires et le public entier sentirent l'impossibilité où ils étaient de supporter plus longtemps un fardeau qui n'avait été tolérable qu'à une époque d'argent facile et de production intense. Petit à petit, les débouchés extérieurs se fermaient, les usines ralentissaient leur activité, l'armée des chômeurs augmentait. Alors le pays se retourna vers le Gouvernement, dont la politique de prodigalité continuait au milieu de la gêne générale, et il lui demanda des comptes.

L'ANTIWASTE CAMPAIGN

Le deuxième semestre de 1920 et les premiers mois de 1921 virent se développer la campagne extrêmement ardente en faveur de la réduction des dépenses, qui avait commencé dès l'automne 1919. L'*Antiwaste Campaign*, la campagne contre le gaspillage, se déroula à la fois dans la presse, dans le public et au Parlement.

Les grands journaux, et spécialement le *Times* et le *Daily Mail*, ne cessèrent de consacrer des articles très vifs à la question des économies, assaillant le Ministère de critiques acerbes contre les dépenses excessives, le personnel trop nombreux des services publics, les programmes trop coûteux de certains départements, comme l'hygiène ou l'instruction publique. Le *Times* intitula un des articles consacrés à la situation financière : *the Road to ruin* (Le chemin de la ruine). En reproduisant sans cesse et sous toutes leurs formes les chiffres des dépenses, des revenus, de la dette, les journaux les gravèrent dans l'esprit de tous les citoyens. Suivant le mot de M. Asquith, ils leur devinrent familiers jusqu'à la nausée.

Plusieurs ligues, la London Municipal Society, la Middle Class Society, la People League Union for Economy se formèrent sur le programme des Économies. Ces ligues, qui avaient toutes pour objet d'obtenir du Gouvernement le « rationnement financier », firent une campagne qui eut dans le public un grand retentissement.

D'autre part, les commerçants et industriels par l'organe de leurs associations professionnelles s'inquiétaient de la situation, votaient des résolutions dont elles saisissaient les pouvoirs publics, multipliaient les démarches auprès du Chancelier de l'Échiquier, pour signaler que les affaires étaient dans l'impossibilité de supporter plus longtemps le fardeau de taxes excessives pour la productibilité du pays.

C'est ainsi que la Fédération des industries britanniques, la plus puissante organisation patronale anglaise, qui, dès le 15 août 1918, mettait en garde le Gouvernement contre la tentation de se livrer après la guerre à des dépenses de reconstruction exagérées, multiplia, au cours de l'année 1920, ses avertissements et ses démarches auprès des Pouvoirs publics. En juin 1920, elle constitua une Commission de cinq membres, chargée d'étudier la question des économies, et, dès le 12 juillet, elle adressa une lettre au Premier Ministre pour lui signaler l'impérieuse nécessité de diminuer les dépenses pour pouvoir réduire les impôts et lui indiquer les sources d'économies possibles : décentralisation, coordination des services, réorganisation des méthodes de travail, contrôle effectif des dépenses.

Le 30 novembre, dans un banquet que la même Fédération offrait au Premier Ministre, M. Rylands, son président, adjura M. Lloyd George d'opérer une réduction, immédiate, définie et substantielle des dépenses publiques et de la dette nationale. M. Lloyd George, au grand désappointement de ses auditeurs, au lieu de faire amende honorable pour le gaspillage antérieur et d'esquisser une politique positive de réformes, se borna à faire appel à l'esprit d'économie dans les services publics et chez les particuliers.

Aussi, le lendemain, une conférence des associations de manufacturiers affiliés à la Fédération, représentant 21 000 établissements industriels, affirma de nouveau que la capacité imposable du pays avait été dépassée. Elle déclara que, pour

la stabilité et le développement du commerce, il était impérieusement nécessaire que le Gouvernement ajournât tous les projets entraînant de vastes dépenses jusqu'au moment où les ressources normales du pays permettraient de les réaliser.

L'Association des Chambres de Commerce adopta une résolution analogue et, jugeant utile d'apporter des précisions à ses revendications, esquissa un projet de budget sur les bases suivantes. En prenant pour point de départ les dépenses de l'administration figurant dans le budget de 1913-1914 pour 170 800 000 livres et en admettant que le coût de ces services ait augmenté deux fois et demie, elle estimait suffisante une dotation de 425 millions qu'il y avait lieu de majorer de 360 millions pour les fonds consolidés et de 125 millions pour les pensions. Le budget n'aurait donc pas dû, à son avis, dépasser 910 millions de livres, au lieu de 1 milliard 200 millions, chiffre prévu pour l'exercice 1920-1921. L'Association des Chambres de Commerce insistait sur ce que les dépenses nationales doivent être déterminées non par ce qui pourrait être désirable, mais par la capacité de la communauté à supporter la taxation nécessaire pour subvenir aux dépenses. Or la communauté ne pouvait plus supporter les taxes alors perçues, et une réduction des dépenses à 910 millions de livres s'imposait.

Le Parlement sembla assez lent à s'émouvoir. Il affecta de voir dans la campagne de presse, particulièrement vive dans les journaux de Lord Northcliffe, une simple campagne de parti. M. Lloyd George la traita dédaigneusement de « Jazz band ». Toutefois, l'agitation du pays finit par gagner les Chambres.

M. Asquith fut un des premiers à signaler la nécessité de faire des économies publiques; dans un discours prononcé le 21 octobre 1919, il résuma ainsi le programme que devrait remplir le Gouvernement : paiement de la dette, mais réduction des dépenses d'armement et des superfluités des services civils. Plus tard, en présence de l'inaction du Cabinet, il engagea une campagne active en faveur de la compression des dépenses. Parmi les unionistes, un groupe se constitua pour demander au Gouvernement d'intervenir;

il multiplia les avertissements et lors d'une demande de crédits supplémentaires pour l'alimentation, en décembre 1920, le Gouvernement fut sur le point d'être mis en minorité.

Au fur et à mesure que la campagne prenait corps dans le pays, les attaques se firent plus vives et plus précises; c'est ainsi qu'à la Chambre des Communes, le 9 décembre 1920, on batailla autour du chiffre des dépenses, l'opposition voulant imposer au Gouvernement 808 millions de livres comme budget des dépenses, alors que les évaluations s'élevaient à 1 million 418 000 livres.

Jusqu'à la fin de décembre 1920, la campagne « antiwaste » n'était entrée au Parlement que par une voie indirecte; il en fut différemment après la constitution d'un parti dit « Antiwaste Party », qui eut ses candidats aux élections partielles et qui profita de chacune de ces campagnes électorales, dont on sait l'importance politique en Angleterre, pour saisir bruyamment l'opinion publique.

En janvier 1921, l'élection de Douvres, qui amena le triomphe du candidat antiwaste contre le candidat gouvernemental, eut un retentissement énorme. Les attaques impétueuses du premier contre le gaspillage, en faveur de l'abolition des ministères inutiles et de la réduction des impôts, lui valurent les suffrages de toutes les classes de la population et son succès fut regardé comme un échec marqué du Gouvernement. Cette élection fut considérée comme l'indice d'un changement prochain dans la politique financière de l'Angleterre.

Quelques semaines plus tard, le secrétaire particulier de M. Lloyd George fut battu par un libéral indépendant, M. Llewelin Williams, qui s'était déclaré, avant tout, antigaspilleur.

Ces premiers succès accrurent l'importance et l'influence du parti antiwaste. Soutenus par les grands journaux et par une notable partie de l'opinion publique, recrutée non seulement parmi les hommes d'affaires, mais encore parmi les travailleurs, les démobilisés et les femmes, qui jouèrent un rôle important, les candidats antiwastes firent plus en faveur des économies que les manifestations oratoires les plus éloquentes au sein du Parlement.

Pendant le printemps et l'été de 1921, l'activité du parti antiwaste ne se ralentit pas et, preuve de ses progrès à une élection qui eut lieu à Westminster, le 7 juin 1921, dans la circonscription de Saint-Georges, les trois candidats en présence s'intitulèrent antiwaste, chacun prétendant d'ailleurs l'être plus et mieux que ses concurrents. Néanmoins, pour marquer leur désapprobation de la politique du Cabinet, les électeurs envoyèrent siéger au Parlement un candidat antigouvernemental. Cet échec fut d'autant plus éclatant que la circonscription avait toujours été considérée comme une position imprenable de la coalition. Les mêmes préoccupations dominèrent les élections municipales de novembre 1921 : travaillistes et unionistes se rejetèrent les uns sur les autres la responsabilité du gaspillage.

Les succès du parti antiwaste eurent leurs répercussions au Parlement, et l'activité de l'opposition au Gouvernement redoubla sur la question des économies. On agitait devant l'opinion certains chiffres comme celui du montant des dépenses des services civils, 7 fois le chiffre d'avant guerre, et celui des impôts perçus, 6 fois le chiffre de 1913, pour demander au Gouvernement d'agir.

L'opposition se servait de la campagne comme d'une arme contre le Gouvernement, et bientôt, signe des temps, une fraction d'unionistes se sépara de la majorité pour adopter, en matière financière, une attitude indépendante, sinon hostile.

LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE D'ÉCONOMIE

Le Gouvernement, après avoir pratiqué la politique dispendieuse d'après guerre, crut nécessaire, en présence de l'émotion causée par le déficit budgétaire, de parler d'économies, mais sans l'intention ferme d'en faire. Le Chancelier de l'Échiquier, à chaque débat sur la politique financière, se contentait de faire des promesses vagues ou d'indiquer des mesures à l'efficacité desquelles personne ne croyait, pas même lui. Il disait, le 29 octobre 1919 : « Si toute l'organisation créée pour ou pendant la guerre pouvait être rayée d'un trait de plume et si le personnel de tous les ministères pouvait être

ramené aux dimensions d'avant guerre, l'économie ne dépasserait pas 22 millions de livres (450 millions de francs) et nul ne prétend que l'une ou l'autre de ces choses soit réalisable. »

En 1920, dans l'exposé que présentait M. Chamberlain des résultats de l'année financière écoulée et du projet de budget de 1920-1921, il reconnaissait qu'il était décevant de constater que de nouvelles réductions de dépenses n'avaient pas été possibles, mais il n'apportait encore aucun programme précis.

L'année 1920 et le début de 1921 avaient vu se développer, ainsi que nous l'avons indiqué, la campagne en faveur des économies. Le Gouvernement avait estimé indispensable, en présence des attaques dont il était l'objet, de prendre quelques engagements. En février 1921, M. Chamberlain déclarait son intention de ramener les dépenses à 950 millions de livres pour 1922, réduisant ainsi de 362 millions les dépenses de l'exercice précédent. Mais la presse insistait sur la nécessité de donner des gages à l'opinion, qui craignait que, pas plus que les précédentes, cette déclaration ne fût suivie de résultats.

Qu'avait, en effet, tenté le Ministère jusqu'à présent? M. Lloyd George avait bien envoyé, dès 1919, de nombreuses circulaires enjoignant à ses collègues une impitoyable économie. Dans une circulaire du 20 août 1919, il leur signalait que « le moment était venu où chaque ministre devait faire comprendre à ceux qui étaient placés sous ses ordres, que s'ils ne pouvaient réduire les dépenses, ils devraient faire place à d'autres qui le pourraient... Ceci, continua-t-il, est l'opinion du public et elle est juste ».

De son côté, le Chancelier de l'Échiquier avait réorganisé la Trésorerie. M. Lloyd George avait constitué, sous sa présidence, au sein du Cabinet, un Comité Financier pour examiner les réductions à opérer dans le personnel et dans les subventions extraordinaires attribuées à divers services.

Mais deux ans après, les gaspillages continuaient, le contrôle de la Trésorerie n'était guère plus efficace, et le Comité, sans histoire, ne donnait pas de signe d'activité.

L'opinion était quelque peu lasse de ce Comité, comme des autres commissions nommées dans des buts analogues.

Elle se souvenait des résultats donnés par le Comité des

Économies de 1917 qui, sous la présidence de M. Herbert Samuel, ancien ministre, avait constitué six sous-commissions, rédigé sept rapports et, après avoir constaté des gaspillages nombreux dans toutes les administrations publiques et particulièrement dans celle de la guerre, avait abouti à cette constatation mélancolique, mais peu précise, que l'esprit d'économie avait disparu de presque tous les services de l'État.

Les Commissions parlementaires inspiraient un scepticisme général; on comprenait, de tous côtés, que, pour vaincre toutes les oppositions politiques et administratives, seules des personnes indépendantes prises en dehors du Gouvernement et des Ministres, des personnes qui, selon l'expression de M. Asquith, seraient assez fortes et assez courageuses pour attaquer les racines à la hache, pourraient mener à bien une si lourde tâche.

Reprenant une idée déjà émise en décembre 1920, M. Locker Lampson, à la Chambre des Communes, en avril 1921, adjurait le Gouvernement de réaliser les réformes demandées et proposait la nomination d'une Commission d'experts chargée de rechercher les économies à faire.

Le Gouvernement devait encore temporiser avant d'adopter cette solution; cependant la nécessité de la réduction des dépenses devenait de plus en plus urgente. Le 25 avril, M. Chamberlain, devant la Commission des voies et moyens de la Chambre des Communes, ne cachait pas son inquiétude en présence de la situation financière. On ne pouvait espérer obtenir plus de 950 millions de livres de recettes dans l'exercice suivant; les dépenses ordinaires à elles seules dépassaient ce chiffre de 25 millions environ, et il fallait compter avec les intérêts de la dette envers les États-Unis. M. Chamberlain reconnaissait qu'il convenait de comprimer les dépenses. Mais il se montrait très peu précis quant aux moyens d'y parvenir; il parlait bien de l'action qu'exercerait le Trésor sur les départements ministériels. Depuis quelques années, cette promesse était singulièrement dépréciée.

Sir Robert Horne, le successeur de M. Chamberlain à la Chancellerie de l'Échiquier, parut avoir une plus juste appréciation des nécessités financières. Il est vrai que la situation budgétaire se révélait nettement mauvaise et la situation

économique, déjà précaire, devenait tout à fait alarmante avec la grève des mineurs. Le commerce et l'industrie étaient dans le marasme, les impôts rentraient mal. Le Gouvernement prit peur. Le 13 mai, un circulaire du Trésor, se basant sur l'impossibilité d'attribuer aux services civils plus de 490 millions de livres en 1922-1923, alors que les dépenses montaient à 603 millions en 1921-1922, demandait à ses services de faire un retranchement (*cut*) d'environ 20 p. 100 pour l'exercice 1922-1923. Le *Times* du 25 mai, tout en regrettant que cette décision n'eût pas été prise plus tôt, reconnaissait la sincérité de la tentative et approuvait l'idée générale de subordonner la politique à suivre par chaque département aux possibilités financières. Un débat eut lieu, ce même jour, à la Chambre des Communes, devant des bancs presque vides, d'ailleurs, mais les orateurs, au lieu de faire converger leurs efforts vers le principe d'économie, cherchèrent chacun à défendre le ministère qui l'intéressait particulièrement et à dénoncer les dépenses scandaleuses de tel ou tel autre département.

Quoi qu'il en soit, la campagne commençait à porter ses fruits et l'opinion, forte du premier gage qui lui avait été donné, n'allait plus désormais avoir de cesse de voir aboutir ses efforts.

Tandis que l'on attendait l'effet des objurgations ministérielles, la situation financière s'assombrissait encore. Les revenus publics, au 5 juin 1921, donnaient 100 millions de livres de moins value sur l'année précédente, avec un total de dépenses à peine inférieur.

Les résultats de la circulaire de mai 1921 ne furent pas plus favorables que ceux des circulaires précédentes; les réductions proposées par les départements ministériels étaient tout à fait insuffisantes et provenaient en grande partie soit de la diminution du prix de la vie, soit de la suppression automatique de certains services. Elles ne dépassaient pas 75 millions de livres, malgré la chute des prix des salaires et des bénéfices et la disparition de divers services de guerre. Or, le Gouvernement, après un nouvel examen de la situation, voulait réaliser au total 175 millions de livres d'économies; on était loin du compte.

Ce chiffre était à peu près celui que demandaient les associa-

tions professionnelles qui multipliaient leurs pétitions et leurs démarches. Au début d'août, 800 négociants, industriels et armateurs insistaient, dans un manifeste qui fit sensation, pour une réduction immédiate des dépenses. Le duc de Bedford, le duc de Portland montraient que la charge des impôts conduisait fatalement les grands propriétaires fonciers à vendre leurs domaines, en faisant paraître dans la presse les chiffres de leurs revenus et des impôts qui leur étaient réclamés.

D'autre part, la publication des comptes de gestion des services du ravitaillement venait encore exciter l'opinion publique contre la folle prodigalité du Gouvernement. Le rapport de la Commission des sucres laissait prévoir pour la fourniture de cette seule denrée un déficit de 25 millions et demi de livres.

Cette situation menaçait l'existence même du cabinet de coalition. En juin 1921, 170 membres de la Chambre des Communes, groupés par M. Locker Lampson, avaient notifié au Chancelier de l'Échiquier qu'ils entendaient user davantage de leur droit de contrôle financier et qu'ils ne toléreraient plus les dépassements de crédits qu'on demandait au Parlement de sanctionner. Quelques semaines après, pour manifester sa volonté de mettre un frein au gaspillage, le même groupe demandait, au cours de la discussion du bugdet, la suppression du poste de ministre sans portefeuille, occupé par le docteur Addison, ancien ministre de la santé publique et ancien sous-secrétaire d'État aux munitions. Bien qu'il s'agît seulement d'une économie de 5 000 livres, M. Lloyd George dut, pour s'assurer le vote des unionistes, promettre de supprimer ce poste ministériel à la clôture de la session.

LA CRÉATION DE LA COMMISSION GEDDES

Le Gouvernement, en présence de ce mouvement d'opinion et des piètres effets de la circulaire du mois de mai, se résolut à remettre le soin de proposer des économies à réaliser à des hommes indépendants, pris hors du Parlement. Le 3 août 1921, le Chancelier de l'Échiquier, Sir Robert Horne, annonça la création d'une « Commission des dépenses de l'État » qui prit par la suite, le nom de Commission Geddes, du nom de son

président. Les autres membres étaient Lord Farington, Sir W. Gay Granet, Sir Joseph Maclay et Lord Inchcape.

Pour apprécier les choix faits par le Gouvernement, il importe de connaître les origines et les manifestations d'activité des cinq commissaires.

Sir Eric Geddes, âgé de quarante-six ans, était un *self made man*. Il avait tourné de bonne heure son activité vers les chemins de fer. Il avait débuté comme employé et comme aiguilleur aux États-Unis, puis était passé aux Indes, d'où il était revenu en Angleterre en 1904, pour entrer au service du *North Eastern Railway*. Il en était devenu le directeur général adjoint. Pendant la guerre, il avait été successivement directeur adjoint des Munitions, directeur général des Transports, Premier Lord de l'Amirauté, enfin ministre des Transports, poste qu'il occupait encore au moment où il fut nommé président de la Commission des Économies.

Il avait, avant sa nomination, la réputation d'une personnalité à vues « napoléoniennes ; il passait pour voir « grand en tout »; à la Direction des Transports, en vue de l'exécution de plans considérables, il s'était entouré d'un personnel dispendieux d'employés, de secrétaires, de dactylographes. Aussi le représentait-on lors de sa nomination au Comité, dans un journal satirique, sous les traits d'un homme quelque peu obèse, en face d'un squelette figurant le budget à réaliser, avec une légende signifiant : ceci ne peut créer cela. Le *Times* pouvait écrire, après avoir exprimé ses craintes au sujet de sa nomination : « Sir Geddes n'a plus qu'à faire tout son possible pour tromper les pronostics. »

Lord Inchcape possédait l'expérience des grandes enquêtes. Il avait été membre ou président de nombreux comités qui avaient étudié les problèmes les plus divers concernant l'Empire britannique. Il avait commencé de bonne heure une carrière d'affaires aux Indes, et avait été désigné, ensuite, comme membre du Conseil Législatif du Vice-Roi et du Conseil de l'Inde. Il était intéressé dans de nombreuses affaires de Londres et des Indes : administrateur du Canal de Suez, de la Banque Nationale Provinciale d'Angleterre, de la Compapagnie d'Assurance l'*Atlas*, de la *Peninsular and Oriental and British Steam Navigation Company*. Après la guerre,

il avait été chargé de la liquidation du tonnage ennemi alloué à la Grande-Bretagne par la Commission des Réparations, ainsi que de la vente des vaisseaux pris ou saisis durant la guerre et de la grande flotte fluviale acquise pour les transports de guerre au cours de la campagne de Mésopotamie. Sans rémunération personnelle, il avait vendu 4 millions de tonnes de vaisseaux. La somme réalisée avait atteint 57 millions de livres et les frais de vente avaient été inférieurs à 1 shilling pour 100 livres, soit moins de 1 /2 p. 100.

Lord Farington avait fait son apprentissage chez un comptable et était ensuite devenu agent de change. Administrateur de Great Central Railway, sa direction avait coïncidé avec un très grand développement du réseau; il avait joué un rôle très important dans le *Manchester Stuf Canal*, et avait été vice-président du *Shipping Control Committee*. Il était devenu membre de la Tariff Commission en 1914 et avait siégé à la Chambre des Communes sous le nom de Sir Alex Henderson. Nommé pair en 1916, il faisait partie de la Chambre des Lords; il avait été l'un des premiers administrateurs de la *British Trade Bank*.

Sir Joseph Maclay était une personnalité des plus connues dans le monde de la navigation; il s'était intéressé activement aux affaires et aux intérêts municipaux de la ville de Glasgow, où, comme chef de la firme *Maclay and Macintyre*, il avait dirigé une des plus anciennes firmes de navigation de la Clyde. Nommé membre du *Board of Trade Committee on Shipping*, au début de la guerre, il avait été désigné comme contrôleur de la navigation en 1916 et avait fait partie du cabinet de guerre en 1918.

Sir W. Gay Granet, avocat, était devenu secrétaire de l'Association des Compagnies de Chemins de fer, et, en 1906, directeur général de la *Midland Company*. En 1916, il avait été mis à la disposition du Secrétaire d'État pour la guerre, qui l'avait nommé Directeur adjoint des chemins de fer militaires et, ensuite, Directeur Général des *Movements and Railways* et membre de l'Army Council. Au printemps de 1918, à la requête du Gouvernement, il était allé en mission aux États-Unis pour régler des problèmes de ravitaillement et de transports.

Si la nomination de Sir E. Geddes avait été accueillie, nous l'avons vu, avec réserve, le choix des autres membres de la Commission ne donna pas lieu aux mêmes critiques. On s'accorda pour les considérer comme des hommes d'affaires sérieux, ayant fait leurs preuves et donnant toutes garanties.

Il faut reconnaître que la constitution de la Commission ne souleva pas un bien grand enthousiasme dans le public.

En premier lieu, tout ce qui touchait au monde parlementaire s'indigna contre ce que l'on considérait comme une violation des droits les plus sacrés du Parlement et cria au scandale. Un député travailliste demanda, aux applaudissements de la Chambre : quand le Parlement gouvernera-t-il au lieu de toutes ces commissions?

Les milieux d'affaires eux-mêmes, qui avaient demandé à maintes reprises la constitution d'une commission de cette nature, ne pouvaient pas s'empêcher de la considérer comme en opposition avec les principes du plus parlementaire des États et n'excusaient cet acte révolutionnaire qu'en faveur des résultats. « Le fait, écrivait l'*Économist* du 6 août, que la Commission est anticonstitutionnelle sera vite pardonné, si elle parvient à faire quelque bien dans la crise actuelle. »

La masse du public craignait que la nomination de la Commission ne répondît à aucune intention réelle d'économie dans la pensée du Gouvernement; elle redoutait que ce ne fût là une de ces satisfactions apparentes données à l'opinion, un moyen de faire partager la responsabilité de la situation financière par d'autres que ceux qui étaient politiquement responsables.

En outre, la question des pouvoirs de la Commission préoccupait vivement ceux qui voulaient la voir aboutir. Sa mission était ainsi définie : « La commission devra faire des recommandations au Chancelier de l'Échiquier pour effectuer d'urgence toutes les réductions possibles dans les dépenses publiques en considérant surtout la situation présente et future du Trésor. Les questions de politique resteront du domaine exclusif du Cabinet. Mais le Comité pourra faire un examen des dépenses et indiquer les économies qui résulteraient de l'adoption, de l'abandon ou de la modification de telle ou telle politique. » Les uns jugeaient ces pouvoirs

excessifs et sortant des attributions d'une Commission consultative prise en dehors du Parlement. Les autres les estimaient insuffisants et prédisaient que le Gouvernement, impuissant à réaliser des économies par lui-même, serait incapable d'imposer celles qui lui seraient timidement proposées. En admettant même que le Gouvernement acceptât les conclusions de la Commission, qu'adviendrait-il si le Parlement les repoussait? Il faudrait faire appel au pays et, pendant ce temps, la « valse des guinées » continuerait.

D'ailleurs, le caractère secret des débats et des rapports de la Commission ne pouvait-il pas faire redouter que ses travaux ne restassent lettre morte et que le pays n'eût à enregistrer qu'une déception de plus!

C'est dans ces circonstances peu encourageantes que le Comité se mit au travail; pendant plusieurs mois, rien ne transpira de ses délibérations; on savait seulement que celles-ci avaient commencé le 30 août 1921 à Glenaff Castle, résidence de Lord Inchcape. D'ailleurs, d'autres questions et notamment la question d'Irlande passionnaient alors l'opinion publique.

Vers la fin de décembre 1921, l'on apprit que la Commission Geddes avait terminé son premier rapport. La question de la publication de ce rapport commença à être discutée. Le bruit courut que le Gouvernement, en présence de l'opposition de certains ministres, n'osait pas entreprendre cette publication. On disait que le Ministre de l'Instruction publique avait menacé de donner sa démission, que les départements de l'Amirauté, de la Guerre, de l'Hygiène et du Travail protestaient violemment contre les propositions de la Commission. Le Gouvernement ajournait sa décision.

Cette attitude eut pour conséquence de ranimer l'attention de l'opinion publique; sa curiosité fut piquée; elle se dit que le rapport devait être terriblement gênant pour le Gouvernement s'il hésitait à le divulguer.

Finalement, la publication des deux premiers rapports fut décidée et les résultats des travaux de la Commission purent être appréciés.

L'ŒUVRE DE LA COMMISSION GEDDES

La Commission avait un vaste programme à remplir et sa tâche pouvait paraître écrasante; elle devait réussir là où les commissions parlementaires, disposant du temps, du personnel et de tous les renseignements désirables, avaient échoué. Elle devait s'attendre sinon à une attitude hostile des départements ministériels, tout au moins à la mauvaise volonté de certains services, à des atermoiements, à des réticences, voire à des embûches.

La méthode suivie par le Comité fut une méthode pratique, une méthode d'affaires, « *business like* », et elle fut mise en œuvre par des personnalités qui, à une longue expérience des grandes affaires, joignaient une connaissance approfondie des administrations publiques dans lesquelles ils avaient plus ou moins longuement fait leurs preuves durant la guerre.

Le Comité se garda bien de suivre l'exemple des *Estimates Committees* parlementaires qui, sans vue générale, se contentaient « d'éplucher » par le détail l'ensemble des comptes qui leur passaient sous les yeux, s'attachaient à l'examen détaillé de telle ou telle particularité prise isolément. M. Higgs, dans l'article qu'il a consacré en juin 1922 dans l'*Economic Journal* à la Commission Geddes, a comparé les vues de la Commission sur les comptes qui lui étaient soumis aux photographies que l'on obtient en aéroplane; ces photographies donnent de l'aspect général et de la configuration du pays une idée plus exacte que la vision directe qu'en pourrait avoir un voyageur parcourant la campagne. La Commission partait des dépenses faites par chaque service avant la guerre, les confrontait avec les dépenses actuelles et se demandait dans quelle proportion les changements survenus avaient pu influer sur les dépenses.

Les rapports de la Commission Geddes, envisageant les grandes lignes des principes directeurs, montrent les défauts d'organisation et de méthode que font ressortir l'application de ces principes et proposent les remèdes appropriés, se contentant au besoin, lorsqu'il s'agit de transformations

profondes, comme la suppression d'un ministère, d'indiquer la voie dans laquelle on pourrait s'engager. Ils ne négligent d'ailleurs pas les détails; ils ne manquent pas de signaler tel ou tel exemple caractéristique des errements suivis par tel ou tel service. Ils indiquent que, dans les transports de l'armée, il y a trois officiers et quatre-vingts hommes pour vingt véhicules, que, dans la Marine, vingt officiers supérieurs, exerçant un commandement à terre et coûtant 17 000 livres par an, ont un personnel qui coûte légèrement plus.

Il ne peut être question ici de donner une analyse complète des rapports de la Commission Geddes, mais seulement de fournir, à titre d'indication, quelques exemples des conclusions auxquelles elle est parvenue.

Le premier rapport concerne les ministères de guerre et les ministères dits sociaux (Éducation, Hygiène, Travail, Pensions).

En ce qui concerne les ministères de guerre, la Commission proposait la création d'un seul département de la Défense Nationale, qui réunirait la Guerre, la Marine et l'Aéronautique et qui assurerait la coordination des services d'approvisionnement, de transports, d'instruction et des services médicaux.

Les prévisions pour la Marine comportent, dit la Commission, un véritable gaspillage d'hommes. Sans diminuer en aucune manière, les effectifs des navires combattants, fixés par l'Amirauté, 35 000 officiers et marins pourraient être économisés. De même, les arsenaux sont inutilement coûteux. D'autres économies pourraient être réalisées par l'emploi de l'aviation, qui rendrait inutile la construction de nombreux vaisseaux.

Dans l'Armée, 50 000 officiers et soldats pourraient être facilement supprimés, sans diminuer les forces employées par le War Office en dehors du royaume. On pourrait faire des économies substantielles dans les services annexes de l'armée, dans les approvisionnements. Les prévisions pourraient être ramenées de 75 à 55 millions et même davantage.

Les services sociaux qui coûtaient en 1913-1914, 86 millions et demi de livres, en absorbent maintenant 243 millions et demi,

soit 25 p. 100 de plus que les dépenses publiques totales d'avant guerre. Le Comité estime que les dépenses affectées à l'éducation dépassent de beaucoup les possibilités financières du pays, et que les frais par élève ont augmenté d'une manière déraisonnable. D'autre part, une tendance fâcheuse s'est manifestée à faire payer de plus en plus les dépenses d'enseignement par la généralité des contribuables, plutôt que par les contribuables de la localité où l'enseignement est donné; les responsabilités de ceux qui utilisent les crédits sont ainsi diminuées.

Le Comité propose l'exclusion des écoles des enfants âgés de moins de six ans, la réduction du coût de l'enseignement par une diminution de 5 p. 100 du traitement des professeurs, une plus grande sévérité dans la concession de la gratuité de l'enseignement, 18 millions peuvent être économisés sur ces chapitres.

Le Ministère de la Santé est traité avec plus de douceur, sauf en ce qui concerne les habitations à bon marché. Néanmoins, une économie de 2 millions est suggérée.

Pour le Ministère du Travail, tout en acceptant les chiffres des prévisions, on indique des réductions possibles provenant de transformations profondes, telles que la réunion de ce Ministère à celui du Commerce, et des simplifications dans l'Assurance contre le chômage.

Finalement les économies proposées sont les suivantes :

Marine	21 000 000	livres.
Armée	20 000 000	—
Aviation	5 500 000	—
Instruction publique	18 000 000	—
Santé.	2 500 000	—
Pensions	3 300 000	—
Réduction provenant de réajustement dans les pensions	1 171 875	—
Soit	71 471 875	—

Le second rapport datant du 28 janvier 1922 et le troisième du 21 février peuvent être analysés rapidement. Ils proposent diverses réductions dans les ministères du Commerce, de l'Agriculture, dans les services de Police, etc.., s'élevant à 15 millions environ.

Le passage le plus intéressant du troisième rapport a trait

au personnel de l'État. L'État emploie 890 000 personnes environ, dont 211 000 pour l'enseignement et 60 000 pour la police. Il dépensait, avant la guerre, 90 millions de ce chef; au 1er septembre 1921, la dépense s'élevait à 257 millions. La Commission admet que ceux qui occupent les emplois supérieurs doivent être largement rémunérés afin de stimuler leur ambition et d'assurer la juste récompense d'un travail délicat et absorbant. Pour le surplus, il s'abstient de formuler des recommandations précises sur la réduction que l'on pourrait faire subir à la somme colossale de 257 millions, le sujet demandant une étude spéciale et approfondie. Les traitements des services combattants, de l'enseignement et de la police ont été fixés, en 1919, dans des circonstances tout à fait anormales et le Comité déclare que le pays ne peut plus supporter une charge de cette importance. Une augmentation qui dépasse de beaucoup 150 p. 100 n'est pas justifiée par l'accroissement du coût de la vie, et nécessite une enquête particulière. De même, dans certains cas, la durée du travail paraît trop courte. 10 p. 100 de réduction, seulement, sur ces chapitres donnerait une économie supplémentaire de 20 millions. Le Comité a examiné également avec attention les services postaux, et ses conclusions sont qu'un contrôle régulier et permanent devrait être institué sur ces services et que les dépenses de personnel pourraient être diminuées de 400 000 livres par an.

La somme totale des « coupures de la hache Geddes », s'élevait à 86 844 175 livres, auxquelles plus de 13 millions pouvaient être ajoutées si les conclusions du premier rapport, en ce qui concerne la coordination des services combattants, étaient acceptées.

Le Comité ajoutait : « Nos réductions ne sont qu'un minimum; le Gouvernement pourrait procéder à une enquête sur d'autres réductions et y donner la suite convenable ». Il suggérait notamment la compression des dépenses navales provenant des stocks et de la conservation en magasins des pétroles, et des frais relatifs aux garnisons à l'étranger, mais surtout les réductions qui pourraient résulter de la conférence de Washington.

Si la constitution du Comité avait excité dans le public

moins d'enthousiasme qu'on aurait pu le supposer, la publication des rapports fut accueillie avec une grande satisfaction. Aussi, bien que le prix de chaque volume fût assez élevé, les premières éditions furent-elles rapidement épuisées.

La presse presque entière fut favorable aux conclusions du rapport; tout au plus, les journaux avancés critiquèrent-ils certaines économies comme celles réalisées sur les services de l'éducation. Les grands groupements professionnels, Chambre de Commerce et Associations, ainsi que les personnalités les plus représentatives donnèrent dans les journaux leur pleine approbation aux résultats obtenus. On vit, dans le travail de la Commission, une œuvre de bon sens où l'on prouvait de manière indiscutable ce que le public pressentait depuis longtemps, à savoir qu'une partie notable des deniers publics était dépensée sans utilité. Après tant de promesses vagues, on avait enfin entre les mains le moyen de réduire les dépenses et par suite les impôts; l'on applaudissait de grand cœur à la leçon donnée par le Comité « amateur » aux administrateurs professionnels et l'on se déclarait décidé à ne pas laisser « torpiller » les rapports par les parlementaires ou les administrations.

Celles-ci d'ailleurs ne devaient pas accepter la leçon sans protester; dès la publication du rapport, l'Amirauté s'éleva vivement, dans un document rendu public, contre les vues du Comité, déclarant qu'elle aurait réalisé toutes les économies possibles sans l'intervention de ce dernier qu'elle taxait d'ignorance et d'incompétence. Le Comité accepta d'ailleurs le défi et se déclara prêt à fournir les noms des personnalités sur lesquelles il avait appuyé ses conclusions.

Le Ministre de l'Éducation ne manqua pas aussi de faire des réserves du même genre, et les journaux avancés, plus ou moins inspirés par lui, critiquèrent très violemment les réductions opérées dans un domaine qui aurait dû selon eux rester intangible.

LES RÉSULTATS OBTENUS PAR LA COMMISSION GEDDES

Qu'allait faire le Gouvernement? Sir Robert Horne avait le choix entre deux solutions; il pouvait accepter les recom-

mandations du Comité Geddes, ou s'engager au nom du Gouvernement à réaliser sur des bases différentes un chiffre équivalent d'économies. Dans son désir de donner des gages à la fois à l'opinion publique, qui voulait être satisfaite, et à l'administration, qui voulait être défendue, le Gouvernement n'osa pas choisir. S'il avait consenti à la publication des rapports Geddes, après deux mois d'attente, il n'osa pas refuser aux ministères de la Marine et de l'Éducation l'autorisation de combattre les conclusions de ces rapports.

Dans le débat qui eut lieu à la Chambre des Communes, le 13 février 1922, le Chancelier fit un pâle éloge des membres de la Commission; il vanta leur habileté, leur ingéniosité, leur activité, mais il ne répondit pas à la question nettement posée par l'opposition : le Gouvernement accepte-t-il les résolutions du Comité? En ce qui concerne la Marine, la décision, dit-il, ne pouvait être prise avant le retour de Washington de M. Balfour et de Lord Lee. Pour la Guerre, il tint à féliciter le secrétaire d'État de ce département et le Conseil de l'Armée de la notable contribution qu'ils avaient apportée à la cause de l'économie. Les questions relatives à l'éducation étaient encore soumises à l'examen du Gouvernement. Il est vrai que Sir Robert Horne — et c'est le plus bel éloge qu'il pouvait faire du Comité, — déclara que, grâce aux méthodes employées par la Commission, il avait obtenu des départements ministériels des réductions de crédits que, seul, un Comité extraparlementaire pourrait obtenir.

Alors que l'opinion éclairée par la presse, voyait dans les rapports Geddes ce que le *Times* appelait la *Grande Charte du Contribuable*, les parlementaires, irrités d'un succès qui était une éclatante condamnation des errements suivis jusqu'ici par les commissions des Chambres, cherchaient à discréditer les conclusions du Comité, tout en critiquant la politique financière du Gouvernement. C'est ainsi que M. Asquith, en déposant une motion de blâme à l'égard du Gouvernement, ne ménagea pas ses attaques contre la Commission, dont il condamnait le principe même au nom des saines doctrines parlementaires et à laquelle il reprochait les coupes sombres dans le département de l'Éducation.

Finalement la séance du 13 février se termina par de vagues

promesses qui causèrent dans le public une grande déception et provoquèrent de sa part de nouvelles et immédiates protestations. Les délégations des associations professionnelles insistèrent auprès du Gouvernement pour qu'il adoptât d'une manière plus large les économies qui lui étaient proposées. La presse et les membres indépendants du Parlement se prononcèrent vivement dans le même sens.

Le Gouvernement se décida alors à donner une première satisfaction à l'opinion. Le 2 mars, le Chancelier de l'Échiquier fit connaître dans quelle mesure le Gouvernement comptait donner suite aux conclusions du Comité. Celui-ci avait proposé, dans l'ensemble, 86 millions de livres d'économies. Le Gouvernement en acceptait 53 ou 64, suivant que les réductions résultant de la Conférence de Washington seraient ou ne seraient pas comprises. D'ailleurs 10 millions d'économies ne pourraient être réalisés qu'en 1923.

Voici, par ministère, la liste des propositions du Comité et des décisions du Gouvernement :

	Propositions Geddes.	Décisions gouvernementales.
	(*En livres sterling.*)	
Instruction publique. . .	18 000 000	6 500 000
Marine	21 000 000	21 000 000[1]
Travail	*Néant.*	8 000 000
Armée.	22 500 000	15 500 000
Aviation.	5 500 000	3 000 000
Hygiène.	2 000 000	2 000 000
Pensions.	6 000 000	6 000 000
Commerce.	538 000	495 000
Agriculture	855 000	642 000
Police	1 595 000	1 253 000
Divers (3e rapport) . . .	8 750 000	8 500 000

L'Amirauté, nous l'avons vu, avait dirigé de violentes attaques contre les conclusions de la Commission concernant la Marine. Aussi le Gouvernement n'en accepta-t-il qu'une partie et, en mettant à part les économies résultant de la Conférence de Washington, les réductions réalisées représentaient à peine la moitié des suggestions du Comité. Néanmoins

1. Y compris les résultats de la Conférence de Washington.

le nombre des officiers supérieurs fut réduit, les équipages de la flotte furent diminués de 20 000 hommes, et le personnel des arsenaux, de 10 000; 27 sous-marins furent mis au rebut, d'autres passèrent à effectifs réduits; 12 unités cuirassées furent supprimées et le programme naval ne comporta que la mise en chantier de deux superhoods.

Le Ministère de la Guerre fut plus conciliant. Il admit la légitimité d'une partie des critiques et notamment se déclara prêt à supprimer 33 000 officiers et soldats, comportant la disparition de 24 bataillons d'infanterie, 47 batteries d'artillerie et 5 régiments de cavalerie. Un grand nombre d'économies de détail, résultant d'une meilleure coordination des services, notamment la fusion des hôpitaux militaires et maritimes, furent acceptées.

Le Ministère de l'Éducation fut, — pour des raisons d'ordre politique et social, — un des moins touchés. Les traitements du corps enseignant demeurèrent indemnes et l'on ne donna pas suite à l'exclusion des écoles des enfants en bas âge.

Certainement ces résultats n'étaient pas entièrement satisfaisants et l'opinion, au fur et à mesure de la publication des décisions gouvernementales, manifesta son mécontentement. Le Gouvernement en présence de ces manifestations, en présence surtout des événements politiques et parlementaires, comprit qu'il fallait aller plus loin.

La Chambre des Communes, dès la fin de février, avait déjà manifesté sa volonté. Elle avait infligé, le 21 de ce mois, une défaite cuisante au gouvernement pour lui signifier son intention de voir reviser les pensions des services civils, au cas où une diminution de la cherté de la vie les mettrait hors de proportion avec les salaires courants.

La désagrégation de la coalition était, en fait, accomplie; les élections complémentaires marquaient de plus en plus la désapprobation du pays. Au début d'avril les élections des Boards of Guardians de Londres, chargés de répartir les taxes d'assistance, avaient été une victoire très nette du parti antigaspilleur résolu d'en finir avec les expériences sociales si onéreuses pour le contribuable. Les pétitions en faveur des économies s'amoncelaient sur les bureaux du Parlement.

Les grandes associations professionnelles redoublaient d'activité. Le 27 avril, la Fédération des industries britanniques, réunie en assemblée générale, demandait au Gouvernement, au nom de ses 176 associations adhérentes, de réaliser les économies proposées par le Comité Geddes ou des économies équivalentes.

Étant donné la situation politique, des élections générales étaient possibles dans un délai rapproché; le Gouvernement comprit qu'il fallait donner des gages.

Dans son *budget speech* du 1er mai 1922, Sir Robert Horne, comparant les dépenses de l'exercice écoulé (1921-1922) avec les prévisions pour 1922-1923, constata une diminution de 218 millions de livres; pour les services civils, 180 millions de livres d'économies en chiffres ronds étaient prévues (450 millions au lieu de 720). Ces chiffres parurent encore trop élevés à ceux qui voulaient voir cesser le gaspillage dont la Commission Geddes, après un travail de quelques mois, avait laissé entrevoir l'étendue.

A la Chambre des Communes, des esprits avertis et pondérés, comme M. Bonar Law, après avoir déclaré que le seul moyen de rétablir la situation financière était de réduire les dépenses, ne craignirent pas de réclamer des économies même sur le département de la marine. Sir Robert Horne avait d'ailleurs laissé entendre que les prévisions de dépenses étaient un maximum et que le Gouvernement espérait réaliser sur celles-ci de notables diminutions. Il avait laissé entrevoir que de nouvelles suppressions de services pourraient même être effectuées en cours d'exercice. Mais ces promesses avaient été tant de fois faites, du haut de la tribune ou dans des circulaires, que le public, comme les parlementaires, n'y ajoutaient qu'une foi relative.

Il est vrai que, petit à petit, l'idée avait pris corps et avait remporté des succès significatifs. Les élections municipales de novembre 1922, qui s'étaient faites en grande partie sur les questions du gaspillage des finances locales et qui avaient eu pour résultat un échec sérieux du parti socialiste, avaient montré les progrès réalisés par le parti anti-waste. Aux élections générales, la question ne fut même plus discutée. M. Lloyd George comme M. Asquith, et ce dernier comme

M. Bonar Law, inscrivirent à leur programme comme une vérité reconnue la réduction des dépenses.

L'Administration, sous la pression du Gouvernement, stimulé et surveillé lui-même par le Parlement et par le pays, comprit que cette fois les promesses devaient être tenues et les effets de cette pression qui se faisaient sentir après deux années d'effort, ont apparu nettement dans les résultats de l'exercice 1922-1923.

Cet exercice, pour lequel on escomptait un excédent de 7 millions de livres à peine, s'est soldé par un dépassement de 120 millions de livres des recettes sur les dépenses, soit, en comptant la livre au pair, plus de 3 milliards. Ces résultats sont dus en grande partie à la diminution des dépenses. En laissant de côté les charges de la dette permanente et de la dette de guerre, les différences avec les évaluations sont les suivantes : alors que les prévisions atteignaient, pour les divers Ministères, 540 millions et demi de livres, les dépenses réalisées n'ont absorbé que 459 millions; ces dépenses avaient été de 719 millions en 1921-1922. Les dépenses militaires qui avaient été de 189 millions de livres en 1921-1922, n'avaient été prévues que pour 138 millions et n'ont atteint que 11 millions en 1922-1923. Les dépenses civiles, qui avaient été de 449 millions de livres en 1921-1922, n'avaient été prévues que pour 317 millions et n'ont en réalité atteint que 287 millions.

Grâce à ce résultat, le nouveau Chancelier de l'Échiquier, M. Baldwin, a pu proposer pour l'exercice 1923-1924 des diminutions d'impôts qui, sans être aussi considérables que les contribuables britanniques l'avaient espéré, n'en constitueront pas moins un allégement appréciable de leurs charges. L'income tax va être réduit de 5 shillings à 4 sh. 6 pence par livre; la taxe sur les corporations de 1 shilling à 6 pence par livre et les droits sur la bière ainsi que les tarifs postaux et téléphoniques vont être sensiblement abaissés. L'amortissement de la dette a pu être en outre doté de 40 millions.

Les dépenses des Ministères ont subi une nouvelle réduction : elles ne s'élèvent plus qu'à 436 146 000 livres contre 459 millions en 1922-1923.

Certes la réduction est faible; mais après les retranchements

des derniers exercices, la politique d'économies se heurte à des difficultés de plus en plus grandes. Néanmoins on ne désespère pas d'obtenir encore des compressions de dépenses dans un budget qui, pour les services administratifs et militaires, dépasse encore le double de celui de 1913, alors que, cependant, la livre sterling a presque reconquis la parité.

Les résultats obtenus n'en sont pas moins remarquables. Si le public britannique, par sa ténacité à réclamer des économies, a contribué à imposer à ses gouvernants l'abandon d'une politique de molle imprévoyance, l'opinion anglaise est unanime à penser que le rétablissement de la situation financière n'a pu être réalisé, en dépit de tous les obstacles et de toutes les oppositions, que grâce à la compétence et au caractère des hommes indépendants qui ont été chargés de la tâche immense de remettre de l'ordre dans la maison dont les assises avaient été bouleversées par la guerre.

Ainsi que l'a dit l'un d'eux, Lord Inchcape : « Partout où les dépenses nationales risquent d'entraîner l'insolvabilité nationale, il n'y a qu'un diagnostic de la maladie et qu'un remède pour obtenir la guérison : il faut s'adresser à des hommes qui restent en dehors des jeux de la politique et que leur habitude de diriger de grandes affaires et leur expérience des méthodes financières et commerciales désignent naturellement pour la direction des finances du Gouvernement aux conditions et suivant les méthodes en usage dans les affaires. »

A. DE LAVERGNE,
Maître des requêtes honoraire au Conseil d'Etat.

SARAH BERNHARDT

NOTES ET SOUVENIRS — LETTRES INÉDITES

J'ai assisté aux débuts de Sarah Bernhardt dans la reine de *Ruy Blas* en 1872. Mais ce n'était pas la connaître que de l'avoir applaudie. C'est en 1910 que naquit entre nous une véritable amitié qui devait se transformer en affection vive et sincère. J'avais le plaisir de déjeuner ou de dîner parfois chez elle. Il n'y avait pas d'invités; ou bien je venais la voir dans la journée, dans le petit salon où elle travaillait. C'était pour elle une occasion de parler de ses souvenirs et de ses projets. C'est dire que je l'ai bien connue, mieux peut-être que ceux qui ont cru la connaître en la jugeant sur une conversation ou sur une impression.

Son accueil charmant favorisait la familiarité et mon admiration qui datait de ses débuts me semblait avoir créé, par avance, une sorte d'intimité. Elle avait été en relations assez fréquentes avec Victor Hugo, et plus tard avec mon père; nous étions ainsi un peu de la même famille; et, de loin, j'avais vécu de sa vie d'artiste puisque je l'avais suivie dans tous ses rôles. Aussi à la première entrevue elle m'appela son cher ami, comme si nous étions liés depuis plusieurs années; la reine de *Ruy Blas* était pour moi une souveraine devant laquelle je m'inclinais, mais qui ne m'intimidait pas, ayant l'impression d'appartenir depuis longtemps à sa cour.

Il y avait chez elle cette affabilité, cette gentillesse qui rompent toutes les barrières élevées entre deux interlocuteurs

étrangers. On était aussitôt conquis par son charme et son abandon, et puis nous partagions, sans nous être consultés, les mêmes admirations pour les grands écrivains. Nous étions presque contemporains.

Lorsque je la vis pour la première fois à l'ambulance de l'Odéon en 1870, soignant les blessés et les malades, ce fut pour moi une vision délicieuse; *le Passant* l'avait déjà rendue célèbre; j'avais vingt-deux ans. Trente ou quarante ans après, j'étais bien plus hardi, quand elle était dans tout l'éclat de sa gloire. Il me semblait que je n'avais jamais cessé de la connaître, à force de l'admirer.

Le dimanche 23 janvier 1910, à la fin de la journée, je reçus une lettre de Sarah Bernhardt me priant de venir d'urgence. Le lundi j'étais chez elle à midi. Elle n'était pas prête. On m'introduisit dans un petit salon ouvrant sur un grand salon, sorte d'atelier couvert d'un vitrage et fermé par une grille, et j'attendis, regardant tous les objets qui peuplaient cette pièce.

A terre, des peaux d'ours blanc et d'ours noir, une peau de tigre sur un sofa; un divan sous un grand dais. Un portrait de Sarah étendue avec un lévrier à ses pieds et peint par Clairin, son grand ami Georges Clairin. D'innombrables bibelots dans des vitrines et sur les meubles. Un Jésus à cheval sur son âne, des tableaux sur des chevalets. Un véritable musée dans un pêle-mêle harmonieux et artistique. Au bout de vingt minutes on me pria de monter au premier. Dans un petit cabinet de travail, sur trois panneaux, des livres superbement reliés dans des bibliothèques, et sur deux autres panneaux des tableaux, des portraits qui couvrent presque entièrement la muraille. Au-dessus de la table de travail une photographie de Victor Hugo avec ces mots : *A mademoiselle Sarah Bernhardt, admiration et reconnaissance, Victor Hugo.* A côté une photographie de Victorien Sardou avec ces mots : *A ma bien-aimée Sarah, Victorien Sardou.*

Puis une lettre encadrée de Victor Hugo à Sarah Bernhardt lors de la reprise d'*Hernani*. C'est un fac-similé; on lui a demandé la lettre pour la reproduire; elle ne lui a pas été rendue. C'est assez souvent la tradition de ceux qui empruntent d'en user ainsi.

A midi quarante, Sarah entre, coiffée de son chapeau et emmitouflée dans son manteau, elle va déjeuner.

— Je suis enchantée de vous voir, donnez-moi le bras, me dit-elle.

Je lui donne le bras jusqu'à l'escalier et elle prend la rampe.

— Je me suis tourné le genou autrefois et je m'appuie à la rampe.

Nous arrivons à la salle à manger. Il n'y a que trois couverts; elle s'assied dans un grand fauteuil un peu semblable aux stalles des évêques dans une cathédrale.

Le jour est assez sombre. A sa droite, s'assied mademoiselle Seylor, elle me prie de m'asseoir à sa gauche et me dit :

— Vous déjeunez avec nous.

Je la remercie, je suis attendu chez moi.

— Vous êtes un méchant.

Nous causons; ses yeux sont vifs, son visage est animé.

— J'ai appris hier, à la fin de la journée, que vous aviez retiré *le Roi s'amuse* de la Comédie-Française. J'ai envoyé immédiatement chez vous; je vous demande la pièce.

Et elle ajouta à brûle-pourpoint :

— Je désire jouer Triboulet.

Le tonnerre serait tombé près de moi que je n'aurais pas été plus ahuri. Ma stupéfaction ne lui échappa point. Certes je croyais Sarah capable de tous les tours de force, mais je m'attendais si peu à cette demande!

Elle s'en aperçut et ajouta :

— Mais oui, mais oui, je joue très bien le comique; Got y a été détestable; je ferai une magnifique mise en scène. Je dépenserai cent mille francs; j'ai vu Mounet-Sully, je lui ai exprimé ma surprise de ne pas le voir dans Triboulet. Il m'a répondu évasivement.

Je ne trouvais toujours pas une syllabe à répondre; elle continua :

— Je jouerai avec joie ce rôle; *le Roi s'amuse* est une des meilleures pièces de Victor Hugo.

Enfin je pus articuler ces quelques mots :

— Ce serait assurément une grande attraction de vous voir dans Triboulet, mais je ne peux pas disposer de la pièce avant de savoir si la Comédie-Française y renonce définitivement.

— Sans doute, mais si, à la Comédie-Française, ils savent que je désire la pièce, ils la joueront. Tenez, pour *Struensée*, Meurice vint me trouver, il me dit que la Comédie ne voulait pas le jouer, et il me demanda l'hospitalité. Je lui dis : « Tout de suite »; mais j'ajoutai : « Tenez, je vais vous donner ce mot : « Puisque la Comédie-Française ne veut pas jouer votre drame, je le prends ». Si vous désirez être joué aux Français, vous n'aurez qu'à montrer le mot, et on vous accueillera aussitôt. » Ce qui n'a pas manqué.

— Eh bien, si la Comédie ne prend pas *le Roi s'amuse*, nous verrons. Mais quand compteriez-vous le représenter?

— Tout de suite : dans huit jours on répétera.

— J'avais, — dis-je, timidement, — songé à Guitry.

— Oh! très grand artiste, mais pas assez lyrique.

— A de Max?

— Excellent, mais inégal.

Et elle revient sur la Comédie-Française. Elle a une sévérité que je ne peux partager.

— On y joue mal, — dit-elle; — les pièces sont mal montées. Ah! certes il y a de grands artistes. Bartet est une très grande artiste.

— Admirable.

Puis, revenant à son idée :

— Ah! ce rôle de Triboulet! c'est superbe!

— Oui, sans doute; il y a une grande partie du rôle où le père s'affirme plus que le bouffon.

(Je voulais indiquer en parlant ainsi, combien cette partie du rôle était redoutable, un travesti eût-il un grand génie.)

Mais Sarah ne m'écoutait pas, tout emportée par son idée et son sujet : — Oh! oui certes, il faut de la sensibilité, c'est ce qui est intéressant; côté comique et côté sensibilité, je les donnerai. Vous verrez, j'aurai un grand succès. J'emporterai la pièce en Amérique.

Comment aurais-je pu affaiblir un si bel enthousiasme et une foi si profonde? Ah! j'étais dans une posture singulièrement délicate : Sarah jouer un père, en travesti! L'idée me paraissait aussi étrange qu'aventureuse. Mais Sarah avait enveloppé son enthousiasme de tant de câlinerie, de tant de charme, que ma galanterie et mon admiration pour elle para-

lysaient la réponse qui me venait aux lèvres, et, lâchement, je décidai de ne pas la heurter de front. D'ailleurs la Comédie me tirerait peut-être d'affaire en réclamant la pièce; dans tous les cas je m'accordais le temps de trouver une raison qui la détournerait, sans la blesser, de cette aventure. Et je me répétais : « Sarah Bernhardt transformée en père! »

Je la quittai; je lui dis que je lui écrirais.

Elle me répondit : — Non, non, venez chez moi ou au théâtre, mais venez. Je crains que la Comédie ne veuille garder la pièce. Oh! que je suis énervée!

En revenant à pied chez moi, je me creusai la cervelle pour concilier mon affection pour Sarah, à laquelle je ne savais guère résister, et son intérêt qui ne me paraissait pas devoir s'accommoder d'une pareille tentative. Oui, certes, la curiosité serait alléchée par une création aussi originale qu'imprévue, mais l'épreuve était vraiment trop risquée. Je le pensais fermement sans avoir la fermeté de le lui dire en face. Et, après bien des tâtonnements, bien des réflexions, je pris le parti le soir même de lui adresser ce pneumatique :

Lundi 24 janvier.

« Chère et grande artiste,

» Laissez-moi avant tout, et sous le coup de l'émotion profonde que j'ai ressentie, vous exprimer toute ma reconnaissance pour l'effort artistique que vous voulez tenter. Vous avez plus d'une fois, avec éclat, fait vos preuves dans le théâtre de Victor Hugo, et vos deux noms ont été associés dans de communs triomphes.

» Quelle que soit l'issue de notre entrevue, j'en garderai un souvenir attendri et reconnaissant.

» J'ai tout d'abord été ébloui et surpris par votre proposition. Puis, en vous quittant, j'ai repassé toute notre conversation et j'ai réfléchi. Vous êtes la seule artiste capable d'assumer une telle responsabilité; comprendre, réaliser votre conception du rôle de Triboulet sous tous ses aspects, c'est un jeu pour vous, et je ne mets pas en doute votre succès personnel. Ce dont je suis bien moins sûr, ce dont je doute même, c'est que le public parisien admette un Triboulet-femme, c'est qu'au lendemain de votre incarnation de Jeanne d'Arc,

il accepte votre incarnation de Triboulet, non parce qu'il est bossu, vous avez joué *les Bouffons*, non parce qu'il est méchant et faux, vous avez été admirable dans *Lorenzaccio*, mais parce qu'il est *père*.

» L'intérêt poignant du drame ne repose que sur la paternité. Triboulet parle de la femme qu'il a aimée et il adore, il élève, il couve la preuve vivante de cet amour. Il n'est intéressant que parce qu'il est père, père avant tout. Je me refuse à croire que le public, tout en admirant l'artiste, puisse être touché et surtout convaincu par un travesti, même par un travesti de génie.

» Je serai très heureux que vous consacriez vos forces et votre talent à la pièce qui vous appartiendra si la Comédie-Française l'abandonne définitivement, mais la seule objection que je formule contre votre projet est tirée de la paternité de Triboulet.

» Croyez que, pour me refuser la joie de vous voir interpréter une pièce de Victor Hugo, il faut que je sois véritablement votre ami, et je ne demande qu'une occasion de vous prouver cette amitié.

« GUSTAVE SIMON. »

Peut-être mon pneumatique l'avait-il fait réfléchir; toujours est-il qu'elle ne me reparla jamais de ce projet.

Une lettre d'elle, reçue le 4 mai 1910, me convoquait pour le jeudi 5 mai.

J'étais attendu; je fus aussitôt introduit. Quelques mots rapides furent échangés. Elle me demandait pour son théâtre *Marie Tudor*. Mais comme elle devait passer ses vacances à Belle-Isle et faire ensuite une tournée de cinq ou six mois en Amérique, que, d'autre part, elle voulait donner le drame à la fin de novembre, elle ne pouvait, au moins pour cette reprise, jouer elle-même *Marie Tudor*.

Le lundi 9 mai, elle vint, accompagnée de mademoiselle Seylor, me prendre chez moi en auto à une heure et demie, pour m'emmener à son théâtre et me présenter à son fils, Maurice Bernhardt.

En cours de route elle me parla de toute sa confiance dans le succès de *Marie Tudor*.

— C'est un beau drame, me dit-elle, un des drames les meilleurs de Victor Hugo.

— Mounet-Sully considérait que le meilleur drame de Victor Hugo était *Angelo.*

J'avais mon plan, un plan caressé depuis quelque temps. J'avais toujour ssouhaité que Sarah Bernhardt jouât *Lucrèce Borgia,* mais elle avait mis une sorte de veto; elle ne voulait pas jouer les mères. C'était peut-être coquetterie de sa part, c'était aussi, je crois, un autre sentiment : elle était mère et mère admirable dans la vie, il lui était pénible de jouer les mères au théâtre. Son amour maternel suffisait à remplir son âme et ne lui paraissait pas devoir être transporté à la scène.

Mais, le dirai-je? je crois en réalité que sa plus grosse objection résidait dans cette coquetterie familière à toute femme et plus encore à elle qu'à toute autre, c'est qu'elle avait conservé une jeunesse qui devait la mettre à l'abri de rôles plus marqués, et il lui semblait qu'elle se vieillirait sans raison, en faisant une incursion, si courte qu'elle fût dans un nouvel emploi.

Il y avait une partie difficile à jouer. Aussi, lui parlant de son répertoire de Victor Hugo, de ses divers rôles : la reine de *Ruy Blas,* Doña Sol, Marion de Lorme, la Tisbé, je jetai négligemment dans la conversation le nom de Lucrèce Borgia. Il y eut un silence; puis, d'une façon un peu distraite, elle dit : « Oui, sans doute, il y a Lucrèce. » Elle était rêveuse, et, après un nouveau silence, elle ajouta : « Oui, Lucrèce, mon fils désire ardemment que je joue Lucrèce; je n'ai pas voulu jusqu'à présent. Cette situation de la mère m'a toujours paru pénible. — Et elle appuya sur le mot *mère.* — Et puis cette femme est un peu antipathique au public.

— Quelle erreur! pensez tout ce que vous voudrez de la Lucrèce de Victor Hugo, qui la montre avec sa difformité morale peut-être sous des traits grossis, mais ce qui la rend grande, belle, émouvante, pitoyable, c'est son amour maternel. Jamais l'amour maternel n'a été plus beau, plus grandiose, plus frémissant. Victor Hugo n'a-t-il pas écrit que la maternité purifiait la difformité morale?

Sarah Bernhardt restait pensive pendant que je poussuivais

mon plaidoyer; et, ne voulant rien brusquer, je lui dis : « Souvent j'ai pensé que vous seriez admirable dans ce rôle, et puis je n'ai pas osé vous demander de le jouer : ce qui m'enhardit aujourd'hui, c'est que des amis m'ont dit : « Pourquoi Sarah » Bernhardt ne joue-t-elle pas Lucrèce? Elle y serait superbe » avec son grand cœur de mère. » Frédéric Febvre, que je voyais dernièrement, passant en revue les pièces de Victor Hugo et les divers interprètes de ces pièces, s'interrompit tout à coup et, venant à Lucrèce : « Il y a une grande artiste qui serait une » incomparable Lucrèce, c'est Sarah. Comment n'y avez-vous » pas songé? — Ah! oui, j'y ai songé, répliquai-je, mais je n'ai jamais osé le lui demander parce qu'on m'a opposé sa résistance et l'inutilité de mon effort. » Mais puisque nous parlons aujourd'hui de Lucrèce, alors je m'enhardis, me sentant soutenu par des hommes qui vous aiment bien et qui pensent que vous marqueriez le rôle d'un souvenir ineffaçable.

— Duquesnel aussi était très ardent pour que je joue Lucrèce... Duquesnel et d'autres. »

Puis après une pause, elle reprit : « Après tout, je parviendrais sans doute à émouvoir le public. »

Ce n'était pas une réponse. Néanmoins je sentais que la partie n'était pas perdue; c'était la mère qui hésitait; probablement le conseil de son fils exercerait une influence décisive sur sa détermination. Tout à coup, sortant de sa rêverie, elle me dit :

— Le croiriez-vous? En jouant Phèdre ces jours derniers, — et vous savez que c'est un de mes grands succès — j'ai pensé à Lucrèce... et je me suis dit : peut-être pourrais-je bien la jouer?

Nous étions restés sur ce *peut-être*. Sarah me paraissait fort ébranlée. Nous arrivions au théâtre. En descendant de son auto, elle vit sur le trottoir un pauvre diable; elle dit à mademoiselle Seylor : « Cet homme à l'air bien malheureux, il faut lui donner vingt sous. »

Elle fit entrer le pauvre sous la porte, elle lui remit les vingt sous.

Nous montâmes au premier. Elle demanda son fils qu'elle couvrit de baisers. « Mon chéri, mon chéri ! » puis elle me présenta à lui.

Maurice Bernhardt me dit qu'il a relu le drame de *Marie Tudor* et qu'il en est enthousiaste. On parle de la distribution (c'était l'objet de ma visite). Sarah dit : « Il faut s'occuper des maquettes. »

— Un peu plus tard, — dit son fils.

— Non, on est toujours en retard à cause des maquettes qui ne sont jamais prêtes.

— Au commencement de l'été, cela suffira.

— Quand comptez-vous jouer la pièce? — repris-je.

— Du 20 au 25 novembre, — dit Sarah.

— Et les répétitions?

— Il faudrait les commencer le premier octobre, — dit Maurice Bernhardt.

— Nous parlions avec Gustave Simon, — dit Sarah, — de Lucrèce; il désire me voir jouer Lucrèce.

— Oh! comme il a raison, — répondit Maurice Bernhardt, — tu seras admirable. Le succès est assuré pour plus de cent représentations et *Lucrèce* entrerait dans notre répertoire avec *la Dame aux Camélias, l'Aiglon.*

— Eh bien, — dit Sarah, — cela te fait bien plaisir, M. Simon le désire, je la jouerai.

La bataille était gagnée.

— Mais vers quelle époque?

— Eh bien, nous aurons *Marie Tudor* en décembre, janvier et février, je rentre en mars, on jouera la *Princesse lointaine*, Rostand l'a remaniée, il a fondu deux actes qui étaient un peu languissants. Et puis viendrait, à la rentrée de l'année prochaine, *Lucrèce Borgia.*

Ces projets furent en partie bouleversés. Maurice Bernhardt s'était absenté un instant pour aller chercher mademoiselle Renée Parny qui devait jouer la reine. Il voulait me la présenter.

Sarah me parla de son fils : il est adorable, exquis. Et intelligent!

— Ah! vous l'aimez bien, vous avez pour lui une idolâtrie, moi aussi je suis stupide pour les enfants, pour ma fille que j'adore. Comme je vous comprends!

— Vous me comprenez d'être stupide! Eh bien, imaginez-vous que la fille de mon fils va avoir un enfant. Mon fils

sera grand-père, un bien jeune grand-père, et moi je vais être bisaïeule. Une bisaïeule au théâtre, c'est charmant!

— Dire que je vous ai vue avec un petit bonnet et un tablier blanc, à l'Odéon, en 1870; vous dirigiez l'ambulance.

— Ah! il y a une bien drôle d'histoire, — reprit-elle. — Imaginez-vous qu'à cette époque un haut fonctionnaire vint un jour et me dit : « Je voudrais parler à la directrice de l'ambulance. — C'est moi, » répondis-je.

— Mais non, vous la remplacez peut-être, mais je veux voir la directrice.

— Je répète que c'est moi, il ne voulait pas me croire. Ah! c'est que j'étais très jeune alors, j'avais vingt-quatre ans.

— Vous exagérez.

— Mais non, je ne cache jamais mon âge.

— Vous étiez directrice de l'ambulance, j'étais aide-major, et ce haut fonctionnaire que j'accompagnais était mon père, qui était ministre des Beaux-Arts.

— Je l'ai su plus tard; c'est pour cela que je vous ai raconté l'anecdote.

— Vous voyez, — repris-je en souriant, — que nous sommes de vieux amis. Je n'ai jamais cessé de vous suivre dans votre carrière et de vous applaudir. *Marie Tudor* aura renoué la connaissance, et *Lucrèce Borgia* établira, et j'en suis bien heureux, notre amitié.

Le vendredi 13 *mai* 1910 j'étais à cinq heures dans la loge de Sarah Bernhardt; nous avions pris la douce habitude de causer des futures pièces qui devaient être représentées à son théâtre.

Edmond Rostand était entré; c'était la esconde ou la troisième fois que je le voyais. Il m'avait pris dans un coin à part. On l'avait volontiers représenté comme un personnage assez distant : je fus au contraire frappé de sa simplicité et de la franchise de sa conversation. Il me parlait comme si nous nous connaissions depuis longtemps. Au sujet de la Porte-Saint-Martin, il montra quelque amertume pour M. Henri Hertz et pour les artistes qui avaient joué *Chantecler*.

— Évidemment, — lui dis-je, — votre œuvre n'a pas été mise entièrement en valeur. On l'a bien vu par votre conférence

et par l'audition d'Albert Lambert et de mademoiselle Piérat aux *Annales*. Vous avez eu là un triomphe.

— Vous y étiez?

— Non, mais j'en ai eu les échos.

— Eh bien, imaginez-vous que M. Hertz veut m'envoyer du papier timbré pour m'interdire de donner une troisième audition qu'on réclame. Il serait évidemment condamné. Mais j'aurai la troisième audition, et je dirai moi-même les vers. Nous verrons bien si on pourra m'empêcher de dire mes vers et si on osera me faire un procès.

La conversation s'engagea sur *Cyrano* et Edmond Rostand me raconta cette histoire :

— Il n'y a plus personne pour jouer Cyrano depuis la mort de Coquelin. Dès lors je voudrais disposer de ma pièce. Monsieur Hertz refuse. Il entend la garder. Il la jouera une dizaine de fois dans l'année pour consacrer son droit.

— Mais c'est un dommage qu'il vous cause, en gardant votre pièce sans en tirer tout le profit, c'est une atteinte qu'il porte à votre propriété.

— Je crois que si je faisais un procès, je le gagnerais.

— Non, car un directeur, en vertu des règlements de la Société des Auteurs, consacre son droit de propriété sur une pièce, en donnant une quinzaine de représentations dans l'année. C'est un droit assez léonin, car s'il ne sait pas ou ne veut pas mettre en valeur cette propriété, il cause un grave préjudice à l'auteur qui ne peut recouvrer sa pièce qu'en cas d'inexécution des règlements. Mais pourquoi ne vous adressez-vous pas à Jean Coquelin?

— Ah! j'ai bien invoqué auprès de Jean Coquelin la mémoire de son père, mais il m'a répondu simplement : « Hertz tient à la garder. » Moi je pensais que cette pièce ne serait pas ainsi sacrifiée; qu'elle tiendrait une grande place dans le répertoire...

— Comme à la Comédie-Française.

— Et qu'elle rapporterait chaque année des revenus sérieux et serait pour mes enfants une ressource...

Puis, avec un accent de mélancolie, il ajouta :

— C'est *Cyrano* qui est ma pièce à succès, c'est celle-là surtout qui peut produire. Si elle est ainsi sacrifiée, que laisserai-je à mes enfants?

Il prononça ces mots avec une telle émotion que je fus troublé.

— Mais vous avez d'autres œuvres.

— C'est celle-là surtout qui vivra; et elle est prisonnière. J'essaierai peut-être de la libérer. Mais c'est dur pour un auteur d'être si complètement désarmé.

Il me faisait ses confidences, à moi qui étais presque un inconnu pour lui; mais il sentait que je n'étais pas un indifférent.

J'ai encore cette conversation dans l'esprit comme si elle était d'hier. Il y avait à côté de nous cette bonne fée Sarah Bernhardt qui devait lui donner tant de revanches avec *l'Aiglon*; pour être juste, si le théâtre de la Porte-Saint-Martin n'a peut-être pas donné à *Cyrano* la place qui aurait dû lui appartenir, néanmoins M. Hertz organisa de nombreuses et fructueuses tournées.

Hélas! si les grands auteurs ont parfois des déceptions, les grands comédiens n'en sont pas exempts. Puisque je viens de vous parler de Rostand, permettez-moi d'évoquer le nom de Coquelin, à propos d'un souvenir qui remonte à 1906.

Chantecler avait déjà fait grand bruit avant sa naissance. On en annonçait la prochaine représentation, sans cesse ajournée. Coquelin se passionnait pour la pièce écrite pour lui et qu'il considérait comme lui appartenant; ce qui était bien légitime après l'immense succès de *Cyrano*. Il ne cachait pas son enthousiasme et lançait de sa voix claironnante les tirades du Coq avec une foi et une ardeur qui eussent certainement assuré le succès.

Pourtant les bruits les plus divers circulaient : la pièce n'était pas terminée, l'auteur remaniait telle ou telle scène; peu à peu on s'habitua à considérer *Chantecler* comme une pièce-fantôme.

Un jour, Coquelin m'avait fait demander. C'était au théâtre de la Gaîté. Je me rendis à son appel. Je rencontrai tout d'abord M. Hertz qui m'entraîna dans son cabinet et qui me dit : « Vous allez voir Coquelin; il désire vous parler de son fils. Ah! le pauvre Coquelin, il est bien déprimé, bien découragé! » Puis M. Hertz ajouta cette phrase que je n'ai jamais oubliée :

« *Coquelin meurt de Chantecler* ». Et comme je témoignais à la fois ma tristesse et mon étonnement. :

— Cela vous surprend? Mais je vous le dis, il ne jouera pas le rôle.

Je ne trouvai rien à répondre. J'étais profondément troublé et M. Hertz qui avait une vive affection pour Coquelin me dit avec une émotion que je ne lui connaissais pas : « Oui, *Chantecler*, c'était son dernier rêve. Quand nous allions ensemble en tournée, que ce fût sur le bateau ou en chemin de fer, il nous disait des tirades de *Chantecler* avec une verve, une fougue, une passion toujours grandissantes, il était heureux, il vivait. Aujourd'hui il se désole, il se désespère, il comprend qu'il ne jouera pas le rôle. »

Comme je pressais M. Hertz de questions, il eut un moment d'hésitation, puis se décida :

— Hélas! Rostand pense que Coquelin a trop vieilli, que le rôle doit être tenu par un artiste plus jeune; et cependant il lui est pénible d'en déposséder Coquelin. De là ces retards, ces atermoiements : d'autre part les forces de notre ami déclinent. Vous allez le voir. J'ai tenu à vous éclairer, mais n'ayez pas l'air de savoir quoi que ce soit.

Je fus conduit auprès de Coquelin. Il me pressa affectueusement les mains.

En le voyant, je fus vivement impressionné. Je ne retrouvais plus le Coquelin d'autrefois, si vivant, si gai, si exubérant. Son visage reflétait une mélancolie profonde qui me paraissait être un adieu à de chères espérances et même à la vie.

Il me dit d'une voix lasse :

— J'avais promis de jouer Quasimodo dans la reprise de *Notre-Dame de Paris* qui doit avoir lieu prochainement à la Porte-Saint-Martin. Je sais que les filles de Paul Meurice ne consentent à cette reprise que si je tiens le rôle; je m'adresse à vous, mon ami, je vous demande comme une des dernières satisfactions de ma vie de le confier à Jean. Vous avez voix au chapitre, c'est une occasion pour Jean de se produire, de remporter un succès, donnez-moi ce témoignage d'amitié.

— Je ne suis pas le maître, — dis-je, — mais comptez sur moi pour répondre à votre désir dans la mesure de mes moyens.

Il eut un éclair de joie dans les yeux.

— Merci, — me dit-il. — Je suis tranquille.

Je le quittai.

Le dernier vœu du grand Coquelin fut exaucé. Dans une séance à la commission des Auteurs, présidée par M. Alfred Capus, et à laquelle furent convoqués les héritiers de Paul Meurice et moi, il fut décidé que Jean Coquelin jouerait Quasimodo.

Coquelin mourut au début de 1909. *Chantecler* fut représenté au début de 1910.

Que pensait l'auteur le soir de la première?

Pour moi, je n'ai pas pu entendre un seul vers du rôle du Coq sans penser au grand acteur disparu qui eût communiqué au public son enthousiasme, sa foi, qui eût donné à la pièce âme et vie.

J'avais connu Coquelin tout jeune, chez Régnier, je l'avais suivi dans toute sa carrière; j'avais donc des raisons pour souffrir avec lui de cette suprême déception. A partir du jour où il soupçonna la véritable raison de ces atermoiements de *Chantecler*, en dépit des espoirs trompeurs dont on essayait d'envelopper la vérité, il comprit : ce fut un effondrement. C'est à ce moment que je le vis et je sentais bien que je lui pressais la main pour la dernière fois.

C'est un des souvenirs les plus pénibles de ma vie.

Mais revenons à Sarah.

Le samedi 14 *mai* 1910 j'avais rendez-vous avec Sarah Bernhardt à son théâtre pour la signature du traité de *Marie Tudor* et de *Lucrèce Borgia*; j'arrivai à cinq heures. La répétition générale de la pièce d'Émile Bergerat : *Vidocq, empereur des policiers*, n'était pas terminée. J'attendis dans la loge de Sarah : des fleurs partout, des hortensias bleus, roses et violacés, des gerbes de roses, de gros œillets panachés. Un véritable parterre de printemps.

Les couloirs étaient encombrés de bagages. Sarah donnait le soir même la dernière soirée de la saison : *la Dame aux Camélias*, et partait le lendemain pour sa tournée en France et en Belgique.

A cinq heures un quart arrive Sarah et c'est une ruée de

visiteurs. Des femmes, des jeunes filles l'embrassent sur les joues et sur les mains. Puis entrent madame Louise Abbéma, madame Catulle Mendès, puis voici le peintre Clairin. Il me dit qu'il a fait un grand tableau des funérailles de Victor Hugo, après avoir passé la nuit à l'Arc de l'Étoile en 1885; il a donné le tableau au musée de Besançon.

— Je pourrais, — lui dis-je, — reproduire votre tableau dans l'édition de l'Imprimerie Nationale lorsque je m'occuperai d'*Actes et Paroles*.

— J'en serai fort heureux. Avertissez-moi un peu à l'avance pour que je puisse faire des retouches.

Hélas! Clairin est mort. L'édition de l'Imprimerie Nationale est encore suspendue à cause de la guerre.

Nouvelle poussée dans la loge de Sarah. Voici Émile Bergerat. On se presse autour de lui, on le complimente : c'est charmant, c'est très amusant.

Enfin il y a un moment d'accalmie.

— Excusez, — me dit Sarah, — mon fils qui est retenu auprès de Le Bargy, mais qui va venir dans un instant. Vous savez que Le Bargy veut décidément quitter la Comédie-Française. Il désirerait entrer ici. Ce pourrait être fort intéressant.

Elle m'entraîne dans la pièce à côté, et me fait asseoir auprès d'elle.

Nouveau défilé d'amis qui l'embrassent, qui lui apportent des photographies d'elle dans divers rôles et lui demandent des dédicaces. Sarah prend son stylographe et s'exécute de la meilleure grâce, elle mouille son doigt, le promène sur la photographie pour pouvoir écrire quelques mots qui ne s'effaceront pas.

Puis on lui remet la carte du restaurant *** elle commande un dîner pour cinq personnes.

— Je choisis de préférence les plats qui ont des noms drôles, ce ne sont pas en général les meilleurs, mais cela m'amuse; le restaurant est très bon, vous verrez, car vous dînerez avec moi quand nous répéterons dans la journée et le soir.

Les derniers visiteurs s'en vont. Sarah fait approcher une petite table et elle écrit les lignes suivantes :

« Cher bien aimé monsieur Simon,

» Il est convenu, bien convenu que nous jouons

Marie Tudor

à partir du mois de novembre 1910 avec madame Parny dans Marie Tudor et que les artistes seront choisis d'un commun accord entre vous et Maurice Bernhardt, administrateur général et moi, s'il vous plaît. Il est convenu aussi que pour ma grande joie vous me confiez

Lucrèce Borgia

que je dois jouer à mon retour, après *la Princesse lointaine* de Rostand et pour tout ceci je vous dis merci, merci!

» Votre très reconnaissante

» SARAH BERNHARDT

fait double. »

Le 14 mai 1910.

Voilà un traité peu protocolaire, mais charmant dans son élan et dans sa cordialité.

Au moment où elle écrivait Lucrèce elle trace un *z*.

— Non, un *c*; un *z*, quand on écrit Lucrezia. Quant aux droits d'auteur, veuillez les fixer.

— Vous m'embarrassez beaucoup, vous êtes si gentil. Non, je ne peux pas, dites.

— Fixez-les vous-même, je vous en prie, vous dirigez avec tant de dévouement et une si admirable activité votre théâtre que je ne veux pas vous grever de trop gros frais. Meurice vous avait demandé douze pour cent comme pour la Comédie-Française, je veux réduire ce chiffre.

— Dix pour cent? — me dit-elle.

J'acquiesçai; elle me pressa les mains, me tendit ses joues. Je l'embrassai, elle m'embrassa à son tour.

Je lui dis :

— Pour ces drames de Victor Hugo, il est important d'avoir des petites places en grand nombre.

— Ce sont les petites places qui font notre recette, et puis ce théâtre se prête à des transformations. Nous diminuons à volonté les rangs d'orchestre pour augmenter le nombre des parterres.

Elle inscrit dans un coin du traité :

« Il est convenu entre nous, n'est-ce pas? dix pour cent de droits d'auteur.

» SARAH BERNHARDT
FEMME DAMALA. »

Je recopie immédiatement les termes du traité, que je signe.

Elle est rayonnante. A six heures un quart je la quitte en l'embrassant et en lui souhaitant un bon voyage.

Le 14 *juillet* 1910, apprenant que Sarah Bernhardt était rentrée à Paris après sa tournée, je lui envoyai un pneumatique. A midi et demie, elle me fit porter cette lettre :

« Ami très aimé,

» Je vous attends toute la journée, mais si vous étiez charmant, vous viendriez dîner avec moi et nos amis.

» SARAH BERNHARDT. »

Comment n'aurais-je pas répondu à une si aimable invitation? Lorsque j'arrivai chez elle, elle m'accueillit très affectueusement, me tendit ses joues. Je l'embrassai. Il n'y avait là que quelques intimes : M. Geoffroy, mademoiselle Seylor, le brave Chameroy, son régisseur, et son filleul M. Perronnet, qui appartient à l'administration du théâtre.

Elle entrait dans son salon pour la première fois depuis son retour et sa première exclamation fut : « Comme cela paraît vide et drôle! »

En effet, il n'y avait plus les innombrables peaux d'ours par terre. Elles avaient été remisées pour l'été.

Sa tournée ne l'a nullement fatiguée, elle a la figure pleine, reposée, le regard toujours vif.

Je lui avais apporté la plantation des décors de *Marie Tudor* qui m'avait été remise par M. Mussay, l'organisateur des représentations de Monte-Carlo. On avait, à la fin de l'année, représenté *Marie Tudor* à Monte-Carlo, Toulon, Lyon, Marseille, avec la Comédie-Française.

Nous parlâmes de la prochaine reprise de *Marie Tudor* à son théâtre. Avant de partir, elle avait donné le rôle de la reine à Mlle ***, mais en son absence mademoiselle *** avait, paraît-il, négligé ses rôles. Sarah avai reçu de nombreuses plaintes; toujours bonne et indulgente elle avait

pardonné; les plaintes s'étant renouvelées, Sarah avait renoncé à la collaboration de Mlle ***.

Sarah m'offrit pour le rôle de la reine mademoiselle Vera Sergine ou mademoiselle Gilda Darthy. Je manifestai mes préférences pour la première.

Pendant tout le dîner on parla théâtre; et naturellement de la Comédie-Française, du départ de Le Bargy.

— Je doute fort, — dit-elle, — que Le Bargy quitte la Comédie, j'ai signé cependant un contrat avec lui. Il apporte cent cinquante mille francs et doit jouer cinq grandes œuvres, dont un *Faust* de Rostand. Les frais de décors sont supportés par nous deux par moitié. Nos cachets sont les mêmes — sauf que mes cachets pourront être élevés d'une somme de trois cents francs; les noms devront figurer sur l'affiche en vedette et dans les mêmes caractères, mais le mien serait en tête; la distribution pour les cinq grandes œuvres devrait être établie d'un commun accord. Le Bargy voulait pouvoir s'absenter et faire des cachets en dehors, je m'y suis opposée; les cent cinquante mille francs devaient être versés le 15 juillet, or nous voici au 14, et je n'ai reçu aucun avis; — aussi je doute fort que ce contrat soit exécuté. Dans ce cas, il serait rompu par l'absence de versement.

Nous parlons des artistes de la Comédie-Française, et Sarah est amenée à raconter l'histoire de Berthe Bovy.

— J'étais en voiture à Bruxelles, quand je vis une jeune fille courant tout essoufflée et haletante auprès de ma voiture.

— Que veux-tu, petite? — lui dis-je après avoir fait arrêter ma voiture.

— Je voudrais vous parler, madame.

— Viens ce soir à mon hôtel.

La petite Bovy vint à mon hôtel et me dit :

— Je voudrais jouer la comédie.

— Eh bien, c'est possible.

— Mais c'est que je n'ai pas d'argent.

— Ce n'est pas une affaire; sais-tu quelque chose?

— Je sais la *Poupée*.

Elle me récita la *Poupée* de Pailleron fort gentiment. Je lui fournis les moyens de venir à Paris.

Berthe Bovy prit le train et vint au Conversatoire de

Paris pour faire ses études; Sarah l'attacha aussitôt à son théâtre. Elle avait eu auparavant comme pensionnaires mademoiselle Géniat et mademoiselle Maille.

Sarah me parla ensuite des représentations au théâtre d'Orange :

— C'est inouï, que le théâtre d'Orange soit confisqué par la Comédie-Française! on m'avait demandé de venir jouer *la Samaritaine*, j'acceptai. On me pria d'indiquer le montant de mon cachet. Je le fixai à quatre mille francs, et je traitai pour ma troupe; on me répondit qu'on ne voulait pas de ma troupe parce qu'on employait exclusivement la Comédie-Française. Je consentis encore à venir seule moyennant quatre mille francs, puis on m'avertit qu'on ne donnait pas suite au projet.

— Mais, — interrompis-je, — on m'a affirmé que la rupture était due à vos exigences, que vous aviez demandé dix mille francs.

— C'est faux, c'est faux, c'est faux.

Puis elle passa à un autre sujet et m'entretint de ses souvenirs d'artiste lorsqu'elle répétait dans les pièces de Victor Hugo, de Dumas fils et de Victorien Sardou.

— Victor Hugo était très poli, très respectueux, très attentif. Dumas fils suivait les répétitions avec une sorte d'indifférence.

» A propos de *l'Étrangère* j'eus une petite querelle avec lui. Il me faisait dire un mot grossier. Je refusai. Il s'obstina. Je m'obstinai. Et lorsque vint la représentation, la version que j'avais adoptée fut applaudie, Dumas fils reconnut que j'avais raison. Mais en général les observations qu'il présentait étaient futiles. Sardou au contraire était un homme charmant. Les répétitions étaient un véritable plaisir. Il savait beaucoup de choses, il connaissait toutes sortes d'histoires qu'il aimait à raconter avec beaucoup d'esprit et de bonne humeur. C'était un metteur en scène de premier ordre, mais il écrivait parfois des scènes d'une longueur démesurée. Alors je faisais des coupures dans mes tirades; je n'apprenais pas le tout. Il s'en plaignait. Je lui répondais : « C'est vrai, je ne dis pas le texte parce qu'il est trop long, c'est inutile de l'apprendre, puisque vous le couperez.

» — Mais non, — répondait-il.

» — Mais si, j'en suis sûre.

» — Mais non, je maintiendrai mon texte!

» — Quelle erreur! vous couperez, j'en suis certaine.

» Et en effet, il coupait.

» J'ai eu des discussions avec Émile Augier à propos de *l'Aventurière*. On m'avait forcée à jouer *l'Aventurière*. Ce n'était pas mon affaire. J'y étais très mauvaise. Augier me fit des observations : « Que voulez-vous que j'y fasse! interrompis-je, c'est vrai, je suis mauvaise, mais pas autant que vos vers.

» Nous fûmes brouillés. »

La conversation continua. Sarah était tout heureuse de rappeler ses souvenirs; elle parlait d'abondance avec entrain et bonne humeur, lançant des petites pointes à l'un et à l'autre de ses auteurs, mais sans amertume. C'était la chronique du temps passé; elle avait cette mémoire prodigieuse qui ne néglige aucun détail, et malgré des traits piquants, elle gardait de la bienveillance et de la reconnaissance pour ceux qui l'avaient bien accueillie à l'aurore de sa carrière; si elle avait eu des démêlés parfois un peu vifs, elle ne gardait aucune rancune. J'en ai fait l'expérience plus tard; l'orage arrivait, grondait, passait; puis venait le rayon de soleil; elle était affectueuse, la querelle n'avait pas laissé de traces dans son esprit.

A onze heures moins le quart, je la quittai. Elle devait se lever le lendemain de très bonne heure pour aller à Vichy jouer *la Dame aux Camélias* et rentrer le dimanche 17 au soir.

LUCRÈCE BORGIA AU CHÂTELET

Il est parfois bien difficile de servir les intérêts des malheureux sans se heurter à des revendications légitimes. C'est ce qui m'arriva dans le courant du mois de mars 1911.

Parmi tant de belles œuvres, il y en a une qui mérite toute notre sollicitude, c'est celle des *Prévoyants du Théâtre*, destinée à grossir la caisse de retraite des vieux comédiens. Les pré-

sident et vice-président Henri Prévost et Hubert Génin m'avaient demandé l'autorisation de donner une représentation de *Lucrèce Borgia* avec les artistes de la Comédie-Française sur la scène du Châtelet. Le drame n'avait pas été joué depuis 1881. C'était évidemment un gros attrait. Mais la pièce avait été donnée par moi à Sarah Bernhardt, et, quoiqu'il s'agît d'une bonne œuvre, et d'une seule représentation, néanmoins, n'était-ce pas déflorer un peu la pièce, même ancienne et connue?

Je peux dire que j'étais fort embarrassé, pris entre deux grands intérêts, soucieux de ne pas contrarier Sarah et en même temps d'apporter un secours à des malheureux; je fus vivement sollicité et par les *Prévoyants du Théâtre* et par des amis de la presse de donner l'autorisation *pour une seule représentation* qui, me disait-on, ne pouvait porter préjudice à Sarah; je voulus avoir l'adhésion de M. Maurice Bernhardt qui avait toute autorité pour parler au nom de sa mère; il me la donna très généreusement; et la Comédie-Française prêta avec empressement ses artistes.

La représentation eut donc lieu le 8 avril. La salle était comble. Les interprètes étaient : Albert Lambert, Raphaël Duflos, Jacques Fenoux, Louis Ravet et mademoiselle Madeleine Roch. J'étais au premier rang de l'orchestre et jamais salle ne fut plus vibrante, plus enthousiaste.

La représentation fut vraiment triomphale et la recette magnifique.

Madeleine Roch obtint ce jour-là un des plus beaux succès de sa carrière.

Mais toute médaille à son revers. Sarah Bernhardt faisait une grande tournée en Amérique; je reçus de San Antonio au Texas une longue dépêche, ainsi conçue :

« Ne puis vous exprimer assez mon chagrin de voir jouer *Borgia* au Châtelet, c'est déflorer la pièce et porter un grand préjudice à ma rentrée. Comment ne l'avez-vous pas compris? Du reste la Comédie me joue encore un de ces tours pour lesquels elle trouve toujours des complices, même dans mes plus fidèles amis. Vous embrasse tristement.

» SARAH BERNHARDT. »

Elle aurait pu ajouter que la Comédie trouvait un complice même dans son fils qu'elle aimait le plus au monde. Mais c'était moi qui supportais tout le poids de sa tristesse. Je lui répondis aussitôt :

Dimanche 9 avril 1911.

« Ma chère grande Amie,

» Vous me navrez; mais vous êtes injuste envers moi. Quand on est venu me demander de jouer *une fois Lucrèce Borgia* pour une bonne œuvre, j'ai répondu : je ne le peux pas, la pièce appartient à Sarah Bernhardt, il faut lui envoyer un câble pour obtenir son assentiment. Les organisateurs se rendirent auprès de M. Maurice Bernhardt et lui portèrent ma réponse.

» Votre fils leur répondit que vous étiez du côté du Mississipi et qu'il serait difficile de vous câbler, mais il leur donnait l'autorisation en votre nom. Que faire? Pouvais-je être plus intransigeant que votre fils? Et c'est, seulement, étant sûr de l'assentiment de M. Maurice Bernhardt, que j'ai cédé.

» Voilà les faits.

» Maintenant, voyons les conséquences. Vous les exagérez. Vous dites que c'est déflorer la pièce, porter un grand préjudice à votre rentrée. Quelle erreur! on oublie vite à Paris, et dans huit mois l'impression sera effacée et la représentation unique de *Lucrèce* aura servi de pierre de touche.

» Oui, elle fut triomphale, oui, il y eut à chaque acte six et sept rappels, oui, cette pièce, qui n'a pas été jouée depuis trente ans sur un *théâtre de Paris* (car elle a été jouée souvent à Belleville et à Montmartre), a été accueillie avec enthousiasme par la génération nouvelle. N'est-ce pas là une épreuve salutaire, consolante, fortifiante? Or, vous n'empêcherez pas que Sarah ne soit Sarah, qu'il n'y en ait qu'une au monde, que tout Paris, la province, l'étranger, viendront acclamer celle qui sera une incomparable Lucrèce.

» Ce ne sera pas seulement pour vous le plus beau de tous les triomphes, ce sera un énorme succès d'argent. C'est ce que me présage la représentation qui vient d'avoir lieu et qui, je le répète, sera oubliée dans huit mois.

» Et savez-vous une chose, c'est que la Comédie-Française

regrette, mais un peu tard, de ne pouvoir reprendre la pièce. Elle me l'a demandée, mais je suis lié avec vous, et j'en suis heureux. Et savez-vous ce qu'on a dit, après cette représentation que vous déplorez, ce qu'on a dit, non seulement dans le public, mais à la Comédie-Française? C'est que la seule grande tragédienne qui pouvait apporter la perfection dans ce rôle formidable, c'était vous. Et on vous attend avec impatience, et on dit partout que le drame, incarné par Sarah, sera l'événement théâtral de la saison prochaine.

» Comment pouvez-vous parler de préjudice à votre rentrée encore plus fiévreusement attendue après la représentation qui vient d'avoir lieu! Vous devez au contraire vous dire que si Sarah restait toujours notre glorieuse Sarah, le drame aurait pu avoir vieilli. L'enthousiasme du public a prouvé le contraire. Alors voilà qui nous présage une rentrée triomphale pour vous.

» Votre dépêche m'a fait de la peine, s'adressant à un ami qui vous aime, vous admire, parle sans cesse de vous. Envoyez-moi bien vite un mot pour me dire que vous ne m'en voulez pas. Car, en cette circonstance, je n'ai rien à me reprocher.

» Je vous embrasse de tout cœur.

» GUSTAVE SIMON. »

Sarah était incapable de suspecter ma tendresse, ma fidélité pour elle. Son premier mouvement, qui n'est pas toujours le meilleur, avait été de la mauvaise humeur et probablement de la colère : et je l'entendais en pensée, dire à quelques-uns de ses camarades avec lesquels elle était en tournée : « Comprenez-vous ce Gustave Simon qui donne l'autorisation au Châtelet de représenter *Lucrèce Borgia*! mais c'est fou, c'est insensé; il aurait dû comprendre qu'il portait un terrible coup à la reprise à mon théâtre et à ma rentrée. Et Maurice! Maurice! comment a-t-il pu donner une pareille autorisation? »

Et je la voyais d'ici bondir, me vouer aux gémonies avec d'autant plus de vivacité qu'elle travaillait, durant sa tournée, les scènes de Lucrèce.

Aussi j'attendais avec impatience une dépêche en réponse à ma lettre.

Enfin, je reçus de Sangosecal cette dépêche :

« Je vous embrasse et vous aime tendrement. Merci pour douce lettre.

» SARAH BERNHARDT. »

J'appris en effet plus tard, par des artistes qui l'accompagnaient, qu'elle s'était bien écriée, comme je l'en soupçonnais : « Avoir donné cette autorisation, mais c'est idiot, c'est absurde! insensé! Je ne jouerai pas! » Puis ma lettre était venue, l'avait apaisée et elle s'était remise à l'étude de Lucrèce avec plus d'acharnement.

Enfin, je reçus cette dépêche :

Crookhaver (Radio la *Lorraine*).

« Suis pleine mer, arriverai Paris jeudi. Espère vous voir vendredi matin boulevard Péreire. Grandes amitiés.

» SARAH BERNHARDT. »

Le vendredi 30 *juin* 1911, j'étais chez elle à midi moins le quart. Elle avait une mine superbe, elle était gaie, pleine d'entrain. Je l'embrasse, elle m'embrasse. L'orage du Châtelet est entièrement dissipé. Il y a du monde : MM. Chameroy, Ulmann l'impresario, Maurice Bernhardt, Zamacoïs.

Elle m'emmène dans un coin. Nous causons, et, toute rayonnante, elle me dit : — Tournée superbe comme succès et comme argent. J'ai donné soixante-seize représentations de *la Dame aux Camélias*, mais il n'y aura pas de droits d'auteur : les héritiers seront furieux, mais le directeur m'a dit : « Je n'ai « jamais payé de droits lorsque je représentais *la Dame aux* « *Camélias* avec d'autres artistes, je ne sais pas pourquoi j'en « paierais parce que madame Sarah Bernhardt joue. » Du reste les héritiers Dumas n'ont pas à se plaindre de moi pour la *Dame aux Camélias*.

— On dit que vous allez monter la *Princesse lointaine*?

— Pas du tout. Je joue *Lucrèce Borgia*. Ah ça! dites-moi, je ne veux pas du dénouement que jouait Favart. C'est absurde, cette femme qui défile des tirades, après avoir été poignardée.

— Mais, — lui répondis-je, — ce n'est pas là le dénouement qui est représenté; c'est celui où Lucrèce frappée d'un coup de poignard dit simplement : *Gennaro, je suis ta mère.*

— Oui, c'est cela. C'est cela. C'est très bien; au fait, vous avez supprimé un tableau?

— Sans doute, il ralentissait l'action.

Entre de Max qui avait été convoqué par Sarah par dépêche.

— Êtes-vous lié, — lui dit-elle, — avec le Châtelet?

— On m'a offert un gros cachet et même des avances, j'ai dû accepter.

— Oui, mais Maurice est très bien avec votre directeur Fontanes, il dit qu'il arrangera les choses; si vous ne jouez pas Alphonse d'Este, je ne jouerai pas Lucrèce... C'est Mélingue qui jouait le duc. Je ne veux pas vous faire un compliment, mon petit de Max, vous savez bien ce que je pense de vous. Mais vous seriez supérieur à Mélingue. Il y a une scène entre Lucrèce et Alphonse d'Este qui doit être pour nous un triomphe, mais elle doit être jouée du tac au tac. Et il n'y a que vous qui puissiez la jouer. Nous vous aurons. Nous vous aurons.

— Je ne demande pas mieux; peut-être pourra-t-on retarder la pièce au Châtelet?

Sarah ne paraît pas douter que tout s'arrange. — Rien ne devait s'arranger.

Elle me dit :

— Il nous faut une princesse Negroni.

— Mademoiselle D***, — dis-je.

— Elle refuserait, et moi — directrice, je ne veux pas m'exposer à un refus.

Et tout cela était dit d'un ton précipité. Elle n'oubliait rien.

M. Chameroy, avant de se retirer, demande à Sarah quand il la verra.

— Je viendrai cet après-midi au théâtre.

GUSTAVE SIMON

(A suivre.)

LES CAHIERS DE FRANCINE[1]

VII

Le lendemain, je me levai, tout anxieuse de retrouver madame Daitre. Je désirais parler de Jacques Laborde à la façon dont j'aurais désiré parler d'un acteur que nous aurions vu ensemble au théâtre et qui nous aurait charmées. Jacques Laborde avait été pour moi une forme sensible de l'art. J'avais pensé pendant une partie de la nuit qu'il m'aurait été précieux d'être peintre parce que j'aurais tâché de reproduire l'irradiation de son regard, — je n'avais pas songé une minute qu'il me serait doux qu'il prît garde à mon existence. Je m'étais dit, au contraire, que le mieux serait de ne le revoir jamais parce qu'une seconde impression risquerait d'effacer la première, que cette première impression avait été si noble que je devais tâcher d'en garder le souvenir le plus longtemps possible.

Je trouvai madame Daitre au sous-sol, avec la cuisinière. Par-dessus son peignoir, elle avait mis une pèlerine de laine tricotée, jaune, qui lui emboîtait les épaules et que je détestais. A la seule vue de cette pèlerine, je compris qu'elle n'était pas dans les dispositions que je souhaitais. Elle tourna vers moi un visage sec. Je lui demandai comment elle avait dormi. A la manière dont elle répondit : — Très bien, — je sus, et qu'elle mentait, et que je n'avais rien de mieux à faire qu'à

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er août.

m'en aller. Étendue au jardin, Ginette rêvait par-dessus *la Littérature anglaise*. Je m'assis à côté d'elle.

— Ta mère est dans ses noirs, — lui dis-je. — Tu l'as vue?

Elle fit signe que oui.

— Elle a trop chanté hier soir. Cela lui secoue les nerfs. Elle a la migraine.

Elle fit semblant de se remettre à lire. Je me trouvai chassée encore une fois. A petits pas, je sortis du jardin, errai dans l'allée, puis dans les bois voisins. Assise sur un talus, j'arrachai machinalement des petites plantes pareilles à des touffes de pin, qui étaient enfoncées dans le sable et portaient des baies rouges; madame Daitre les appelait raisins de mer. Je me souvins des heures gracieuses et faciles que nous avions vécues toutes deux, étendues parmi des plantes analogues. Un coup de lumière éclairait des fillettes en robes vertes; j'enviai leur gaieté. Un petit chien jaunâtre, tout hérissé, aboyait contre le facteur qui martelait l'allée de ses gros brodequins. Des larmes me montèrent aux yeux. J'eus besoin de retrouver madame Daitre claire et souriante, de me convaincre que notre intimité reprendrait, que le mur élevé entre elle et moi était imaginaire. Je me rappelai le nombre de fois où elle m'avait reçue froidement à Paris, où je m'en étais allée l'âme lourde, pour me sentir tout épanouie plus tard, quand je la retrouvais vive et l'œil brillant, taillant les feuilles de ses plantes à grands coups de ciseaux et chantant à pleine voix...

Méthodiquement, je raisonnai, à la façon des gens qui s'inquiètent pour la santé d'un être cher, se répétant que ce n'est pas la première fois qu'il présente tel ou tel symptôme, que ces symptômes n'ont jamais amené de complications. Néanmoins, en dépit de leur volonté, une angoisse les étreint, ils sont obsédés par le pressentiment que « ce pourrait être le début d'une crise plus grave... » De même, l'étrange avertissement que m'avait donné la vue de Madame Daitre assise l'avant-veille au pied d'un bouleau, pesait sur mon esprit, l'inclinait vers la conviction « qu'il était arrivé quelque chose... »

Je la revoyais marchant vers Jacques Laborde après avoir fini de chanter. J'étais hantée par le souvenir du pli que formaient ses cheveux, des deux côtés de son front, de sorte

qu'elle paraissait coiffée d'un casque ailé tandis qu'elle s'avançait vers le musicien, étincelante d'admiration et de sympathie. Une colère jalouse me vint contre ce M. Laborde parce qu'il me séparait de l'être qui me comprenait le mieux.

Cette colère persista l'après-midi, puis s'évanouit au contact quotidien de Jacques Laborde. Celui-ci entra dans ma vie avec une foudroyante rapidité. Chose extraordinaire, il me remplaçait presque madame Daitre, — celle-ci s'obstinant, pendant quelques jours, à se cloîtrer dans son jardin où elle refusait de me garder —. Jacques Laborde, supérieur à tout ce que je connaissais, me donnait une étrange sensation de déjà vu. A chaque instant, les phrases qu'il prononçait faisaient éclore en moi des pensées et des sentiments dont les germes engourdis attendaient d'être touchés par ce chaud rayon de soleil pour s'épanouir. J'étais le Palais de la Belle au Bois dormant et lui l'évocateur.

Éblouie et docile, je me tenais avec lui, M. Long et René sur la plage de Pornichet. Allongés sur l'herbe misérable d'un talus, nous ne voyions ni l'affreuse ligne des cabines de planches, ni la foule grouillant autour des tentes bariolées. Une cité invisible se construisait pour nous, où les idées étaient reines. Mon père, très intelligent, m'avait habituée à des conversations sérieuses, mais c'étaient toujours des explications bien charpentées qui me faisaient l'effet de modèles d'architecture construits à mon usage. Jacques Laborde, dans sa conversation, parlait pour lui-même; il mélangeait toute une floraison d'images poétiques à ses théories sociales les plus ardues. Ses dialogues avec René étaient pour moi une incomparable source de joie.

René admirait Jacques Laborde. Il m'en faisait les honneurs »; cela mettait entre nous une intimité qui n'était pas sans agacer Ginette.

— Vois-tu, — disait René, — le propre de Laborde c'est qu'il ne dessèche pas les idées en y touchant. La plupart des gens, quand ils causent avec vous, ne vous passent que des idées momifiées. De Laborde, tu les reçois toutes vivantes. A toi de les nourrir pour qu'elles grandissent et se transforment. Ce n'est pas là une propriété qui plaît à tout le monde. Beaucoup de personnes aiment classer des idées embaumées, avec

des étiquettes, comme on classe une collection dans une armoire. Ils les sortent une par une. C'est très commode. Cela ne fatigue pas...

Une semaine n'était pas écoulée que madame Daitre prit l'habitude de se joindre à nous. Nous fîmes des promenades pendant lesquelles elle trottait, de son pas rapide et souple, en me tenant le bras.

Un soir, dans les bois aux troncs roses, M. Long et Jacques Laborde discutèrent à propos du goût artistique : Jacques Laborde raillait les gens qui se préoccupent, avant tout, devant une œuvre d'art, de deviner l'opinion de « ceux qui s'y connaissent ». Son point de vue horripilait M. Long, qui se piquait d'érudition. Madame Daitre écoutait tout en jouant avec des branches sèches. Nous étions tous assis sur un monticule couvert d'aiguilles de pin. Des abeilles bourdonnaient dans les branches.

— Apprécier la beauté n'est pas l'acte d'un jury, — disait Jacques Laborde. — Si je faisais un cours d'esthétique, je dirais : « Tout ce qui vous émeut, tout ce qui vous donne envie de vous développer et d'être meilleurs, c'est beau... »

— Le cours serait vite fini, — dit madame Daitre, — ce serait dommage.

Elle était tournée vers lui. Ses paupières battaient, comme pour voiler l'intensité trop grande d'un regard brûlant d'admiration, dont je ne comprends qu'à présent l'émou vante beauté.

Les jours passaient. Jacques Laborde ne partait pas. J'étais comme madame Daitre et lui : je ne sentais pas l'agacement que ce séjour prolongé causait à madame Long. Nous vivions hors de toute réalité. Je ne les quittais guère et je me demande si je ne les gênais pas. Au fond, je ne le crois pas. Je m'accrochais à eux comme aux seuls êtres de mon espèce que j'eusse jamais rencontrés. Madame Daitre m'avait ouvert le monde de la fantaisie... Jacques Laborde nous apportait à toutes deux des révélations nouvelles. Il récitait des vers et la façon même dont il détachait les syllabes était d'un charme infini. Il semblait, quand il récitait ou quand il chantait, que ce fussent des improvisations; il s'identifiait avec la poésie et

avec la musique, et des morceaux que nous croyions connaître devenaient nouveaux à passer sur ses lèvres.

Madame Daitre et lui se traitaient à peu près comme s'ils avaient été élevés ensemble, à la grande stupéfaction de madame Long. Le soir, Jacques Laborde nommait les étoiles et madame Daitre cherchait à les reconnaître. Jacques Laborde s'amusait de ses erreurs et riait d'un rire d'enfant.

...Que donnerais-je pour faire revivre une de ces soirées? Nous errions sur la plage... Des flaques d'or et de corail miroitaient. Autour de nous, des enfants se croisaient en leurs jeux, comme se croisent les hirondelles. Un pensionnat d'orphelines en tabliers bleus s'ébattait jusqu'aux dernières lueurs du couchant. Elles chantaient, ces petites, et dansaient. Madame Daitre avait adopté l'une de leurs chansons :

Ah, laissez-la, laissez-la passer,
La fille du coupeur de paille.
Ah, laissez-la, laissez-la passer
La fille du coupeur de blé.

Elle entraînait Ginette ou moi, à glisser avec elle les mains enlacées, à la mode des fillettes en sarraux bleus, à faire volte-face et à revenir. Jacques Laborde, une cigarette aux lèvres, la suivait des yeux sans mot dire.

Puis s'allumaient les lumières de la Baule, les orphelines étaient rentrées, la plage devenait déserte, nous nous acheminions vers la villa des Long. Quelquefois, Jacques Laborde chantait sur la terrasse. Sa voix semblait briser quelque invisible barrière et s'épandait dans la nuit. Madame Daitre, debout près de moi, serrait mon poignet entre ses petits doigts fermes. Madame Long ouvrait de temps en temps la porte pour dire qu'il faisait froid et que nous devrions rentrer. René, qui étaitavec nous, se fâchait contre elle. Enfin venait l'heure où l'on servait le thé avant la séparation générale. Il fallait redescendre au salon qui nous paraissait une cage. Jacques Laborde, distrait et halluciné, prenait des biscuits dans le seau en cristal taillé. Madame Long et Lucie le foudroyaient de regards hostiles qui donnèrent un soir à madame Daitre une véritable crise de fou rire.

Me trouvant parfaitement heureuse, je n'éprouvais aucun désir de rejoindre mes parents. Je comptais les jours avec le désespoir de les voir passer; j'aurais voulu rendre éternel cet été.

J'étais pareille à quelque exilé, arraché tout petit au toit paternel et ignorant qu'il n'est pas né sur la terre où il grandit. Des voyageurs qui passent réveillent en lui, par leur langage et leurs manières, d'obscurs ressouvenirs. Il s'attache à eux et les admire sans savoir qu'il retrouve en eux l'âme même de sa secrète patrie. Je confondais madame Daitre et Laborde dans mon admiration; je sentais qu'ils venaient tous deux des mêmes rives m'en apportaient l'odeur et le reflet. Aujourd'hui, dévorée de nostalgie, je comprends que, par faiblesse, impatience et sottise, je me suis laissée emprisonner pour toujours hors de mon pays natal. Vivant parmi des étrangers, je tâche de conserver le souvenir des mois éclatants où, serrée entre deux êtres pareils à moi, je voyais l'univers éblouissant avec, au centre, régnant en maîtres, le Rêve et la Beauté.

VIII

Je passai le mois de septembre à la campagne, chez l'aînée de mes sœurs, avec mes parents. La préoccupation de madame Daitre et de Jacques Laborde ne me quitta guère. Je donnais à ma famille l'illusion de vivre auprès d'elle; en réalité, j'en étais très loin. Je jouais avec mes neveux, je suivais des promenades entre mon père, mon beau-frère et ma sœur et, tout le temps, je me demandais : « Aurai-je enfin une lettre de Ginette? » « Cette lettre me dira-t-elle quelque chose qui en vaille la peine? » Le facteur passait vers quatre heures. Quand nous rentrions de promenade, je courais presque. En avant de moi, sur le chemin, je voyais des pierres, des branchages, il me semblait que c'étaient autant d'obstacles à franchir pour arriver, enfin, à la table de la salle à manger où pouvait m'attendre une étroite enveloppe bleue. Mon beau-frère était prolixe dans ses descriptions du pays. Tout en l'écoutant, je me répétais : « Nous avons encore deux, trois tournants de la route à faire, puis le petit raidillon de l'église. Ensuite, j'apercevrai la

porte... » Je me demandais si maman m'arrêterait dans le vestibule, s'il n'y aurait aucune visite qui pût m'empêcher de m'approcher du bienheureux courrier. Mon père n'aurait pas supporté qu'on prît des lettres devant des visiteurs. Je me souviens encore, après des années, d'une ou deux après-midi passées dans la salle à manger, à deux pas du plateau sur lequel je croyais distinguer une des enveloppes de Ginette et vers lequel je n'osais pas plus étendre la main que s'il avait été protégé par un cercle de flammes, parce qu'une vieille dame et son mari avaient imaginé de venir goûter chez ma sœur. J'ai encore présents, comme des sensations toutes récentes, les battements saccadés de mon cœur et les tremblements qui agitaient mes pieds sous ma chaise. Je cherchais, à travers les rideaux de tulle, à distinguer le cadran de l'église et je comptais mentalement les minutes. Pendant ce temps j'entendais passer en revue toutes les familles du pays pour dénombrer les mariages, les naissances et les morts. Cela me paraissait absurde.

Dans ce temps, d'ailleurs, ainsi qu'il arrive à beaucoup d'êtres jeunes, presque tout dans la vie quotidienne, me semblait dénué d'intérêt. Je ne concevais pas que cela pût s'appeler vivre que s'occuper à recevoir ou visiter des personnes tout bonnement parce qu'elles étaient vos voisines. Je considérais le temps comme une denrée précieuse et j'aurais voulu réserver le mien, soit à des tête-à-tête avec les êtres que j'aimais, soit à des lectures, à des auditions de belle musique, à des promenades, ou, encore, à un travail important, à un jeu qui procure une excitation légère. Je voulais retirer de toutes les minutes de ma vie un bénéfice palpable. Je croyais alors, par une inconcevable outrecuidance, qu'il est possible de distinguer tout de suite les minutes que j'appelais perdues, de celles qui servent à préparer l'avenir. J'avais décidé que le centre de ma vie était là-bas, à Pornichet, et je considérais ce mois de septembre comme une période où mon existence véritable s'arrêtait puisque j'étais loin de mes amis. Je ne pouvais pas prévoir que, bien des années plus tard, rien ne me serait plus cher et plus doux que le souvenir de ces vacances familiales. J'éprouve un poignant regret de n'avoir pas su mieux en comprendre le charme et mieux en profiter.

Ginette ne m'écrivit que deux ou trois fois, — des lettres

courtes qui n'étaient que des récits de promenades : « *Avant-hier, nous avons loué un break pour aller à Piriac... Je regrette, chère Francine, que tu n'aies pas vu ces grottes superbes.* » Je froissais le papier avec colère, et recommençais à attendre...

Madame Daitre et Ginette étaient rentrées à Paris avant nous. Notre train arrivait à dix heures du soir. Je me couchai, convaincue que le lendemain matin n'arriverait jamais, et je courus chez Ginette à peine réveillée. Elle me sauta au cou. Elle portait un peignoir bleu que j'avais souvent vu à sa mère et dansait de joie entre ses boucles éparses. Je la suivis dans la véranda; elle se laissa tomber par terre, à côté de moi, sur la natte, passa son bras sous le mien ainsi qu'au vieux temps et murmura, sa joue contre la mienne :

— Francinette, j'ai quelque chose à te raconter...

Je ne pouvais penser qu'à madame Daitre et à Jacques Laborde. Je fis un sursaut. Je sentais les fils de ma vie liés à leurs deux existences; leur rapprochement était nécessaire pour que je pusse vivre dans l'atmosphère qu'ils étaient seuls capables de créer. Tel était l'aboutissement de mes rêveries interminables. L'un et l'autre avaient pour moi le dangereux privilège de décolorer tout ce qui ne se rapportait pas à eux. Ginette elle-même ne m'intéressait plus guère que parce qu'elle était la fille de madame Daitre. J'en eus conscience lorsque j'appris que la grande nouvelle, c'étaient ses fiançailles avec René. Je faillis dire :

— C'est tout?

Néanmoins, je l'embrassai. La qualité de son bonheur m'influença. Pendant un moment, j'oubliai madame Daitre et Jacques Laborde.

Ginette heureuse était claire et brillante comme une flambée d'ajoncs. Ses projets fusaient en étincelles : René, dès qu'il serait ingénieur et qu'il aurait fini son service militaire, s'installerait en province, avec Ginette; madame Daitre les suivrait. Ginette disposait de sa mère comme elle eût fait d'un objet mobilier lui appartenant. Elle m'expliqua qu'elle désirait avoir une maison entière afin que madame Daitre pût occuper à sa guise un étage.

— Il faut qu'elle ait des plantes, son piano, la possibilité de vivre sans être dérangée par nos relations.

Elle disait « nos relations » avec ferveur. Ses forces imaginatives s'employaient sans répit à construire l'édifice de son existence avec René. Sa mère tenait au reste une grande place dans cette existence, elle la voulait heureuse, choyée par eux deux; plus tard, par de petits-enfants.

— René m'a dit, dès le premier jour : « Bien entendu, ta mère vivra avec nous ». Tu sais, Francine, que maman sera pour nous la plus délicieuse des amies. Comment ferait-elle, comment ferais-je, moi, pour vivre si nous étions séparées? Maman et René, il me faut les deux pour que mes poumons respirent. Je veux les rendre heureux, vois-tu, heureux comme rien de pareil ne se sera vu.

Sa petite tête s'érigeait au-dessus du peignoir, volontaire, crispée devant l'avenir. Je la sentais frémissante et sincère, et cependant, elle donnait la sensation d'être artificiellement exaltée. Une flambée d'ajoncs brille, mais n'a pas la profondeur intense d'un feu de bois dont les braises écroulées rougissent. Tout était raisonné chez Ginette. Elle était le centre de la vie de madame Daitre, le centre de la vie de René; elle devait se dévouer à eux, se consacrer à leur bien-être de toutes ses forces. Elle attachait une grande importance au « travail » de René, se promettait de le respecter; ce « travail » était déjà, dans son esprit, un objet aux contours limités, qui aurait sa place de même que le piano maternel. Madame Daitre et René devaient être éperdument heureux, mais heureux par elle, leurs possibilités de bonheur s'enfermant dans les lignes dont elle, Ginette, disposait. En contre-partie, elle-même n'imaginait aucune joie en dehors d'eux. Elle s'excusa même très gentiment sur ce qu'elle me reléguait à un plan secondaire. Puis elle devint trop nette :

— Cela m'a rendue mélanco, Francine, de penser que nous serions séparées... C'est forcé. Il est déjà terriblement difficile de vivre cœur à cœur avec deux personnes comme je le ferai avec maman et René.

J'aurais souhaité que le fait qu'elle liquidait notre grande amitié fût laissé dans l'ombre. Il était dans la nature de Ginette d'être impitoyable, sinon elle croyait qu'elle n'avait pas été franche. Je n'ai jamais pu m'habituer à la contradiction qui existait chez elle entre deux traits dominants de son caractère :

une aptitude déconcertante à mentir chaque fois qu'elle avait décidé que quelque chose la regardait seule, et un scrupule qui la portait à creuser toujours davantage les explications qu'elle donnait afin de serrer la vérité psychologique du plus près possible aux heures où elle se livrait. C'était tout l'un ou tout l'autre, ou bien elle s'enfermait dans une réserve farouche et disait littéralement n'importe quoi pour vous donner le change, ou bien, une lampe à la main, elle vous faisait visiter les coins et recoins de son cœur.

Elle m'avoua qu'elle ne pourrait plus être vraiment attachée à moi du jour où je me marierais à mon tour. Je protestai, affirmant qu'il était possible d'avoir plusieurs tendresses simultanées. Elle secoua ses boucles.

— Des blagues. Tu recules devant la vérité, Francine. Je suis bien trop exigeante pour admettre que la préoccupation de quelqu'un d'autre contre-balance la préoccupation qu'on a de moi... Je ne peux pas supporter d'ignorer ce qui se passe dans l'esprit des gens que j'aime. Je te demande un peu, quand tu auras un mari, quel torrent d'émotions nouvelles où je ne serai pour rien, entrera dans ta vie. Je comprends très bien que tu m'aimes moins depuis que je me suis tant rapprochée de René. Et tu m'aimes moins, seulement tu ne veux pas en convenir...

J'affirmai qu'elle était stupide, qu'elle croyait que les sentiments se mesurent avec un thermomètre comme la température, — d'ailleurs la température varie avec les heures, — qu'on aimait souvent les gens plus qu'on ne se le figurait, et parfois aussi beaucoup moins. Comme nous étions deux petites filles encore très proches de leurs études, je voulus lui expliquer qu'elle malmenait trop son inconscient, qu'elle l'empêchait de se développer, à la manière des enfants qui ouvrent brutalement un bouton de rose pour voir de quelle couleur sont les pétales qui s'y cachent. Je lui reprochai de ne pas m'avoir raconté, à Pornichet, ses sentiments pour René; je lui dis que c'était cela qui m'avait poussée à la bouder un peu. Elle m'embrassa gentiment :

— Tu es mignonne Francine, tu ne veux pas que notre amitié soit malade. Tu te montes le coup comme un médecin ou une garde qui s'appliquent à être optimistes à tout prix

dans leurs discours à la famille du patient. Comprends donc qu'il y avait trop de choses, — pas exprimées, mais qui existaient et que nous sentions, — entre René et moi pour que je pusse te les raconter à la façon dont Annette ou Lucie racontent leurs flirts. C'est parce que je veux que mes sentiments pour René restent toujours secrets en quelque manière que je dis que mon mariage me séparera de toi comme le tien te séparera de moi. Embrasse-moi, nigaude, et n'avance pas ta lèvre comme si tu voulais pleurer. Je t'aimerai toujours bien quand même. C'est des façons de parler.

J'avais le cœur gros; c'est distraitement que je m'informai de madame Daitre, qui était à sa pouponnière et que je ne vis pas. Je ne sus même pas si elle avait entendu parler du projet qui l'installait en province et, quand je franchis le seuil de la maison de mes parents, je m'aperçus que j'avais négligé de demander si Jacques Laborde avait continué à voir madame Daitre, et s'il venait quelquefois rue Saint-Guillaume.

IX

Mue par je ne sais quelle rancune ou quelle susceptibilité froissée, je m'abstins durant trois jours de paraître rue Saint-Guillaume. Je me disais : « Elles se passent bien de moi. Ginette est entre sa mère et René. Il ne lui faut rien de plus. »

Le troisième jour, rentrant au crépuscule, j'appris que Ginette était venue demander si je n'irais pas dire bonjour à sa mère qui s'étonnait de mon silence. Je repris mon parapluie trempé des mains de la cuisinière qui l'emportait pour le faire sécher et, après avoir crié à maman ahurie que j'allais rue Saint-Guillaume et rentrerais juste pour dîner, je courus sous l'averse comme s'il s'agissait de sauver quelqu'un de la mort.

Dès la porte du salon, j'eus la vue frappée par Jacques Laborde, assis au coin du feu, en face de madame Daitre et de Ginette. J'essayai de penser que les cheveux de Jacques Laborde étaient décidément bien laids, mais mon cœur battait à coups précipités comme le premier soir où je l'avais vu à Pornichet; madame Daitre se montra très gentille.

Elle était très gaie; maintenant que j'ai vécu, je dirais qu'elle était trop gaie; elle avait croisé les jambes enserrait son genou de ses doigts enlacés et parlait, à petits mots rapides, en enfant qui s'étourdit du son de sa voix. Je m'installai près d'elle, à la place qu'occupait Ginette, qui se dérangea pour tisonner; je la considérai attentivement. Je voulais qu'il y eût quelque chose de modifié en elle, je crus voir que c'était son regard. On n'avait plus, comme naguère, le sentiment qu'elle se livrait, en vous regardant, jusqu'au fond de l'âme, elle avait tiré un léger rideau... J'osai à peine regarder Jacques Laborde parce que mes battements de cœur me reprenaient chaque fois que je rencontrais ses yeux.

Je racontai mes vacances de septembre comme j'aurais déroulé un disque de phonographe; madame Daitre me coupait par des rires, des réflexions à bâtons rompus. Quand la petite pendule sonna sept heures d'un timbre clair et lointain de carillon, je me levai. Jacques Laborde était toujours là. Ginette m'accompagna dans le vestibule, je lui demandai si M. Laborde venait souvent. Elle me dit qu'il venait deux ou trois fois par semaine en fin de journée, que René était là généralement, que c'était très gentil. Elle indiqua nettement que René servait de lien entre eux et que c'était pour René que Jacques Laborde venait.

Ce soir-là, j'avais une fiévreuse impatience de voir arriver la minute où je pourrais me retirer sans paraître malade, — la même impatience qui me possédait quand je savais que des lettres encore non décachetées m'attendaient, ou que j'avais un paquet à mon nom à déficeler dans la solitude de ma chambre. Je ne commençai le déficelage qu'une fois étendue dans mon lit, bien calée sur le dos, les yeux fixés sur la ligne claire que faisait au plafond le reflet du réverbère d'en face. Comme j'aurais pris des bibelots enveloppés de papier de soie pour les débarrasser l'un après l'autre de leur emballage, je prenais successivement les différentes questions dont l'ensemble m'obsédait. J'examinai d'abord les sentiments de madame Daitre pour Jacques Laborde. J'avais décidé qu'elle avait reçu, de lui, une impression qui ne pouvait se comparer à rien, que Jacques Laborde avait

reçu d'elle une impression analogue, qu'ils étaient, comme l'on dit « créés l'un pour l'autre » et qu'ils se marieraient quand Ginette aurait épousé René. Je m'étais tracassée, pendant le mois de septembre, à imaginer comment se déroulerait ce roman; la nature exclusive de Ginette m'inquiétait... ses fiançailles m'avaient paru devoir tout aplanir... et maintenant, je ne savais plus si j'avais rêvé, tellement Ginette paraissait loin de se douter que Jacques Laborde pût avoir, pour sa mère, une importance exceptionnelle. Ginette était fine. Devais-je penser que son amour pour René oblitérait ses facultés d'observation? Ou bien devais-je conclure que j'avais forgé des chimères?

Qu'y avait-il à la base de mon invention sentimentale? Le fait que madame Daitre avait été enthousiasmée par la façon dont Jacques Laborde jouait du violon? Ne l'avais-je pas vue, cent fois, au concert Colonne, frémir pendant une symphonie de Beethoven? Elle avait boudé Jacques Laborde peut-être parce qu'elle était agacée de s'être trop visiblement emballée sur son talent musical; elle l'avait revu, puisqu'il était l'idole de René, elle était gracieuse avec lui comme avec mon père, avec M. Long... Qu'avais-je été chercher? Son regard modifié? N'était-ce pas une illusion? Il n'était pas modifié pour Ginette et Ginette la connaissait mieux que moi... Je voulus ressusciter les jours de Pornichet; je me rappelais la minute où nous étions dans la clairière et où j'avais eu le pressentiment « qu'il allait arriver quelque chose ».

Tous mes vagabondages d'esprit venaient de là... j'avais suscité en moi un état auquel il fallait un aliment romanesque; le hasard avait amené Jacques Laborde et, par une aberration curieuse, j'avais associé madame Daitre au roman. J'avais même, plus exactement, fait de madame Daitre le centre du roman.

Des voitures roulaient lourdement, en bas, sur le pavé de la rue; de temps à autre, un pas d'homme résonnait sur le trottoir. Je demeurais immobile, le cœur battant dans les ténèbres. Seul le reflet mouvant du réverbère m'indiquait que j'avais bien les yeux ouverts, si grands ouverts que je les sentais dilatés. Peu à peu, le contour des meubles se des-

sinait dans la nuit, avec quelque chose qui m'oppressait; je voulais reconnaître ce qui mettait un bloc blanchâtre au-dessus de ma table, je voulais percer les menaçantes colonnes d'obscurité qui s'épaississaient vers la porte. Et, dans le même temps, il me semblait, par une bizarre hallucination, née d'un demi-sommeil, que l'avenir était présent sous des brumes, tout autant que mes meubles derrière l'ombre qui remplissait la pièce et que je pourrais le découvrir en y appliquant suffisamment mon esprit. Je m'endormis avec des imaginations de pythonisse; un choc me réveilla, je m'entendis prononcer distinctement :

— Madame Daitre n'aime pas Jacques Laborde, c'est probable. Mais, moi, Francine, j'en suis amoureuse...

Je m'assis dans mon lit; un peu de soleil pâle filtrait par le haut des rideaux. Je criai :

— Il ne manquait plus que cela.

Et, sitôt debout, je regardai dans la glace, sous des cheveux ébouriffés, une claire figure illuminée d'orgueil.

X

Ayant décidé que j'aimais Jacques Laborde, je me repliai sur mon secret : je n'allais plus guère chez les Daitre que pour les réunions de la phalange. J'avais écrit à Ginette une longue lettre où je prenais prétexte de la séparation que son mariage amènerait entre nous pour espacer mes visites rue Saint-Guillaume. Elle me répondit gentiment mais sans chaleur, ce dont je souffris. Je sus indirectement qu'elle avait montré ma lettre à sa mère,

Je croyais aimer Jacques Laborde, et ne pensais jamais à l'épouser. Il y avait vingt-quatre ans de différence entre lui et moi. J'avais pour lui le genre de passion que j'avais eue pour un portrait d'homme de l'école italienne, que j'avais été voir au Louvre bien des fois et dont une reproduction ornait le mur de ma chambre. Je promenais partout l'image de ses yeux, le souvenir de sa voix et quand je le rencontrais, j'étais reprise de cette émotion qui faisait trembler mes bras et mes jambes. M'appliquant à moi-même les expressions dont usait Jacquot Marseille, je me persuadai

que cet amour était « tombé sur moi en catastrophe ». Cela me devint une raison d'orgueil et j'éprouvai le besoin d'en parler à quelqu'un. Marthon était toute désignée. Je me rapprochai de Marthon.

C'est dans ma petite chambre tendue de papier à fleurs roses que je lui appris mon secret. La veille, pour la première fois, elle avait vu Jacques Laborde chez les Daitre. Elle le trouvait séduisant; seulement, pour elle, c'était un monsieur très mûr.

— Il a des yeux jeunes, des façons de gamin, c'est vrai, ça fait gentil tout à fait. Mais, enfin, Francine, il est presque vieux... Autant devenir la femme de monsieur Long, ou du professeur qui nous plaisait tant, tu sais, celui des Conférences sur la peinture hollandaise?

— Tu ne comprends pas, Marthon. Je ne l'aime pas comme je suppose qu'on aime un homme, mais comme on aime un idéal. Alors, ça ne peut pas marcher pour des projets de mariage. On n'achète pas un mobilier de salon avec un héros de légende, on n'arrête pas ses comptes du mois avec lui, on ne peut pas le voir tout le temps, de près, en robe de chambre...

— Très bien, — dit Marthon, — inscrivons une toquade de plus et passons. Il y a longtemps que le cœur d'étoupe n'avait pas flambé. Depuis madame Daitre... madame Daitre avait remplacé Ginette, n'est-il pas vrai? C'est toujours le genre de tes béguins de pension, Francine. Il y a eu deux répétitrices, un professeur, la jolie créole, Ginette, sa mère, mettons M. Laborde à la suite. Ne dis pas que c'est de l'amour, ce n'en est pas. C'est... c'est du désœuvrement.

— Francine, — dit-elle encore, — tu me parais très petite fille à côté de moi. Autrefois, c'était le contraire.

Je la regardai et fis la réflexion que j'étais tout autre avec elle qu'avec Ginette. Quand j'étais près de Ginette, le sentiment de ma propre personnalité s'annihilait. La seule chose importante, c'était l'humeur et les sentiments de Ginette. Pour madame Daitre aussi, je n'étais qu'un miroir passionné qui cherchait à retenir et fixer une image mouvante. Avec Marthon, les rôles étaient renversés. Je parlais constamment de moi, Marthon me semblait née pour écouter mes confidences quand il me plaisait d'en faire. Je pouvais

la négliger des mois, cela n'avait pas d'importance; je la retrouvais toujours identique à elle-même, railleuse, mais dévouée. Je fus attendrie et je considérai presque avec remords la jolie figure aux joues pleines et aux yeux de velours.

— Tu as quelque chose à raconter, toi aussi, Marthon.

Elle rougit.

— Tu sais bien ce dont il s'agit.

Elle dit cela et, cependant, elle était ravie parce que je l'avais interrogée. J'appris que Philippe lui avait dit enfin qu'il l'aimait. Elle prenait cela d'un ton entièrement différent de celui de Ginette. Elle n'était pas sûre « que cela fût juste ni que cela pût durer »; elle me dit naïvement : « Imagine-toi ce que c'est que d'avoir pour mari Philippe! Je suis tellement loin de le mériter... »

Je la cajolai et lui demandai quelles étaient ses intentions d'avenir. Elle n'en avait pas. Tout se résumait en ce qu'elle aimait Philippe, que c'était trop de chance d'être la femme de Philippe et que le reste n'avait pas d'importance... N'importe où, la vie serait toujours belle puisqu'ils la partageraient...

— Et tu te détacheras de moi et de tout le monde quand tu seras mariée...

Je m'amusais à diriger la conversation parallèlement à ma conversation récente avec Ginette. Je rééditai quelques phrases de Ginette sur ce que les grands sentiments doivent rester secrets en quelque manière et, par conséquent, empêcher de continuer la vie cœur à cœur avec une amie. Marthon me rit au nez sans cérémonie.

— Je ne comprends pas ce que tu racontes, Francine. Je t'aime et t'ai toujours aimée. J'aurai toujours plaisir à te voir et toujours envie que tu sois heureuse... nous pouvons parler de bien d'autres sujets que de ce qui nous concernera, Philippe et moi; nos enfants seront camarades comme nous l'avons été. Vieilles dames, nous nous retrouverons pour nous raconter nos rhumatismes et nos ennuis ménagers. Je me vois très bien vieille dame. Et toi? Tu n'auras plus de toquades alors, je suppose. Et cela te fera rire de m'avoir dit que tu avais un grand amour pour le Monsieur qui a de si beaux yeux.

XI

L'automne qui suivit?... Il me faut un grand effort pour m'en souvenir. Je vois des rues mornes voilées de pluie, un coin de notre salon, vieillot et tranquille, où je m'installais pour broder un col en dentelle Renaissance. Et puis Marthon et Philippe.

L'inclination réciproque de Marthon et de Philippe était la seule chose qui m'intéressât. Sur le fond gris de mes journées se détachent quelques après-midi frémissantes pendant lesquelles nous bavardions, Marthon et moi, tout en coupant, ajustant, essayant une blouse... Je me rappelle une légère mousseline de laine vert pâle, semée de chrysanthèmes blancs, dont Marthon se fit un corsage et qu'elle tailla dans ma chambre. Je revois le patron de papier mince jeté sur une chaise basse, la bobine de fil et les ciseaux posés sur la table, Marthon, les yeux humides, le menton dans ses mains, les coudes sur ses genoux, me parlant...

M. Amer s'opposait au mariage de son fils et il y avait une féroce grand'mère dont Marthon avait peur. Marthon ne voulait ni mentir ni se cacher et il y eut, entre Philippe et elle, des scènes que nous jugions graves. Un jour, elle renvoya à Philippe la bague que celui-ci lui avait offerte : un mince anneau d'argent qui sertissait une opale. Devant moi, elle mit la bague dans une enveloppe, prit un bâton de cire, qui était bleu veiné d'or, fit égoutter la cire brûlante, appuya dessus le cachet à manche en cornaline dont elle se servait toujours. Après quoi, elle se jeta dans un fauteuil et se mit à pleurer si fort que je m'effrayai. Je lui frottai les tempes avec de l'eau de Cologne et lui fis respirer du vinaigre de toilette.

— Laisse-moi, — disait-elle, — je ne suis pas malade.

Je la considérai avec respect à cause de la violence de sentiments dont elle était capable. Sa figure rose et ronde, ses yeux limpides, son front dégagé où les cheveux se plantaient en pointe nette abritaient donc une âme plus ardente que la mienne...?

J'étais déçue et vexée parce que ma passion pour Jacques Laborde s'affaiblissait, si bien que je doutais qu'elle eût jamais été réelle.

J'en voulais à madame Daitre et à lui parce qu'ils me paraissaient, l'un et l'autre, beaux comme des héros de roman et qu'ils se contentaient de joies enfantines. En les voyant, le dimanche, s'amuser à chercher des airs sur un flûteau de treize sous, acheté par Jacques Laborde dans un bazar, je pensais : « Ils ont passé le temps des tracas d'amour. Ils sont, par leur âge, de l'autre côté du fleuve tendre. Ils ont de la chance peut-être, ou peut-être qu'il faut les plaindre. »

En tous cas, l'un et l'autre prenaient un constant plaisir aux réunions du dimanche dont Jacques Laborde était devenu l'habitué. La Phalange, sauf Doudou, était trop préoccupée de questions sentimentales pour s'intéresser avec suite aux charades et aux bouts rimés. Nous étions entourés d'un réseau de secrets, de confidences, de rivalités, de bouderies, dans lequel nous nous mouvions délicieusement. Jacquot avait deviné les fiançailles de Ginette et de René. Il demeurait fixe contre un chambranle de porte, les dents serrées. Je parvenais quelquefois à l'entraîner dans la véranda. Alors, il me confiait sa tristesse. C'est là qu'il me raconta sa fameuse conversation avec madame Daitre. Il prétendait d'ailleurs ne plus bien savoir si c'était de madame Daitre ou de Ginette qu'il était amoureux et disait volontiers qu'il se jetterait au feu pour rendre service à madame Daitre.

Celle-ci ne paraissait avoir aucun besoin d'un dévouement de ce genre. Elle était plus jeune et plus jolie que jamais, montrait des yeux brillants qui tournaient entre ses paupières et semblaient nager dans la nacre. Elle s'était pris d'une vive passion pour le jeu d'échecs et entraînait en d'interminables parties quelquefois Jacquot, le plus souvent Jacques Laborde. De l'embrasure où elle s'installait avec son partenaire fusaient des éclats de voix, des exclamations et des reproches. Il y eut des dimanches où madame Daitre, particulièrement exubérante, nous mettait tous en train et ne s'occupait pas de Jacques Laborde. J'en déduisais qu'elle ne se souciait pas beaucoup de lui. Il ne me venait pas en tête qu'un semblable bouillonnement pût recouvrir un fond de passion, d'angoisse ou de désespoir. Je ne savais pas que les femmes du genre de madame Daitre se jettent dans la gaîté, pour ne pas sentir le déchirement d'une blessure.

Souvent, madame Daitre s'asseyait au piano et chantait de l'Offenbach. Avant cet hiver-là, je l'avais entendue chanter peu d'opérettes. Elle s'y plaisait maintenant, semblant éviter, au contraire, d'ouvrir les cahiers de Schumann et de Schubert qui traînaient toujours sur la banquette cannée. Je demandai à Ginette si sa mère s'était dégoûtée de Schumann.

— Elle? Quelle bêtise! Elle en chante constamment quand elle est seule. Elle dit que toutes ces sentimentalités ne valent rien à la Phalange.

Jacques Laborde rassemblait des chansons populaires françaises. Il en avait tout un recueil. Madame Daitre les chantait, soutenue par Ginette, René et moi.

Ah qu'il est doux d'aimer, leré,
La fille, leri, de son, leron, voisin, lerin,
Au bois rossignolet, leret, au bois rossignolet...

Madame Daitre est au piano, ses cheveux mousseux tordus en casque. Derrière elle, Jacques Laborde, puis Ginette fine contre René grave. Un indicible parfum de jeunesse se dégage; la voix de madame Daitre monte, pure et claire. Une pâle traînée de soleil rampe sur le plancher, les feuilles pointues du palmier tremblent devant la fenêtre; nous sommes loin de Paris, des magasins, du tumulte. Rassemblés autour de la minute présente comme des voyageurs sont serrés autour d'une source, nous partageons la douceur d'une halte à l'écart du chemin gris de poussière, dans une vallée ombreuse et fraîche.

Quand Jacques Laborde jouait du violon, je retrouvais en lui ce charme qui m'avait subjuguée le premier soir où je l'avais vu à Pornichet. Je m'étonnais que madame Daitre et lui ne prissent pas davantage conscience de tout ce qui les rapprochait. Un dimanche où, précisément, Jacques Laborde jouait du violon et où madame Daitre, assise près de la fenêtre, les yeux baissés, suivait du doigt les contours d'une broderie abandonnée par Ginette, deux vers de Musset chantèrent en moi :

Sur notre pauvre terre, une goutte en tomba.
Tout ce que nous aimons nous est venu de là...

Favorisée par la musique, une étrange imagination

m'envahit. Je pensai que de loin en loin, parmi les hommes et les femmes faits d'argile grossière, naissent un homme ou une femme d'essence plus délicate. Je les appelai « Fils des anges... » Leur port, leurs gestes, le timbre de leur voix et, surtout, leur regard, révèlent une nature supra-terrestre. Un charme subtil est en eux qui résiste à toute analyse. Ce sont des enfants et ce sont des dieux. Madame Daitre et Jacques Laborde étaient de ces êtres-là. L'un et l'autre avaient le pouvoir d'ouvrir les étendues que la poésie baigne de ses mystérieuses clartés. Pendant que s'élevait, suppliant et tendre, le chant du violon, tandis que mon âme était suspendue au-dessus des réalités, je les voyais, debout sur la lisière d'un parc étrange, bleuté de clair de lune, où frissonnaient des bassins, où de longs cyprès dessinaient sur des allées d'argent leurs ombres effilées, où s'ouvraient, dans l'ombre, des fleurs splendides, pâles sous les rayons de lune comme des nénuphars blancs... Et tout mon être, suppliant, se tendait vers eux pour crier : « Emmenez-moi... »

Leur était-il donc possible de se contenter des liens passagers que la musique jetait entre eux comme un frêle pont fait de matière précieuse? Pouvaient-ils, sachant qu'ils existaient l'un et l'autre, se résigner à vivre chacun pour soi, à s'animer pour une partie d'échecs, une vieille chanson, un jeu... J'aurais voulu les voir entraînés dans un tourbillon romanesque et je m'irritais parce qu'ils manquaient à leur destin.

Déçue parce que la réalité ne se conformait pas à mes chimères, je négligeais d'apercevoir mille et mille indices que je vois briller maintenant dans la nuit du passé, timides paillettes qui se confondaient pour mes jeunes yeux avec le sable de la route...

Aurais-je su comprendre le soin avec lequel Jacques Laborde se préoccupait des moindres désirs de madame Daitre? Il lui apportait des fleurs... d'autres lui en apportaient aussi, mais d'autres ne se souciaient pas de les approprier à son goût, presque à son humeur du moment. D'autres n'auraient pas couru, toute une semaine, de boutique en boutique et d'étalage en étalage pour retrouver une ancienne romance, épuisée chez

l'éditeur et dont elle avait parlé en disant qu'elle serait heureuse de la retrouver.

Il lui apporta cette romance un dimanche. Elle était debout devant sa fenêtre et j'étais près d'elle. Elle rougit. Ce fut une flamme courant sous sa peau.

— Vous vous êtes donné cette peine. C'est trop gentil...

J'étais jalouse. Je regrettai de n'avoir pas fouillé moi-même les boîtes des quais et les casiers des revendeurs. J'aurais reçu, en paiement, ce divin sourire.

L'aurais-je reçu? Pour en douter, il m'a fallu découvrir de quelle douceur vous entoure l'affection attentive et fidèle, qui, peut-être, est de l'amour naissant...

L'amour, quand on a dix-huit ans, se présente sous une figure impérieuse. C'est le jeune dieu qui foule tout aux pieds et exige de régner sans partage, parmi la passion, les scènes, les déchirements. Si je voyais le regard de madame Daitre se lever, furtif, pour accrocher celui de Jacques Laborde, je ne trouvais là aucune indication. Souvent, de la même manière, j'avais guetté le regard de Ginette. Je me figurais que l'amour était d'une essence différente. Ginette boudait parfois René avec une violence sauvage et j'avais vu sangloter Marthon parce que Philippe lui reprochait durement ses scrupules et sa réserve. Ni Philippe ni René n'auraient su s'astreindre à des attentions continues; ils voulaient qu'on prît garde à eux, qu'on les aimât. C'était tout. Jacques Laborde était prévenant comme une amie. Il s'inquiétait à propos d'un rhume de madame Daitre. Je considérais, — et c'était certainement l'avis de Ginette, — que tout cela signifiait une incontestable amitié mais n'avait rien à faire avec de l'amour. J'admettais, une fois pour toutes, que madame Daitre avait pour Jacques Laborde le même sentiment qu'elle éprouvait pour mon père auquel elle était très attachée, ou, au maximum, le genre de tendresse confiante qu'elle me montrait, à moi.

XII

Le soir des fiançailles officielles de Philippe et de Marthon, toutes mes façons de voir furent bouleversées. Une clarté nouvelle transforma les yeux et les choses et je me trouvai au centre

d'un monde qui différait beaucoup de ce que j'avais imaginé.

Il y avait un grand dîner chez les Marseille. Nous en étions mes parents et moi, avec les deux familles et un médecin qui était le professeur de Philippe. Marthon était charmante dans une robe de foulard d'un rose très pâle semé de pois noirs; elle tournait vers Philippe des yeux étincelants, puis, se penchant, d'un joli mouvement de tête, nous envoyait un sourire, à Jacquot et à moi au bout de la table. Jacquot était partagé entre la joie de faire un festin plantureux et le désir de ne pas négliger une occasion de lyrisme. Il avait l'habitude de faire des vers qu'il ne montrait qu'à moi, parfois à Marthon. Il me dit qu'il avait composé sur les fiançailles de sa sœur et de son ami une ode qu'il me lirait le lendemain. Il y parlait à mots couverts, d'une femme exquise « que l'amour a touchée au seuil d'un bel automne... » Nous étions en train de manger de la glace. Je m'arrêtai, la cuiller en l'air :

— Qu'est-ce que tu veux dire?

Devant ma mine surprise, il éclata de rire et s'étrangla. Cela fit un incident. M. Marseille nous foudroya du regard, mon père murmura que nous étions bien bruyants tous deux. Je dus me résigner à causer avec l'un des oncles de Philippe qui se trouvait à ma droite et me demandait si j'aimais le dessin ou si je préférais la musique. Je lui répondis au petit bonheur. Une impatience frénétique me tenait d'emmener Jacquot à l'écart et de provoquer ses explications. Je me répétais : « Que l'amour a touchée au seuil d'un bel automne... »

M. Amer fit un toast, M. Marseille y répondit. Je crus de bonne foi, que cela ne finirait jamais et que je m'évanouirais d'impatience. Le professeur de la Faculté de Médecine, se levant à son tour, prédit à Philippe un merveilleux avenir. Enfin, je pus mettre la main sur Jacquot dans le brouhaha de la sortie de table et l'entraîner derrière le piano. Solange Amer m'appelait pour que je les aide, Annette et elle, à servir le café, je répondis que j'avais mal à la tête.

— Jacquot, dis-moi immédiatement ce que ton vers signifie.

Je m'étais assise n'importe où — sur le casier à musique, — et j'attendais. Jacquot s'étonnait que je n'eusse pas entendu parler « de l'histoire » qui se chuchotait dans les salons.

Madame Daitre et Jacques Laborde se donnaient des rendez-vous dans les jardins publics, on les avait rencontrés, en plein hiver, faisant les cent pas sur le Cours-la-Reine. Jacques Laborde aurait confié à M. Long son désir d'épouser madame Daitre. Celle-ci refusait, à cause de Ginette.

— Il paraît que ce serait terrible pour Ginette si sa mère se remariait. Je ne comprends pas trop pourquoi, — dit Jacquot, — mais ces dames l'affirment. Tu sais, quand « ces dames » sont après une question, ce n'est pas une mince affaire.

Il plissait son front, bas sous les cheveux crépus, et ses yeux bridés de Mongol luisaient :

— Elles sont là, toutes ces matrones, madame Long, madame Amer, maman même, elles crient que c'est fâcheux qu'une femme dont la fille va se marier pense encore à l'amour. Et ce sont des conciliabules sans fin. L'une décide qu'elle se dévouera pour parler à madame Daitre, elle vient rendre compte de la conversation à l'autre, autour d'une tasse de thé, cela occupe l'après-midi, et puis, le soir, on fait au mari le résumé de la situation... j'entends ça, le soir, quand je travaille dans la salle à manger. Mes parents chuchotent au salon et les portes sont ouvertes, à cause de la salamandre. Tu ne peux pas t'imaginer : ces dames me font l'effet de poissons rouges qui arrivent de tous les coins d'un bassin pour se disputer une bouchée de mie de pain...

— Et Ginette?

— Ginette? C'est l'objet de la pitié universelle. « Si Ginette savait, si Ginette se doutait... » Ginette est comme toi, comme Marthon, elle ne voit rien. Si elle voyait quelque chose... elle est rosse, ta Ginette, et elle déteste qu'on attire l'attention sur elle.

Mes doigts tremblants s'efforçaient de nouer les franges du châle malgache qui recouvrait le piano. L'envie folle me prenait de me sauver, pour me réfugier dans ma chambre. Au milieu du désarroi de mon esprit, passaient des souvenirs flottants, algues sous-marines, détachées par un choc violent, qui viennent tournoyer à la surface de l'eau, — je revoyais nos après-midi du dimanche. Comment avais-je pu croire que je m'étais trompée, comment l'indifférence de

Ginette m'avait-elle influencée à ce point? Il me devenait impossible d'admettre que j'avais pu, de bonne foi, prendre pour de la camaraderie le lien qui unissait ces deux êtres. Ma sottise me parut telle que j'éclatai de rire...

— Quoi, — dit Jacquot stupéfait, — tu trouves cela drôle?

J'étouffais. Un nœud me prenait à la gorge, qui pouvait être de la rancune, du dépit ou du chagrin. Il me fallut faire un grand effort pour ne pas me mettre à pleurer. En même temps, un vent large tendait mes facultés d'exaltation, comme des voiles gonflées.

Maman, qui me cherchait partout, vint me prendre par le bras et me fit sortir de ce qu'elle appelait notre cachette.

— C'est épouvantable, Francine, de t'isoler comme ça avec un gamin quand tout le monde veut faire ta connaissance.

Je souriais, dédaigneuse. Les hôtes invités pour la soirée arrivaient par petits groupes. Je vis entrer la famille Long. René vint à moi :

— Ginette n'est pas là? Elle devait arriver de bonne heure.

Je m'assis entre lui et Jacquot. Nous demeurâmes là, tous trois, à guetter l'apparition de madame Daitre et de Ginette. Bientôt Jacques Laborde se joignit à nous. Il paraissait triste et fatigué et s'étonna vivement de ce qu'elles ne fussent pas encore là. Je remarquai son agitation. Elle se confondit avec la mienne qu'elle nourrit en quelque sorte. J'observai le pli dolent de sa bouche, qui tremblait légèrement sous la moustache et l'anxiété qui dilatait ses yeux. Au plus léger brouhaha, il jetait comme un filet son regard vers la porte, puis le retirait, vide de l'image attendue. Il était hors d'état de voir autre chose que la forme qui allait se dessiner entre les deux battants tout à l'heure. Lassé, il appuya sa tête au dossier de sa chaise et demeura renversé, les paupières mi-closes. Je crus qu'il avait soif de sympathie. Je me figurai que je le soutenais en partageant son attente; j'aurais voulu saisir sa main qui pendait, la presser. J'étais fière de veiller sur lui, qui attendait madame Daitre; je songeais qu'il ne m'avait jamais plu davantage.

Marthon vint m'arracher à l'engourdissement qui me prenait. Elle était peinée de ce que je ne l'avais pas félicitée ni entourée davantage. Je la pris par la taille et l'embrassai.

Il m'était impossible de penser à autre chose qu'à madame Daitre et à Jacques Laborde. Il se formait dans ma tête des tourbillons d'idées et d'images qui se succédaient sans que je pusse les arrêter ni les saisir. Rien de ce que je voyais ne me paraissait réel : ni le grand salon tout brillant de lumières, ni les corbeilles blanches posées dans les coins, ni ce mélange d'habits noirs et de robes décolletées. Tout ce monde bruissant, papillonnant, était comme si je l'avais vu de loin, sur une scène de théâtre, au bout d'une longue-vue. Marthon s'émut, elle m'entraîna.

— Francine, ma chérie, tu es mélancolique? Quelque chose t'a fait de la peine? Je veux que tu sois heureuse aujourd'hui. Viens voir Philippe, tu ne lui as pas parlé.

Je fis un effort. Philippe était beau si Marthon était jolie; je tâchai de leur marquer de l'affection. Néanmoins, comme un courant entraîne les brins de paille et les feuilles, la pensée de madame Daitre et de Jacques Laborde qui s'aimaient pour de bon, alors que je croyais que cet amour était une fiction née dans mon cerveau de petite fille, cette pensée emportait tout le reste.

Il était près de onze heures. Madame Daitre et Ginette n'arrivaient pas. Je ne pus m'empêcher d'interroger Marthon :

— Je suis étonnée de ne pas voir les Daitre. Elles ne se sont pas excusées?

Elles ne s'étaient pas excusées. Pendant que madame Marseille présentait Marthon à un gros monsieur chauve, je regagnai ma chaise. Jacques Laborde me fit pitié tellement il était pâle. Je compris qu'il y avait dans son anxiété autre chose que de l'impatience.

« De quoi a-t-il peur? »

Une angoisse me saisit. Madame Daitre et Ginette étaient-elles en danger? Tous ces fantoches qui riaient sous la couronne du lustre me parurent grotesques. Pour moi, quelque chose de dramatique flotta dans l'air. A Solange, qui vint me dire qu'on allait danser, je répétai que j'avais mal à la tête. Jacquot se leva de mauvaise grâce, je demeurai avec René et Jacques Laborde. Nous ne parlions plus du tout, trop énervés et trop impatients pour prendre la peine de prononcer des phrases. Brusquement, dans le cadre de la porte, je vis

madame Daitre. Elle était vêtue de velours bleu sombre. Elle tourna de droite à gauche sa tête fine en clignant des yeux puis nous découvrit. Alors, elle rougit, chose singulière, comme de contrariété, et vint à nous d'un pas ferme. Ginette la suivait, si pâle dans sa robe blanche qu'elle paraissait en marbre. Je vis immédiatement à ses pupilles rétrécies qu'elle était en proie à une colère terrible. Madame Daitre nous avait tendu la main à tous trois, Ginette m'embrassa : je sentis que ses lèvres étaient froides, elle se tourna vers René :

— Je te dois cette valse, — dit-elle, — viens.

Jacques Laborde lui tendit la main.

— Bonsoir, Ginette, — dit-il d'un ton mal assuré.

Ginette le toisa des pieds à la tête, feignit de ne pas voir la main tendue, et, prenant le bras de René :

— Je te dois cette valse, — répéta-t-elle, — Viens.

Je m'aperçus alors que madame Daitre avait les yeux pleins de larmes.

XIII

Encore maintenant, il me semble que cette soirée des fiançailles de Philippe et de Marthon est suspendue dans le temps, toute détachée et différente des autres jours. Madame Daitre m'avait pris la main et j'avais senti qu'elle avait besoin de moi.

J'avais demandé à Jacquot de nous montrer son album de photographies; sur un coin de table, nous avions été censés le feuilleter tous trois. Madame Daitre disait de temps en temps :

— C'est une vue de la forêt de Fontainebleau?

Ou bien :

— Est-ce Doudou que je vois dans l'angle de la maison?

Jacquot lui répondait gravement : il paraissait croire qu'elle s'intéressait aux photographies. Il se mit même à faire à mi-voix un boniment explicatif. Madame Long, qui passait devant la table, s'écria :

— Madame Daitre est jeune. Elle a encore de la patience!

Dès qu'elle eut le dos tourné, Jacquot fit une grimace. Madame Daitre finit par soutenir son front de ses deux mains et par rester immobile, isolée de tout, au-dessus de l'album dont Jacquot tournait lentement les pages. Derrière elle, nous

échangions des regards complices. L'expression de Jacquot signifiait :

« Je ferai n'importe quoi pour qu'on *la* laisse tranquille ».

Sa physionomie de clown s'imprégnait de douceur. Il jetait sur la femme courbée, dont nous devinions qu'elle avait peine à réprimer ses larmes, le coup d'œil attendri que jettent les mères sur leurs enfants souffrants. Il prit un coussin qui traînait sur une chaise, le coula derrière le dos de madame Daitre. Elle lui dit merci d'une voix altérée, ajoutant :

— Vous êtes bien gentils tous deux.

Jacques Laborde, qui errait, désemparé, vint prendre congé d'elle. Jacquot et moi, nous nous étions tassés dans un coin du canapé et nous arrangions des épreuves dans une pochette. J'entendis madame Daitre dire :

— Je suis désolée... Vous auriez dû m'écouter, ne pas venir.

Jacques Laborde répondit :

— Ne soyez pas faible. Ce n'est pas digne de vous. Regardez-moi en face et souriez. Je ne vois que votre chignon.

Avec un faible rire, elle leva la tête. Dressée aussi, je reçus en plein le regard de Jacques Laborde, qui me parut plus lumineux que jamais, et, en même temps, si rempli d'une affectueuse sollicitude que je sentis mon cœur se fondre de dévouement pour lui et pour madame Daitre.

Je me crus obligée, le lendemain, de trouver un prétexte pour me présenter rue Saint-Guillaume. Ayant découvert chez une fleuriste de la rue de Beaune, un basilic en pot, je l'achetai, sachant que madame Daitre aimait cette plante rustique, que les blanchisseuses et les cordonniers mettent sur l'allège de leur fenêtre.

Je sonnai, presque certaine de trouver une madame Daitre lointaine et durcie. Elle m'ouvrit elle-même alors que le timbre résonnait encore, et, au léger cri qu'elle poussa :

— « Ah, c'est Francine », je compris qu'elle attendait une visite autre que la mienne. Elle me fit entrer au salon, posa le basilic dans l'une des jardinières de cuivre, m'attira près d'elle sur le canapé. Elle avait une langueur de fleur coupée. Je demandai Ginette. Elle était sortie pour toute l'après-midi avec Lucie et René. J'attendais que madame Daitre ajoutât quelque réflexion sur la grossièreté dont Ginette s'était rendue

coupable, elle n'y fit pas allusion. Après m'avoir complimentée sur la robe que j'avais la veille, elle parla des cours que je suivais. Elle avait son joli timbre de voix, cependant quelque chose en elle me déroutait. Tout d'un coup, alors que je terminais une phrase sur des photographies de tableaux que j'avais admirées chez Braun, je surpris un coup d'œil qu'elle jetait sur la pendule et je remarquai qu'elle tressaillait parce que des pas ébranlaient l'escalier. Les pas dépassèrent le niveau de l'étage; elle respira précipitamment et dit :

— Les photographies de Braun sont belles. Je n'aime pas ses encadrements. Le filet d'or placé entre le cadre et la photographie coupe la vue.

Je compris alors qu'elle parlait pour parler, comme presque tout le monde, elle qui, autrefois, était incapable de dire une seule parole machinale, par conséquent menteuse. Naguère, si je l'avais contrariée en arrivant à l'improviste, elle me l'eût témoigné par son air sec, sa voix coupante; je serais partie affligée, mais quand je l'aurais retrouvée, tendre et gaie, j'aurais été sûre que ma visite lui plaisait. Maintenant, craignant de la gêner, je ne savais comment m'en aller. Je fis un mouvement, elle me retint, demanda quelles partitions se trouvaient en vente à la librairie où nous achetions de la musique d'occasion. Je savais qu'elle ne m'écoutait pas, que ses forces d'attention étaient concentrées sur l'escalier et le timbre de la porte, je répondis pourtant. J'avais envie de pleurer : il me semblait qu'une partie de mon beau passé venait de mourir puisque l'âme de madame Daitre m'échappait. Elle se leva, soi-disant pour repousser le pot de basilic qui était trop au bord de la commode, en réalité parce qu'elle était agitée. Elle était toujours la même, coiffée à son habitude; les bagues familières étincelant à ses doigts; cependant elle me paraissait transformée. J'eus de façon presque matérialisée l'impression qu'elle était devenue impénétrable à ce que j'éprouvais; elle me renvoyait, en les brisant, les effluves de sympathie, de tendresse qui rayonnaient autour de moi et cherchaient à la toucher. Il ne nous restait plus, pour nous entendre, que l'outil grossier des phrases et des mots, c'est-à-dire bien peu de chose quand on avait connu l'intimité supérieure que nous avions eue malgré la différence des âges.

Promettant de chercher des pièces détachées de César Franck qu'elle souhaitait avoir, je me mis debout. Le grand salon me faisait l'effet d'un tombeau. J'eus envie de crier : « Ne vous éloignez pas de moi. Je n'ai rien fait pour que vous vous éloigniez de moi. Je vous suis dévouée jusqu'à la mort... » Madame Daitre, effleurant d'un doigt léger les cheveux de mes tempes, dit que j'étais une charmante créature et je devinai qu'elle regrettait le courant qui l'entraînait vers des rives où je ne pouvais la suivre.

XIV

Madame Daitre m'écartait de sa vie, je ne voulais pas en sortir. Toute concentrée dans le tendre souci que j'avais d'elle — et d'un autre, — je m'attachai à ce que j'imaginai de leur roman, et je vécus secrètement à l'ombre de leur passion. Une bohémienne sans asile peut se blottir, le soir, en face d'une maison illuminée et se délecter, immobile dans la nuit, à considérer de pâles rais de clarté filtrant sous des volets clos. Elle se figure de grands feux, des tapis chatoyants, de douces lampes voilées. Sa fantaisie l'égare en d'imaginaires distributions de chambres, d'escaliers, de couloirs. Si, d'aventure, la porte de la rue s'entre-bâille, montrant la mosaïque du vestibule, l'angle d'un meuble, le reflet découpé d'une lanterne, elle tressaille d'allégresse. Semblable à elle, je guettais, et je n'étais pas envieuse. Au fond, je voulais rester la voyageuse errante et libre qui a bien le temps de choisir sa maison à elle, la maison où elle sera obligée, ensuite, de rentrer tous les soirs de son existence jusqu'à sa mort...

Si étrange que cela paraisse, à dix-huit ans, je ne souhaitais pas éprouver directement l'amour. J'étais quelqu'un qui ne voulait et ne savait voir les images que dans un miroir. Devinant l'existence d'un brasier sentimental, je m'en rapprochais avec délices. Près de madame Daitre et de Jacques Laborde, je retrouvais l'impression que j'avais eue au début de mon intimité avec Ginette et sa mère, l'impression qu'il n'est rien de plus doux que de se glisser entre deux personnes qui vous plaisent toutes deux et qui s'aiment, de s'y glisser, non pour les séparer, mais pour les unir, comme les unit l'air, la lumière,

le livre qu'elles feuillettent ensemble, la musique qu'elles entendent. Être aimée de Jacques Laborde, cela me semblait un avenir terrible par la précision même de ses contours arrêtés d'avance. Je devrais alors l'épouser, ne plus considérer que lui au monde, ne plus m'intéresser à grand'chose en dehors de lui.

Dirai-je que j'avais, à tel point, le culte du Rêve que je ne croyais pas devoir le mêler à ma vie?... Hélas! ma vie n'est-elle pas à jamais séparée de tout ce qui est fantaisie, folies divines, inconséquences et caprices?...

Une des scènes que je revois le plus souvent, c'est la suivante : nous sommes dans le jardin des Long, à Versailles. Ginette montre à Lucie comment assembler des carrés de filet, tandis que madame Daitre se balance dans un rocking-chair à côté de madame Long. Elle a une blouse de broderie blanche et, à la façon dont elle tourmente sa longue chaîne d'or, je vois qu'elle manque de calme et je sais qu'elle n'écoute pas un mot de la conversation à laquelle elle feint de prendre part. Installée en face d'elle, je suis des yeux les doigts de Ginette et je m'amuse de voir trembler l'ombre des feuilles sur sa jupe blanche et sur la figure de René qui est dans l'herbe, presque à ses pieds. Brusquement, Ginette cesse de tirer l'aiguille et s'arrête, un doigt en l'air. Je tourne mes regards vers la maison et je vois Jacques Laborde qui, sortant de la porte du vestibule, suit l'allée sablée pour venir vers nous. Il faut peut-être dix secondes pour faire le trajet, ces dix secondes me paraissent interminables, je crois entendre battre le cœur de madame Daitre et je sens errer les regards malveillants de Lucie, de madame Long, de madame Marseille. Jacques Laborde passe derrière le rosier grimpant, le massif de troënes le cache, puis il reparaît, très près de nous, son chapeau à la main. Il sourit peut-être un peu trop et je lui en veux de cette affectation d'aisance. M. Long marche à sa rencontre, ils s'abordent. Après un échange de politesses avec madame Long, Jacques Laborde s'approche enfin de madame Daitre et lui serre la main. Je sens de plus en plus les curiosités se matérialiser autour d'eux. Jacques Laborde continue à distribuer des poignées de mains. Quand il en est à Ginette, je vois hésiter celle-ci, mais le regard de René

pèse sur elle, elle se décide à tendre deux doigts. Après quoi, elle baisse la tête vers son carré de filet. Jacques Laborde a pris une chaise, la conversation continue. Tout d'un coup, Jacques Laborde, qui ne l'avait pas regardée jusque-là, tourne vers madame Daitre un regard si tendre, si triste, si chargé d'amour anxieux que j'en tressaille. Madame Long et Ginette surprennent ce regard; madame Long pince les lèvres, Ginette pâlit comme sous une offense mortelle, roule son ouvrage et se lève... Lucie l'imite et dit tranquillement :

— C'est ça. Viens m'aider à servir le goûter.

La table est préparée sous les tilleuls, près de l'emplacement du tennis. Tout le monde s'y retrouve. Madame Daitre étant un peu en arrière, Jacques Laborde manœuvre pour s'approcher d'elle; Ginette, glacée, les observe. Madame Daitre en prend conscience et rougit. Au moment où Jacques Laborde arrive à ses côtés, elle dit brusquement :

— Laissez-moi, je vous prie. Je suis souffrante.

Jacques Laborde devient blanc et s'écarte. Je surprends la physionomie cruelle de Ginette : ses yeux étincellent; j'ai pour elle l'horreur qu'elle m'inspirerait si je la voyais piétiner un cadavre. J'en veux aussi à madame Daitre; toute ma sympathie reflue vers l'homme, qui fait semblant d'écorcer le tronc d'un tilleul et que je devine profondément blessé...

Mon père, s'approchant de madame Daitre, lui dit doucement :

— Vous ne prenez rien, moi non plus. Voulez-vous que nous fassions un tour?

Elle le remercie d'un signe de tête. Mon père lui prend la main, l'appuie sur son bras ainsi qu'il ferait pour une convalescente, et l'emmène.

Que de fois j'ai revu leurs deux silhouettes telles que ce jour-là dans l'allée des tilleuls. Mon père, un peu voûté, exprime, par tout son maintien, une sollicitude paternelle, avec une pointe chevaleresque de galanterie. Madame Daitre, légère sous sa capeline blanche, marche comme on vole... Lorsque je l'évoque pendant cette période, je pense à la petite sirène du conte d'Andersen, qui était si extraordinairement belle et souple, dansait de façon merveilleuse, mais

qui croyait, à chaque pas qu'elle faisait, marcher sur le fil d'un couteau.

Je ne devinais pas, en cette époque lointaine, combien madame Daitre souffrait. L'éblouissement du visible amour que Jacques Laborde avait pour elle me paraissait devoir effacer tout, même les mines irritées, les bouderies, les allusions mauvaises de Ginette... même les coups d'œil hostiles et l'espionnage grossier de madame Long. Jacques Laborde aurait voulu se placer entre son amie et l'univers. Que de fois j'ai surpris l'expression de son visage lorsqu'il le tournait vers elle; le seul désir de la voir heureuse brillait dans ses yeux limpides où semblait concentrée l'essence des plus sublimes tendresses. Il lui disait quelquefois, d'un ton en apparence frivole :

— Êtes-vous de bonne humeur? Cela va-t-il?

Un expressif tremblement de la voix, un éclair du regard indiquaient qu'il n'y avait pour lui rien de plus précieux que l'équilibre intérieur de madame Daitre.

Madame Daitre perdait souvent cet équilibre et cela me peinait comme la marque d'une infériorité. Je ne comprenais pas que, lorsque Jacques Laborde s'approchait d'elle, elle le congédiât durement, ainsi qu'elle l'avait fait à Versailles. Plusieurs fois, — car, parmi le réseau de suspicions dont elle était entourée, elle en arrivait à se contraindre moins lorsque j'étais seule à portée de l'entendre, — je l'entendis reprocher à Jacques Laborde d'être venu à l'une de nos réunions.

— Voulez-vous me faire mourir de fatigues et de tracas? — lui dit-elle un jour. — Tous ces gens parlent de nous. C'est odieux.

Elle lui dit aussi :

— Je vous l'ai dit... je souhaite le repos... simplement le repos.

Jacques Laborde la considérait d'un œil irrité. Il répondait :

— Vous manquez de courage...

Je pensais comme lui. Pourquoi ne bravait-elle pas sa fille, les bavardages et les commères en déclarant qu'ils étaient fiancés? Comment acceptait-elle la surveillance qu'exerçaient tacitement et constamment autour d'elle Ginette,

madame Long et Lucie? Tout mon cœur, ce printemps-là, était avec Jacques Laborde. Si je le voyais triste, j'en accusais madame Daitre plus que Ginette. Il faut dire que Jacques Laborde, mélancolique, s'entourait d'un charme inexprimable; il donnait l'impression que le consoler était la chose du monde la plus urgente. De même qu'il avait la grâce spontanée des enfants, il en avait la fragilité; il possédait cette faculté naïve des petits qui consiste à croire qu'ils ont le droit absolu de recevoir de l'existence ce qu'ils en attendent. Je pense que madame Daitre sentait cela comme moi et qu'elle en était touchée bien souvent. Cela l'amenait à des incohérences qui détruisaient d'un coup l'effet d'une réserve de plusieurs semaines.

Une après-midi entre autres, nous étions réunis chez nous. Mon père avait acquis plusieurs eaux-fortes qu'il voulait montrer à ses amis. Jacques Laborde arriva peu de temps après madame Daitre et Ginette. Il rejoignit madame Daitre dans le coin où elle se trouvait avec moi et dit, sans préambules :

— J'ai couru. J'avais peur d'être en retard.

Assises de l'autre côté de la pièce, madame Marseille et ma mère observaient notre groupe. Madame Daitre en eut la perception. Elle devina aussi que Ginette se rapprochait, mécontente. Et elle eut un geste d'humeur :

— Il ne fallait pas courir, — dit-elle sèchement. — Peut-être valait-il mieux ne pas venir du tout...

— Très bien, — dit Jacques Laborde.

Quelques minutes après, sans avoir ajouté un mot, il gagnait l'antichambre. Dès que madame Daitre s'aperçut de son départ, il fut évident qu'elle ne tenait plus en place. Elle prétendit qu'elle avait une course urgente à faire, prit congé de mes parents stupéfaits, attrapa sa toque, et sa jaquette et descendit l'escalier en courant, — je l'avais accompagnée dans le vestibule et j'entendis la dégringolade de ses pas pressés.

Lorsque je rentrai au salon, Ginette se tenait debout, pétrifiée, les narines amincies. Madame Marseille la considérait d'un air à la fois apitoyé et curieux.

XV

Pauvre madame Daitre! Vous voici, par des journées vertes et fraîches, joyeuse comme à Pornichet. Il suffit que Ginette, pendant quelques heures, relâche sa surveillance jalouse, il suffit que vous vous trouviez seule, dans votre grand salon calme, avec moi qui ne compte pas plus que votre ombre. Vous chantez, vous vous penchez, alerte, par les baies de la véranda grande ouverte pour attraper les cordons du store rayé... et je vois encore glisser sur votre visage mobile le reflet des bandes rouges alternées de bandes écrues. Et voilà, dans le vase de Copenhague que vous aimez, des pois de senteur blancs, rosés et mauves, qui ont été choisis pour vous.

Je m'étonne qu'il vous soit possible d'avoir des après-midi de gaîté cristalline, légère, où vous semblez ne pas toucher terre, et puis ces alternatives de maussade dépression. Je ne comprends pas pourquoi, un jour, vous retenez Jacques Laborde qui redoute visiblement votre mécontentement s'il reste alors que je m'en vais et que Ginette peut rentrer, et pourquoi, le surlendemain, dans des conditions analogues, vous lui montrez presque la porte, si méchamment qu'il répond, voulant garder de la bonne humeur malgré tout :

— N'insistez pas. Je comprends le français.

Je me figure alors que, si j'étais à votre place, j'aurais une ligne de conduite arrêtée et m'y tiendrais : ou bien j'enverrais promener Ginette et les Long, je verrais Jacques Laborde à ma guise et je l'épouserais. Ou bien je me sacrifierais et je déciderais une rupture.

Supposer que madame Daitre puisse obéir à un plan fixé d'avance, c'est vouloir conserver à de l'eau une forme stable en dehors d'un vase, c'est vouloir fixer le contour d'un nuage ou retenir l'éclat de la flamme qui danse. Lorsque madame Long s'était trop mêlée de ce qui, somme toute, ne la regardait pas, lorsqu'elle avait fait deux ou trois visites durant lesquelles elle reniflait l'air afin de deviner si Jacques Laborde n'était pas caché dans quelque coin, madame Daitre se révoltait. La pensée de sa fille ne l'arrêtait plus; elle avait

des crises de bravade. Alors, après déjeuner, elle s'habillait, combative, une fièvre aux joues.

— Où vas-tu? — disait Ginette, — je t'accompagne.

— C'est inutile. Je n'ai pas besoin de toi. Je sors seule.

Ginette me faisait peur lorsque je me trouvais devant elle après l'une de ces sorties tumultueuses de sa mère. Une telle fureur mêlée de mépris imprégnait ses traits que j'en arrivais à ne pas la reconnaître. Généralement, sans faire aucune attention à moi, elle courait à sa chambre, s'y enfermait d'un sec claquement de verrou.

Une fois, je la surpris, roulée sur les nattes de la véranda, déchiquetant un mouchoir entre ses doigts. Elle criait, ou, plutôt, psalmodiait d'une voix que la colère exténuait :

— Je me vengerai... Elle verra... Ce n'est pas fini... elle sera punie...

Maintenant, de même que, se relevant d'une maladie brève, on sait plaindre ceux que l'insomnie tient éveillés et qui frissonnent jusqu'au petit jour dans le creux froissé d'un oreiller trop chaud, — alors que, auparavant, les mots « Je n'ai pas dormi... j'ai souffert une partie de la nuit » n'éveillaient en vous qu'une compassion de principe, — maintenant, je sens ce que pouvait être la vie de madame Daitre pendant ces jours qui sont si loin de l'autre côté de ma jeunesse.

Elle avait rencontré cet homme, qu'elle ne cherchait pas, qui était l'amour et pouvait être le bonheur. Tour à tour elle s'abandonnait aux forces qui l'entraînaient vers lui ou luttait contre elles. Nul au monde ne pouvait la conseiller ou la soutenir. Pour la première fois Ginette, qui s'était jusque-là toujours confondue avec elle, se dressait comme un être extérieur. Et, derrière Ginette, une foule malveillante était aux aguets. Je suppose que les agissements de « ces dames » exaspéraient madame Daitre d'une de ces colères froides qui donnent l'envie physique de secouer quelqu'un. Plus que n'importe qui, elle devait souffrir d'être clouée par une conversation banale, retenue par une visite importune, alors que tout son être se soulevait dans un furieux désir de liberté.

Ginette lui inspirait de l'effroi, Jacques Laborde aussi. Il voulait trop impérieusement que plus rien ne comptât sauf

lui. Il éprouvait trop d'amour et, surtout, trop d'amour contrarié pour pouvoir s'associer aux déchirements intérieurs de son amie.

« Si Ginette se fâche, pensait-il probablement, nous nous passerons d'elle. »

Il n'est même pas certain que la pensée d'une rupture totale entre madame Daitre et sa fille ne lui ait pas paru quelque fois l'une de ces possibilités que l'on souhaite sans oser le préciser. En tout cas, l'hostilité de tout un milieu, l'existence parmi des gens qui ricanent en vous rencontrant dans la rue, cela ne comptait pas pour lui, il aimait madame Daitre, il voulait madame Daitre.

— Laissez-les parler. Quand elles auront tout dit, elles n'auront plus rien à dire.

Ainsi accueillait-il les plaintes de madame Daitre, blessée à vif par certains propos.

Elle ne pouvait pas se tourner vers lui, se réfugier dans ses bras, puisqu'il ne voyait au monde qu'une solution : l'emmener, mettre une coupure entre elle et le reste de l'univers, dont Ginette faisait partie.

Petite madame Daitre, si gracieuse et légère, combien de nuits solitaires avez-vous passées à pleurer, avec le sentiment que vous étiez cernée de toutes parts, épuisée comme une biche poursuivie et que la meute qui vous traquait était menée par votre fille et l'homme qui vous aimait...

Vos brusques colères, à présent, me semblent moins bizarres. Le regret me vient d'avoir été une gamine qui savait mal vous aimer tout en vous adorant,

Vous étiez très seule. J'aurais aimé vous entourer du bras tendre d'une sœur, attirer sur mon épaule votre tête inquiète, caresser votre front.

Et, à mon tour, n'aurais-je pas trouvé un refuge près de vous et ne pourrais-je pas, à vos genoux, décharger mon cœur d'un poids trop lourd?

Hélas, je vous rejoins trop tard... Si je vous rencontrais demain nous nous tendrions la main presque comme deux étrangères.

CAMILLE MARBO

(*A suivre.*)

UNE OPÉRATION DE CAVALERIE

AU COURS DE

LA BATAILLE DE VARSOVIE EN AOUT 1920[1]

Journée du 15. — A 3 heures ma montre-réveil sonna... mais je fus bien le seul à l'entendre. Quel admirable sommeil tout autour de moi... « Allez, allez, debout les hommes! » comme jadis à Saint-Cyr, mais ici il y avait un général de division... j'allai ensuite réveiller les commandants d'unités : hélas! l'exactitude n'est pas la règle dans l'armée polonaise.

Après avoir avalé les œufs et le thé, la seule boisson possible, nous essayâmes de reprendre la marche sur Chotun, mais avec les nombreux retardataires la colonne ne fut reformée qu'à 4 h. 30. Il n'y avait pas encore trop à se plaindre.

A Chotun notre avant-garde se heurta à un gros convoi qu'elle surprit encore tout endormi; cérémonial habituel; vive fusillade pendant deux à trois minutes, quelques hourrahs! silence... impressionnant.

Ce convoi avait traversé Ciechanow hier soir, il appartenait à la 12e division d'infanterie qui était alors vers Mlawa; j'ai fait interroger personnellement plus de 10 prisonniers pour déterminer si oui ou non à Ciechanow il y avait des troupes ou un état-major : impossible de trouver un être conscient, le commissaire avait été tué et je ne pus rien savoir.

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er août.

Et toujours des masses de voitures et toujours des roubles, des armes, des vêtements et de la farine, énormément de farine, évidemment destinée à la Russie (il y en avait trop pour le front seul), et notre bataillon de prisonniers grossissait. Maintenant dans tous les villages des environs de notre route la même cérémonie se répétait, la colonne ne s'arrêtait même pas, c'était un escadron détaché qui faisait le nettoyage du village.

Si Ciechanow était occupé, nous devions chercher la surprise et traverser au plus vite et au plus près les deux cours d'eau la Ludynia et la Plawnitza infranchissables hors des ponts. On aurait pu craindre que notre marche ait été annoncée par des évadés des razzias d'hier soir, mais notre marche de nuit avait dû faire perdre notre piste; nous avions donc beaucoup de chances pour nous en allant vite et en évitant surtout de signaler notre présence.

J'avais fait à maintes reprises cette recommandation.

Or voici qu'en arrivant à Pawlowo, ce n'était plus un tabor, mais des Cosaques. Du village, quelques coups de feu... L'avant-garde sans perdre de temps manœuvra le village en l'encerclant, mais pour être prêt à toute éventualité on donna l'ordre de mettre en batterie, l'artillerie arriva au trot et avant que nous ayons pu dire un mot un coup de canon retentissait!... et l'avant-garde débusquait prestement 10 malheureux cosaques qui se sauvaient vers le nord. Ce n'était vraiment pas la peine de donner ainsi l'alarme à ceux de Ciechanow.

Pourtant cette patrouille m'inquiéta longtemps. Je savais déjà par les paysans que des masses de cavaliers étaient remontées de Ciechanow vers le nord, toute la 15e division : qu'était-elle devenue depuis? Je l'ignorais totalement. Je craignais qu'elle ne fût restée dans cette région, que cette patrouille ne l'alertât et qu'elle ne nous prît à revers par le nord tandis que nous serions aux prises par le sud avec Ciechanow.

Et la récolte des tabors continuait à Grshibowo où se trouvait un très important convoi d'armes, des caisses de fusils tout neufs, trop lourdes à emmener; on les jeta dans la rivière.

Mais le pont était trop fragile pour donner passage à notre artillerie. Elle dut faire le crochet par Lekowo tandis que

nous marchions directement sur Njestum et le temps me parut très long avant que nous n'y soyons tous réunis vers 8 heures du matin.

C'était le premier acte; maintenant l'intrigue devait se nouer.

Je cherchai donc à voir d'abord, et pour cela je courus avec 2 officiers et quelques cavaliers à pied vers la cote 130 pour faire un tour d'horizon. La cote est à 100 mètres à peine de la route, et au moment où j'y arrivais nous vîmes passer en trombe deux magnifiques autos bolcheviks qui évidemment se sauvaient de Ciechanow, remontant encore vers le nord. Ce nord ne me disait rien de bon.

La carte ne m'avait pas trompé, et de ce point j'avais une vue magnifique. Je voyais très distinctement à ma droite la ville émergeant toute bleue de la brume matinale du fond de la vallée, je surveillais toutes les routes qui sortaient de Ciechanow et elles sont nombreuses. Je voyais sur plusieurs d'entre elles de longs tabors qui zigzaguaient un peu dans tous les sens, mais ce n'était pas à cela que j'en voulais, c'était aux états-majors et aux grosses unités.

A ma gauche enfin, mon horizon, était borné par une ligne de hauteurs nettement marquée qui courait nord-ouest et se terminait par la hauteur d'Opinogoura, surmontée de son donjon fameux, antique demeure et majorat des comtes Krasinski, jadis réparée par Viollet-le-Duc. Cette position d'Opinogoura commandait tout le terrain au sud.

Tandis que j'examinais ce panorama et faisais mon tour d'horizon, j'entendis tout à coup une vive fusillade devant Ciechanow. Je crus vraiment alors que la 18e division d'infanterie venant fidèlement à notre rendez-vous attaquait par le sud, et j'eus une seconde l'impression d'une opération merveilleuse... La vérité était bien plus banale. Embarrassé au passage de Grshibowo le général avait, sans me prévenir, envoyé une patrouille reconnaître le pont de Ciechanow. Et c'était cette patrouille qui se faisait fusiller. C'était elle, évidemment aussi, qui avait donné l'alarme, et devant elle que ces deux autos de tout à l'heure avaient fui sous notre nez. La leçon du coup de canon de Pawlowo n'avait pas encore été comprise!

Je revins alors vers le général. Le pauvre homme dormait

à poings fermés. Sans doute nous avions tous besoin de repos, mais il y avait des choses urgentes à faire, je le réveillai donc sans pitié et je lui dis : « Il faudrait absolument savoir ce qu'il y a à Ciechanow d'abord, et aussi il faudrait reprendre le contact avec la 18e division d'infanterie. Où est-elle? que fait-elle? » Mais je n'avais pas fini ma phrase qu'il se rendormait profondément. Courant donc au plus pressé je priai un officier de désigner une patrouille pour me dire si oui ou non Ciechanow était occupé. Nous verrions après pour l'envoi d'une découverte plus lointaine.

Ainsi fut fait. Vers 10 heures nous apprîmes qu'il n'y avait aucune troupe dans Ciechanow, aucun état-major, mais qu'un immense convoi encombrait toute la grande place; le chef de patrouille demandait instamment du renfort pour capturer ce convoi qui ne se gardait pas plus que les autres.

J'étais réellement surpris, et un peu inquiet du calme absolu qui régnait dans tous ces convois; on y semblait ignorer totalement les incidents de la veille et personne n'avait reçu d'ordre de retraite. C'était un grand contraste avec la mentalité des bolcheviks de la veille; partout hier nous trouvions des fuyards et des affolés, aujourd'hui la quiétude la plus absolue. A quoi attribuer ce changement?

L'offensive de la 18e division d'infanterie et de la 5e armée avait-elle échoué? ne s'était-elle pas produite, comme il était convenu, ce jour-là même?

Ou bien, revenant à une conception plus juste de la situation présente, les bolcheviks avaient-ils déjà ramené sur Plonsk leurs divisions d'infanterie follement dirigées sur Plock?...

C'est très curieux le nombre d'hypothèses, d'idées, qui peuvent surgir dans le cerveau quand on est, comme je l'étais, seul Français perdu au milieu de cette brigade polonaise engagée de près de 30 kilomètres dans l'intérieur des lignes ennemies, que l'on ignore tout, non seulement de l'ennemi, mais aussi de son propre parti.

Jamais je n'avais senti de façon aussi pressante ce besoin d'être renseigné, d'envoyer chercher le renseignement par une découverte. Certes, elle eût eu beau jeu pour circuler dans ce pays où nous ne trouvions aucun ennemi sérieux.

Mais je ne commandais pas, et mes inquiétudes, je ne parvenais pas à le communiquer au commandant de la colonne.

Au reçu du renseignement disant qu'il y avait un gros tabor dans Ciechanow, nous y envoyâmes un escadron pour le capturer. On y fit une nouvelle cueillette de prisonniers, en particulier le sous-chef d'état-major de la 15e division de cavalerie qui était à l'hôpital; je le fis tout spécialement interroger. C'était un garçon fin, distingué, intelligent, qui servait pour ne pas mourir de faim, comme beaucoup d'autres. Il avait suivi des cours d'état-major à Moscou. Je voulais savoir de lui où étaient les grands états-major du corps de cavalerie et de la 4e armée; il m'affirma n'en rien savoir, avoir été malade depuis huit jours, et ne pouvoir me donner aucun renseignement. Il se mit seulement à dire que l'armée bolchevike courait à un désastre, qu'elle marchait comme une bande de fous... On m'amena aussi plusieurs individus dont quelques-uns se livraient eux-mêmes en se faisant passer pour des cosaques déserteurs; mais une courte enquête démontrait, au contraire qu'ils étaient détachés dans les communes pour partager la terre. Nous délivrâmes aussi plusieurs milliers de têtes de bétail volés par les bolcheviks... Je doute que les vrais propriétaires les aient jamais retrouvées, mais enfin, elles resteraient du moins toujours à la Pologne.

Notre situation était bonne pour surprendre les défenseurs de Ciechanow; elle eût été déplorable pour nous si, comme je l'appréhendais toujours, une division de cavalerie venait du nord et cherchait à nous attaquer. J'étais instruit des difficultés de franchissement du ruisseau.

C'est pourquoi, après avoir laissé trois heures de repos à la colonne, je proposai, puisque nous étions toujours ignorants de toute la situation, de nous reporter à l'ouest de la Ludynia, où du moins nous serions plus en sécurité. Inutile de dire que j'insistais toujours pour l'envoi d'une découverte, mais sans succès.

Notre entrée dans Ciechanow, à midi, ce 15 août, fut étourdissante d'enthousiasme. Si blasé que puisse être un vieux militaire, il est des moments où il se sent la gorge étreinte comme par un sanglot alors qu'il voudrait se réjouir. Le général et moi qui marchions en tête de la colonne fûmes

l'objet d'une ovation indescriptible. La ville entière, tout ahurie de nous voir tomber du ciel, nous couvrait de fleurs, nous marchions littéralement sur un tapis de fleurs, les habitants riaient, pleuraient, chantaient, criaient, nous offrant tout ce qui pouvait paraître le plus précieux. Un vieux bonhomme nous barra la route, se jetant à genoux devant nous avec sa petite-fille devant lui, nous offrant du pain et du porc frais; d'autres nous donnaient du pain, de la limonade et des fleurs, des fleurs, une débauche de fleurs...

Cette promenade triomphale extraordinaire me rappelait nos marches de 1918 en Belgique reconquise ou en Alsace délivrée, mais la brusquerie et l'imprévu de notre arrivée provoquaient des sentiments encore plus violents.

Nous nous arrêtâmes à la sortie ouest de la ville en situation gardée.

Ce ne fut que vers 15 heures qu'on se décida enfin à envoyer un officier en reconnaissance sur Mlock pour essayer de reprendre le contact avec la 18e division d'infanterie. C'était huit heures trop tard; il était évident que le renseignement, si toutefois il nous parvenait, ce qui n'était rien moins que sûr, arriverait trop tard ce soir pour qu'il puisse être utilisé ce jour-là. C'était bien une journée perdue. Au demeurant ce seul renseignement était insuffisant et il eût fallu le chercher sur l'autre rive de la rivière et préciser la position ennemie exacte.

Notre stationnement à Ciechanow se prolongea jusqu'à 18 heures. Pendant ce temps on captura deux automobiles dont une Fiat de 45 chevaux avec une dizaine de pneus de rechange tout neufs de l'usine russe « Prowodnik ». Ces autos venaient du centre automobile de Ostrolenka. Elles étaient passées par Pultusk et Stary Golymin. J'ai longuement fait interroger les conducteurs pour avoir des renseignements sur les stationnements de l'état-major, mais je ne pus en tirer aucun renseignement utile. L'une des voitures fut trouvée remplie de linge de femme volé, linge très beau, très fin; l'homme fut immédiatement fusillé. Le général garda pour lui la Fiat, et le chauffeur bolchevik, un brave garçon vraiment, se mit immédiatement à son service avec respect et dévouement.

Vers 18 heures, puisque nous ne pouvions rien entreprendre ce soir-là, j'insistai pour que la troupe allât se reposer; elle se porta donc pour être tranquille à Oscislowo et à Gumowo. J'obtins que l'on envoyât dans la nuit des paysans nous chercher des renseignements sur le passage des Polonais à Mlock. J'avais par expérience plus de confiance dans ce mode de découverte que dans l'exécution de ce service trop délicat pour ces unités de cavalerie de création récente.

En entrant dans mon cantonnement je vis défiler notre bataillon de prisonniers dont l'effectif s'élevait alors à plus de 800 hommes.

Nous eûmes ce soir-là la bonne fortune de récupérer le 115e régiment à notre recherche depuis le 14 midi; il ne put nous donner aucun renseignement nouveau sur la situation.

Je trouvai avec un plaisir facilement imaginable un divan où le sommeil ne se fit pas attendre.

Journée du 16. — J'avais demandé la veille au soir que les troupes fussent prêtes pour 7 heures; je n'avais pas reçu la réponse formelle que je désirais. Dès 5 h. 30, j'apprenais au retour de mes paysans que la 18e division d'infanterie avait quitté Mlock le 15 au matin et franchi la rivière. Donc l'attaque avait réussi, et, par Ciechanow, l'accès de tous les états-majors bolcheviks nous était ouvert. Vite profitons-en.

Prenons donc hardiment la direction de Stary Golymin, Pultusk et sûrement nous ferons du bon ouvrage, et tout joyeux à cette pensée, je rappelai au général que nous devions démarrer à 7 heures. Sa réponse embarrassée ne me satisfit pas; il me sembla y sentir une réticence; toutes les cinq minutes exactement je vins le trouver pour le relancer à ce sujet, et toujours il me répondait par ce mot fatal « zaraz » qui veut dire « tout de suite » et qui pourrait plus exactement être traduit par : « calendes grecques ». Mais je tenais bon et je continuai ainsi pendant plus d'une heure à revenir toutes les cinq minutes demander où en était le départ... A 7 heures, rien n'ayant encore bougé et mon assaut continuant, je vis partir un officier d'ordonnance du général qui m'affirma qu'il emportait l'ordre de partir de suite.

Cette annonce formelle enfin donnée, je consentis alors à me rendre avec le général en auto à Ciechanow où nous avions déjà un escadron.

Nous y arrivâmes à 8 heures.

La ville était toujours en grand émoi; déjà une garde nationale s'était formée et se rassemblait sur la place quand nous y arrivâmes; les fusils sortaient littéralement de terre et tous les hommes étaient armés. Notre arrivée fut le signal d'une manifestation très touchante où les cris de « vive la France! » étaient aussi nombreux que ceux de « *Niech zyje Polska*! »

Nous n'étions pas là depuis dix minutes et les émotions n'étaient pas calmées qu'un bruit se mit à courir : « Les bolcheviks arriveraient par la route de Glinojeck », c'est-à-dire par celle-là même par laquelle nous venions d'arriver. C'était manifestement impossible. Pourtant on entendait un ou deux coups de fusil dans la région du pont et déjà la foule s'enfuyait de toute part; je cherchais à calmer tout le monde, lorsqu'à six pas de nous retentit un coup de fusil qui fit dégénérer la fuite en panique éperdue.

Nous recherchâmes aussitôt le coupable et dans le fusil d'un pauvre diable qui faisait une harangue patriotique nous trouvâmes le culot de cartouche révélateur; le lieutenant Sokoloski lui arracha le fusil des mains et se mit à giffler le malheureux qui avait cru voir trente-six bolcheviks, ce qui était faux, qui voyait en ce moment trente-six chandelles, ce qui n'était pas moins faux...

Cet incident comique eut pourtant des conséquences assez graves et même grotesques. Son origine était la suivante. Nous avions pris la veille deux autos de tourisme. Le général et moi étions venus dans la première. Dans la seconde étaient les officiers d'ordonnance et cette deuxième voiture qui nous suivait à distance fut accueillie au pont de Ciechanow par des coups de fusils d'un de ces farouches gardes nationaux. Au deuxième coup la voiture n'insista pas, fit demi-tour et rentra prestement à Gumowo en rapportant la nouvelle sensationnelle suivante : « Les bolcheviks sont à Ciechanow, le général et le colonel L... sont prisonniers ».

Hélas! Cette nouvelle n'excita pas le moindre désir de revanche, et la brigade fit comme à Nowe... elle attendit des

ordres!... Pourtant les demi-heures s'écoulaient à Ciechanow, et sœur Anne ne voyait toujours rien venir; 9 heures, 9 h. 30, rien; à 10 heures je montai dans le clocher pour guetter l'arrivée, mais sur les 3 kilomètres de route que je pouvais apercevoir je ne découvris rien, rien, rien!...

Alors à 10 h. 30 on envoya une auto chercher la brigade, elle la trouva à Gumowo : elle mangeait la soupe!...

Je ne sais si cette matinée n'a pas été un calice plus amer encore que l'après-midi du 14. C'était d'ailleurs par trop narguer la Providence. Elle s'était pour nous jusqu'alors montrée très clémente, elle nous avait ouvert toutes grandes les portes du succès, nous n'avons pas su en profiter ni hier soir, ni ce matin... mais, n'anticipons pas.

Ce ne fut qu'à midi précis que la tête de la colonne se présenta sur la place de Ciechanow, il y avait deux heures exactement que nous étions dans cette localité, et nous n'avions rien fait, rien tenté pour pousser plus hardiment notre pointe, hélas!

A ce moment même on vint nous rendre compte que des forces bolcheviks importantes, probablement une division d'infanterie, s'avançaient déployées sur Ciechanow, venant du sud-est, leur droite atteignait Pomorze environ.

Le problème tactique devenait intéressant, j'avoue qu'en une seconde ma décision personnelle était prise, mais je ne commandais pas et mes explications restaient réservées d'ailleurs, car ce n'était pas le moment de troubler un exécutant qui devait agir promptement. Peu importait la solution pourvu qu'elle fût menée rondement avec une idée de manœuvre.

Mais cette idée je ne la vis pas sortir du cerveau du chef et l'action fut menée avec agitation, mais sans but défini, et un résultat négatif seul pouvait sortir de là.

Au reçu du renseignement le général commanda à tout le 2e uhlans de partir « en reconnaissance ». Le capitaine commandant le régiment hésita, ne comprit pas, et se fit répéter sur un ton un peu plus haut... « Oui, partez avec tout votre régiment en reconnaissance... » On ne donne pas impunément deux coups d'éperons à un pur-sang, et le 2e uhlans, que je n'ai jamais vu un jour sans charger deux ou trois fois et toujours victorieusement, partit... sans savoir ce que

voulait au juste son chef, et c'était tout un régiment, plus du tiers des forces et des meilleures, dépensé.

J'allai à la sortie du village; déjà les obus y tombaient de façon assez précise, je grimpai sur une maison d'où je découvris la plaine, et je vis très nettement toute la ligne bolchevik qui s'avançait en une mince ligne de tirailleurs très en ordre. Je voyais l'artillerie ennemie se mettre en batterie, et aussi une auto blindée qui s'avançait sur la route de Nowe Miasto à hauteur de Krubin.

Je voyais aussi le 2e uhlans, dispersé par escadrons, tournoyer dans la plaine. L'un des escadrons apercevant un escadron bolchevik aussitôt le chargea, mais l'ennemi fit demi-tour et se replia derrière son infanterie. Le feu s'alluma instantanément sur toute la ligne bolchevik; je ne sais combien de mitrailleuses entrèrent alors en action, toutes en tir continu, mais c'était infernal... Je me demandais avec inquiétude ce qu'il allait revenir de cet escadron : il n'y eut en réalité qu'un seul cheval blessé... Dans cette guerre on ne cherche pas le tir à tuer, mais seulement le tir à faire peur.

Pourtant la citadelle d'Opino-Goura me tentait toujours, et je me disais, que si je pouvais y jeter une avant-garde avec de l'artillerie, toute ma brigade pourrait pivoter rapidement sur ce point d'appui, se glisser par la route de Prasnich, et gagner le terrain libre d'où elle pourrait alors à sa fantaisie aller faire sauter l'un après l'autre tous les états-majors bolcheviks.

Dans les moments d'accalmie, je lançais donc comme un refrain : « Sautez donc sur Opino-Goura! », tant et si bien qu'à la fin le général se décida à donner cet ordre à deux escadrons du 115e; et il les envoya dans cette direction, mais sans leur dire pourquoi il les envoyait, ni ce qu'il attendait d'eux, ni ce qu'il voulait faire avec le gros.

Son artillerie était bien en batterie tout près de nous, elle ne tirait pas... ce n'étaient certes pas les objectifs qui lui manquaient, mais elle ne savait pas celui visé par le chef. Le combat n'était pas conduit par une idée maîtresse.

Nous avions donc le 2e uhlans déjà engagé, la moitié du 115, je comptais qu'il nous restait encore deux escadrons du 115, le mauvais 108 et le 203e; mais j'apprenais alors que le général

commandant la brigade avait détaché ce régiment dans une mission tout à fait secondaire sur la rive droite de la Ludynia. Il n'était donc pas là au combat. Je cherchais pourtant à entraîner toutes les disponibilités sur la route de Prasnich, espérant recueillir en cours de route le 2e uhlans que déjà je voyais revenir, mais il se perdait un temps précieux dans des discussions infinies auxquelles je ne comprenais rien, et que je ne m'expliquais pas. Et voilà qu'en passant un fossé mon cheval roula dedans, et il montrait si peu d'énergie pour se relever, que six hommes réunis ne pouvaient arriver à le sortir ce son trou. J'étais donc sans cheval, sans sabre, au milieu d'une cavalerie tout émiettée à la merci de la moindre tentative de la cavalerie ennemie et mes réflexions n'avaient rien de gai...

On me donna une autre monture, la première venue, elle boitait bas... mais je n'avais guère le temps de choisir.

Pendant cet incident, le général avait prescrit à deux escadrons du 115 de garder les abords de Ciechanow, et il se portait enfin sur la route de Prasnich avec le seul 108 (100 cavaliers je le répète) et deux pièces... c'était tout ce qui lui restait de ses treize escadrons!

N'importe, pensais-je, prenons pied sur la ligne de crête Opino-Goura-Dsbouje, et là nous rallierons la brigade pour aller plus loin. Bientôt je croisai le 2e uhlans, je lui dis personnellement de rallier au chef, de nous suivre, mais... je ne fus pas compris. Bref en arrivant dans les marais qui entourent Przedwojewo nous vîmes déboucher d'Opino-Goura quatre ou cinq escadrons de cosaques en colonne par deux suivant la ligne de crête.

J'ai cru vraiment alors que nous allions en découdre au sabre; mais le 2e uhlans ne nous avait pas suivis, nous étions seuls avec 100 mauvais cavaliers et deux pièces. Tout le reste de la brigade était... aux quatre coins de la plaine.

Je fis mettre en batterie les deux pièces, mais cette malheureuse section qui pourtant tirait à vue, ne parvint pas à régler; et la colonne ne fut jamais inquiétée par ces obus tombant à 500 mètres au plus près. Son escadron d'avant-garde gagnait déjà Dsbouje. C'était bien fini : l'ennemi avait réussi sa manœuvre; il nous avait interdit de déboucher

de Ciechanow! Tristement nous nous retirâmes par un sentier à peine praticable au travers des marais dans la direction du nord, tandis que parallèlement à nous, sur le haut de la crête toujours, nous escortait l'escadron de pointe ennemi à 1 500 mètres de nous à peine. Alors l'artillerie ennemie ouvrit le feu sur nous. Le premier coup de canon tomba à quelques pas du général et de moi. Nous fûmes l'un et l'autre couverts de boue, c'en fut assez pour le 108 qui se débanda, et partit au galop; comment l'escadron ennemi ne profita-t-il pas de cette minute pour nous charger? Après avoir remis de l'ordre dans cette cohue, nous allâmes jusqu'à Regimin, salués de temps à autre par quelques rafales de mitrailleuses sur calèches (*taczanki*), toujours du tir à faire peur, mais pas à tuer, heureusement.

Le ralliement de la brigade fut des plus pénibles, il ne dura pas moins de quatre heures, et ce ne fut qu'à 5 heures du soir que la brigade fut au complet et put repasser la rivière à Lekowo.

Ainsi il n'y avait pas eu combat, mais il y avait eu manœuvre, et l'ennemi nous avait magistralement imposé la sienne; comme toutes les manœuvres de cavalerie elle s'était dénouée en quelques minutes, douze à quinze au plus. Malheur au chef de cavalerie qui ne sait pas dans ce temps très court faire ses combinaisons et les mettre en action!

Une manœuvre est conçue sur quatre données : la mission, le terrain, la vue de l'ennemi, les moyens dont on dispose. Si le chef se laisse surprendre par les événements, jamais il ne pourra sous leur pression prendre ses décisions.

Mais il connaît sa mission. Ici c'était notre intention formelle de courir sus aux états-majors bolcheviks que nous pressentions à Stary Golymin ou autres localités, et nous devions avoir la volonté d'y aller malgré les intentions contraires de l'ennemi. Sa brusque intervention qui du reste n'aurait pas dû surprendre une cavalerie bien éclairée, et dans la région depuis plus de vingt-quatre heures, auraît dû faire vibrer des réflexes incitant à se dégager de l'étreinte, à ne pas accepter le combat. Donc pas de surprise.

Et' de même le terrain, nous le connaissions bien depuis la veille! nous nous y étions promenés, nous avions vu toutes

ces routes sortant en gerbes de Ciechanow; nous avions tous vu cette citadelle d'Opinogoura, si particulièrement forte face au sud, nous en avions tous parlé et il ne fallait pas de longues réflexions pour en saisir toute l'importance, pour avoir la tentation de mettre la main sur elle, pour s'en servir comme d'un pivot, pour glisser sa masse par le nord sur la route de Prasnich. Nous aurions vu plus tard la direction à prendre.

J'aurais donc voulu une avant-garde sur Opinogoura et au besoin l'attaquant si l'ennemi y était déjà, ce qui était possible.

L'artillerie (une batterie) appuierait cette attaque, et tout le reste de la brigade filerait au trot sans arrêt par la route pour aller au plus vite jusqu'à la hauteur Dsbonje sans laisser personne à Ciechanow que nous ne pouvions tenir.

Si la cavalerie ennemie avait cherché à arrêter cette attaque directe, du moins l'avant-garde pouvait la fixer, et nous aurions eu en mains la masse tout entière prête pour l'attaque; nous aurions eu la supériorité numérique, et si même nous ne l'avions pas eu, les cavaliers de la 8e brigade, très fiers de leurs récents exploits, auraient pu sans crainte en aborder de plus nombreux qu'eux-mêmes, et avoir vite raison de ces escadrons qui ne savaient pas, qui ne pouvaient pas galoper.

Dans le camp opposé nous devons reconnaître une manœuvre très logiquement conduite.

Il y avait vingt-quatre heures qu'une brigade polonaise était sur les arrières de l'ennemi. Déjà elle lui a causé maints dommages. Pour en éviter de plus graves, de plus décisifs, il fallait repousser cette brigade sur l'autre rive du ruisseau et surtout lui couper les routes qui conduisaient librement à tous les quartiers généraux. On dirigeait donc la 33e division d'infanterie bolchevik, tout récemment arrivée de Sibérie, droit sur Ciechanow, et l'on voyait la cavalerie de cette division sauter sur le point capital de tout le terrain, Opinogoura, puis se prolonger ensuite en maîtresse incontestée de la région sur la ligne de crête elle-même. C'est une caractéristique curieuse des armées bolcheviks, un commandement supérieur généralement bon, et une troupe qui n'est pas un outil de combat sérieux, malgré une discipline terrible.

Cette retraite porta un mauvais coup au moral de la brigade.

Les figures étaient très longues, le soir, pendant qu'elle reprenait son contrepied par Pawlowo, arrivait à la nuit à Glowitze, à 2 kilomètres de Szulershisl où en plein triomphe nous étions venus nous reposer quelques heures dans la nuit du 14 au 15.

Notre habituel et frugal repas fut assaisonné du vinaigre de la déception... tenir une si belle occasion et la laisser échapper par des lenteurs de décision incompréhensibles!... mais pourquoi récriminer! ce qui était passé, était passé; comme disent volontiers les Polonais : « Que faire? »

Journée du 17 *au matin*, — Nous n'avions plus qu'à rallier à la 18e division d'infanterie et nous prîmes le chemin de Mlock.

En traversant le village de Mlock j'achetai deux poulets qu'une paysanne venait d'égorger et je les mis dans une de mes sacoches, je souffrais réellement de la faim et j'étais heureux pour une fois de me faire une réserve éventuelle.

Par Kalki nous arrivâmes à Ojrzen où nous retrouvâmes enfin la 18e division d'infanterie. En passant au pont de Kalki j'avais été frappé par une grande hauteur, ayant un commandement de 50 mètres sur la plaine, chose assez rare dans ce pays plat, et je me disais qu'il était heureux que nous tenions ce magnifique observatoire sans quoi notre débouché du pont de Kalki aurait pu être vraiment difficile; et voilà qu'en arrivant à Ojrzen, j'appris que nous n'en étions pas maîtres... mais comment les bolcheviks?... mystère. Cette guerre dans ce pays-ci en est remplie, et ils déconcertent souvent nos cervelles occidentales.

Je me rendis aussitôt en auto à Sochocin pour trouver le général commandant la 18e division d'infanterie et lui rendre compte. Nous y reçûmes un accueil triomphal et apprîmes que nous avions eu les honneurs du communiqué!

On nous mit au courant de la situation générale.

La bataille avait été rude le 15, car les deux adversaires avaient l'un et l'autre, l'intention d'avancer, et les bolcheviks avaient accumulé en face du centre de la 5e armée des forces nombreuses.

Pourtant Sochocin avait été pris le 15 et Nowe-Miasto et Nasielsk le 16. Hier les bolcheviks au sud de Ciechanow avaient réagi encore fortement. Mais pour la 18e division

d'infanterie le danger venait surtout de ce que les 18e, 53e et la 54e divisions d'infanterie bolcheviks que nous avions laissées en route sur Plock avaient rebroussé chemin et marché sur Plonsk.

Heureusement que la 9e brigade de cavalerie qui devait former la division de cavalerie avec la 8e brigade venait de débarquer; aussitôt jetée dans la fournaise elle fit merveille, et, dans des charges superbes, par deux fois elle dégagea Plonsk, faisant un millier de prisonniers.

Pourtant il semblait que les bolcheviks essayaient de recoller leur front en se soudant par Ciechanow à la 33e division.

Dans ces conditions, le général commandant la 18e division, toujours aussi calme et aussi agressif, organisait une attaque avec un bataillon partant de Kalki sur Maluzin, Smardzewo pour se dégager de tout souci de ce côté. Il désira que la 8e brigade de cavalerie coopérât à cette attaque. Entre temps j'attirai toute son attention sur l'importance de cette hauteur de Bronislaw; il me dit qu'il la ferait occuper le soir même.

Nous retournâmes donc vers 14 heures à Ojrzen, mais précisément les bolcheviks cherchaient à déboucher de la hauteur. J'étais avec la brigade de cavalerie, et l'artillerie de la brigade dans les environs immédiats de Wojtkowa Wies. Ainsi, nous couvrions la gauche immédiate de la 18e division et nous ne pouvions pas franchir le ruisseau avant que la situation ne fût éclaircie. Cela ne tarda pas d'ailleurs.

Un petit barrage de 75, oh! pas méchant, quelques dizaines de coups en tout, arrêta l'infiltration bolchevik; il me semblait que j'étais aux grandes manœuvres, car les deux partis, que je voyais à l'œil nu, ne prenaient aucun souci de se défiler.

Après ce barrage, l'infanterie polonaise se reporta en avant et, aussitôt, nous vîmes les tirailleurs bolcheviks qui, cinq minutes plus tôt avançaient, se mettre à reculer devant l'ennemi qui attaquait; les deux partis étaient à quelque 500 mètres au plus.

Tandis que nous étions là en observation, je vis tout à coup quelques cavaliers ennemis vers Bronislaw, sur la crête, et quelques secondes plus tard, je vis apparaître deux voitures entourées elles aussi de quelques cavaliers; c'étaient ces fameuses *taczanki* (calèches) qui ont fait en grande partie

la fortune de Budienny. Je les avais toujours critiquées en disant qu'elles formaient une cible, trop vulnérable et j'avais vu souvent des sourires sceptiques me répondre.

Or, j'avais précisément à 10 mètres de moi une batterie d'artillerie; l'occasion était trop belle et trop tentante; je n'y résistai point; je fis ouvrir le feu par deux pièces, mais, averti par l'expérience de la veille, je le dirigeai moi-même, tandis que nous envoyions un escadron du 2e uhlans droit sur les mitrailleuses. Au huitième coup, un obus tomba à une trentaine de mètres du groupe et les deux calèches partirent au galop; mais déjà l'escadron arrivait; nous vîmes les voitures disparaître derrière la crête, l'escadron les poursuivre, et quelques minutes plus tard l'escadron ramenait les deux taczanki!

Ces mitrailleuses sont destinées à tirer de la voiture, même sans dételer. Évidemment, l'ouverture du feu est ainsi très rapide; tir aussi rapide qu'imprécis surtout quand on l'exécute en marche. Quant à la mobilité du système, à sa visibilité, et à sa vulnérabilité au tir de l'artillerie, l'incident que je viens de raconter est assez caractéristique. La taczanka jouit pourtant encore d'une renommée et d'une faveur incompréhensible dans les milieux cavaliers polonais.

L'attaque polonaise réussit pleinement, et, s'il m'est permis d'anticiper pour liquider cette petite question, je dirai que les Polonais s'installèrent fort en avant de la crête à Grabowiec, Kraschewo, Szarna-Gora; il semblait donc que c'était définitif, eh bien! le surlendemain les bolcheviks réattaquèrent; les Polonais encore une fois se retirèrent, comme l'avaient fait les bolcheviks devant eux le soir du 17 sous mes yeux, et ils abandonnèrent non seulement la ceinture des villages en avant de la hauteur, avec les observatoires, mais même le bas des pentes et plusieurs kilomètres au sud, dans la plaine! Et je pensais à la crête de ce pauvre vieil Hartmann que Français et Allemands se disputèrent si farouchement, et j'imaginais les luttes acharnées qui se seraient livrées sur ce piton si nous, nous y avions rencontré nos adversaires d'hier et de demain peut-être!

Vers 17 heures, la question Bronislaw liquidée, la colonne d'attaque prit la direction de Maluszyn. En arrivant, nous

trouvâmes Maluszyn vide d'ennemi; une découverte préalable eût pu donner ce renseignement!

Le bataillon et la brigade étaient là entassés dans ce petit hameau perdu au milieu des bois, et déjà la nuit tombait; j'étais assez inquiet de la façon dont nous étions couverts, et j'exprimais mes inquiétudes tandis que, saisissant mes poulets, je me mettais en devoir de les plumer. Pour ce soir, nous ne pouvions même pas espérer des œufs ni du lait; le village était abandonné, vide et pillé. Tout à coup éclata une très vive fusillade tout proche; on nous cria même que c'étaient les cosaques; vite, nous cherchâmes nos chevaux; je retrouvai le mien la selle sous le ventre et la bride enlevée et les balles crépitaient drues tout autour de nous... situation vraiment peu agréable. Pourtant je remis mon poulet à demi plumé dans la sacoche et je remontai à cheval, mais déjà la fusillade diminuait et bientôt cessait; allons, ce n'était qu'une alerte; espérons qu'elle aura montré la nécessité de se couvrir. On remit pied à terre, et je repris très philosophiquement ma besogne.

Il n'y avait pas cinq minutes que nous étions revenus au calme quand une véritable attaque se déclancha avec une intensité de feu tout à fait sensationnelle; mitrailleuses et fusils, il y avait de tout et beaucoup, et dans ces bois, on ne savait d'où venaient les coups, mais les balles tombaient dru de partout et sans arrêt.

Je fis sortir les chevaux de la ferme, craignant toujours une attaque des cosaques, et prendre un peu de champ, ce qui nous donnerait au moins une petite zone de manœuvre en cas d'une irruption de cavaliers. La fusillade dura environ vingt minutes sans arrêt, lorsque soudain retentit un formidable hourrah! on entendit quelques cris, et le feu s'éteignit brusquement; c'était le bataillon polonais qui, sans tirer un coup de feu, couché à terre, avait attendu que l'attaque arrivât jusqu'à 30 mètres de lui; alors, d'un bond, il s'était levé et à la baïonnette avait tout enfoncé.

Les fuyards se retirèrent vers Kalki, mais là ils tombèrent sur une compagnie de garde du pont qui ouvrit le feu sur eux et toutes les balles longues furent pour nous et il y en eut beaucoup... mais il y avait là aussi un escadron du 115e uhlans,

et celui-ci ne manqua pas l'occasion de charger cette infanterie débandée.

C'était tout un régiment, précisément de cette 33e division bolchevik qui la veille nous avait chassés de Ciechanow, et qui essayait de donner la main aux 54e et 18e divisions bolcheviks encore dans les environs de Plonsk. Il était taillé en pièces et anéanti.

Infanterie et cavalerie polonaises avaient été tout à fait à hauteur de la situation, et ce combat était tout à leur honneur. Quelques minutes plus tard, je me rendis auprès du commandant du 144e régiment d'infanterie qui donnait ses ordres à son bataillon.

Vraiment, la scène ne manquait pas de caractère. Sur ce champ de bataille rempli de morts, de blessés, de prisonniers qu'on interrogeait, le très jeune chef de bataillon qui commandait ce régiment était animé d'un souffle ardent qu'il savait communiquer à sa troupe; il voulait attaquer cette nuit même plus au sud et prendre Kempa. L'attaque devait se déclancher à minuit; il était 22 heures. Quand il eut fini de donner ses ordres, j'allai le féliciter de son calme splendide et de son entrain superbe, comme aussi de la valeur de ses troupiers.

Quant à nous, cavaliers, notre rôle était fini pour cette nuit. J'achevai donc enfin de plumer mes pauvres oiseaux en priant un officier polonais de les faire cuire cette nuit pour qu'on les ait au moins au matin, puis j'allai me jeter sur une botte de foin tandis que le général restait éveillé. Bientôt à nouveau, des coups de feu éclatèrent tout près de nous; c'était notre attaque qui se heurtait à l'ennemi à quelques centaines de mètres de Maluszyn; nous étions ainsi dans un vrai guêpier, et sans cette double charge d'infanterie et de cavalerie, audacieuse et si brillante, on peut se demander ce qu'il fût advenu de nous...

L'attaque n'avait pas l'air de progresser, car la fusillade n'avançait guère, mais elle ne diminuait pas; il y avait surtout une certaine mitrailleuse dont le crépitement incessant et le tir presque continu résonnait terriblement dans la nuit et était bien énervant. Vers 2 heures, on vint me chercher en me disant : il faut se retirer; l'ennemi a pris le pont d'Ojrzen et aussi Sochocin, et nous risquons de nous faire couper!

Cette nouvelle me paraissait invraisemblable; les bolcheviks ne sont pas gens à prendre des initiatives aussi hardies en pleine nuit; d'autre part, à Sochocin était le quartier général de la 18e division d'infanterie et le général commandant la division d'infanterie n'était pas homme à se laisser manœuvrer ainsi sans riposter vigoureusement; vraiment c'était incroyable.

A la guerre, cependant, l'invraisemblable est souvent réel; donc il ne suffisait pas de nier, ni d'affirmer, il fallait prouver. En conséquence, je demandai si l'on avait fait contrôler cette nouvelle, si l'on avait envoyé une découverte immédiate malgré la nuit et en raison de l'urgence; et comme il me fut répondu non, alors je m'opposai formellement au repli. On envoya donc aux nouvelles; du moins, on me l'affirma, et nous attendîmes. Vers 3 heures, on revint me dire que le pont d'Ojrzen était bien au pouvoir de l'ennemi; dès lors, tout en disant bien haut que malgré cette confirmation je ne pouvais y croire, je ne pus m'opposer au départ, et nous nous retirâmes sur Kalki.

Vers 5 heures dans une propriété intacte aux environs de Kalki, appartenant à un officier de cavalerie, nous trouvâmes encore des œufs, du pain, du lait, du thé, et je sortis triomphalement mes poulets... mais Dieux! qu'ils étaient durs! Nous avions tous bien faim, mais nous étions si épuisés tous que nous ne pouvions pas manger.

En arrivant à Kalki, nous apprîmes que le pont d'Ojrzen n'avait jamais été pris... Notre retraite compromettait donc le succès de l'opération, quelle faute! Le général commandant la 18e division ne fut certes pas content quand, quelques quarts d'heures plus tard, il vint dans cette région. Il rallia lui-même la 8e brigade de cavalerie et lui réitéra l'ordre de retourner à Maluszyn.

Il tint à m'emmener lui-même à Sochocin où il me traita avec une bonne grâce si aimable, si touchante, et tant d'attentions délicates pour me faire reposer et restaurer que je m'en souviendrai toujours avec une profonde reconnaissance.

Le lendemain 19, j'attendis à Sochocin l'arrivée du général Sikorski. Le soir du 18, on m'avait dit à la division d'infanterie que les deux brigades 8 et 9 devaient se concentrer vers Maluszyn pour coopérer à la reprise de Ciechanow.

Vers 18 heures, désespérant de voir arriver le général Sikorski, et le quartier général de la 18e division se transportant sur Ciechanow que l'on devait attaquer cette nuit, je me dirigeai sur Maluszyn par Gutarzewo. J'y fus reçu par des feux de mitrailleuses, et je retournai à Sochocin en remarquant que le quartier général de la division d'infanterie n'avait jamais eu la moindre couverture! Il était à la merci du moindre coup de main, de la moindre patrouille!

En rentrant, je trouvai enfin le général Sikorski qui à son tour manifesta en me voyant une joie sincère qui m'honora singulièrement. Nous causâmes longuement, non sur les événements passés, mais sur les futurs.

« Et maintenant que faire de la cavalerie? » me demanda-t-il.

A cette heure, le succès était général; c'était la très grande victoire; l'ennemi en débâcle fuyait. Pour moi, je voyais très grand peut-être; je considérais cette rivière Narew qui barrait au nord la retraite de toutes les grosses colonnes de fuyards; deux ponts seuls permettaient leur passage, Ostrolenka et Lomza. Déjà à Ciechanow, j'avais rêvé de pousser jusque-là, et je crois que si j'avais eu alors une division au lieu d'une faible brigade, je n'aurais pas hésité à risquer ce coup d'audace. Maintenant, il me paraissait s'imposer, et la réalisation ne semblait pas encore impossible en se mettant en route immédiatement.

Le général Sikorski m'écouta très attentivement, mais me répondit ceci : « Vous avez parfaitement raison, mais Ostrolenka et Lomza ne sont pas dans mon secteur d'armée, ce n'est même plus de notre groupe d'armée dont la limite est à Chorzele... Pour moi ma limite est Mlawa, alors j'ai envie de lancer la division de cavalerie contre les forces de cavalerie bolcheviks; le 3e corps de cavalerie continue en effet à marcher sur Wloclavek. — Mais ils sont enragés », m'écriai-je! à la grande joie du général Sikorski; dans ces conditions, je ne pouvais pas faire d'objection.

Cavalerie d'armée, la brigade ne pouvait évidemment opérer que pour elle; c'était à une cavalerie de commmandement en chef qu'il fallait donner ces objectifs lointains et profonds de poursuite stratégique, et une fois de plus, je regrettai de ne pas voir là sur ce terrain d'action décisive toute la masse de cavalerie polonaise maintenue dans le sud

par crainte de Budienny, neutralisée par lui, là-bas, alors que sa présence ici eût été si utile.

Je fus conduit le soir même à Plonsk, par le général Sikorski qui me mit en rapport avec le jeune commandant de la division de cavalerie polonaise nouvellement désigné, le colonel Dreszer, et en sa compagnie, je fis les jours suivants la poursuite jusqu'à Mlawa.

Auprès de ce chef ardent et intelligent, je n'avais plus qu'un simple rôle de conseiller. Je vis des choses splendides : 50 cavaliers charger une colonne; l'officier tué, 10 hommes tués, les 40 survivants nous ramener 1 200 prisonniers, 2 pièces de canon, un butin immense, mais je vis aussi des bolcheviks nous échapper en trop grand nombre; nous aurions pu les prendre avec un peu plus d'acharnement.

Au cours de ce raid nous avions infligé à l'ennemi de sérieuses pertes en tués et blessés, nous lui avions capturé 1 000 prisonniers, pris 500 voitures militaires, des vêtements, des armes, des vivres; uous avions rendu des milliers de têtes de bétail aux Polonais, sauvé de l'envoi en Russie, des quintaux de farine, capturé un état-major de division d'infanterie avec ses archives et la caisse du chiffre, un sous-chef d'état-major de division de cavalerie, un camion automobile, deux autos. Pourtant les résultats moraux furent encore bien plus grands, mais ce ne furent pas les exécutants qui purent alors en saisir toute l'amplitude. Il fallait pour s'en rendre compte l'éloignement dans l'espace et dans le temps. Le haut commandement polonais lui, de Varsovie, se rendait fort bien compte du désordre et de la perturbation profonde que cette incursion de cavalerie avait jetés dans les armées bolcheviks. Nous ignorions, nous, quelle était la composition de la IVe armée. La 18e division d'infanterie, la 54e, la 53e, la 33e tout cela pour nous n'étaient que des chiffres; nous ne nous doutions pas que nous coupions complètement la IVe armée du reste de l'armée bolchevik. Nous n'avions jamais su que nous avions passé tout à côté du quartier général de cette armée, que les télégraphistes du poste de télégraphie sans fil affolés avaient brûlé leurs appareils lors de notre arrivée; je ne l'appris que de la bouche du général Rozwadowski, le chef d'état-major

général, lui-même, un mois plus tard. Et comme toutes les lignes téléphoniques avaient été coupées par nous, toute la IVe armée continua à s'enferrer suivant les directives du 10 août du commandant du front, en poussant indéfiniment sur la Vistule au lieu d'apporter toute sa masse à la bataille.

Nous savions seulement, et ceci avait bien aussi son importance que cette 33e division d'infanterie qui vint nous chasser de Ciechanow, n'avait pas pu être jetée dans la bataille; celle-ci pourtant se présentait mal sur le front Stary Golymin, Pultusk. L'intervention de cette unité encore fraîche eût peut-être fait pencher du côté bolchevik la balance de la fortune longtemps oscillante, et il avait fallu la lancer contre nous.

Tous ces résultats que l'histoire officielle de la campagne enregistre aujourd'hui, avaient été obtenus sans pertes; nous n'avions laissé en arrière ni un homme ni un cheval.

« Mes cavaliers, me disait le chef de l'État, le maréchal Pilsudski dans un entretien qu'il me faisait l'honneur de m'accorder un jour pour discuter de l'organisation des grandes unités de cavalerie, mes cavaliers ce sont des chevaliers Sans Peur, mais pas toujours sans reproches, car ils ne songent jamais qu'à la charge. » Et c'était absolument vrai alors.

Mais déjà un courant d'idées s'établit dans les esprits. Avant de frapper du sabre ou de la lance qui nécessitent l'abordage, il est bon de mettre en œuvre et les canons qui portent à 4 et 5 kilomètres et les mitrailleuses qui travaillent à 1 500. La cavalerie polonaise est maintenant dotée du fusil mitrailleur, à raison de huit par escadron; ses pelotons sont à seize files, elle a un escadron de mitrailleuses de douze pièces, le régiment est donc une force très sérieuse. Elle a enfin un règlement de manœuvre, une école de cavalerie qui sera sous peu une brillante succursale de Saumur. Ses officiers supérieurs et généraux travaillent tous dans des centres d'instruction où l'on traite de l'emploi des masses de cavalerie dans la bataille. Tout cet effort portera ses fruits. Il n'est donc pas douteux que cette cavalerie sera l'an prochain un engin de combat de grande valeur parce qu'elle aura perfectionné sans les ternir ses brillantes qualités de race.

COLONEL LOIR

PARMI LES LIVRES

COMMENT CLASSER LES ROMANS ?

Dans la masse des romans nouveaux, est-il possible de mettre un peu d'ordre? Essayons.

C'est une règle pour les botanistes de fonder les classements sur les formes et non sur les fonctions, ou comme ils disent, sur la morphologie et non sur la physiologie. Il semble sage de suivre, dans la critique, une maxime analogue et d'ordonner les livres moins par leur vie intérieure que par des caractères fixes et apparents. — Voilà, dira-t-on, qui est bien superficiel. Je ne pense pas à le nier. Mais c'est le seul système qui nous permette de définir des espèces. Quant à la définition de l'espèce, nous n'avons pas de raison de ne pas adopter celle qui est usitée dans les sciences, et de ne pas dire qu'appartiennent à la même espèce tous les individus qui se ressemblent plus entre eux qu'ils ne ressemblent aux individus d'aucune autre espèce.

Comme dans les sciences naturelles nous rencontrons aussitôt une variable dont il nous faut tenir compte, et qui est le temps. De même que toutes les espèces actuellement vivantes sont bien éloignées d'être contemporaines, de même tous les livres parus en 1923 sont bien éloignés d'appartenir au même temps. Il y a parmi eux des survivants attardés d'autres époques géologiques. Il y a inversement des formes encore incertaines, qui se développeront sans doute dans l'avenir. Et le présent est une confusion d'hier avec demain.

***

Le livre de M. de Chateaubriant, *la Brière*, est un de ces livres archaïsants. Je le dis sans la moindre intention de blâme, et je ne vois aucune raison pour qu'un livre écrit selon les règles usitées en 1880, ou en 1830, ou en 1750 ne soit pas un chef-d'œuvre en 1923. Au surplus *la Brière* est un fort beau livre. Je le goûterais plus parfaitement si j'en entendais le vocabulaire. Malheureusement l'auteur, en décrivant ces marais retranchés du monde, a poussé la conscience jusqu'à écrire la langue même des habitants : de sorte que son roman est en patois. Les blins dégorgent leur peuple sur les platières. Les charrettes à bœufs rampent par les chéraux. Les chalands glissent par les curées. Tout cela aborde par les coulines et par les péardes. En novembre tous les mulons sont emportés. Aoustin, sur son chaland, se perd dans les copés et s'envase dans les mafrages. Nous aussi. Comme nous ne comprenons pas le sens des mots, le paysage n'est qu'un brouillard sans forme. On nous dit que des oiseaux chantent et volent; nous ne les voyons pas et nous n'entendons pas leur cri. On nous dit que des hommes travaillent et qu'ils manient le salet et la tranche. Mais comment sont faits ces outils-là?

Ce que nous distinguons de l'ouvrage laisse voir très nettement sa parenté avec les romans de terroir de M. Bazin, et en remontant plus loin dans le passé avec les romans de Zola. Le marais est ici le personnage principal, comme la mine dans *Germinal*. Et un homme, le vieil Aoustin, est comme la figure vivante du pays. Cet Aoustin, M. de Chateaubriant en a sculpté les traits avec une magnifique énergie. Rien ne ressemble moins à un roman collectif que ce livre où un personnage symbolique s'enlève en force sur le paysage, comme dans une lithographie romantique. Et naturellement, quand on a dessiné un pareil gaillard, il faut bien que les événements soient à sa mesure : de sorte que nous voilà entraînés au drame le plus noir. Le pays lui-même se fait plus farouche, à l'étonnement de quelques-uns de ceux qui ont chassé dans le pays, sans incident.

Tout cela fait une suite de scènes violentes, puissamment

dessinées, et concertées pour un effet dramatique. La trame même de l'histoire est toute traditionnelle : Aoustin s'oppose au mariage de sa fille Theotiste avec un garçon d'un autre village, Jeanin. Une nuit, le prétendant évincé tire sur lui, et lui brise le bras qu'il faut couper. Aoustin médite une terrible vengeance. Une nuit, il va chercher le criminel, il le force à venir chez lui, et jusqu'à l'aurore, il le tient au bout du fusil. Cependant Theotiste a eu un enfant, qu'elle a fait disparaître; dénoncée, emprisonnée, elle devient folle. On vient chercher Aoustin, au moment où il va exécuter Jeanin. Il enferme son prisonnier, et sur son chaland, qu'il manœuvre d'une main, il emmène la démente. Mais il s'égare dans les brumes de la nuit. Au matin Theotiste est morte. Aoustin au cœur dur est dompté par cette nuit atroce; et le lendemain, il fait grâce à Jeanin.

Ce livre est à peu près isolé dans la littérature d'aujourd'hui. Tout au plus pourrait-on ranger dans une série voisine *les Ombres*, de M. Ernest Pérochon : car le sujet est bien la lutte entre deux races d'un pays de chouannerie; mais la donnée est compliquée par d'étranges phénomènes de survivance, les personnages d'un drame qui s'est passé sous la révolution reparaissant dans les personnages présents.

***

Le roman d'aventures qui pullulait à la chaleur d'une vague éphémère, a presque complètement disparu. Soyons franc : il ne valait à peu près rien. Il lui manquait d'être écrit par des hommes qui aient vraiment vécu une vie d'aventures. Il était l'ouvrage d'honnêtes bourgeois, qui composaient dans la tiédeur du cabinet, des récits épouvantables d'événements dont ils n'avaient pas idée, et des tableaux de paysages qu'ils ne connaissaient point. Cette plaisanterie n'a eu qu'un temps.

Le dernier roman de M. Pierre Benoit, *Mademoiselle de la Ferté*, est d'un style fort différent des précédents. Les cent premières pages, que j'admire pour ma part, sans restriction, si elles ressemblent à quelque chose, ressemblent à quelque puissante évocation de Balzac. C'est l'histoire d'une famille dans un coin des Landes, un peu au nord de Dax, au milieu

des Marais. Paysages, caractère et scènes sont dessinés avec beaucoup de force et de précision. Mais au tiers du livre environ, le livre se transforme et un autre esprit apparaît. Le roman devient l'histoire d'une âme. Et tout l'intérêt du drame vient de la suite patiente d'une vengeance. L'auteur nous avait averti qu'il nous raconterait l'aventure d'une âme ambiguë : « Que sont nos actes, dit-il au début de son livre, nos pauvres actes? Il est éternel, le subtil mythe des Persans. Ormuzd et Ahriman continuent à se disputer les créatures humaines. Nous sommes les champs de bataille mystérieux où s'affrontent ces adversaires, sans qu'on puisse jamais savoir lequel des deux aura été le vainqueur. Où est l'ombre? Où est la blancheur? Telle chose que l'on prend pour l'œuvre d'un réprouvé n'est-elle pas au contraire le fait d'un saint? » — Vous admirerez l'astuce de l'auteur et l'art qu'il met à nous égarer, car tout au rebours de la question qu'il pose, il va nous montrer une œuvre qui paraît le dévouement d'une sainte, et qui est une abominable perfidie.

Anne de la Ferté, qui était pauvre, était aimée de Jacques de Saint-Selve, héritier de riches armateurs bordelais. Comme temps d'épreuve avant qu'il l'épousât, sur le désir des siens, à la demande de sa fiancée elle-même, Jacques alla faire un séjour aux Antilles. Il y oublia mademoiselle de la Ferté, et il épousa Galswinthe Russell, qui était très riche, très belle et très blonde. Il mourut peu après. Sa veuve mena en Angleterre une vie assez folle. Elle y prit une maladie de poitrine et se souvenant alors qu'elle avait une propriété dans les Landes, nommée La Pelouse, elle revint l'habiter. Elle se trouvait la voisine de mademoiselle de la Ferté, qui habitait la Crouts.

Mademoiselle de la Ferté refusa de voir la veuve de Jacques. Mais un jour elles se rencontrèrent au défilé d'un ruisseau. Brusquement rebutée par Anne, Galswinthe glissa et se foula le pied. Il fallut la conduire à la Crouts. Anne ne pouvait désormais repousser son amitié ingénue. Elle en fit un usage atroce. Sous couleur de soigner celle qui lui avait enlevé son fiancé, elle prit toutes les mesures qui pouvaient hâter sa fin. En feignant de se dévouer à elle, elle la prit chez elle, dans une maison où l'humidité couvrait les murs de salpêtre. Elle entretint la fièvre avec une science abominable. Elle perdit, en

livrant ses secrets à ses ennemis, l'homme que Galswinthe aimait. Elle la mena au tombeau, et elle hérita d'elle. Enfin elle usa de cet héritage pour achever la ruine de la famille de Saint-Selve, qui l'avait autrefois repoussée. Elle couvrit ces machinations d'une apparence de dévouement et de vertu. Vengée, elle employa sa nouvelle fortune à faire le bien. « Ainsi vécut, conclut M. Pierre Benoit en achevant ce nouvel *Envers d'une Sainte*, cette fille qui, épouse et mère, eût été sans doute le modèle des mères et des épouses. »

M. Mac Orlan est resté fidèle au roman d'aventures. Il a découvert une espèce de filon, où il s'est installé. C'est **le** roman de la politique contemporaine. Déjà dans la *Cavalière Elsa*, il avait montré les bolcheviks conquérant l'Europe. Cette prophétie ne s'étant pas réalisée, il a imaginé un autre thème. Il a en exagérant un fait véritable, inventé le règne des Ruraux. Il a, imaginé que la classe moyenne, l'Intelligence, comme on dit, étant ruinée, tombait au prolétariat, et il a supposé des bandes affamées qui vagabondaient, composées d'ingénieurs et de professeurs. Enfin, comme dans *la Cavalière Elsa*, il a composé une figure de femme qui joue un rôle éminent et mystérieux. Enrôlée dans une vaste et secrète association de propagande, elle parcourt la France sur une petite automobile, en débitant la camelote et en prêchant les idées. Elle devient la maîtresse d'un écrivain, et leur amour est l'intrigue centrale, traditionnelle et inévitable du livre. Elle finit crucifiée dans la steppe russe. Il y a dans le livre toutes sortes d'inventions ingénieuses et de tableaux vigoureux. Mais nous voyons un peu trop comment ces inventions ont été déduites. Ce ne sont pas les tableaux d'un romancier visionnaire. Ce sont les prophéties calculées d'un philosophe d'agence Havas. En extrapolant les mouvements présents, en les exagérant, en ne tenant compte ni des variations qui peuvent se produire dans leur direction, ni des mouvements opposés qu'ils suscitent, on peut tracer de pareilles figures de l'avenir. Leur logique enfantine est amusante, mais il est difficile de supposer que l'évolution humaine soit aussi simple et tout ce qu'on en peut dire, c'est que, quel que soit l'avenir, il ne leur ressemblera certainement pas.

Il existe deux autres variétés du roman d'aventures : l'une historique, l'autre animale. La variété historique n'est pas très riche. Pourtant voici deux volumes qu'on peut lui attribuer. L'un, *Colin ou les voluptés tropicales*, est de M. P. Reboux. C'est un tableau de Saint-Domingue en 1767, traité avec beaucoup d'esprit, de liberté et de couleur. L'autre, tout récent, est de M. Émile Henriot, et s'appelle : *Aventures de Sylvain Dutour racontées par lui-même.* Ce roman, d'un ton vif et léger, est l'histoire d'un enfant trouvé, qui devient un petit laquais chez madame la Maréchale de Lambesc, flûtiste auprès d'un opérateur, chez un barbier, musicien au théâtre de la Foire, amant de Silvie. Dans ce dernier état il devient le rival d'un sergent recruteur. Une nuit de carnaval, qu'ils se sont rencontrés chez la comédienne, ils se battent. Le sergent lance un flambeau à la tête de Sylvain. Par malheur ce flambeau atteint le protecteur de la demoiselle, M. de Courtacon, que sa mauvaise étoile amenait juste à ce moment. M. de Courtacon tombe mort. On le transporte en secret dans une chaise volée, et cette chaise dans le vestibule de l'hôtel de Raillane, où se donnait un bal. Le livre ne s'achève pas sans que Sylvain ait vu le sergent roué en place de grève, de sorte que nous avons eu nous-mêmes les spectacles les plus intéressants qui se pouvaient rencontrer dans le Paris du roi Louis XV : la rue, l'hôtel d'un grand seigneur, les coulisses d'un théâtre, le boudoir d'une comédienne, la place de Grève.

Quant au roman animal il a été créé tout entier par M. Derennes, qui est un poète délicieux, et qui nous a montré tour à tour, la chauve-souris et le grillon. Voici que M. Pierre Custot nous a raconté dans *Sturly* les aventures de l'esturgeon. Son livre est fort différent des livres de M. Derennes. Celui-ci, penché sur la petite âme de Noctu, a tâché d'en déchiffrer les secrets. M. Custot nous a au contraire hardiment raconté une fable. Sturly parcourt les mers à la recherche du sens de la vie. Il rencontre un très vieil oursin, l'ancêtre des mers, plein de sagesse et quelque peu prophète. « Il était né avec les premières eaux du globe; rond comme le soleil, ses pointes semblaient des rayons solidifiés. Mâle et femelle à la fois, toutes les joies de l'amour étaient en lui et on disait que toute la science humaine était enfermée dans sa coquille. » Il

engage Sturly à nager vers les eaux froides, puis à remonter le grand courant jusqu'aux eaux mortes. Et Sturly arrive à la région habitée par les poissons dieux, et plus loin encore jusqu'à la sirène. Mais ni les croyances, ni la beauté ne lui donnent le secret de la vie. Nous suivons les étapes de son voyage dans les paysages prodigieux des eaux. Il finit enfin par être jeté par une tempête sur une grève de Bretagne. Quand on a pris son parti d'entendre les bêtes parler en philosophes, et déraisonner en humains, le livre est un éblouissement.

***

Si l'on admet, comme le font, je crois, les naturalistes, que l'abondance des espèces est un signe de la vitalité des genres, il faut penser que le roman d'aventures, à peu près disparu sous sa forme originelle, a gardé une singulière puissance, puisque nous le retrouvons sous des aspects nouveaux : le roman politique de M. Mac Orlan, le roman historique, le roman animal; et toutes ces espèces abondent elles-mêmes en variétés.

En revanche le roman de mœurs est d'une pauvreté extraordinaire. J'entends par ce mot la description de la société. Il a paru récemment un roman du monde des théâtres. *la Cabotinite*, de mademoiselle Suzanne Goldstein. Il est amusant par les scènes et par les ressemblances, et il est écrit très agréablement. Il a paru, si l'on veut, un roman des ministères : *Son Excellence le Bouif*, de MM. de la Fouchardière et Celval. Mais c'est moins un roman qu'un vaudeville, dont tout le comique vient, comme dans la *Dame de chez Maxim's*, de personnages substitués. Le ministre a filé avec une belle personne; son jeune chef de cabinet est allé rejoindre sa fiancée; il ne reste plus qu'un huissier ivrogne, le Bouif, quand le chef de l'État, d'un coup de téléphone, prie celui qu'il croit le ministre et qui est seulement le Bouif, d'aller inaugurer une statue. Le faux ministre y va, bravement; et dans la petite ville d'eaux où le train spécial le mène, il rencontre naturellement le vrai ministre, le chef de cabinet, le propriétaire de l'hôtel où sa femme est concierge, et toutes sortes d'aventures fantasques.

HENRY BIDOU

LE TRENTIÈME PRÉSIDENT DE L'UNION AMÉRICAINE

M. CALVIN COOLIDGE

En septembre 1919, le président Woodrow Wilson voyait brutalement interrompre par la maladie la campagne de discours qu'il avait entreprise dans l'espoir de rallier le peuple américain à ses idées, de l'emplir d'enthousiasme pour la Société des Nations et ainsi, une fois de plus, de le dresser à ses côtés contre les mesquineries et les manigances des politiciens du Sénat, où la discussion du Traité allait commencer la semaine suivante. Déjà il se flattait d'avoir ramené à lui les esprits. Mais l'effort avait été trop grand. Les médecins le condamnaient à un repos qui ne lui laisserait plus jouer qu'un rôle de figurant. Sa vie politique était finie.

En juillet 1923, par un tragique parallélisme de destinées qui sur tous les autres points s'opposent, voici que le président Warren Harding meurt à la peine, en pleine croisade. La prochaine session du Congrès ne devant s'ouvrir qu'en décembre, il avait voulu profiter des vacances législatives pour aller, sur place et par lui-même, étudier les besoins du lointain Alaska qu'un traité de mars 1867 acheta à la Russie et qu'une loi d'août 1912 érigea en territoire doté d'une législature autonome, mais toujours soumis en certaines matières à la juridiction directe du Congrès fédéral. Comment substituer l'action des capitaux privés à une gestion d'État qui ne se traduit que par des pertes? Comment développer l'exploitation des mines, celle des forêts, celle des pêcheries, qui con-

stituent toutes les ressources naturelles du pays? Comment installer des papeteries pour l'utilisation de la pulpe? Telles ont été les dernières préoccupations pratiques du Président.

Mais ces préoccupations n'ont été ni les seules ni les principales. Chemin faisant, il s'arrêtait dans les villes, et jusqu'en terre canadienne à Vancouver, pour exposer et pour défendre les principes directeurs de sa politique; car l'élection présidentielle qui revient tous les quatre ans aura lieu en novembre 1924;et déjà les partis fourbissent leurs armes pour la bataille. Programme de développement économique; moyens de lutter contre la cherté de la vie; prohibition des boissons alcooliques; limitation du nombre des immigrants; encouragements à la marine marchande; maintien de la marine de guerre américaine au premier rang des marines du monde : voilà quelques-uns des points sur lesquels ont le plus appuyé ses discours. Surtout, il s'est évertué à convaincre ses compatriotes de la nécessité d'avoir à la Cour de Justice Internationale un représentant officiel des États-Unis; et malgré tout le soin qu'il a pris de détruire tous les ponts entre la Cour et la Société des Nations, cette tentative de rentrée dans le concert européen, si discrète, si timide, si voilée soit-elle, le rapproche paradoxalement de son prédécesseur et adversaire.

Contre quoi, en effet, l'avait élu, il y a trois ans, le parti républicain, sinon contre Woodrow Wilson et tout ce que représentait le Wilsonisme, — politique extérieure d'intervention dans les affaires de l'Europe et de participation active à la Société des Nations; politique intérieure de pouvoir personnel poussé jusqu'à une sorte de dictature : d'où un état de conflit constant avec le Sénat, qui, aux termes de la Constitution, partage avec le Président le droit de conclure les traités.

C'est contre tout cela que Warren G. Harding avait été, au dixième tour de scrutin, désigné par la Convention républicaine de Chicago comme le candidat du parti à la présidence de la République.

C'est contre tout cela que, depuis son entrée en fonctions, le 4 mars 1921, il avait réagi de son mieux, appliqué avant tout à mettre le peuple américain en mesure de se recueillir, de liquider le lourd héritage de la guerre, de revenir comme il disait, à la « normalité » dans l'ordre financier, économique

et social. De là, l'énergique compression des dépenses; la protection de l'industrie nationale par de hautes barrières douanières; l'assistance à l'agriculture au moyen de tarifs et de crédits; les digues opposées à l'afflux de la main-d'œuvre étrangère qui pourrait venir abaisser par sa concurrence le « standard d'existence » américain; la lutte organisée contre le chômage; les plans de subventions à la flotte de commerce pour réserver au pavillon américain le monopole des exportations américaines.

Lorsque, de ce domaine purement américain, l'administration Harding était sortie pour essayer de régler quelque grand problème international, c'est encore dans le même esprit qu'elle l'avait fait, les yeux toujours tournés vers l'amélioration de la situation intérieure. C'est ainsi que, dès les premiers mois de son principat, le nouveau Président convoquait la fameuse Conférence qui, siégeant à Washington de novembre 1921 à février 1922, a décidé avec la Grande-Bretagne, le Japon, la France et l'Italie la limitation des armements maritimes et dissipé les nuages qui montaient du Pacifique. D'où un prestige qui, loin d'entraîner aucune charge, apportait la possibilité de réduire le budget de la défense nationale et d'alléger par conséquent les impôts. C'est ainsi encore qu'en décembre dernier se négociait avec succès dans la capitale fédérale la consolidation et le remboursement de la dette britannique, — une bagatelle de quatre milliards de dollars.

Sans doute, de la meilleure foi du monde, M. Harding avait toujours affirmé que, s'il n'était pas pour la Société des Nations, il était résolument pour une Association des Peuples qui garantirait la paix du monde. Et dans les termes les plus nobles, sinon toujours les plus simples, il avait en toute occasion proclamé les grands devoirs de l'Amérique envers l'humanité et la volonté qui est celle de l'Amérique de ne faillir à aucun de ces devoirs.

Attendait-il que l'œuvre de reconstruction intérieure fût suffisamment avancée pour épauler de manière utile les reconstructions du dehors? Écho fidèle des sentiments moyens de ses compatriotes, ne jugeait-il pas leur compréhension des choses du dehors, leur sens de solidarité universelle assez au

point encore pour les lancer avec quelque succès au delà de l'horizon de leurs frontières? Scrupuleusement dévoué à son parti, redoutant tout ce qui risquait de le déchirer, s'étant fait une loi suprême de vivre en bonne intelligence avec le Sénat, appréhendait-il simplement d'y aborder des sujets sur lesquels il savait que les Républicains n'étaient pas d'accord et que sa majorité pouvait lui manquer?

Sa ligne de conduite s'est si exactement modelée sur les vœux de l'opinion et du Sénat, il a eu un tel art de ne devancer ni les uns ni les autres, il s'est gardé tellement mieux qu'aucun de ses prédécesseurs immédiats d'exercer une influence personnelle sur les directives générales de la politique des États-Unis qu'avec tous les regrets personnels qu'éveille sa disparition, elle n'entraîne, a-t-on pu écrire, aucun désarroi politique.

La Constitution des États-Unis, ingénieuse à multiplier les rouages, dont beaucoup ne servent qu'à se contrecarrer mutuellement, a eu la prévoyance d'en créer un qui n'a de raison d'être qu'en pareille conjoncture.

A côté du Président, elle place un Vice-Président, figure singulièrement effacée, dont le rôle se borne en temps normal à présider le Sénat. Mais, en cas de mort ou de démission du Président, le Vice-Président passe automatiquement au premier plan; c'est lui qui, sans conteste et sans délai, assure la continuité de la première magistrature de l'État pour le nombre de mois qui restent à courir avant l'expiration des quatre années réglementaires.

Pour comble de précaution, une loi en date du 19 janvier 1886 règle l'ordre de succession dans l'hypothèse d'une démission, d'une disparition, d'une incapacité du Vice-Président aussi bien que du Président. D'abord vient le Secrétaire d'État, puis après lui les autres membres du Cabinet, suivant l'ancienneté du département qu'ils dirigent : Trésor; Guerre; Justice; Postes; Marine; Intérieur; Agriculture; Commerce; Travail, ce dernier ne remontant qu'à 1913.

On dirait que le législateur entrevoyait des hécatombes.

En fait, une demi-douzaine de Présidents ont eu jusqu'ici à être remplacés en cours de route : deux d'entre eux emportés par la maladie : W. H. Harrison, le 4 avril 1841;

Zachary Taylor, le 9 juillet 1850; trois autres frappés de mort violente : Abraham Lincoln, le 15 avril 1865, à Washington; James A. Garfield, le 19 septembre 1881 à Long Branch, New-Jersey; William Mackinley, assassiné le 14 septembre 1901 à Buffalo par un anarchiste polonais.

Dans laquelle de ces deux catégories rangerons-nous Warren Harding? Les journaux rapportent qu'il souffrait d'artério-sclérose aggravée par le surmenage et par les fatigues du trajet; et qu'il a été frappé d'apoplexie, consécutive à une pneumonie, qui suivait elle-même un empoisonnement par des crabes contaminés. Empoisonnement naturel? se demandent beaucoup de personnes, troublées par cette étrange coïncidence que, le 27 juillet, avant tout bruit de maladie, le chef de la Sûreté au Ministère de la Justice annonçait être sur les traces d'un complot d'anarchistes russes résolus à supprimer le chef de l'État avant la fin de son voyage.

Quoi qu'il en soit, le jeudi 2 août, à sept heures et demie du soir, le Président Warren Harding, âgé de cinquante-huit ans et dans le vingt-neuvième mois de l'exercice de ses fonctions, expirait doucement au Palace-Hôtel de San-Francisco. A l'autre bout du vaste Continent où un écart de cinquante degrés de longitude se traduit par une différence conventionnelle de trois heures, la nouvelle venait surprendre en pleine nuit le rustique foyer familial où le Vice-Président passait ses vacances. Et son père aussitôt, en sa qualité de juge de paix du canton, de lui faire prêter sur la Bible le serment de fidélité à la Constitution que le nouvel élu prête d'ordinaire en grande pompe, devant la foule assemblée, sur les marches du Capitole.

C'est dans cette même ferme du Vermont, à quatre lieues de la petite ville de Plymouth, qu'est né Calvin Coolidge, le 4 juillet 1872, jour anniversaire de l'Indépendance des États-Unis. Son arrière-grand-père John était venu s'y installer aux environs de 1780. Mais dès 1630, aux débuts de la colonisation, on rencontre au Massachusetts le premier ancêtre émigré d'Angleterre; et M. Coolidge aime à retracer les fastes de sa lignée : héros de la guerre d'émancipation, gouverneur du Massachusetts et du Vermont,

ambassadeur à la Cour de France. Dans ses veines ne coule qu'un sang de pur Américain de la Nouvelle-Angleterre, aristocratie et armature du pays. Ce prénom de Calvin, que l'aîné de la famille porte de père en fils, dit assez haut de quelles sources morales et religieuses il dérive. C'est la vieille race puritaine, avec sa simplicité de vie austère et volontiers rigide. Point de richesse, ou point d'ostentation de richesse. Dans cette Amérique du xxe siècle, où tout le monde a son auto, on ne croit pas que M. Coolidge ait jamais eu la sienne. Il ne fait d'embarras d'aucune sorte.

Ses grands-parents s'adonnaient à l'élevage et exploitaient des fours à chaux. Son père cultivait la terre. Quant à lui, après des études à l'école de Blackriver, à l'Académie de Saint-Johnsbury et au collège universitaire d'Amherst, l'un des plus connus de la Nouvelle-Angleterre, il faisait son droit et entrait en 1897 au barreau, associé, comme cela se pratique en Amérique, à un cabinet d'avocats de Northampton.

Dès lors c'est là, c'est dans l'État de Massachusetts, que va se dérouler sa carrière, qui ne tarde pas à devenir une carrière politique, passant par les échelons les plus modestes.

En 1899, il est membre du Conseil de Ville et placé à la tête de la Caisse d'Épargne; puis c'est lui qui est chargé de défendre les intérêts de la ville; en 1904, il remplit les fonctions de greffier; il préside le Comité républicain de la localité. En 1910 et 1911, le voilà maire de Northampton. En 1912, il entre au Sénat de l'État de Massachusetts, qu'il présidera en 1915. Une grève d'employés de chemin de fer en 1912 se règle grâce à lui : il inspire pleine confiance aux travailleurs. Ce succès lui vaut d'être à trois reprises choisi comme Lieutenant-Gouverneur, et, en 1919, comme Gouverneur.

« Faites votre devoir quotidien. Si c'est de protéger les droits des faibles, protégez-les envers et contre tous. Si c'est d'aider des compagnies puissantes pour servir d'autant mieux l'intérêt général, aidez-les. Attendez-vous à ce qu'on vous traite d'ennemi du progrès, mais ne soyez pas un ennemi du progrès. Attendez-vous à ce qu'on vous traite de démagogue; mais ne soyez pas un démagogue. N'hésitez pas à être aussi réactionnaire que la table de multiplication. »

Ces extraits donnent quelque idée de la profession de foi

qui le conduisit à une victoire triomphale. Il allait avoir l'occasion de mettre sa morale en action.

En septembre 1919, la police de Boston fait grève, parce qu'on ne veut pas lui accorder les relèvements de salaires qu'elle demande. Le grand maître de la Fédération américaine du Travail, M. Samuel Gompers, prend fait et cause pour les policiers grévistes, accuse leur chef de les avoir poussés à la révolte par ses mauvais traitements, exige que ce chef soit congédié et que les grévistes soient réintégrés dans leurs fonctions. Apprenant que la police est en grève, la populace se met à piller systématiquement la ville. Peu de temps auparavant, l'Angleterre a connu à Liverpool des incidents du même genre; ils se produisent quotidiennement en Allemagne. Nous sommes dans cette curieuse période apocalyptique d'après-guerre où plus rien ne paraît impossible, où l'homme croit tous ses désirs réalisables, où il attend de jour en jour l'avènement d'un âge d'or peint aux couleurs bolchevistes. A Boston, la grève générale est sur le point d'éclater, — Boston, une ville de plus de 750 000 âmes, l'une des capitales de l'Amérique, et dont l'exemple ne manquera pas de se répercuter au loin.

Le Gouverneur ne perd point la tête. Il mobilise la garde civique qui, attaquée par la foule, fait usage de ses armes. En présence des mitrailleuses et des baïonnettes, l'ordre se rétablit. La grève générale n'aura point lieu. A Gompers, il répond que ceux qui sont chargés du maintien de l'ordre ont des responsabilités, qu'ils n'ont pas le droit de former un syndicat, qu'en aucun cas rien ne les excuse d'avoir abandonné la ville sans défense aux mains des criminels. « Personne n'a le droit, en aucun lieu ni en aucun temps, de faire grève au détriment de la sécurité publique. » Il ne consentira à examiner leurs doléances que lorsqu'ils auront repris leur service.

Les grévistes se soumettent. L'ordre, la loi, l'Américanisme viennent d'être aux prises avec les forces de désordre, de haine, d'anarchie, de bolchevisme moscovite. Et c'est l'Américanisme qui l'a emporté grâce à l'intrépidité du Gouverneur de Massachusetts, homme à poigne et qui ne craint pas d'aller jusqu'au bout.

Ainsi la presse célèbre-t-elle M. Coolidge, d'une extrémité à

l'autre du territoire de l'Union. Il fait figure de héros national. De ce jour, sa réputation est fermement assise parmi les hommes d'ordre du parti, parmi ce que les Républicains comptent de plus conservateur. De l'obscurité relative de la politique municipale ou régionale dans laquelle il s'était jusqu'alors confiné, ses actes d'énergie l'ont projeté dans le plein jour de la politique fédérale. Et nul ne s'étonnera quand, en juin 1920, la Convention républicaine de Chicago désignera pour candidat à la Vice-Présidence, par 674 voix contre 146 au Sénateur Lenroot, 68 au Gouverneur Allen et 22 au Sénateur Johnson, cet homme nouveau qui n'est point asservi à la « machine électorale », qui n'est point la créature d'une organisation politique et qui, faisant preuve d'indépendance et de force de caractère dans tous les postes qu'il a occupés, passe pour avoir, en toute circonstance, incarné les meilleures traditions de la Nouvelle-Angleterre.

D'autres considérations, il est vrai, ont également contribué à lui donner cette majorité : des considérations de géographie et de bascule électorales : M. Harding choisi pour la Présidence étant Sénateur, et de l'Ohio, mieux valait pour la Vice-Présidence un homme de l'Est, et qui ne fût pas Sénateur, plutôt que le Sénateur Lenroot, du Wisconsin, à qui l'on avait d'abord songé. Après les dix jours de scrutin qu'avait nécessités la désignation du candidat présidentiel, les délégués étaient d'ailleurs prêts à accepter pour la Vice-Présidence n'importe qui les dirigeants du parti leur proposeraient.

On fait remarquer, en outre, que la Vice-Présidence a été considérée de tout temps soit comme la récompense suprême de très modestes talents, soit comme l'oubliette où l'on précipite les ambitions gênantes.

Pourtant, par une initiative du Président Harding qui ressemble à un pressentiment, le nouveau Vice-Président, au lieu d'être relégué dans son fauteuil du Sénat, a participé intimement depuis le premier jour à tous les travaux du Cabinet, de façon à ne pas être pris au dépourvu si jamais il avait à recueillir le fardeau du pouvoir.

Il en est résulté une situation parfois délicate, ce double personnage étant dans le Cabinet et au Sénat, où il peut être appelé à départager les voix, le confident d'un double secret,

soit qu'il s'agisse de postes importants à pourvoir ou de graves problèmes internationaux à résoudre. M. Coolidge s'en est, dit-on, tiré avec le plus grand tact, grâce à une réserve qui lui a valu le surnom de sphinx. Ce n'est pas en novice qu'il change aujourd'hui de fonctions. Ayant toujours approuvé la ligne de conduite de M. Harding, il annonce qu'il continuera de la suivre en tous points et qu'il conservera les mêmes collaborateurs : le Président de l'Union américaine choisit, on le sait, en toute indépendance, tous les membres de son Cabinet, responsables envers lui seul, et sur qui le Congrès n'a aucun contrôle à exercer.

Quelles peuvent être, en politique étrangère, les vues personnelles de M. Coolidge? il est difficile de le savoir. On le déclare ami de la France comme l'était son prédécesseur. D'autre part, il a eu pour parrains politiques le Sénateur Lodge dont on n'a pas oublié la campagne contre le Traité de Versailles, et le Ministre de la Guerre Weeks avec lequel il s'accorderait à blâmer l'occupation de la Ruhr; et des correspondants de journaux anglais affirment que ses sympathies vont à la thèse britannique.

Un d cours de septembre 1918, où il exhorte avec une singulière virilité ses compatriotes à ne point laisser perdre les fruits de la victoire qu'ils sont en train de remporter au service d'une cause juste, le montre exempt, du moins, du pacifisme anémique trop fréquent chez les puritains :

« La justice de cette cause n'a pas seulement donné des forces à notre armée sur le Continent; elle a chez nous exalté les courages. La grande tâche qui s'impose à nous, c'est de maintenir cet esprit nouveau dans le droit chemin. La jeunesse de notre pays doit continuer à bénéficier des avantages de la formation militaire et de la discipline. Les sacrifices qu'exige la défense nationale ne devront jamais être négligés dorénavant. Il nous faut porter dans la paix les vertus de la guerre, mais non pas aux dépens de la liberté individuelle. C'est le gouvernement de nous-mêmes par nous-mêmes qui doit s'y exprimer, non le despotisme d'une caste militaire allemande ou d'un État bolcheviste russe. Tous les arguments qui couraient sur la supériorité du despotisme et l'incompétence des républiques ont été réfutés sur le Rhin. Nous ne triompherons pas du Kaiser

en devenant pareils à lui; nous n'aiderons pas la Russie en devenant pareils à elle. »

M. Coolidge, plus encore que M. Harding, a l'idéalisme pratique. Avec la même orthodoxie républicaine que M. Harding, il embrasse peut-être un horizon moins rétréci. Fils de la Nouvelle-Angleterre, point de départ de la colonisation et point culminant de la culture de l'Union américaine, fils de ces États du littoral atlantique qui, tournés vers l'Europe, gardent inévitablement le contact avec l'Europe, la curiosité et le sens des choses de l'ancien monde, ce trait suffirait à le différencier de l'enfant de l'Ohio, des grandes plaines du centre qui se suffisent à elles-mêmes et se complaisent orgueilleusement dans leur isolement un peu sauvage. Sa formation intellectuelle est, elle aussi, très différente de celle du petit imprimeur et journaliste de Marion. Avec le même souci dominant des intérêts américains, il s'intéressera peut-être d'une manière plus active, plus personnelle, plus intense à ce qui se passe hors d'Amérique et qui ne saurait laisser les États-Unis indifférents.

Mais, pour mouvoir tout un peuple, que peut la conscience ou l'énergie d'un individu, à moins qu'il ne possède le génie d'un homme d'État de grande envergure, la souple ténacité d'un diplomate, les dons prestigieux d'un entraîneur de foules? Que peuvent attendre, à cet égard, les États-Unis de leur nouveau président, le trentième de la série ouverte par Washington? que peut attendre le président du peuple des États-Unis?

M. Calvin Coolidge n'accuse pas les dons de l'entraîneur de foules. On l'appelle le philosophe, mais aussi le taciturne. Il parle peu. Il écrit mieux qu'il ne parle. Quand il parle, c'est d'une parole lente, mesurée et, pour tout dire, assez froide.

Sa froideur, sa réserve contrastent avec l'affabilité, le liant, la cordialité expansive grâce à quoi Warren Harding se faisait tant d'amis et ne se faisait point d'ennemis. S'il y a quelqu'un de populaire à son foyer, c'est sa femme et ce sont ses deux fils.

Tandis qu'à la Présidence du Sénat son prédécesseur démocrate, Thomas Marshall, s'était conquis les cœurs (en

huit années, il est vrai), on ne voit pas que, depuis vingt-huit mois, M. Coolidge ait seulement commencé d'en faire autant, ni même qu'il se soit soucié d'essayer.

Extérieurement, conclut le correspondant du *Times* à Washington, il n'a aucun des attributs de l'homme politique à succès. On sait qu'on peut toujours compter sur lui, qu'il ne perd jamais son calme. Son conservatisme suit invariablement le juste milieu et se garde de toute aventure. Ses qualités sans éclat ne sont pas de celles qui remuent fortement l'imagination populaire.

En second lieu, il faut bien convenir que la fortune lui fait signe à un moment peu propice. Les quatre années du terme présidentiel qu'il est appelé à compléter sont déjà trop avancées. Quand Roosevelt succéda à Mackinley dans des circonstances analogues, la Présidence n'était vieille que de six mois; il avait trois ans et demi devant lui, le temps de préparer sa candidature aux prochaines élections. M. Harding, au contraire, avait déjà dépassé la moitié de ses quatre années normales. C'est en mars 1925, que son mandat venait à expiration, que viendra à expiration le mandat de son suppléant. Dès juin prochain, dans moins de dix mois, les conventions nationales des deux partis auront à désigner leurs candidats. Dès à présent la campagne est ouverte.

M. Coolidge aura-t-il le loisir de démontrer d'ici-là ce qu'il vaut et de s'imposer au choix de son parti? Ou bien, après avoir rempli un simple rôle de bouche-trou, retombera-t-il à l'arrière-plan?

La situation avec laquelle il lui faut de but en blanc se mesurer est des plus délicates et des plus ingrates. Déjà une partie de l'opinion ne ménageait pas les reproches ou les critiques à M. Harding : souci excessif de ce que pensera le Sénat; soin excessif des intérêts du parti républicain, fût-ce au détriment des intérêts généraux du pays et du monde, excessive préoccupation d'arriver en bonne posture aux élections de novembre 1924.

La débâcle du parti démocrate qui, en novembre 1918 et en novembre 1920, avait porté les Républicains au pouvoir a fait place, en novembre 1922, à une première débâcle républicaine. Au lieu de 240 Républicains contre 190 Démocrates

en 1918, et de 293 Républicains contre 138 Démocrates en 1920, la Chambre des Représentants, élue en novembre dernier et qui doit se réunir en décembre prochain, ne compte plus que 225 Républicains contre 207 Démocrates. Au Sénat, qui se renouvelle par tiers tous les deux ans, la majorité républicaine demeurait en apparence de 53 contre 42. Une série de décès et de défaites aux élections partielles n'a cessé de la réduire ces neuf derniers mois. Aujourd'hui elle n'existe encore sur le papier qu'en y comprenant une dizaine de progressistes, radicaux ou agrariens dont le programme n'a presque plus rien de commun avec l'orthodoxie républicaine, et qui tendent de plus en plus à s'ériger en parti distinct.

En face des Démocrates restés fidèles à l'idéal Wilsonien, des hommes tels que le Sénateur Johnson, la plus puissante figure parmi les Républicains avancés, n'ont qu'anathème pour toute forme d'empêtrement dans les affaires internationales. Quant à M. Coolidge, circonspect par tempérament, rendu plus circonspect par l'état du parti dont il est désormais le chef responsable, on peut douter qu'il aille plus loin que n'a été M. Harding, c'est-à-dire tout au plus jusqu'à la Cour de Justice Internationale.

Mais les deux Continents sont étroitement solidaires l'un de l'autre. La santé de l'un ne se séparera pas de la santé de l'autre.

Élevé par un accident, par un tragique et douloureux accident, à la magistrature suprême, ainsi que Théodore Roosevelt le disait de lui-même, il dépend de M. Calvin Coolidge, s'il veut conduire son parti à la victoire, de ressaisir les forces divergentes de ce parti, dans l'unité d'une grande politique positive, de faire, comme Roosevelt, de cette présidence accidentelle le tremplin d'une plus haute, d'une plus longue carrière en abordant de front les problèmes qui troublent son pays et le monde, avec toute l'énergie qui est dans son caractère et avec tout le courage dont il a mainte fois donné la preuve.

AUGUSTIN LEGER

L'ENTENTE ET L'ALLEMAGNE

La conversation entre l'Angleterre, la Belgique et la France entre dans une autre phase : mais elle continue. L'échange de notes qui se poursuit depuis le 7 juin n'a amené aucun résultat; il a même fait apparaître un différend profond. Cependant après avoir constaté avec désappointement ce désaccord persistant, il semble bien que la Grande-Bretagne soit décidée à faire encore un effort pour trouver une politique commune aux gouvernements alliés. C'est le 2 août dernier que M. Stanley Baldwin et Lord Curzon se sont expliqués devant les assemblées. Il y avait ce jour-là neuf ans que l'Allemagne a déclaré la guerre au monde et violé le territoire belge. Bien des choses ont changé dans l'univers depuis ce temps. Le souvenir du danger, de la solidarité qui a conduit à la victoire est pourtant encore assez fort pour épargner toute décision précipitée.

Quand on lit les documents publiés et les discours prononcés depuis quinze jours, on a deux impressions opposées et également frappantes : l'une est qu'il n'y a pas un abîme entre l'argumentation anglaise et l'argumentation française, l'autre est que les gouvernements de Londres et de Paris se placent à des points de vue très différents. Si l'on ne consulte que les textes et la lettre des documents et des discours, on conclut qu'un accord est encore possible. Si l'on examine l'esprit qui les inspire, on se persuade qu'aucune entente n'est réalisable sans un examen total des données du problème, et sans un renouvellement complet de la méthode. Le gouvernement

anglais et le gouvernement français, comme d'ailleurs le gouvernement belge, ont bien la même pensée qui est d'obliger l'Allemagne à payer, et tous trois au fond, quoi que la controverse amène à dire, souhaitent continuer la conversation et sont prêts à le faire. Mais les idées générales qui les animent ne sont nullement les mêmes. A Bruxelles et à Paris, on sait que l'Allemagne est résolue à ne pas payer et à se révolter contre le traité de paix, au besoin en faisant un jour la guerre. A Londres, on ne voit pas si loin, on ne songe qu'à sauver l'Allemagne pour rétablir les échanges commerciaux et les affaires internationales. La Belgique et la France traitent une question politique, qui est vitale pour elles. L'Angleterre ne voit qu'une question économique, essentielle il est vrai pour un peuple d'exportateurs, mais qui lui masque la question politique.

On s'explique dès lors le caractère de la déclaration britannique faite le 2 août par M. Stanley Baldwin à la Chambre des Communes. Pour être juste, il faut reconnaître que, soutenant une politique qui nous est opposée, M. Stanley Baldwin l'a fait avec courtoisie et amitié. Il est visible que M. Baldwin, engagé dans une action dont il voit les conséquences possibles, n'a pas le désir de pousser les choses à l'extrême, qu'il fera tous les efforts compatibles avec sa situation pour rétablir l'Entente, et qu'il use avec intention de termes mesurés, mais d'autant plus significatifs. Lord Curzon, qui s'est expliqué le même jour à la Chambre des Lords, ne donne pas une impression aussi conciliante. C'est que chez le ministre des Affaires étrangères nourri des traditions du Foreign Office, il y a toujours au delà des questions économiques une préoccupation politique, qui est de ne pas laisser se développer une puissance continentale très forte. Bien que ce courant britannique ne tienne pas, dans le désaccord présent, autant de place que le différend économique, il ne faut pas perdre de vue qu'il existe, et c'est en y songeant que l'on comprendra mieux l'attitude de bien des groupements anglais et d'une partie de la presse.

La pensée du gouvernement britannique a été exprimée d'abord par une déclaration lue devant les deux Chambres qui a été évidemment l'objet d'une élaboration minutieuse

et prudente; ensuite par une analyse succincte des propositions anglaises du 26 juillet, sorte de préface à la publication intégrale; enfin par les commentaires que Lord Curzon, d'une part, à la Chambre haute, M. Baldwin, de l'autre, aux Communes, ont donnés de la situation en prenant la parole après divers orateurs des deux assemblées.

La déclaration ne contient à peu près que l'expression du désappointement éprouvé par le Cabinet anglais à la suite de la réception des notes française et belge, désappointement déjà connu par les commentaires officieux, et l'intention annoncée de porter, par la publication des documents officiels, le débat devant l'opinion, intention que la presse britannique avait déjà révélée. Après avoir constaté l'échec de ses propositions, le gouvernement britannique, en une phrase concise et énigmatique, affirme qu'il est plus que jamais convaincu de la nécessité d'une intervention « prompte et commune » et que cette conviction ne lui est pas particulière. « Le gouvernement de Sa Majesté nourrit l'espoir que la publication de ces documents pourra aider à déterminer les dimensions réelles du problème qui se pose aux Alliés et convaincre le monde de la nécessité impérative d'une action prompte et commune pour en assurer le règlement. » Ces paroles n'ont de signification que si elles annoncent une initiative, dont le caractère reste encore obscur, une proposition en vue d'une conférence, un appel à la Société des Nations. L'allusion à l'opinion mondiale, l'affirmation que l'Italie est aux côtés de la Grande-Bretagne apparaissent comme des avertissements, indiquant que la politique britannique n'a pas dit son dernier mot.

L'analyse des propositions anglaises qui a suivi cette déclaration ne modifie que partiellement l'impression donnée par les renseignements qui avaient été fournis par la presse. On y voit que l'Angleterre se plaçait strictement sur le terrain du traité de Versailles, se prononçait pour un examen de la capacité de paiement de l'Allemagne, en coopération avec la Commission des Réparations, proposait l'introduction d'un contrôle international sur l'administration financière allemande. L'offre était faite d'exprimer en commun l'avis que le gouvernement allemand eût à retirer les ordonnances

sur la résistance passive, s'il désirait la continuation de l'enquête et dans l'espoir que les puissances occupantes reviseraient le régime d'occupation. Si on compare ce texte avec la réponse française, telle que le ministère des Affaires étrangères l'a fait immédiatement publier, il n'apparaît pas qu'une véritable contradiction existe entre les thèses anglaise et française, et l'on est amené à se demander si la hâte qu'on a mise à Londres à proclamer que les négociations étaient dans une impasse, ne s'explique pas par des arrière-pensées et par le désir notamment de brusquer les négociations.

Enfin il faut considérer avec la plus grande attention les deux discours, assez différents de contenu, que Lord Curzon et M. Baldwin ont prononcé comme conclusion aux débats devant les deux assemblées où ils représentaient le Gouvernement. Chacun d'eux, outre des commentaires qui ne semblent pas toujours très clairs sur la situation économique de l'Angleterre dans ses rapports avec la situation internationale, contient, à notre adresse, un avertissement, dont le ton de courtoisie, très sensible dans les paroles de M. Baldwin, ne doit pas nous dissimuler la portée. Lord Curzon, en affirmant la continuité entre la politique du présent Cabinet et celle du Cabinet Bonar Law, a mis quelque solennité à rappeler que l'Angleterre n'abdiquerait pas son droit d'intervenir dans le règlement des réparations et dans la question de la Ruhr qui affecte tout le problème des réparations. « La France est allée dans la Ruhr pour obtenir des réparations. Or elle n'obtient aucune réparation. Bien mieux, les chances de réparations vont s'effritant et disparaissant sous nos yeux. C'est donc un état de choses qui affecte non seulement la France et la Belgique, mais aussi d'autres nations qui réclament des réparations. Nous réclamons, nous aussi, des réparations. Donc, il s'agit d'une question qui affecte tous les Alliés, d'une question européenne, d'une question internationale et qui ne peut pas dépendre des actes d'une ou de deux nations isolées. Les industries de notre pays sont en train de souffrir. L'intérêt de notre pays nous impose de ne pas nous tenir à l'écart et de ne pas laisser la France et la Belgique exécuter n'importe quelle politique qu'elles désireront. Notre droit d'intervention ne repose pas seulement

sur ce que des réparations nous sont dues, mais encore il repose sur les droits que nous possédons en ce qui concerne le remboursement des dettes interalliées, remboursement qui est d'une importance suprême, remboursement qui ne peut pas être mis à l'écart comme s'il n'existait pas. »

Mais c'est M. Baldwin qui s'est chargé de dire aux Communes le mot qui n'avait pas encore été prononcé, qui est l'explication de toute l'attitude anglaise depuis le mois de janvier : l'Angleterre considérerait comme inamical de la part de la France, le fait de se servir de la Ruhr en vue de desseins politiques que Londres juge dangereux. Il y a ici un passage capital : « Nous avons toujours agi avec la croyance que nos Alliés, dans leur politique de la Ruhr, cherchaient seulement à s'assurer des réparations. On nous a souvent dit qu'ils avaient des arrière-pensées. Je ne veux pas le croire, mais s'il en était ainsi, voici ce que je dirais : Il y a, profondément enraciné dans le cœur de tout Anglais, sans distinction de parti, un sentiment inné de ce que l'Anglais croit être juste; c'est une chose au sujet de laquelle l'Anglais ne discute pas... Eh bien, si le peuple anglais estimait, après un certain temps, qu'on tient ouvertes les blessures de l'Europe au lieu de les guérir, il pourrait en résulter facilement la dernière chose du monde que je voudrais voir se produire; il en résulterait un refroidissement, une aliénation de cœur entre notre nation et les nations qui auraient des opinions différentes de la nôtre. »

Si l'on veut saisir complètement la signification de ces paroles, il faut les rapprocher de quelques manifestations qui ont eu lieu ces temps derniers. La politique anglaise a, sinon dicté, du moins encouragé la politique de M. Cuno. Le Cabinet britannique se trouve ainsi amené à aider le gouvernement du Reich qui est dans la plus mauvaise situation. On peut discerner les signes de l'appui qu'il lui donne dans les deux notes que l'agence Reuter publiait il y a quelques jours. L'une a trait à la situation intérieure de l'Allemagne. Après avoir signalé les menaces de désordre qu'entraîne la crise économique et monétaire, l'agence officieuse anglaise ajoutait : « On pense cependant que si le gouvernement allemand se sentait assez fort pour prendre

des mesures radicales et arrêter ce mouvement, il serait peut-être encore possible d'éviter une catastrophe. On a remarqué que le gouvernement Cuno a réussi à surmonter les menaces de désordre de la fin de la semaine dernière. Cela prouve les ressources qu'il possède pour rester au pouvoir, d'autant plus que les autres partis ne semblent pas enclins à assumer des responsabilités dans l'état actuel des choses. » L'autre note contient une appréciation sur les manifestations séparatistes qui se sont produites à Coblence, et auxquelles l'Angleterre dénie toute signification. « On a reçu à Londres des nouvelles sur la réunion tenue à Coblence dimanche dernier en vue d'appuyer le mouvement séparatiste en Rhénanie. Rien n'indique qu'on doive prendre au sérieux ce mouvement comme il semble être pris dans certains milieux français. » Cette note est d'autant plus curieuse qu'elle est contredite par un certain nombre de correspondances fort intéressantes adressées aux journaux britanniques par leurs représentants en Rhénanie, lesquelles reconnaissent la réalité et l'importance du mouvement séparatiste. En tous cas l'insistance avec laquelle les journaux anglais reviennent sur les événements de Coblence et sur les autres symptômes de désorganisation politique du Reich, tels que le particularisme bavarois, l'hostilité des communistes de Saxe et de Thuringe au gouvernement central, etc., révèle à quel point l'opinion britannique est préoccupée par la crainte d'une dislocation politique et économique de l'Allemagne qu'elle considère, à tort ou à raison, comme poursuivie au fond par la politique française de la Ruhr. C'est pour empêcher cet affaiblissement de l'Allemagne que les journaux sont à peu près unanimes à exiger du gouvernement à la fois une action positive immédiate comme le soutien formel du Cabinet Cuno et une action de manœuvre à longue échéance pour rallier contre la France l'opinion mondiale et pour pouvoir en appeler peut-être même un jour au verdict de la Société des Nations, ainsi que le recommande une fois de plus la *Westminster Gazette* en prêchant l'entrée à tout prix de l'Allemagne dans la Ligue, même si cette entrée devait en faire sortir la France.

Qu'on examine d'autre part un article paru dans le *Times*, et beaucoup plus important que les commentaires sur la

publication des documents diplomatiques. Le secret des négociations, remarque le journal de la Cité, n'est un mystère qu'en apparence. Nous admettons qu'il y a eu des discussions générales sur certains aspects financiers du problème des réparations, mais rien ne montre qu'un progrès quelconque ait été accompli vers la conciliation des points de vue français et britannique au sujet du *problème politique fondamental posé par l'occupation de la Ruhr*. Or quels sont les faits acquis? Le *Times* les examine et les résume ainsi : Il se pourrait que les difficultés intérieures de l'Allemagne aient renforcé la France dans sa résolution et qu'elle préfère une Allemagne affaiblie et désintégrée par les luttes civiles et la paralysie économique à une Allemagne unie qui serait économiquement en situation de payer les réparations pendant de longues années... « Nous comprenons très bien que la situation actuelle de l'Allemagne puisse suggérer à de nombreux Français l'idée qu'elle implique la possibilité d'assurer l'*hégémonie de la France sur l'Europe pendant de nombreuses années* ». Mais l'Angleterre, dit le *Times*, ne peut être indifférente. Et il demande à M. Stanley Baldwin de ne pas se contenter de déclarations de pure forme et d'apporter à l'opinion britannique des indications sur un plan positif. Ce plan positif est au fond d'opérer un sauvetage de l'Allemagne : il faut maintenir l'unité allemande et aider le Cabinet Cuno.

M. Stanley Baldwin a mis tous ses soins dans sa déclaration à définir une position d'attente et à laisser entrevoir quelques perspectives sur ce qu'il pourrait faire. La position d'attente a été vivement critiquée par les divers partis anglais et il est bien certain que le Premier ministre ne pourra pas s'y tenir très longtemps. Les conservateurs, amis de la France, reprochent au Cabinet de s'écarter de l'Entente pour soutenir l'Allemagne. Les conservateurs fidèles à la Coalition, de la nuance de M. Chamberlain, trouvent sa politique insuffisamment active. Les libéraux se plaignent aussi de ne pas trouver de solution réelle dans le discours du Premier ministre : si M. Asquith s'est tu, M. Lloyd George a critiqué le gouvernement. En outre presque tous se préoccupent de l'évolution de la politique allemande, qui se désagrège, et qui peut être amenée à choisir entre deux systèmes : con-

tinuer la lutte contre la France avec l'appui de l'Angleterre, ou changer de gouvernement et faire la paix avec la France. C'est dire que M. Stanley Baldwin a pu cette fois encore réserver l'avenir, mais qu'il sera nécessairement conduit à développer son plan. Or si on s'en rapporte à l'aperçu qu'il en a donné, son dessein, assez vaste et qu'il n'a pas actuellement les moyens de poursuivre, consiste à revenir à une méthode internationale, à attirer l'attention de toute l'Europe, des États-Unis et des neutres sur le trouble européen, et en somme à nous persuader que notre politique de la Ruhr a l'opinion du monde contre elle. Il en résulterait une nouvelle tension franco-britannique avec ses inconvénients que nous n'ignorons pas, la hausse des changes étrangers, et la menace d'une sorte d'isolement moral; nous aurions alors à faire face à une offensive diplomatique sérieuse, et nous voulons croire qu'elle ne nous prendrait pas au dépourvu.

Mais avant d'en arriver là, toute la question est de savoir s'il n'est pas possible d'aboutir à une entente. Ce serait évidemment un système que de continuer la controverse, de régler les difficultés au jour le jour, de réfuter les arguments, de marquer des points et d'attendre les événements : ce n'est pas le meilleur. Lord Grey s'est élevé avec une grande sagesse et une véritable hauteur de vues contre toute idée d'instituer une longue polémique entre la politique française et la politique britannique. Aucun pays n'aurait à y gagner. Ni la France ni la Belgique ne poursuivent la prolongation de l'état actuel des choses : elles peuvent le supporter aisément, mais elles ne s'obstinent pas à le faire durer. L'Angleterre sur ce sujet se trompe, et elle s'est laissé émouvoir par des incidents d'importance secondaire, comme il s'en est produit en Bavière. Elle n'est nullement fondée à croire que l'occupation de la Ruhr soit pour nous autre chose qu'un moyen. Si elle étudie, comme elles le méritent, les notes belges et françaises, elle se persuadera aisément que l'occupation de la Ruhr n'a jamais été une fin en soi, mais nous n'y renoncerons pas sans avoir obtenu satisfaction. Si elle est inquiète de l'avenir de l'Allemagne, ce n'est pas à nous qu'elle doit s'en prendre, mais à l'Allemagne elle-même qui a son sort entre les mains. Nous avons posé la question

avec netteté : la résistance passive doit cesser; d'autre part l'état de paiement de 1921 n'a aucune raison d'être changé, la seule modification à introduire ne dépend pas de nous, elle porte sur les bons de la catégorie C, et elle ne peut être décidée que par l'Angleterre et l'Amérique, s'il leur convient de régler l'affaire des dettes interalliées. Ces vérités sont si évidentes que même en Allemagne un petit groupe socialiste, peu puissant, mais résolu à dire ce qui est, commence à dénoncer l'absurdité de la politique de résistance et à réclamer un gouvernement qui traite avec la France.

La discussion telle qu'elle est engagée depuis deux mois n'a rien donné; elle aboutit à une impasse. Est-il possible d'en sortir? M. Stanley Baldwin espère que oui, et c'est pourquoi il attend encore. Le gouvernement français dans ces circonstances pourrait prendre l'initiative du règlement général que tout le monde souhaite. Il a démontré la force de la situation de fait qu'il occupe. Sa position dans la discussion est très solide. Elle lui permet de voir plus loin que le présent, et de ne pas attendre les manœuvres qui seront tentées, ni les événements qui peuvent se produire. L'occupation de la Ruhr a eu cette conséquence capitale : après une expérience décevante de trois années, elle a prouvé que nous n'entendions laisser prescrire ni notre droit aux réparations, ni notre droit à la sécurité, inscrit l'un et l'autre dans le traité de Versailles. Les deux droits sont distincts, mais les deux problèmes sont liés. Nous croyons que le moment serait venu pour nous de faire connaître l'ensemble de nos conceptions, et pour l'Angleterre de comprendre qu'au fond nous soutenons contre l'Allemagne chaotique et non désarmée les destinées communes des puissances occidentales et l'avenir de l'Europe nouvelle.

ANDRÉ CHAUMEIX

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. André CHAUMEIX, Directeur de la Revue de Paris, 85bis, *Faubourg Saint-Honoré. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

TABLE DU QUATRIÈME VOLUME

Juillet-Août

LIVRAISON DU 1er JUILLET 1923

		Pages.
GABRIELE D'ANNUNZIO	Contemplation de la Mort. — I	5
SIR GEORGE BUCHANAN	Mon Ambassade en Russie. — I	44
GÉRARD D'HOUVILLE	Adieu à Loti	87
FRANCIS CARCO	Verotchka l'Étrangère. — III	96
ACHILLE MESTRE	L'Agonie des Capitulations	134
PAUL JAMOT	L'Œuvre archéologique de Léon Heuzey	156
GEORGES BOUSQUET	L'Internationalisme financier au XVIe siècle	169
PAUL SOUDAY	Les Lettres : Au Théâtre	193
ALBERT FLAMENT	La Quinzaine : Tableaux de la Vie errante	203
COLONEL ROMAIN	La Vie scientifique : L'Avion sans pilote	221
ANDRÉ CHAUMEIX	La Politique : Les Pourparlers entre Alliés	231

LIVRAISON DU 15 JUILLET 1923

DUCHESSE DE DINO	Lettres à M. Thiers. — I	241
GABRIELE D'ANNUNZIO	Contemplation de la Mort (*fin*)	261
SIR GEORGE BUCHANAN	Mon Ambassade en Russie. — II	294
PAUL DUPUY	Les Laboratoires de Pasteur à l'École Normale	333
ÉDOUARD DE KEYSER	Le Papyrus. — I	371
PIERRE DE RÉGNIER	Poésies	397
FRANCIS CARCO	Verotchka l'Étrangère (*fin*)	407
ALBERT FLAMENT	La Quinzaine : Tableaux de Paris	447
LUCIEN DUBECH	Les Lettres : Le Désordre dans le Roman	463
ANDRÉ CHAUMEIX	La Politique : Les Conversations franco-britanniques	473

LIVRAISON DU 1er AOÛT 1923

		Pages.
PIERRE DE NOLHAC	Le Dernier voyage de Pascal	481
GILBERT PARKER	Contes de l'Égypte anglaise	486
DUCHESSE DE DINO	Lettres à M. Thiers. — II	517
SIR GEORGE BUCHANAN	Mon Ambassade en Russie (*fin*)	535
CAMILLE MARBO	Les Cahiers de Francine. — I	571
COLONEL LOIR	Une Opération de cavalerie en Pologne. — I	606
ÉDOUARD DE KEYSER	Le Papyrus (*fin*)	626
H. HERVÉ	Chants de Palestine	670
PAUL SOUDAY	Les Lettres : Au Théâtre	674
M. CALARY DE LA MAZIÈRE	La Vie économique : Conquête agricole du Maroc	686
ABEL BONNARD	La Vie présente : Les Maîtres mots	698
ANDRÉ CHAUMEIX	La Politique : Les Entretiens franco-britanniques	712

LIVRAISON DU 15 AOÛT 1923

RICHARD GRELLING	Le Voyage du Prince Henri de Prusse (Juillet 1914)	721
VALERY LARBAUD	Samuel Butler	748
SAMUEL BUTLER	Notes et Souvenirs	763
DUCHESSE DE DINO	Lettres à M. Thiers (*fin*)	798
A. DE LAVERGNE	L'Angleterre et les économies	822
GUSTAVE SIMON	Sarah Bernhardt. — I	848
CAMILLE MARBO	Les Cahiers de Francine. — II	873
COLONEL LOIR	Une Opération de cavalerie en Pologne (*fin*)	909
HENRY BIDOU	La Vie littéraire : Parmi les Livres	931
AUGUSTIN LEGER	La Vie internationale : M. Calvin Coolidge	938
ANDRÉ CHAUMEIX	La Politique : L'Entente et l'Allemagne	950

Notre Grande Industrie

Deux simples badinages, à fond philosophique, le *Mondain* et *l'Apologie du luxe* valurent à Voltaire de cruels désagréments. Ils furent violemment attaqués et dénoncés par ses ennemis naturels, ceux qu'il appelait les maîtres cafards, mais aussi par quelques philosophes, parmi lesquels naturellement Jean-Jacques-Rousseau.

Ces deux petits ouvrages d'apparente plaisanterie, au milieu desquels on avait glissé quelques vers perfides, furent spécialement signalés au cardinal de Fleuri, et Voltaire pour un temps, dut disparaître.

Les auteurs de l'édition de 1785 présentée à cette date comme la seule véritablement authentique, et vraiment complète, ont défendu avec énergie Voltaire contre les accusations portées à ce propos contre lui. Ils ont montré que le poète, à cette occasion avait voulu faire l'éloge des avantages considérables que l'effort moderne, le commerce, l'industrie et, dans une certaine mesure, le luxe avaient réalisé en liant entre eux les nations et les états de la société.

« Les progrès de l'industrie, il faut en convenir, disaient-ils, ont contribué au bien-être des hommes, et l'opinion que le siècle où a vécu M. de Voltaire valait mieux que ceux qu'on regrette tant, n'est point particulière à cet illustre philosophe, elle est celle de beaucoup d'hommes éclairés ».

Voltaire avait écrit :

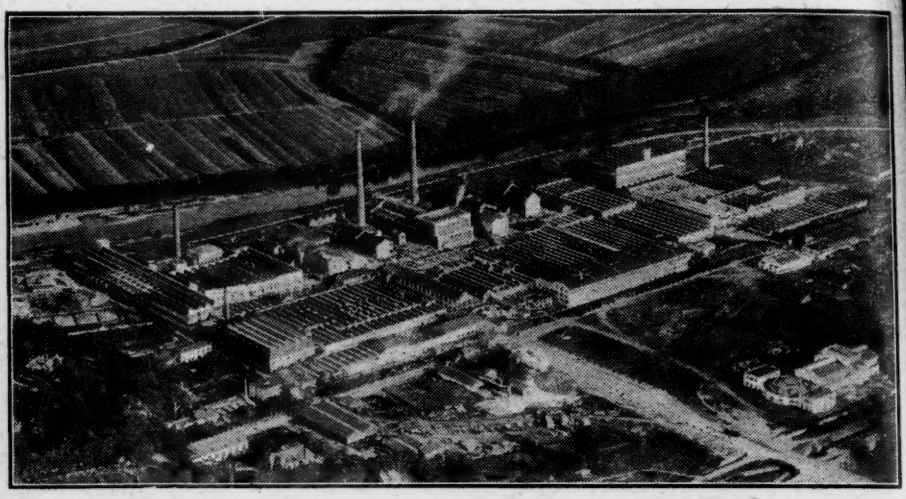
O beau temps que ce siècle de fer !
Le superflu, chose très nécessaire,
A réuni l'un et l'autre hémisphère.

Depuis, d'immenses progrès ont été réalisés et il apparaît très clairement que l'industrie embrassant les trois fonctions de l'économie générale : produire, transformer, échanger, était une des principales manifestations du génie de l'humanité.

« L'industrie, a écrit avec quelque emphase le grand défenseur du libre échange, Michel Chevalier, n'est autre chose que l'esprit humain se faisant de la planète un trône superbe ». Plus simplement il a été constaté qu'en élevant à un degré inouï la puissance créatrice de l'homme, en augmentant ses forces, en créant d'abondantes richesses sociales, la fée industrielle était devenue la reine du monde nouveau.

Laissons parler l'industrie.

BAVIER.



Blanchisserie & Teinturerie de Thaon

SOCIÉTÉ ANONYME
AU CAPITAL DE 20.000.000 DE FRANCS

Paul LEDERLIN O. ✻ **Administrateur-Directeur**

Bureaux à Paris (VIIIe), 23, Rue de Marignan

Usines à :

THAON-les-VOSGES, VILLEFRANCHE-sur-SAONE, AMIENS, GISORS (Eure), NOTRE-DAME-DE-BONDEVILLE, EAUPLET-les-ROUEN, DARNETAL, GRUCHET-LE-VALASSE (Seine-Inf.)

Filiales :

S. H. SHARP & SONS à Kingersheim ; Société Anonyme des Teintures Apprêts & Impressions du Nord - Roubaix ; Maison DELFORTRIE CASTRIQUE - Haubourdin ; Anciens Etablissements STALARS - Lille ; Sté Anonyme des Anciens Etablissements GAGEDOIS, Blanchisserie de DON (Nord)

Toutes manutentions à façon de Blanchiment, Teinture, Impression, Apprêt, Gaufrage, Imperméabilisation et Grattage sur tous tissus de coton en pièce

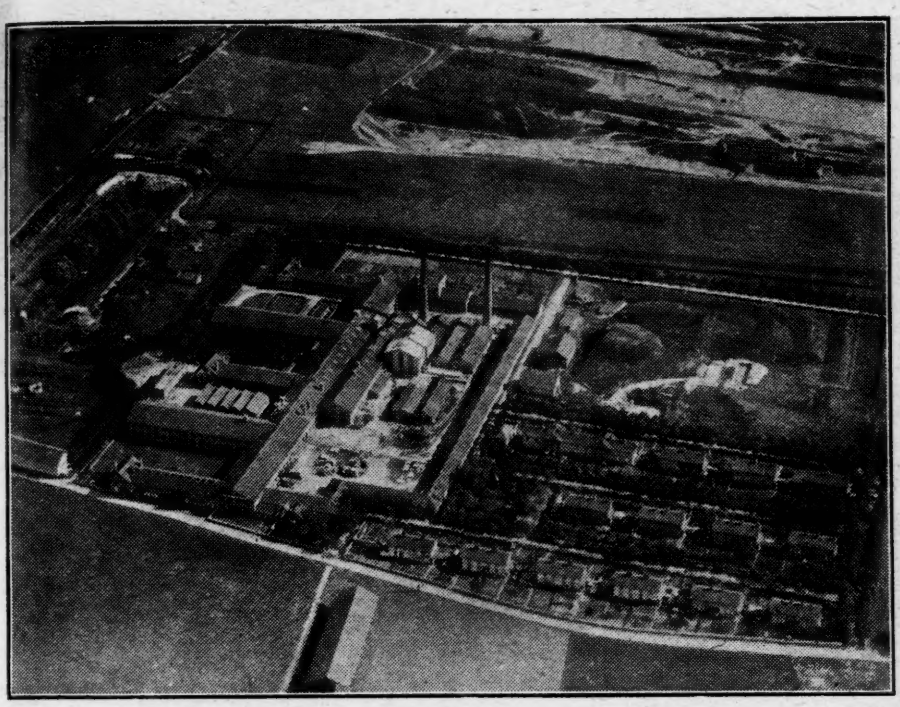
Tous apprêts pour la lingerie et la Robe, le vêtement et la doublure, la chaussure l'ameublement, etc.

SPÉCIALITÉ DE GRANDS BLANCS ET GRANDS TRAITEMENTS : "SIMILI SOIE", "ORGANSIN", "CHENT CLAER", "SPECIAL FINISH EXPORT"

Nuance solides et Nuances grand Teint - Noir d'oxydation Indestructible Inverdissable et Indéchirable - Bleu Indigo - Rouge Andrinople

Apprêts et traitements spéciaux avec conditions spéciales pour l'exportation : Algérie Tunisie - Maroc - Côte d'Afrique - Congo - Madagascar - Indo-Chine et Étranger.

KAKI MILITAIRE EXTRA SOLIDE TROUPES COLONIALES



Société Anonyme des Anciens Établissements Braunstein Frères

Capital : 6.000.000 de Francs

L'industrie du papier à cigarettes est localisée dans deux ou trois pays d'Europe. La France vient en tête avec près de 50 % de la production mondiale ; parmi les différents producteurs Français de cette sorte de papier mince, il convient de citer la Société Anonyme des Anciens Etablissements Braunstein Frères, au capital de 6.000.000 de francs. dont le siège social est à Paris, 83 boulevard Exelmans. Spécialisée dans l'exportation, cette Société place à elle seule sur le marché mondial près du sixième de la production totale française.

Ses deux usines situées, l'une à Gassicourt (Seine-et-Oise), l'autre, à peine achevée, à Thonon-les-Bains (Haute-Savoie), sont munies des perfectionnements les plus modernes. Leur production se divise en deux fractions : l'une est destinée aux fabricants de cigarettes des différentes parties du monde qui l'utilisent sous forme de bobines de plusieurs kilomètres de long. L'autre fraction alimente les deux puissantes manufactures des Etablissements Braunstein qui, l'une à Paris-Auteuil, et l'autre à Angers, transforment les bobines en cahiers enchevêtrés d'un modèle spécial qui sont placés sur le marché sous les marques « Zig-Zag » ou « Dernières Cartouches ». Ces cahiers, très appréciés à l'étranger, sont destinés à ceux des consommateurs qui préfèrent rouler eux-mêmes leur tabac dans le papier de leur choix.

La liaison entre l'Usine de Gassicourt et la manufacture d'Auteuil est assurée au moyen de bateaux auto-moteurs d'une capacité d'environ 150 tonnes qui sont continuellement en relations entre Mantes et Paris.

Quelques chiffres pour finir : la Société occupe environ 1.800 personnes, tant ouvriers qu'employés, et consomme 5.000 H.P.

On fume chaque jour 200 millions de cigarettes avec les 10.000 kgs de papier fabriqués journellement par la Société des Anciens Etablissements Braunstein frères.

SOCIÉTÉ ANONYME DES FROMAGERIES CH. GERVAIS

au Capital de 8.000.000 de Frs

Siège Social à Paris

Usines à GOURNAY-FERRIÈRES et NEUFCHATEL-EN-BRAY

C'est à Ferrières-en-Bray qu'à été fondée en 1852 par M. Charles Gervais la première fromagerie consacrée à la fabrication des « Petits-Suisses », fromagerie qui est devenue maintenant l'usine considérable — la plus importante du genre — dont les immenses bâtiments s'étendent aux abords mêmes de la gare de Gournay.

Le développement des Fromageries Gervais n'a pas seulement porté sur la fabrication et la vente des Petits Gervais et Carrés demi-sel qui constituent ses spécialités les plus appréciées des consommateurs, mais également sur celles du Lait condensé sucré « Gallia » qui rivalise de qualité avec les meilleures marques étrangères, des fromages Camembert, Gruyère Emmenthal français et Pâte de Gruyère, sans oublier les différents sous-produits tels que la Poudre de Lait, la Caséine, etc, etc...

Si Ferrières-en-Bray peut être considéré comme le véritable berceau de la Société — auquel sont venues s'adjoindre de nombreuses usines — c'est à Paris que se trouve le centre de son organisation de vente. Pour son service de livraisons, la Société Gervais a conservé le cachet si plaisant de son origine normande, les cabriolets légers à ses couleurs jaune et bleu, les petits chevaux rapides — qui font l'admiration des connaisseurs — et les blouses rustiques de ses jeunes livreurs bien connus de tous.

Les produits Gervais sont appréciés non seulement à Paris, mais également en province où la clientèle est servie chaque jour par l'intermédiaire de plusieurs succursales et des agents dépositaires que la Société possède dans toutes les principales villes.

A l'étranger, en Belgique et en Angleterre, par exemple, la vente des Petits Suisses, des Carrés demi-sel et des Pâtes de Gruyère Ch. Gervais est aussi très active. Mais l'exportation est particulièrement importante en ce qui concerne le Lait condensé « Gallia » que l'on trouve dans le monde entier et dans les colonies françaises les plus éloignées.

Les fromageries Gervais se sont développées d'une façon remarquable depuis plus d'un demi-siècle et constituent pour le département de la Seine-Inférieure une des industries les plus actives et les plus florissantes qui soient ; ses exportations contribuent pour une large part à l'amélioration de la balance commerciale française.

Sommaire du Supplément

	Pages
Pendule en bronze et marbre fin de l'Epoque Louis XVI. .	VI
Les Germains-Américains . . .	VI
La chasse dans l'Inde	VII
Histoire du Jeu de Polo . . .	VII
La fantaisie dans les timbres-poste	VII

Répertoire des Annonces

Alimentation :
Banania. V

Corsets :
„ Select " VII

Location de services de table.
Juet V

Parfumerie :
Rigaud VIII

Spécialités pharmaceutiques :
Dr Chapelle VIII

Tailleur:
Auld Reekie VI

Teinture pour cheveux :
Oréal VII

LE PLUS EXQUIS
DES DÉJEUNERS SUCRÉS DU MATIN
BANANIA
SURALIMENTATION
INTENSIVE & RECONSTITUANTE

Pour la Publicité
dans ce
SUPPLÉMENT de la «REVUE DE PARIS»
s'adresser à MM.
P. Letellier & Cº
CONCESSIONNAIRES EXCLUSIFS
PASSAGE DES PRINCES, Esc. C
PARIS IIe
Téléphone: Central 61-61

PENDULE EN BRONZE ET MARBRE
fin de l'Epoque Louis XVI

Collection P. & M. JONAS, 6, Bd des Capucines

Auld Reekie

10, Rue des Capucines

2, Rue Volney

PARIS

Tailleur

TÉLÉPHONE : CENTRAL 73-95

Les Germains-Américains

Le correspondant de la *Gazette de Francfort* à New-York a démontré que les appels adressés par de savants professeurs allemands aux Américains d'origine germanique n'étaient pas heureux.

Même dans les Etats du Far West, les pacifistes sont animés de sentiments hostiles à l'égard de l'Allemagne et plusieurs de leurs représentants au Congrès ont déclaré que la France était pleinement dans son droit en occupant la Ruhr.

C'est très joli de dire que 20 millions d'Américains sont d'origine germanique mais les fils et les petits-fils d'émigré ne songent guère à exercer une action politique au profit de la Mère patrie. Les derniers immigrants sont ouvriers, agriculteurs, boutiquiers pour la plupart et ne sauraient parler en public sans être trahis par leur accent. Sauf de rares exceptions, les grands marchands et les banquiers ont peur de se compromettre.

Naturellement, les politiciens sont tout disposés à faire plaisir aux Germains-Américains dans les petites choses, mais jamais lorsqu'il s'agit de questions importantes.

Tous les efforts tentés pour disculper l'Allemagne d'avoir causé la guerre ont été inutiles. Pour l'ensemble des Américains c'est une chose jugée.

Comme auparavant, les Germains-Américains pourront recueillir des fonds pour venir en aide à leurs compatriotes malheureux ; mais dans tous les cas, il ne faut pas compter sur leur appui.

L'exemple des Irlandais est à cet égard significatif. En effet, beaucoup plus influents que les Allemands, ils n'ont pu modifier la politique étrangère des Etats-Unis..

MADAME,

Les

CORSETS & CEINTURES

les plus souples et les mieux étudiés pour la mode actuelle portent tous la marque

"SELECT"

EXIGEZ-LA

Fabrication essentiellement parisienne et garantie à tous points de vue.

La chasse dans l'Inde

—

En 1921 les chasseurs ont tué dans l'Inde 6.000 léopards, 3.000 ours, 2.000 loups, 3.000 tigres et autres animaux, soit un total de 25.000 bêtes féroces; en outre 70.000 serpents ont été exterminés.

300.000 fusils ont pris part à la chasse en vertu des permis réguliers, minutieusement enregistrés et contrôlés.

19.000 personnes ont été tuées par les serpents et 3.360 par des bêtes féroces.

Histoire du jeu de polo

—

On l'a joué en Egypte comme on peut le voir sur des sculptures anciennes.

On l'a joué aussi du temps de Darius et d'Alexandre le Grand en Perse et dans l'Inde ; deux miniatures du Musée Britannique en témoignent. L'une se trouve dans un manuscrit du célèbre poète Firdusi ; l'autre représente quatre amazones.

De la Perse, ce jeu s'est répandu jusqu'à Constantinople, d'une part, et jusqu'en Chine et au Japon, d'autre part.

Au XVIIIe siècle, les planteurs de thé et les commerçants anglais le jouaient dans le Bengali. En 1862, on le retrouve dans le Pundjab. De là, le Polo fut introduit en Angleterre.

Le mot « Polo » vient d'un mot thibétain qui désigne le bois avec lequel on fabrique les boules.

On peut dire que le golf et le criket tirent leur origine du polo avec cette différence qu'ils se jouent à pied au lieu de nécessiter l'emploi de chevaux particulièrement dressés à cet usage.

La fantaisie dans les timbres poste

—

On connaît le timbre français qui représente une semeuse jetant les semences contre le vent. Il y a un timbre allemand qui représente quatre forgerons autour d'une enclume alors qu'il est impossible de faire travailler plus de deux hommes en même temps sur une enclume.

Une colonie anglaise des Antilles vient de représenter Christophe Colomb sur le pont d'une caravelle scrutant l'horizon avec une longue-vue d'un modèle inventé au siècle dernier. Le dessin est parfait, mais le dessinateur a oublié que le voyage de Christophe Colomb a été effectué plus de 300 ans avant la mise en service de la longue-vue.

VITAMINA

Aliment biologiquement complet

Reconstituant puissant

à base de

VITAMINES VÉGÉTALES ET ANIMALES

Redonne des forces

aux

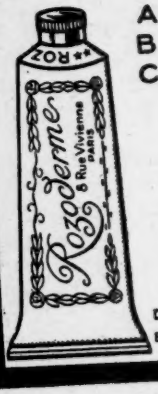
ANÉMIÉS, FATIGUÉS, SURMENÉS

Régularise les fonctions intestinales et rénales

DÉPÔT : 8, Rue Vivienne, 8. — PARIS

et dans toutes les Pharmacies.

Pommade Rozoderme



ADOUCISSANTE
BACTÉRICIDE
CICATRISANTE

Contre

BRÛLURES
ECZÉMA
FEUX DES ENFANTS
GERÇURES
ULCÈRES

DÉPÔT : 8 RUE VIVIENNE - PARIS
ET DANS TOUTES LES PHARMACIES

RIGAUD

PARFUMEUR

16, Rue de la Paix,

PARIS

CALMANN-LÉVY, Éditeurs, 3, rue Auber, Paris (IXe)

ERNEST RENAN

et

HENRIETTE RENAN

Nouvelles Lettres intimes

1846-1850

n volume in-8° carré. — Prix. . . . . 15 fr.

COLLECTION BLEUE à 10 fr. le volume

Volumes in-18, imprimés sur papiers OUTHENIN-CHALANDRE

Déjà parus dans cette Collection

ANATOLE FRANCE

L'Étui de nacre.
L'Ile des Pingouins.
Le Jardin d'Épicure.
Le Livre de mon Ami.
Le Lys rouge.
Les Opiniens de M. Jérôme Coignard.
La Rôtisserie de la Reine Pédauque.
Thaïs.

PIERRE LOTI

Les Désenchantées -:- Pécheur d'Islande
Suprêmes visions d'Orient

ERNEST RENAN

Souvenirs d'Enfance et de Jeunesse

CHEMINS DE FER DE L'EST

Livret-Guide Officiel

La Compagnie des Chemins de fer de l'Est vient d faire paraître un Livret-Guide officiel qui met en évidenc les trois aspects sous lesquels son réseau mérite de reteni l'attention du touriste : les monuments, les champs d bataille de la Grande Guerre, les stations thermales et l région des Vosges.

Le texte, illustré par le maître Robida et agrémenté d photographies, est très agréable à lire et abondammen documenté. On y trouve des descriptions heureuses, de renseignements généraux et des indications sur les service d'auto-cars organisés par la Compagnie.

En vente dans les gares du réseau au prix de 0 fr. 7 ou envoyé franco contre la somme de 1 fr. 05 sur demand adressée au Secrétariat général de la Compagnie, 21, ru d'Alsace, à Paris.

La **SELF RELIURE**, dépôt : **14, Villa Eugène-Leblanc, Paris-XIX** met à la disposition des abonnés de la *Revue de Paris*, aux prix de 3 fr. 7 une élégante reliure instantanée pouvant servir successivement à la protec tion de tous les numéros reçus par l'abonné.

La **SELF RELIURE,** Brevetée S. G. D. G., instantanée et extensibl s'adapte immédiatement à des livres de toute épaisseur et peut serv avantageusement comme liseuse ou comme reliure permanente.

Pour tous les formats courants, demandez la à votre libraire o écrivez **14, Villa Eugène-Leblanc.**

LIBRAIRIE PLON

PRIX NORTHCLIFFE
(PRIX FEMINA ANGLAIS)
1923

JEAN BALDE

LA VIGNE ET LA MAISON

Roman en un volume in-16. . . . . 7 fr.

NOUVEAUTÉS

PAUL BOURGET — GÉRARD D'HOUVILLE
HENRI DUVERNOIS — PIERRE BENOIT

LE ROMAN DES QUATRE

Roman en un volume in-16. . . . . 7 fr.

GASTON CHÉRAU

* LA DESPÉLOUQUÉRO

Un volume in-16, BROCHÉ . . . . . 7 fr. RELIÉ à l'abeille. . . . . 15 fr.

JEAN-LOUIS VAUDOYER

LA REINE ÉVANOUIE

Roman en un volume in-16. . . . . 7 fr.

PAUL RENAUDIN

* L'AMOUREUSE ENFANT

Roman en un volume in-16. . . . . 7 fr.

COLLECTION "LA CRITIQUE"

ANDRÉ GIDE

DOSTOÏEVSKY

Un volume in-16 . . . . . 7 fr. 50

FORTUNAT STROWSKI
Professeur à la Sorbonne

HISTOIRE DES LETTRES
2e PARTIE : DE RONSARD A NOS JOURS

TOME XIII. — **DE L'HISTOIRE DE LA NATION FRANÇAISE DES ORIGNES PRÉHISTORIQUES JUSQU'A NOS JOURS (1920)**

Publiée sous la direction de GABRIEL HANOTAUX, de l'Académie française
Un volume in-4° avec 12 hors-texte en couleurs de Marcel VICAIRE et de nombreuses illustrations en noir de G. RIPART. BROCHÉ. . . . . 48 fr. RELIÉ. . . . . 74 fr.

PLON-NOURRIT & Cie, Imprimeurs-Éditeurs
PARIS, 8, rue Garancière

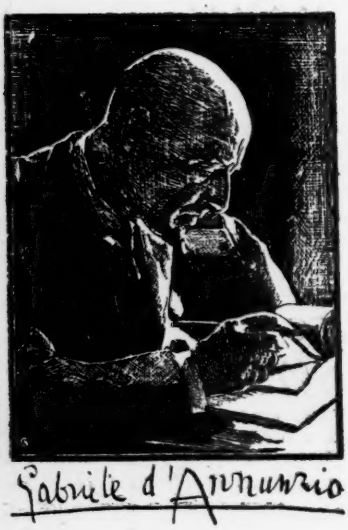
CALMANN-LÉVY, Éditeurs, 3, rue Auber, Paris (IXe)

PIERRE LOTI
de l'Académie française

Un
Jeune Officier
pauvre

Fragments de journal intime
rassemblés et publiés par son fils
SAMUEL VIAUD

Un volume in-18. — Prix . . . . . 6 fr. 75



GABRIELE d'ANNUNZIO

Nocturne

Traduit de l'italien par A. DODERET

Illustrations de ADOLFO de CAROLIS

Un volume in 8° écu. — Prix . . . . . 10 fr.

744-23 — Imp. L. POCHY, 52, rue du Château, Paris.

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

Pour bien percevoir à quel stade de l'évolution intellectuelle de Renan correspondent les *Nouvelles lettres intimes* dont nous signalions l'autre jour la publication, on ne peut mieux faire que de prendre connaissance du volume que M. **Jean Pommier** vient de consacrer à la vie et aux idées du maître (**Renan d'après des documents inédits**). Du point de vue biographique M. Pommier est un guide très sûr, à qui la richesse de la documentation et l'esprit d'analyse le plus subtil ne font jamais défaut. Ce n'est point dire qu'on ne puisse discuter certaines de ses vues. M. Pommier semble opposer au Renan de 1850 celui de 1890. Toutes ses préférences vont d'ailleurs au vieillard, le jeune homme lui semblant trop enivré de son intelligence ou trop agressif. Certes l'esprit de tolérance de Renan n'a fait que croître, sa compréhension des êtres et des choses est devenue graduellement de plus en plus pénétrante et de plus en plus large, il a su en somme tirer profit des leçons de la vie; mais l'homme est resté, dans l'ensemble, très semblable à lui-même, nulle conception nouvelle n'est venue modifier l'orientation de sa pensée et peu d'existences donnent une impression aussi complète. Par ailleurs, M. Pommier reproche à Renan son « égoïsme intellectuel ». Vis-à-vis de sa sœur Henriette, estime-t-il, Renan n'a pas tenu toutes ses promesses, fait tout son devoir. Ce à quoi un critique a judicieusement objecté qu'il ne fallait pas attacher trop d'importance aux plaintes d'Henriette, dont l'affection était passablement exclusive et jalouse. Enfin M. Pommier, qui a par ailleurs l'admiration la plus éclairée pour Renan, formule contre les « côtés détestables » du Renanisme certaines accusations dont on pourrait peut-être contester le bien-fondé. Elles tendent en somme à accuser Renan de jésuitisme. Renan aurait tenté d'abuser quelque peu ses lecteurs, en leur persuadant qu'il n'y avait rien dans ses conceptions qui pût choquer les théologiens. Les expressions incriminées ne nous semblent pas démonstratives. Renan eut le courage de ses idées et l'on ne saurait lui tenir rigueur d'une certaine onction ecclésiastique qu'il conserva toujours. Il cherchait non point à abuser les orthodoxes, mais à les blesser le moins possible.

Il y a profit et agrément à suivre M. **André Hallays** dans ses promenades de flâneur à travers la France. Il a de la bonhomie, un goût très fin et beaucoup de savoir. On ne craint point avec lui les crises de lyrisme intempestives ou les frénésies d'érudition qui rendent tant de touristes-écrivains si fatigants. **La Bourgogne, le Bourbonnais, le Velay et l'Auvergne** ont été le théâtre de ses dernières explorations. A Bussy-Rabutin, vingt souvenirs nous ramènent à l'auteur de *l'Histoire amoureuse des Gaules*. On lira avec curiosité le tragi-comique récit des aventures de sa fille, la marquise de Coligny. Montbard est la cité de Buffon. Hérault de Séchelles y vint visiter le naturaliste et, après avoir capté sa confiance, écrivit sur lui un charmant volume de rosseries : ce fut une des premières interviews modernes. Moulins renferme un beau mausolée de ce duc de Montmorency qui fut décapité pour avoir soutenu la révolte de Gaston d'Orléans. A propos de Bourbon l'Archambault, M. André Hallays donne d'amusants détails sur le séjour qu'y fit Boileau. Après Vézelay, Chatillon-sur-Seine, le Puy, etc., nous parvenons à Riom, dont les vieilles luttes avec Clermont-Ferrand sont évoquées. Terminés maints pieux pèlerinages à de vieilles églises romanes d'Auvergne, nous gagnons le monastère de la Chaise-Dieu pour écouter l'histoire de ses fameuses tapisseries. Il apparaît bien que M. Hallays flâne pour son plaisir. C'est là le meilleur moyen d'assurer le nôtre.

La Brirette, le héros de la **Lumière retrouvée**, de **Georges Lecomte**, est un don Juan très parisien. Dans les salons et les coulisses le beau La Brirette n'a qu'à paraître : les femmes n'ont plus de regard que pour lui. Il a la réputation d'être irrésistible : cela suffit pour qu'on ne lui résiste pas. On le croit même généralement spirituel, ce dont le lecteur, privé du spectacle des grâces vivantes du personnage et réduit à la simple connaissance de ses discours, a de bonnes raisons de douter. Après beaucoup d'autres, Germaine Lusigny est fascinée par La Brirette. Sans doute les choses auraient-elles été menées assez rondement, si le mari de Germaine, ami intime de La Brirette, n'était venu implorer la clémence du séducteur. Celui-ci, touché, s'éloigne. Il y a quelque mérite, car il est devenu lui-même amoureux. Et le voilà qui promène à travers la France sa tristesse et son regret. Il y a toujours profit à voyager : La Brirette va visiter une vieille tante, qui lui parle de « vie intérieure ». Ses discours sont bien un peu vagues, mais, manifestement, la Brirette est déjà sur la bonne voie. Le souci de son âme lui est venu et il a soif de sacrifice. Aussi brise-t-il les derniers liens qui le retenaient à Germaine, une tendre correspondance toujours entretenue ayant jusque-là laissé de bonnes chances à Satan. Par ce renoncement, La Brirette est purifié. Dix-huit mois aux colonies et il reviendra bon à marier. Les personnages de ce roman nous apparaissent sous un jour aussi conventionnel que les situations mêmes où ils sont placés.

M. **Louis Mercier** a célébré dans ses **Petites Géorgiques** les fleurs dont il a une connaissance fort approfondie, les animaux, la vie des champs. Ces petits poèmes en prose semblent l'œuvre d'un amateur du XVIIIe siècle, optimiste et bienveillant, qui se place en face de la nature comme en face d'une amie sans mystère et ironise et s'attendrit à la fois en parlant de « Madame la pie », de « Monsieur le geai », du « sympathique hérisson », voire du crapaud. De cet animal M. Mercier prise avant tout les connaissances musicales : il en veut à Edmond Rostand d'avoir eu peu d'enthousiasme pour ce batracien et aux botanistes de donner des noms rébarbatifs aux fleurs qu'il aime. Sur toutes choses M. Mercier a des vues simples et aimables.

MARCEL THIÉBAUT

LA REVUE DE PARIS

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS, SEINE ET SEINE-[illegible]OISE.	**80** »	**41** »	**21.50**
DÉPARTEMENTS ET COLO[illegible]S FRANÇAISES. .	**86** »	**44** »	**23** »
ÉTRANGER	**98** »	**50** »	**26** »

LA LIVRAISON — 240 pages — **4** fr. **50**

On s'abonne à la Revue de Paris, *3, rue Auber, dans toutes les librairies, dans tous les bureaux de poste de Franc[illegible] de l'Étranger et aussi en utilisant le compte de* Chèques postaux *d[illegible]* [illegible]evue de Paris, n° 360-50, *rue Saint-Roch, Paris.*

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Les abonnements partent du 1er ou du 15 de chaque mois.

Les mandats ou valeurs à vue doivent être adressés à la Revue de Paris, *3, rue Auber.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La Revue de Paris *décline la responsabilité des manuscrits qui lui sont confiés.*

Première Table Décennale (1894-1903). *Prix*. . . . . **2 fr. 50**
Deuxième Table Décennale (1904-1913). *Prix*. . . . . **3 fr. 50**

P. BRODARD, imprimeur de la *Revue de Paris*, 85bis, faubourg Saint-Honoré, Paris.